LE MONDE INTERACTIF
■ Le multimédia découvre le social
■ Emploi : 8 pages d'annonces classées

Le Monde

55e ANNÉE – N° 16803 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — MERCREDI 3 FÉVRIER 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Corse : la police pense avoir identifié les assassins du préfet Erignac

UN AN après l'assassinat, le 6 février 1998 à Ajaccio (Corse-du-Sud), du préfet de Corse, Claude Erignac, les enquêteurs affirment aujourd'hui disposer de suffisamment d'éléments leur laissant penser qu'ils ont identifié et localisé les commanditaires et les membres du commando ayant participé à l'opération, sans pour autant connaître le rôle exact de chacun. Plusieurs témoignages recueillis durant l'automne 1998, et depuis recoupés, établiraient que les commanditaires appartiennent à la mouvance ultra-nationaliste dite « enseignante ». Au nombre de cinq ou six, les membres du commando – composé d'anciens du FNLC et d'anciens condamnés de droit commun – auraient été encadrés par un ancien légionnaire. Un mois avant la mort du préfet, une précédente tentative d'assassinat aurait eu lieu.

Lire page 8

35 heures : le casse-tête des fonctionnaires

- Un rapport de l'Inspection des finances s'inquiète du temps de travail dans la fonction publique
- Critiquant sévèrement le laxisme des administrations, il propose une politique salariale de rigueur
- A La Poste, le projet d'accord sur les 35 heures prévoit 20 000 recrutements

LE GOUVERNEMENT rencontre de nouvelles difficultés dans la mise en œuvre de la réforme des 35 heures. Alors que les grandes entreprises du secteur privé tardent à signer des accords de réduction du temps de travail, le débat s'engage sous de mauvais auspices dans la fonction publique. Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, avait annoncé, le 13 janvier, son intention d'engager une « *concertation* » avec les fédérations de fonctionnaires, appuyée sur un rapport commandé à Jacques Roché. La publication de ce document, qui devrait dresser un état des lieux exhaustif sur le temps de travail dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales, hôpitaux), devrait intervenir la semaine prochaine.

Mais, sans attendre, l'inspection générale des finances, dans une note préparatoire confidentielle révélée par *La Lettre de l'Expansion* et que *Le Monde* s'est procurée, dresse un constat très critique du fonctionnement des services de l'Etat. Les durées de travail y sont, selon elle, très souvent inférieures à la norme légale. Laissant entendre que le laxisme prévaut dans de nombreuses administrations, elle propose au gouvernement de refuser une application uniforme des 35 heures et de mettre en œuvre une « *modération des salaires* » ainsi qu'« *une amélioration de la productivité* ». Ce constat sévère ne devrait pas faciliter les discussions avec les syndicats. D'ores et déjà, la CGT et FO ont dénoncé les « *arguments tendancieux* » de l'inspection.

A La Poste, la direction générale devait transmettre aux syndicats, mardi, un projet d'accord-cadre sur les 35 heures. Il prévoit une réduction de la durée du travail pour 91 % des 307 000 agents ; vingt mille recrutements, en 1999, en contrepartie de vingt mille départs à la retraite ; la réduction des heures supplémentaires ; une amélioration de l'accueil de la clientèle, la généralisation de l'ouverture des bureaux le samedi n'étant pas exclue.

Lire pages 6 et 7

Les cent jours de M. Schröder

■ Le nouveau chancelier social-démocrate admet qu'il a pris des décisions trop rapides, en particulier sur le nucléaire

■ Les Allemands sont satisfaits du changement

■ Les médias dénoncent le « désordre » du gouvernement

Lire page 2

Mémorial, dix ans de lutte pour l'histoire et les droits de l'homme en Russie

MOSCOU
de notre correspondant

C'était le 28 janvier 1989. Andreï Sakharov, Prix Nobel de la paix, était élu président de l'association Mémorial, lors de son congrès fondateur. A ses côtés se trouvaient la plupart des personnalités de la dissidence soviétique, dont l'écrivain Anatoli Rybakov et l'historien Roy Medvedev. Dans l'effervescence politique des dernières années de la perestroïka, Mémorial allait vite apparaître comme un des piliers du mouvement démocratique.

Dix ans plus tard, les anciens dissidents ne sont plus écoutés et les espérances politiques du début des années 90 se sont évanouies. Mais Mémorial existe toujours, et ses travaux historiques comme ses publications sur les questions des droits de l'homme font référence. Ce week-end, l'association, que préside Sergueï Kovalev, a célébré son dixième anniversaire en ouvrant un site Internet (www.memo.ru). Eloigné des jeux politiques, Mémorial est désormais centre de recherche sur l'histoire du totalitarisme, observatoire des droits de l'homme dans les pays de l'ex-URSS et conseil juridique pour les victimes de la répression politique.

« *Il est vite apparu que faire l'histoire du Goulag sans s'occuper des droits des gens, aujourd'hui, était impossible, voire douteux* », explique Alexandre Daniel, directeur exécutif de l'association. Son père, Iouli Daniel, fut, avec Andreï Siniavski, l'accusé du premier grand procès de la dissidence, en 1965. Sa mère, Larissa Bogoraz, fut condamnée à quatre ans d'exil pour avoir manifesté en 1968, sur la place Rouge, contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

« *Je ne crois pas que nous pesons moins aujourd'hui* », dit Alexandre Daniel, en faisant visiter les trois étages d'un ancien hôtel particulier qu'occupe l'association. Financée à 90 % par des crédits étrangers (Fonds Ford, Fondation Soros, National Endowment for Democracy), Mémorial revendique environ 15 000 membres à Moscou et une centaine d'associations régionales affiliées. Cinquante chercheurs travaillent régulièrement sur un fonds d'archives exceptionnel constitué ces dernières années.

« *A la fin des années 80, l'intérêt pour l'histoire a été une sublimation de l'envie de faire de la politique*, estime Alexandre Daniel. *Cette agitation est retombée, mais je pense que l'intérêt demeure. Car il ne s'agit pas d'études historiques académiques, mais du passé de chacun de nous dans ce pays. Les jeunes demeurent liés à cette histoire, par leurs parents, par leurs grands-parents.* »

Dans le même temps, l'association s'est opposée à la guerre en Tchétchénie, a publié le premier annuaire des goulags, a mené des études sur la violation des droits des minorités dans les régions russes, s'est battue pour la réhabilitation des victimes du totalitarisme soviétique. Ces allers-retours permanents entre passé et présent ont renforcé son autorité et font que Mémorial est l'une des rares associations démocratiques à avoir survécu à la déstructuration générale de la société russe.

François Bonnet

La nuit des deux lunes

SI LE TEMPS *est clément*, les Français devraient assister, jeudi 4 février, à un événement surprenant. Vers 18 h 45, quatre heures avant que ne se lève la Lune, une deuxième lune, beaucoup plus petite, beaucoup plus brillante mais très éphémère, devrait passer dans le ciel. Ce satellite artificiel est le fruit du déploiement en orbite par les cosmonautes de Mir d'un miroir de 25 mètres de diamètre censé réfléchir sur Terre les rayons du Soleil. L'expérience, la deuxième du genre, vise à vérifier s'il est possible d'éclairer depuis l'espace des zones plongées pendant de longs mois dans la nuit polaire.

Lire page 23

ETIENNE GEORGE/HETK

Astérix et Obélix contre Hollywood

Claudi Zidi réussit la transposition de la bande dessinée au cinéma grâce à un gros budget et à l'accumulation d'effets spéciaux. A l'américaine. p. 27

Monica Lewinsky n'a rien dit

Le témoignage de l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche n'apporte pas d'éléments contre M. Clinton. p. 4

Pinochet se défend

A Londres, les avocats de l'ancien dictateur contestent la levée de son « *immunité souveraine* ». p. 3
et le point de vue de Carlos Fuentes p. 14

Ile-de-France : réduire les inégalités

Le gouvernement veut contraindre les communes les plus riches d'Ile-de-France à aider les plus pauvres. p. 11

Le ras-le-bol des pompiers

Les pompiers dénoncent leurs conditions d'intervention dans les quartiers sensibles. *L'explosion d'une voiture au GPL a blessé six d'entre eux à Vénissieux.* p. 32

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 203 - 7,50 F

Tout y est dit, à vous de voir !

200 PAGES
50 F - 7,62 €

▲ 174 pays analysés par les journalistes et correspondants du « Monde »
▲ A l'approche des élections européennes, un cahier spécial sur l'euro et l'Europe
▲ Les nouvelles donnes de la politique économique et sociale française
▲ Le panorama des 26 régions françaises
▲ Les mutations de l'économie française et mondiale
▲ Un palmarès, par secteur, des plus grandes entreprises en France et dans le monde
▲ Un véritable tour du monde économique et social

Le Monde

POINT DE VUE

Sur le négationnisme imaginaire de Gilles Veinstein

par Pierre Vidal-Naquet

GILLES VEINSTEIN est-il un négationniste du génocide des Arméniens ? C'est là une des questions que l'on peut se poser en lisant la page 9 du *Monde* du 27 janvier. Mais cette question en appelle d'autres auxquelles il faut répondre avec clarté.

Le concept juridique de « génocide » est né en 1944, créé par le juriste américain Raphael Lemkin devant l'ampleur prise par le massacre des juifs, exterminés simple*ment parce qu'ils étaient nés juifs.* Il a été depuis ratifié par la convention de 1948 et utilisé, parfois à bon escient, parfois de façon contestable et même parfois de façon *franchement abusive*. Le massacre des Tutsis du Rwanda en 1994 est un bon exemple d'utilisation correcte du mot. Quoi qu'en ait dit en son temps le Tribunal Russell, le *concept de génocide* ne s'appliquait pas à la guerre américaine au Vietnam. J'avais alors essayé en vain d'en convaincre l'un des juges.

S'applique-t-il au massacre des Arméniens de Turquie en 1915 et pendant les années suivantes ? Pour autant que je sois informé après avoir lu un certain nombre d'ouvrages, y compris ceux qui exposent la thèse « turque », ma réponse personnelle est : oui. Pour *me borner à une des pièces à* conviction : les rapports du consul américain Leslie A. Davis sur ce qui s'est passé dans la province de Harput, au cœur de l'Anatolie, *donc loin de tout danger russe* et avec l'accord du gouverneur, ne laissent aucun doute sur la question. Il s'est bien agi d'une entreprise de destruction de masse.

Lire la suite page 14

Pierre Vidal-Naquet *est historien, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).*

Mitterrand l'Américain

GEORGE BUSH

DANS SON LIVRE, *A la Maison Blanche, quatre ans pour sauver le monde*, George Bush, président des Etats-Unis de 1989 à 1992, raconte son « *amitié* » avec François Mitterrand. Il évoque leurs conversations, dont *Le Monde* publie des extraits, sur la réunification de l'Allemagne, la guerre du Golfe et le coup d'Etat de Moscou.

Lire page 13

International	2	Tableau de bord	20
France	6	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie	26
Régions	11	Jeux	26
Carnet	12	Culture	27
Horizons	13	Guide culturel	29
Entreprises	16	Kiosque	30
Annonces classées	18	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	31

INTERNATIONAL

CENT JOURS Trois mois après son entrée en fonctions, la nouvelle coalition sociaux-démocrates-Verts au pouvoir à Bonn bénéficie d'une bonne cote de popularité. Selon les sondages, 75 % des Allemands sont satisfaits du nouveau chancelier, Gerhard Schröder, qui a su tenir ses promesses électorales, en particulier dans le domaine social. ● LA PRESSE, en revanche, est très critique et tire à boulets rouges sur les atermoiements et les faux pas du gouvernement, notamment sur le dossier du retraitement des déchets nucléaires, et lui reproche de ne pas toujours mesurer les implications de ses décisions. ● LA CROISSANCE outre-Rhin donne des signes de net ralentissement. Pour relancer celle-ci et la demande intérieure, les syndicats – l'IG Metall en tête – sont favorables à une hausse importante des salaires. Fin 1998, la République fédérale comptait 4,15 millions de demandeurs d'emploi.

Les débuts brouillons du gouvernement Schröder en Allemagne

L'arrivée au pouvoir de la coalition SPD-Verts a apporté une bouffée d'air frais outre-Rhin après les seize ans de règne d'Helmut Kohl. Mais la presse dénonce les erreurs commises sur la question du nucléaire et les hésitations sur la réforme de l'Etat social

BONN
de notre correspondant

Cent jours après son entrée en fonctions, Gerhard Schröder est apprécié de ses compatriotes... mais vilipendé par les médias. 75 % des Allemands sont satisfaits du travail du chancelier, selon un sondage de l'hebdomadaire *Der Spiegel* paru le 1er février ; les intentions de vote des électeurs n'ont guère évolué depuis le 27 septembre. En revanche, la presse, qui avait porté aux nues le candidat social-démocrate pendant la campagne, tire depuis quelques semaines à boulets rouges sur le nouveau gouvernement. *Die Zeit* parle de « *cent jours faibles* » et le *Spiegel* consacre un dossier de onze pages sur « *le chaos avec le chancelier* ».

Après seize années de règne Kohl, l'arrivée de la gauche au pouvoir à Bonn avait apporté une bouffée d'air frais en Allemagne. *Les nouveaux venus, qu'ils soient* Verts ou sociaux-démocrates, ont séduit par leur franchise, adoptant un « parler vrai » qui tranchait avec l'équipe précédente. Gerhard Schröder, l'homme proche des entreprises, allait parvenir à moderniser l'Allemagne tout en corrigeant les réformes de M. Kohl jugées injustes par une majorité de la population. Le nouveau gouvernement a ainsi adopté une réforme audacieuse du code de la nationalité, qui ne serait plus fondé exclusivement sur le droit du sang, ouvrant la voie à l'intégration des 7,3 millions d'étrangers vivant outre-Rhin.

Les Allemands savent gré au chancelier d'avoir tenu ses promesses électorales dans les trois mois qui ont suivi sa nomination. M. Schröder a augmenté de 13 % les allocations familiales au 1er janvier 1999 et annulé les nombreuses réformes de l'Etat social péniblement imposées par Helmut Kohl. Une réforme contestée des retraites a été annulée ; le remboursement à 100 % des congés-maladie a été rétabli, le ticket modérateur pour l'achat de médicaments a été réduit ; les salariés des PME de cinq à dix salariés bénéficient de nouveau de la loi sur la protection contre le licenciement. Dans un pays qui ne supporte pas de laisser les jeunes inactifs, le gouvernement a lancé un programme d'apprentissage pour 100 000 jeunes sans emploi.

« C'ÉTAIT UNE ERREUR »

Le gouvernement n'a cependant imposé aucune réforme idéologique. La réintroduction de l'impôt sur la fortune, qui figurait au programme du SPD et des Verts n'a pas été inscrite dans le contrat de coalition. Et lorsque M. Schröder s'aperçoit que les convictions de ses camarades conduisent à des erreurs, il intervient. Il a ainsi arrêté *in extremis* un projet prévoyant de taxer plus lourdement les petits emplois payés moins de 630 marks (320 euros) par mois, qui concernait des millions d'Allemands et aurait conduit à une nouvelle envolée du chômage. Quant au ministre des finances, Oskar Lafontaine, honni par la presse allemande et les monétaristes pour ses convictions néokeynésiennes, il s'est rapidement rangé à l'orthodoxie financière en réaffirmant l'indépendance des banquiers centraux et sa volonté de respecter le Pacte de stabilité et de croissance.

La presse allemande et l'opposition dénoncent essentiellement le désordre qui règne à Bonn. Depuis trois mois, l'équipe Schröder multiplie les initiatives, sans toujours en étudier les conséquences, et se voit obligée ensuite de les corriger en catastrophe. Le dossier nucléaire en est une illustration caricaturale : le chancelier a dû renoncer à interdire le transport des déchets nucléaires à partir du 1er janvier 2000, après avoir annoncé le contraire dix jours plus tôt. « *C'était une erreur* » a-t-il reconnu. Le ministère de la justice n'avait pas été consulté pour évaluer les conséquences du projet de loi sur le nucléaire et le gouvernement n'avait pas mesuré les implications de cette décision à l'étranger. De même, il a fallu reprendre la réforme fiscale d'Oskar Lafontaine, qui voulait supprimer des niches fiscales au grand dam des agriculteurs et des PME, ou la réforme écologico-fiscale, qui exemptait les gros consommateurs d'énergie et n'avait plus grand-chose d'écologique.

« *Nous avons adopté au début un rythme rapide, parfois trop rapide. C'était, pour le SPD, les questions sociales, pour les Verts la question de l'atome*, a reconnu M. Schröder, le 28 janvier, dans un entretien au *Tagesspiegel*. *On prend le risque que tel ou tel aspect d'une décision n'ait pas été pris en compte avec l'attention qu'il aurait méritée. Il est parfois utile de pouvoir dire : stop ! D'abord réfléchir puis prendre une nouvelle décision.* »

Les difficultés s'accumulent donc pour le chancelier, alors que le chômage est reparti à la hausse depuis novembre 1998 et que la croissance faiblit. Oskar Lafontaine doit revoir tous ses projets budgétaires depuis qu'un arrêt explosif de la Cour constitutionnelle a ordonné, début janvier, une baisse considérable des impôts des familles, créant un trou budgétaire estimé de 5 milliards d'euros (32 milliards de francs) dès l'an prochain.

MALADRESSES VOLONTAIRES

Le gouvernement n'a pas encore entrepris la réforme de l'Etat social et du marché du travail. « *Les annulations de réformes ne sont pas réformes* », reconnaissait en décembre, Bodo Hombach, ministre à la chancellerie, bras droit de M. Schröder. Le pacte pour l'emploi qui réunit gouvernement, patronat et syndicats doit créer un climat permettant de faire accepter aux partenaires sociaux et à la population les réformes nécessaires, ajoute-t-il. Mais les revendications du syndicat de la métallurgie, qui réclame 6,5 % de hausse des salaires (*lire ci-dessous*), pèsent sur cette réunion. De son côté, le ministre du travail, Walter Riester, doit préparer un projet de réforme des retraites, mais pas avant la fin de l'année. Enfin, le gouvernement n'a pas lancé de projet réellement nouveau pour reconstruire l'ancienne RDA.

En politique étrangère, l'Allemagne est à l'unisson de ses partenaires étrangers dans la crise au Kosovo, en dépit de courants pacifistes chez les écologistes et le SPD. Elle a toutefois commis deux maladresses volontaires : la première, lorsque le ministre Vert des affaires étrangères, Joschka Fischer, a demandé si l'OTAN ne devait pas s'engager à ne pas utiliser en premier l'arme atomique ; la seconde lorsque le gouvernement a renoncé à demander à l'Italie l'extradition du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, pour éviter de déplacer le conflit kurde sur son territoire.

Mais la grande épreuve internationale du gouvernement Schröder est la réforme européenne de l'Agenda 2000. Le chancelier, qui a dénoncé en décembre « *l'argent allemand flambé à Bruxelles* », veut obtenir une baisse de la contribution nette allemande au budget européen. Mais est-ce compatible avec la tâche d'un président de l'Union qui doit chercher le compromis entre les Quinze ?

Arnaud Leparmentier

Premier test électoral en Hesse

Les élections régionales de Hesse (région de Francfort), dimanche 7 février, seront le premier test électoral pour le gouvernement Schröder. Les sondages sont favorables à la majorité sortante, une coalition SPD-Verts peu stable, qui a connu trois ministres écologistes différents de l'environnement durant la législature. L'enjeu est important pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui a mené une campagne très à droite, recueillant plus de 200 000 signatures contre le projet Schröder d'accorder la double nationalité aux étrangers. Cette pétition pourrait être renforcée au lendemain du scrutin, si la CDU attire des électeurs de gauche opposés à cette réforme. Mais la CDU a surtout pris le risque de se couper de son électorat centriste. Dans ce cas, la stratégie « droitière » poursuivie par Wolfgang Schäuble, le successeur de M. Kohl à la tête du parti, serait mise en cause. – *(Corresp.)*

TROIS QUESTIONS À...

ERHARD EPPLER

1 Ancien ministre de Willy Brandt et, brièvement, d'Helmut Schmidt, vous vous êtes battu dès les années 70 pour inscrire la sortie du nucléaire dans le programme du Parti social-démocrate. Que pensez-vous des atermoiements de Gerhard Schröder sur le sujet ?

C'est la première fois en Europe que, par une décision politique, on va supprimer une technique dans laquelle on a investi une centaine de milliards de marks. C'est un projet hautement politique d'une portée gigantesque qui n'en est pas à une année ou deux près. Même s'il faut attendre vingt ans pour que la dernière centrale nucléaire s'éteigne, ce sera une victoire de la politique sur l'économie.

2 *Vous venez de publier un livre, Die Wiederkehr der Politik* (« le retour de la politique »). Pensez-vous que la coalition rouge-vert va mettre fin au « rejet de la politique » à la mode en Allemagne ces dernières années ?

Il faut que les gens sentent qu'il n'est pas indifférent s'ils votent pour les uns ou pour les autres et que le marché ne peut pas remplacer la politique. La mondialisation n'est pas la fin de la politique mais un défi qui lui est lancé. Nous avons la chance unique, actuellement en Europe, que quatre grands pays soient gouvernés par des dirigeants ayant à peu près la même sensibilité. C'est maintenant ou jamais le moment d'engager un dialogue sur un modèle européen qui trace une ligne entre ce qui relève du marché et ce qui est du ressort de la politique. La France doit en prendre l'initiative.

3 Vous plaidez pour un retour de l'éthique dans la politique mais on ne vous a pas entendu dans le débat récent sur le passé allemand...

Si un écrivain comme Martin Walser n'est plus en mesure de dire ce qu'il veut et se trouve obligé, *a posteriori*, de s'expliquer sur ce qu'il a voulu dire, c'est déplorable. Les jeunes sont innocents, mais ils portent le sac à dos de l'histoire allemande. Voudraient-ils s'en débarrasser que d'autres viendraient le leur remettre. Il n'y a là rien de bien nouveau. Et il ne faut pas oublier l'effet de la guerre froide sur toute cette discussion. Les Allemands ont été enthousiastes dans les années 50, quand Adenauer et les Alliés leur ont dit qu'ils pouvaient rattraper, contre un totalitarisme bien actuel, ce qu'ils avaient manqué contre le totalitarisme passé.

Propos recueillis par Daniel Vernet

Des hausses de salaires pour relancer la croissance ?

BONN
de notre correspondant

« *Nous voulons être jugés, à toute heure et pas seulement dans quatre ans, à l'aune de notre contribution à la lutte contre le chômage* », affirmait le chancelier Gerhard Schröder dans sa déclaration gouvernementale, le 10 novembre 1998. Le même mois, le nombre de demandeurs d'emploi, qui reculait depuis le début de l'année, s'est de nouveau mis à augmenter : + 8 000 en novembre, + 34 000 en décembre, pour atteindre 4,15 millions de personnes en données corrigées des variations saisonnières.

Alors que la croissance ralentit et devrait atteindre 2 % en 1999, que les exportations s'essoufflent, les syndicats jugent que la demande intérieure doit prendre le relais, pour relancer la croissance et réduire le chômage. C'est pour cette raison que le syndicat de la métallurgie, IG Metall, réclame une augmentation de 6,5 % des rémunérations. Depuis le 29 janvier, IG Metall appelle à des grèves d'avertissement, puisque le patronat – qui estime qu'une part très faible seulement des hausses de salaire sert à acheter des produits allemands – ne propose que 2 % de relèvement plus une prime de 0,5 %, liée aux résultats de l'entreprise. Pour leur part, les syndicats des services publics ÖTV demandent 5,5 %, ce que refuse fermement le gouvernement.

Dès l'automne 1997, Klaus Zwickel, numéro un de l'IG Metall, avait annoncé la fin de la modération des revendications salariales, tandis que le président du Parti social-démocrate (SPD), Oskar Lafontaine, devenu depuis ministre des finances, a plaidé pendant toute la campagne électorale pour une croissance des rémunérations suivant le rythme de l'inflation et des gains de productivité. Selon M. Lafontaine, l'Allemagne n'a pas de problème de compétitivité : son excédent commercial, notamment, a atteint, en 1998, 130 milliards de marks (66,5 milliards d'euros) – un record depuis la réunification.

EFFET PERNICIEUX

Patrick Artus, chef des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, conteste vivement cette analyse. « *La balance commerciale est un très mauvais indicateur de la compétitivité d'un pays. Les Américains ont un déficit considérable parce qu'ils n'épargnent pas, mais leur industrie est parfaitement compétitive. Mieux vaut regarder les investissements directs, et là, la situation est très défavorable pour l'Allemagne* », juge M. Artus, qui estime que les Allemands vont gâcher tous les efforts accomplis depuis quelques années. Le patronat d'outre-Rhin estime que les coûts unitaires salariaux allemands sont encore de 11 % supérieurs à ceux de ses partenaires industriels (contre 21,8 % en 1995).

De leur côté, les syndicats assurent que, grâce à la forte productivité de la main-d'œuvre allemande, les salariés peuvent avoir des rémunérations supérieures à celles de leurs voisins. Cet argument n'est plus complètement fondé, dans la mesure où les autres pays d'Europe finissent par rattraper la productivité allemande. Et il est pernicieux pour l'emploi : ce sont maintenant ces hauts salaires – et la baisse du temps de travail mise en œuvre dans les années 80-90 –, qui contraignent les industriels à se lancer une course à la productivité et à licencier.

Dans un pays qui a détruit plus de 2,7 millions d'emplois depuis 1991, l'enjeu est de créer des emplois de services au royaume des ingénieurs. L'emploi industriel outre-Rhin occupait en 1996 encore 37,5 % de la population active contre 25,9 % en France et 23,8 % aux Etats-Unis, selon l'OCDE. L'Institut d'études économiques de Berlin, DIW, estime que la faiblesse du taux d'activité dans les services est dû à des différences de classification. Si l'argument mérite d'être examiné pour les services aux entreprises, il suffit de passer quelques jours en Allemagne pour constater l'insuffisance flagrante des services aux particuliers, qu'il s'agisse des heures d'ouverture des magasins, du personnel des hôtels et restaurants, de l'absence de crèches pour enfants, etc. Ces emplois n'existent pas parce qu'ils coûtent horriblement cher.

Plus gênant, le pays refuse ces emplois, qualifiés péjorativement de « *Mac-Do jobs* ». Heiner Flassbeck, économiste en chef du DIW, aujourd'hui secrétaire d'Etat au ministère des finances, expliquait en février que ces emplois aux Etats-Unis sont occupés par une population non qualifiée qui n'existe pas ou peu en Allemagne. Le patronat estime, au contraire, qu'il existe un potentiel de création de plusieurs millions d'emplois, mais pas au prix actuel...

A. Le.

Paris déplore les contradictions de la politique européenne de Bonn

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Les Français déplorent les contradictions de la politique allemande dans la négociation sur l'Agenda 2000, qui porte sur le financement de l'Union de 2000 à 2006, la réforme de la politique agricole commune (PAC) et des fonds structurels, ainsi que sur la correction des déséquilibres budgétaires pénalisant aujourd'hui l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède. En octobre 1998, à Pörtschach (Autriche), Gerhard Schröder, qui s'apprêtait à présider les travaux des Quinze à compter du 1er janvier, proclamait avec force sa volonté de parvenir à un accord politique lors du conseil européen extraordinaire fixé aux 24 et 25 mars. Depuis, il n'a en rien dévié de son objectif – tout au contraire – puisque, afin d'exercer une pression politique dans ce sens, une seconde réunion spéciale des chefs d'Etat et de gouvernement a été convoquée pour le 26 février.

A Bruxelles, au niveau des experts et des ambassadeurs, la présidence allemande joue loyalement le jeu, posant les bonnes questions, résumant avec impartialité les débats et parvenant à rapprocher les positions. Mais elle agit aussi comme si ce travail d'honnête courtier ne la concernait pas elle-même : au niveau politique – et c'est là où surgit le contraste – les Allemands continuent à défendre des positions qui n'ont guère de chance d'être retenues, fermant ainsi la porte, malgré l'intention affichée de parvenir à un accord, fin mars.

C'est vrai en particulier à propos des mesures à prendre pour réduire leur « contribution nette » au budget européen (la différence entre ce qu'ils y versent et ce qu'ils reçoivent en retour). Le nouveau gouvernement, dont on disait d'abord qu'il ne portait qu'un intérêt limité à cette revendication chère à Helmut Kohl et à son ministre des finances, Théo Waigel, l'a finalement reprise à son compte avec détermination, sans toutefois préciser l'ampleur de l'effort demandé aux partenaires.

VIF MÉCONTENTEMENT

Pour la faire aboutir, Bonn – comme la Commission européenne et un petit nombre d'Etats membres – est favorable au cofinancement des dépenses agricoles : une partie des aides directes versées aux paysans, qui sont aujourd'hui intégralement prises en charge par le budget européen, serait désormais financée par les Trésors nationaux.

Une majorité d'Etats membres est hostile à cette formule. Les Français – et plus récemment les Espagnols – ont fait savoir avec force qu'il n'était pas question pour eux de s'engager dans cette voie. Mais les Allemands persistent, feignant de croire qu'il s'agit là de résistances passagères.

Les Français sont frustrés par une telle attitude. « *Nous sommes prêts à prendre en considération leur problème budgétaire, mais ils ne peuvent pas nous imposer à la fois l'objectif et le moyen de l'atteindre* », fait-on valoir à Paris. Leur mécontentement est d'autant plus vif qu'ils considèrent qu'un accord franco-allemand, prélude à un arrangement général, devrait être facile à dégager pour peu que Bonn accepte de faire quelques concessions. Ils proposent de plafonner les dépenses agricoles et régionales au niveau de 1999. S'agissant de la PAC, les Français suggèrent même d'aller au-delà et de réduire progressivement les aides directes versées aux paysans. Une telle politique d'économies permettrait de réduire la contribution allemande, mais aussi de préparer l'élargissement aux pays d'Europe centrale. Tout en l'admettant, les Allemands refusent jusqu'à présent de prendre en considération les propositions de Paris, lesquelles poseraient d'énormes problèmes à nombre de leurs régions agricoles peu compétitives, comme la Bavière ou même les plaines du Nord.

A la veille des élections européennes, cette perspective ne plaît guère au chancelier Schröder. Mais les Français lui rappellent, non sans raison, qu'aux conseils européens de Pörtschach, puis de Vienne, les Quinze étaient convenus – c'était même les seuls progrès accomplis alors – qu'un accord sur l'Agenda 2000 exigeait que chacun des Etats membres prenne sa part du fardeau. C'est là un engagement que Bonn semble avoir oublié...

Philippe Lemaître

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Dublin
L'anglais à Bristol
L'allemand à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs
Bordeaux 05 57 92 34 12 Lille 03 20 40 28 38
Lyon 04 78 24 60 74 Paris 01 44 19 66 66
Rennes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 45 38 00

Les parlementaires néerlandais ouvrent l'enquête sur l'énigme du crash de l'avion d'El Al en 1992

L'appareil contenait-il des composants d'armes chimiques et bactériologiques ?

850 résidents du quartier d'Amsterdam où a eu lieu l'accident souffrent de maux récurrents et inexpliqués. Une série de questions restent sans réponses, en particulier celles concernant le contenu exact du fret. De nombreux éléments de l'enquête ont disparu ou été falsifiés. Israël a récemment reconnu que l'appareil transportait trois des quatre composants servant à la fabrication du gaz sarin.

AMSTERDAM
de notre correspondant

Six semaines d'auditions environ et quelque 85 témoins permettront-ils de faire la lumière sur la *catastrophe aérienne* du Boeing d'El Al qui fit au moins 43 morts, *le 4 octobre* 1992, à *Amsterdam* ? Cette recherche de la vérité est l'objectif de la Commission d'enquête parlementaire qui a commencé ses travaux à la fin de la semaine dernière à La Haye. Pourquoi une commission d'enquête parlementaire ? C'est que de très nombreuses zones d'ombres sont apparues depuis l'accident, et que des pièces importantes du dossier – celles en particulier concernant le fret à bord du cargo –, ont disparu ou ont été manifestement falsifiées.

La liste des mystères entourant le vol LY 1862 est longue. Il est 18 h 22, en ce dimanche, lorsque le cargo Boeing 747, officiellement en provenance de New York, décolle de l'aéroport de Schiphol, direction Tel Aviv. Un écrou de fixation d'un des moteurs d'aile se casse, entraînant un second moteur et endommageant l'aile. L'avion tente de retourner sur l'aéroport, survole le centre de la capitale et s'écrase sur une barre d'immeubles, dans le quartier du Bijlmer. Officiellement, 39 résidents, trois hommes d'équipages et un passager ont péri sous le choc. Le nombre pourrait être supérieur : le quartier abrite nombre d'immigrés clandestins.

« MATÉRIEL MILITAIRE »

Première question : pourquoi le pilote a-t-il voulu emprunter une autre piste d'atterrissage que celle recommandée par la tour de contrôle ? *Un policier*, parmi les premiers témoins devant la Commission, a affirmé sous serment que l'avion n'a pas suivi la route que décrit le rapport du RLD, l'organe gouvernemental de contrôle du ciel. L'homme est si sûr de son fait qu'il en a fait procès verbal dès le lendemain du crash. Pourtant, le RLD refuse à ce jour, malgré les témoignages, d'étudier toute autre option de vol *que la version officielle qu'il présente.*

Deuxième question, au cœur de l'affaire : que transportait l'avion *cargo ? « Des parfums et des fleurs »*, affirme tout de suite après l'accident Hanja Maij-Weggen, l'ex-ministre néerlandais des transports.

Très vite, le doute s'installe. Les documents de fret sont incomplets. Des journalistes démontrent qu'ils ont été falsifiés sans que l'administration s'en inquiète. Selon certaines allégations, 32 enregistrements vidéo de l'enquête policière auraient disparu. Un habitant du quartier découvre une liste, partiellement calcinée, qui indique la présence à bord de « matériel militaire ». Surtout, 20 des 94 tonnes de chargement n'ont toujours pas été identifiées, et les autorités israéliennes se refusent à apporter les éléments d'éclaircissement à leur sujet.

En octobre 1998, le *NRC Handelsblad* soulève un coin du voile. Il révèle que l'avion transportait entre autres trois des quatre produits servant à la fabrication du *sarin, ce gaz utilisé dans l'attentat* de la secte Aum à Tokyo, qui fit 11 morts et 5 000 intoxiqués en 1995. Le chargement était destiné à l'Institut de recherche biologique de Ness Tziona, en Israël. *« Ils devaient servir à tester des filtres d'absorption »*, ont alors affirmé les Israéliens, reconnaissant de fait la présence à bord de matériaux toxiques. Selon le magazine spécialisé *Jane's*, cet institut participe à la recherche sur les armes chimiques et bactériologiques.

Ces produits toxiques (on parle aussi d'uranium appauvri servant de ballast), qui se sont consumés dans le gigantesque incendie qui a suivi le crash, expliquent-ils qu'environ 850 habitants de Bijlmer et des sauveteurs souffrent, depuis, de maux étranges : migraines, fatigues extrêmes, plaies musté-rieuses et incurables ? Vendredi, un médecin du quartier a confirmé la multiplication des problèmes de santé de ses patients, ainsi qu'un taux anormal de complications de grossesses.

Les quatre parlementaires qui *mènent l'enquête devront aussi* résoudre l'énigme des « hommes en blanc », entrevus sur le lieu après l'accident. Plusieurs témoignages ont rapporté la présence de ces individus en train de fouiller les décombres. Selon un responsable des sauveteurs, qui déposait mercredi, il pourrait y avoir eu confusion avec ses équipes, vêtues de combinaisons blanches à croix rouge. Celles-ci ont quitté les lieux dans la nuit du drame. Mais des pompiers et des résidents ont signalé ces mystérieux hommes en blanc après le départ des sauveteurs. La *vox populi* a déjà tranché : il s'agissait d'agents du Mossad.

Enfin, autre rareté en matière de catastrophe aérienne : si la boîte noire, contenant les données de vol, a bien été retrouvée, la boîte d'enregistrement des voix du cockpit (VCR), conservée dans le même conteneur orange et qui pourrait receler de précieuses informations, a disparu. Et ce, alors que plusieurs témoins affirment avoir vu ce VCR.

La Commission n'a pas publié la liste des témoins. Les sujets néerlandais sont obligés de répondre aux convocations, au contraire des étrangers. Parmi les premiers circulent les noms de l'ancien premier ministre Ruud Lubbers et de son ministre des transports. Israël a assuré les députés de son *« entière collaboration »*. Les premières auditions des responsables d'El Al à Schiphol donneront une idée de *cette volonté.*

Alain Franco

Un institut de recherches ultrasecret à Ness Tziona

Que se passe-t-il, demandait récemment le bimensuel *The Jerusalem Report*, *« derrière les hauts murs blancs »* de l'Institut de recherche biologique de Ness Tziona ? Le maire de ce faubourg de Tel Aviv se bat devant la Cour suprême pour obtenir le déplacement de l'Institut. Motif : les risques qu'il ferait subir aux habitants de l'agglomération. Officiellement, l'Institut conduit des recherches pour le ministère de l'agriculture. De fait, il dépend directement du premier ministre, et aucun élu israélien n'a jamais eu le droit d'y pénétrer. De sources concordantes, il travaillerait, pour l'armée, à la mise au point d'armes chimiques et bactériologiques à base de toxines, virus et bactéries.

En 1998, la revue britannique *Foreign Report* indiquait que plusieurs accidents récents y auraient fait 4 morts et 25 blessés. Des informations réfutées catégoriquement par les autorités israéliennes, qui ont également démenti l'information parue à la « une » du *Yediot Aharonot*, le grand journal populaire de Tel Aviv, vendredi, selon laquelle Israël détient un très gros stock du virus de la variole.

Belgrade saisit l'ONU sur la question du Kosovo

Selon le « Financial Times », le plan de paix du Groupe de contact retirerait à la Serbie toute autorité au Kosovo

ALORS que les Occidentaux augmentent leur pression sur les parties en conflit au Kosovo, en vue de la rencontre prévue à partir du 6 février à Rambouillet, où Serbes et Kosovars albanais sont sommés de négocier, Belgrade a réagi aux menaces de frappes de l'OTAN en décidant, lundi 1er février, de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU. *« Le cabinet fédéral a décidé de réclamer une réunion du Conseil de sécurité, afin que des mesures adéquates soient prises, conformément à la charte de l'ONU, pour empêcher une agression armée contre la République fédérale de de Yougoslavie »*, a indiqué un communiqué publié par l'agence officielle Tanjug.

Les autorités yougoslaves répondaient ainsi au feu vert donné samedi par l'OTAN au secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana, pour qu'il ordonne des frappes aériennes au cas où Belgrade refuserait de négocier avec les Kosovars. M. Solana a par ailleurs déclaré lundi que l'Alliance atlantique serait en mesure de déployer quelque 30 000 hommes au Kosovo pour garantir le respect d'un accord de paix.

DOUTES PERSISTANTS

Des doutes persistaient mardi matin sur la participation des dirigeants serbes et kosovars aux pourparlers de Rambouillet. Deux émissaires, le médiateur américain Christopher Hill et l'envoyé spécial de l'Union européenne, Wolfgang Petritsch, ont insisté lundi auprès des Albanais du Kosovo pour qu'ils envoient une délégation représentative aux négociations. Ils n'ont pas obtenu l'accord de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Adem Demaqi, le représentant politique de l'UCK, représentant l'aile radicale du mouvement indépendantiste, a indiqué qu'il donnerait sa réponse *« mercredi »*, selon M. Hill. La question de la représentation de l'organisation clandestine, qui contrôle un tiers du territoire du Kosovo, reste cruciale.

A Belgrade, l'agence Tanjug a annoncé que le Parlement de Serbie se réunirait jeudi, à la demande du gouvernement serbe, pour une session consacrée *« au Kosovo et aux positions de la communauté internationale »*. Le président yougoslave Slobodan Milosevic avait indiqué samedi que *« les plus hautes instances »* serbes et yougoslaves devaient examiner le problème avant qu'une décision ne soit annoncée.

Alors que le compte à rebours se poursuit, des détails ont émergé sur le plan de paix préparé par les Occidentaux. Selon le *Financial Times* de mardi, le plan mis au point par le Groupe de contact (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France, Russie, Allemagne et Italie), sur la base d'une autonomie pour le Kosovo, retirerait au gouvernement de Belgrade toute autorité sur la région. Le plan de paix accorderait des pouvoirs étendus au chef de la Mission de vérification de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) au Kosovo, notamment celui de nommer fonctionnaires et juges, d'organiser des élections dans un délai de neuf mois et de créer une station de radio.

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, qui doit coprésider la rencontre de Rambouillet aux côtés de son homologue français Hubert Védrine, a précisé lundi que le plan de paix accorderait à Belgrade le contrôle de la défense, des relations extérieures, ainsi que de la politique monétaire et fiscale. *« Les nouvelles institutions du Kosovo exerceraient »* néanmoins *« une large autonomie, y compris dans le domaine de la police et de la sécurité intérieure »*, a ajouté le ministre britannique. – *(AFP, Reuters, AP.)*

Israël : victoire à plate couture pour des pilotes de guerre en grève

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sans comité ni syndicat, sans tirer un seul missile ni lâcher la moindre bombe, les pilotes *de réserve de l'armée de l'air israélienne* viennent de remporter un combat sans doute sans précédent dans l'histoire des armées modernes : obtenir, après cinq jours d'une grève totale, une substantielle revalorisation de leurs indemnités en cas d'accident ou de décès à l'entraînement. Dans la nuit de vendredi à samedi 30 janvier, le tout nouveau ministre de la défense, Moshe Arens, a finalement déposé les armes, accédant quasiment à toutes leurs demandes.

Ces « damnés du ciel », vigoureusement soutenus par l'Amicale des colonels de réserve de l'armée de terre, disposés en renfort, demandaient à bénéficier des mêmes indemnités que leurs camarades d'active en cas d'accident. Il y a une semaine, une centaine d'entre eux – soit une bonne partie des pilotes réservistes – ont délibérément décidé de ne plus voler jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Le bras de fer a duré cinq jours, durant lesquels, tour à tour, le chef de l'armée de l'air, le général Eitan Ben Eliyahou, puis le directeur général du ministère de la défense, Ilan Biran, ont tenté de faire fléchir la volonté des grévistes. En pure perte. Non seulement ce sont eux qui ont dû céder, mais il leur a aussi fallu concéder publiquement que les pilotes ne feraient l'objet d'aucune sanction, malgré leur manifeste refus d'obéissance.

UN PROFOND MALAISE

Considérés, à cause de la difficulté et du prix de leur formation, comme l'élite des forces armées, chouchoutés par l'Etat, les pilotes de réserve, tous anciens officiers d'active, jouent un rôle essentiel dans l'organisation de la défense aérienne. Comme tous les citoyens israéliens, ils sont tenus à des périodes régulières d'entraînement, mais, plus souvent que la majorité des réservistes, ils peuvent être engagés sur des théâtres d'opération, notamment au Liban.

Cette grève a suscité un profond malaise parmi les députés membres de la commission de la défense qui, dimanche, se sont inquiétés de la méthode utilisée. Au ministère de la défense, on redoute désormais que les avantages obtenus par les pilotes provoquent une vague de revendications analogues chez les autres réservistes.

La presse s'est déchaînée contre ceux que, d'habitude, elle encense. *« Nous n'avons pas vu un seul pilote qui ait refusé de bombarder une cible civile au Liban, que ce soit aujourd'hui ou lors du bombardement de Beyrouth en 1982. Nous n'avons pas entendu non plus un seul pilote protester contre la mission au cours de laquelle un hélicoptère d'attaque a tué une importante personnalité du Hezbollah, Abbas Mussawi, et son fils de cinq ans* (...), a ainsi écrit le quotidien libéral de gauche *Haaretz. Mais cent pilotes ont refusé de voler pour faire aboutir des revendications financières... »*

Georges Marion

Pour les avocats de Pinochet, la torture « n'est pas un crime contre l'humanité »

LONDRES
de notre correspondant

L'arrestation du général Pinochet à Londres le 16 octobre ? *« Contraire au droit international et à la courtoisie entre Etats »*, argue le Chili. Les tortures, prises d'otages et enlèvements reprochés aux sbires de l'ancien dictateur dans l'acte d'accusation espagnol ? *« Ce ne sont pas des crimes contre l'humanité »*, affirme l'avocate du vieux sénateur prisonnier.

Troisième semaine du second appel de l'affaire Pinochet, lundi 1er février, devant les sept Lords-juges britanniques réunis en Cour suprême à Londres : la défense de l'ancien tyran, qu'on n'avait pas beaucoup entendu lors du premier appel, fait feu de tout bois pour obtenir le maintien de l'*« immunité souveraine »* accordée début novembre à Pinochet par la Haute Cour anglaise. Cassé une première fois par les *law-Lords* le 25 novembre, avant que ce verdict soit lui-même annulé le 17 décembre pour cause de conflit d'intérêts lié à l'association d'un des magistrats suprêmes avec une partie civile (Amnesty International), cet arrêt est à nouveau examiné par un panel de sept magistrats.

Neuf jours d'auditions répartis sur deux semaines ont déjà eu lieu. Au mieux, estime-t-on, celles-ci devraient prendre fin mercredi 3 février ; après quoi, les magistrats délibéreront pendant quelques jours supplémentaires. Lundi, Me Lawrence Collins, avocat du Chili, avait la parole. *« L'intervention de mon client*, avait-il précisé dès jeudi, *n'a pas pour objectif de protéger le sénateur Pinochet, de lui fournir un bouclier, un parapluie, ou même de lui éviter un procès au Chili. »* Le gouvernement de Santiago, composé d'hommes, a-t-il rappelé, *« dont certains ont dû s'exiler »* pendant la dictature, *« déplore les graves violations des droits de l'homme qui ont été commises et réaffirme son propre respect de ces droits »*.

Pour autant, c'est la juridiction même de la Grande-Bretagne – comme celle de l'Espagne qui veut juger l'ancien dictateur à Madrid –, que conteste l'avocat. *« L'immunité souveraine accordée aux chefs d'Etat ou aux anciens chefs d'Etat d'un pays*, argue-t-il, *est fondamentalement partie prenante de l'immunité accordée à l'Etat lui-même. »* En d'autres termes, violer l'immunité d'un agent de l'Etat dans l'exercice de ses fonctions, c'est violer l'immunité de cet Etat. Le Chili, a conclu lundi l'avocat, *« considère les actes reprochés au sénateur Pinochet déplorables, mais il maintient que la justice anglaise n'a aucun rôle à jouer »* dans un éventuel jugement de l'intéressé.

« PRINCIPE FONDAMENTAL »

Pour Me Collins, *« les règles de la loi internationale interdisent à un Etat de juger les actes d'un autre Etat souverain dans ses tribunaux, sauf si ce dernier y consent »*. Ce n'est clairement pas le cas, et même les conventions internationales de 1984 et 1979 contre la torture et les prises d'otages – dont il est fortement question dans cet appel depuis trois semaines –, *« ne remettent pas en cause le principe fondamental de l'immunité »*. De fait, arguait déjà mercredi Me Clare Montgomery, avocate personnelle de Pinochet, *« ceux qui ont rédigé ces conventions internationales n'ont pas cru bon de définir leur objet comme des crimes internationaux mais seulement comme des actes* "suscitant l'inquiétude de la communauté internationale", *ce qui n'est pas la même chose »*. Pour l'avocate, *« la torture n'est pas un crime international en ce qu'elle ne remet pas en cause l'ordre international. Elle ne devient* "crime contre l'humanité" *que lorsque celui-ci est commis durant un conflit international »*.

L'argument a suscité l'émoi d'un des sept magistrats, Lord Phillips : *« C'est Alice au pays des merveilles qu'on nous raconte là ! Allons, la torture est d'autant plus "crime contre l'humanité" qu'elle est perpétrée contre une population pacifique et non sur des gens en armes... »* Me Collins, pour le Chili, devait poursuivre son intervention mardi...

Patrice Claude

L'HISTOIRE
UN GRAND DOSSIER
50 ANS D'IMMIGRATION
L'irrésistible appel de l'Europe
États-Unis : la guerre des ethnies
La France, un vieux pays ouvert aux étrangers
L'intégration fonctionne-t-elle encore ?
A LIRE AUSSI :
Moyen Âge : la révolution des couleurs
N° 229 - FÉVRIER 1999 - EN KIOSQUE - 38 F

هكذا من الأصل

L'audition de Monica Lewinsky paraît favorable à Bill Clinton

Tirant argument d'un article publié dimanche dans le « New York Times », les avocats de la Maison Blanche profitent de fuites malencontreuses attribuées à Kenneth Starr

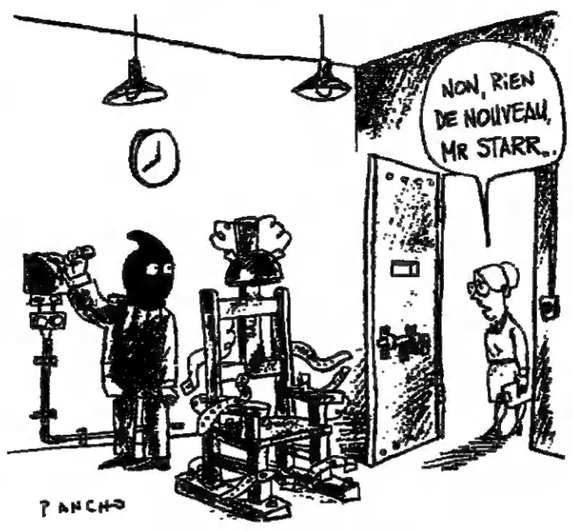
Monica Lewinsky interrogée pendant quatre heures n'a rien révélé aux sénateurs qui soit de nature à incriminer davantage Bill Clinton et son témoignage a « collé » aux vingt-trois précédents. Ces fuites sur l'audition de la jeune femme constituent une bonne surprise pour la Maison Blanche, qui ne paraît pas avoir à redouter davantage les déclarations des deux autres témoins, Vernon Jordan et Sidney Blumenthal. Le souhait des sénateurs de clore les débats vers le 12 février pourrait donc se réaliser, sauf rebondissement de la procédure. Les choses semblent donc tourner à l'avantage du camp présidentiel : David Kendall, l'un des avocats de M. Clinton, a annoncé son intention, invoquant une « violation du secret concernant le Grand Jury », de poursuivre Kenneth Starr en justice : le « New York Times » ayant fait état de l'intention du procureur indépendant d'engager des poursuites judiciaires contre M. Clinton avant même que celui-ci ait achevé son mandat.

WASHINGTON
de notre correspondant

Après Monica Lewinsky, lundi, c'était au tour de Vernon Jordan, l'ami et confident de Bill Clinton, d'être auditionné, mardi 2 février, comme témoin du procès en destitution du président qui se poursuit devant le Sénat. Alors que la jeune femme avait été questionnée dans une suite de son hôtel, le célèbre avocat noir témoignera dans la salle S-407 du Congrès, utilisée d'ordinaire pour des réunions confidentielles. Il sera suivi, mercredi, par un proche du couple Clinton, Sidney Blumenthal.

Ces auditions ont lieu à huis clos et les participants sont tenus au secret. C'est ce qu'ont rappelé les sénateurs qui supervisaient l'interrogatoire de l'ancienne stagiaire. On était donc censé ne rien savoir de ce qui s'est passé. Et, pourtant, dans un procès où juges et parties sont toujours attirés par les micros et les caméras de télévision, des informations ont rapidement filtré. On a ainsi appris qu'Ed Bryant, le *manager* (procureur) républicain, avait questionné la jeune femme pendant quatre heures, mais que les avocats de la Maison Blanche s'étaient abstenus de lui demander quoi que ce soit. Au contraire, Me Nicole Seligman a lu une déclaration présentant à Mlle Lewinsky ses excuses *« au nom du président, pour tous les ennuis que l'enquête et le procès d'*Impeachment *lui ont causés »*.

Les mêmes sources anonymes ont indiqué que « Monica » n'avait rien révélé de nouveau. Son témoignage « collait » aux vingt-trois précédents : sur l'aide que lui a apportée M. Jordan pour trouver un emploi, sur la controverse autour des cadeaux échangés avec le président ou les efforts de ce dernier pour dissimuler sa liaison. Cela explique pourquoi la défense a renoncé à son droit de l'interroger. La Maison Blanche, qui craignait cette déposition, affichait lundi soir un grand calme.



En revanche, les avocats de Bill Clinton ont porté plainte contre Kenneth Starr, dont l'enquête l'a conduit devant le Sénat transformé en Haute Cour. Ils ont tiré argument d'un article publié dimanche dans le *New York Times*. Il y était écrit que le procureur indépendant, considérant qu'il en avait constitutionnellement le droit, voulait inculper le président avant la fin de son mandat, voire déposer devant un tribunal une inculpation sous scellés qui serait ouverte dès que M. Clinton aurait quitté la Maison Blanche. *« M. Starr et son équipe devraient être poursuivis pour violation du secret concernant le Grand Jury »* et *« fuites illégales et partisanes »*, a déclaré l'avocat présidentiel David Kendall.

La juge qui a ouvert une information il y a plusieurs mois contre le bureau du procureur, accusé d'être responsable de fuites destinées à la presse, a interdit toutes confidences, y compris sur la stratégie et les objectifs de l'enquête.

« PROFONDÉMENT TROUBLÉ »

M. Starr a répondu qu'il était *« profondément troublé »* par cet article et qu'il allait, lui aussi, enquêter sur l'éventuelle responsabilité de son personnel. Ces fuites ont été si nombreuses l'an dernier et le procureur est si impopulaire que ces accusations ont fait mouche. Plusieurs sénateurs ont exprimé leur mécontentement devant ce qu'ils considèrent comme une ingérence malvenue dans leur propre procédure. Une fois de plus, la Maison Blanche a joué la diversion avec succès en détournant l'attention des fautes du président. Elle pense n'avoir guère à craindre des deux derniers témoins, connus pour leur fidélité envers Bill Clinton.

Patrice de Beer

TROIS QUESTIONS À...

FRANCK LAUTENBERG

1 Le feuilleton Lewinsky constitue une sorte d'énigme pour les observateurs étrangers. N'êtes-vous pas, comme sénateur démocrate du New Jersey, inquiet de l'image qu'offrent les Etats-Unis au reste du monde ?

– Bien sûr que cela m'inquiète. Mais je crois que les Etats-Unis doivent continuer d'afficher leur leadership et de prouver que le pays n'est en rien paralysé par cette affaire. Le discours du président sur l'état de l'Union a eu lieu en temps voulu et a eu un impact formidable, des mesures ont été annoncées, une dynamique engagée.

Tout le monde a bien compris que le président tient la barre et qu'il travaille. Et pas seulement en interne. Qu'il s'agisse de l'Irak ou du Kosovo, les Etats-Unis, croyez-moi, restent les maîtres de la politique mondiale.

2 Y a-t-il déjà des enseignements à tirer de cette affaire ? Qu'est-ce qui pourrait changer ?

– Ce qui me frappe déjà, c'est l'intelligence des électeurs qui savent faire la distinction entre une conduite personnelle et une conduite politique ou gouvernementale. Ils sont arrivés à la conclusion qu'exiger de leurs leaders une moralité à toute épreuve est irréaliste – ce que les Français, qui connaissent la fragilité des hommes, savaient déjà.

Les esprits les plus brillants de notre histoire, penseurs, leaders, artistes, avaient souvent un comportement personnel décevant. C'est ainsi... Alors sur quels critères juger de la moralité d'un homme ? Moi, je pense que c'est sur son action : est-ce qu'il protège les plus démunis ? Est-ce qu'il se bat pour donner du travail aux gens ? Est-ce qu'il défend l'accès égal de tous à l'éducation ? Mais attention, cela ne signifie pas qu'on se moque de tout le reste.

Je n'ai pas entendu de gens qui disent que tout cela n'avait aucune importance. C'est un fait, Bill Clinton s'est comporté comme un idiot. Mais de grâce, sachons aller au-delà.

3 Est-ce que vous lui en voulez d'avoir ainsi gâché un mandat qui aurait pu être triomphal ?

– Le jugement se fera aux résultats de la prochaine élection. Et je suis sûr que les républicains vont payer très cher leur attitude pendant ce procès. Ils ont tout essayé, quitte à déformer la réalité, pour tirer l'affaire vers un cas d'*impeachment*. Or ils ont beau faire, il n'y a pas matière, ils n'y arrivent pas...

Mon jugement sur Bill Clinton ? Ce qu'il a fait est affreux, puéril, et ne sera pas oublié. Mais je le connais bien. Et je me dis qu'il est décidément étonnant. Et qu'il y a même quelque chose de schizophrénique dans ce personnage qui est à la fois un homme-enfant et un grand leader.

Propos recueillis par Annick Cojean

LE MONDE diplomatique FÉVRIER 1999

FONDS DE PENSION
Jouer sa retraite en Bourse ?
par **Michel Husson**
Un triple échec aux Etats-Unis
par **Jacques Nikonoff**
Au nom des entreprises ?
par **Dominique Plihon**

■ **EUROPE :** Enjeux et pièges d'une Union européenne élargie, par **Jean-Yves Potel.** – L'opinion polonaise hésite, par **Robert Soltyk.** – Trafic de femmes en provenance de l'Est, par **Yves Géry.** – L'amère victoire des mineurs roumains, par **Damien Roustel.**

■ **NIGERIA :** Un pays aux multiples fractures, par **Joëlle Stolz.**

■ **HISTOIRE :** Les archives bâillonnées de la guerre d'Algérie, par **Claude Liauzu.** – Des camps pour les républicains espagnols, par **Denis Fernandez Recatala.**

■ **QUÉBEC :** Les illusions du libre-échange, par **Dorval Brunelle.**

■ **SOCIÉTÉ :** Le droit à l'intimité en prison, par **Michaël Faure.** – Les dessous de l'affaire du sang contaminé, par **Catherine Smadja** et **Philippe Froguel.**

■ **COLOMBIE :** Clameurs de paix, par **Benoît Guillou.** – Le particularisme « noir » au risque de la violence territoriale, par **Michel Agier** et **Odile Hoffmann.**

■ **TURQUIE :** La gauche entre militaires et islamistes, par **Wendy Kristianasen.** – Quelle stratégie pour le Kurdistan ? par **Michel Verrier.**

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

L'excédent budgétaire américain financera les retraites

WASHINGTON
de notre correspondant

Deux semaines après son discours sur l'état de l'Union et au lendemain de l'annonce de résultats exceptionnels pour l'économie américaine en 1998, le président Clinton a rendu public, lundi 1er février, son projet de budget pour l'année fiscale 1999/2000, qui commencera le 1er octobre : *« le premier budget du XXIe siècle (...) traçant une voie progressiste mais prudente vers l'avenir »*, selon le président américain. Ce texte présuppose une croissance économique solide (+2 % pour 1999 et 2000). Centré sur la protection des acquis sociaux de base, ce budget prévoit un accroissement de l'excédent budgétaire, qui a fait son retour en 1998 après des années de déficit. Pour un montant de 1 770 milliards de dollars de dépenses (1 566 milliards d'euros) – une augmentation de 2,3 % en un an – il prévoit un surplus de 117 milliards de dollars, contre 79 l'an dernier.

La priorité de Bill Clinton est de *« sauver les retraites »*. Il souhaite ainsi que 62 % de l'excédent soit consacré à garantir le versement des retraites jusqu'à l'an 2055. Une partie des sommes débloquées sera investie à Wall Street selon un processus encore à définir, malgré les objections d'Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale. Une autre part de cet excédent (10 %) financera des avantages fiscaux se montant à 536 milliards de dollars sur quinze ans, et qui devraient encourager les familles américaines à investir pour améliorer leurs retraites dans des comptes d'épargne spécifiques.

Le programme Medicare, l'assurance-maladie pour les personnes âgées, bénéficiera d'une autre partie des surplus (15 %).

Le reliquat sera consacré aux dépenses de défense : le budget du Pentagone connaîtra au cours de l'année fiscale 1999/2000 sa première augmentation depuis 1985 (plus de 2 %). Les dépenses sociales, d'éducation, d'environnement ou de sécurité sont favorisées. Ces mesures devraient permettre de réduire la dette publique, qui a doublé sous les présidents Reagan et Bush, passant à plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB). Redescendue depuis à 44 % du PIB, elle devrait revenir en 2014 à son niveau de 1917, soit 7,1 % du PIB. Parallèlement, la Maison Blanche prévoit des hausses d'impôts, dont une taxe de 55 cents sur le paquet de cigarettes et la réduction des avantages fiscaux consentis aux sociétés et aux investisseurs, soit 82 milliards de dollars sur cinq ans. De telles mesures ont déjà été rejetées par le Congrès à majorité républicaine.

GOUVERNEMENT TOUT-PUISSANT

Les deux partis demeurent en effet fondamentalement opposés sur la politique budgétaire. Les républicains accordent la priorité aux réductions d'impôts alors que Bill Clinton a remarqué que les Américains mettaient la protection sociale en tête de leurs préoccupations, selon les sondages. *« Si on ne peut baisser les impôts maintenant, quand le pourra-t-on ? »*, a déclaré le président de la majorité républicaine à la Chambre, Dick Armey. *« Il y a deux ans, le président nous a dit que le temps du gouvernement tout-puissant était passé ; il ne nous a pas dit que le temps du gouvernement vraiment tout-puissant allait arriver »*, a ajouté le sénateur Dominici.

Bill Clinton aura donc du mal à faire voter, et encore plus appliquer, son projet de budget par le Congrès avant le début de l'année budgétaire, le 1er octobre. Mais il s'est doté d'une arme populaire alors qu'il est menacé de destitution par le Sénat ; et il a offert au vice-président et candidat Al Gore, ainsi qu'aux démocrates, la plate-forme électorale la plus populaire pour remporter les élections présidentielle et parlementaire de novembre 2000.

P. de B.

Première hausse des dépenses de défense depuis 1985

LE PENTAGONE a dévoilé, lundi 1er février, son projet de budget pour l'année 1999-2000 qui atteint un montant de 268,2 milliards de dollars (environ 223 milliards d'euros), soit la première hausse (+ 2,1 %) des dépenses de défense depuis 1985 aux Etats-Unis. Par rapport à l'année antérieure, la croissance globale des crédits militaires sera de 5,6 milliards de dollars (de l'ordre de 4,6 milliards d'euros).

Ce projet de budget, qui devra être soumis au Congrès, s'inscrit dans une programmation de six années qui donne la priorité à l'achat de nouveaux armements, au développement d'un système de défense antimissiles et à une augmentation significative des soldes allouées aux personnels.

L'une des nouveautés de ce projet est la volonté, exprimée par Bill Clinton, d'accroître les dépenses en faveur de la mise au point d'un système de défense antimissiles. Avec la menace d'armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et biologiques) qui tend à se répandre, la préoccupation des états-majors américains est de parvenir à contrecarrer une attaque-surprise par missiles du territoire national ou des GI déployés à l'étranger. 10,5 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros) ont été inscrits, sur six ans, dans ce projet de budget.

Cela ne signifie pas que ce programme d'un bouclier antimissiles, fixe et mobile selon les systèmes d'armes en compétition, verra bientôt le jour. Au contraire. Il avait été prévu à l'origine un premier déploiement dès 2003. William Cohen, le secrétaire américain à la défense, avance la date de 2005, voire 2007-2008 en raison des difficultés technologiques rencontrées. Trois programmes majeurs sont en cours d'examen. Conçu par Lockheed, le premier est le projet Thaad (Theater high altitude aera defense) de l'armée de terre qui vise à intercepter des missiles assaillants à longue et moyenne distance et qui connaît des problèmes dans l'acquisition de ses cibles et dans son mode de propulsion.

L'armée de terre a été invitée à coopérer avec la marine, qui développe, de son côté, avec l'aide de Raytheon, un programme rival, le Theater wide ballistic missile defense (NTW). Le troisième projet est le PAC 3 (Patriot advanced capability), encore appelé Super Patriot, destiné à protéger des troupes en déplacement (le Marine corps) contre des menaces tous azimuts et qui, sous le nom de programme Meads (Medium range extended air defense system), est proposé aux Européens, notamment à l'Allemagne et à l'Italie depuis le retrait de la France.

Une hausse de la rémunération des militaires pour freiner leur fuite dans le privé

S'agissant des dépenses nucléaires, le projet de budget prévoit d'attribuer 12,6 milliards de dollars (soit 10,5 milliards d'euros) au département de l'energie chargé d'entretenir et de développer la panoplie de la dissuasion confiée à la marine et à l'armée de l'air. En matière d'armements classiques, les crédits devraient atteindre 53 milliards de dollars (45 milliards d'euros), au lieu de 49 milliards de dollars précédemment. Ce qui permettra l'achat d'une nouvelle génération d'avions de combat (notamment le F-22 Raptor, destiné à remplacer le F-15), la commande de trente-six F-18 Super Hornet au profit de l'aéronavale et l'acquisition de huit nouveaux bâtiments de guerre par an (afin de maintenir une marine totalisant quelque 300 navires).

En matière de crédits de fonctionnement, le Pentagone a annoncé une hausse d'environ 5 % des rémunérations des militaires, des civils et des retraités. Il justifie cette décision par sa volonté de freiner la fuite des personnels vers le secteur privé.

Jacques Isnard

Quand ATTAC s'attaque à Davos

DAVOS
de notre envoyé spécial

« Il faut dissoudre Davos et publier l'avis nécrologique de ce forum, une enceinte qui n'a jamais démontré sa légitimité et dans laquelle ont été régulièrement prônées des politiques erronées, avec les résultats que l'on sait et qui, paradoxalement, sont dénoncées aujourd'hui par ceux-là qui en étaient les partisans. » Les rédacteurs du manifeste *« pour un autre Davos »* sont venus en Suisse épingler les méfaits de *« la main invisible »* du marché.

A l'origine de cette initiative en forme de contre-forum qui, il faut bien le reconnaître, n'a pas véritablement troublé le fonctionnement du *« vrai Davos »*, figurent le mouvement des chômeurs et des sans-droits en France, la coordination contre les clones de l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement, que le gouvernement Jospin a préféré enterrer à l'automne 1998), la Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina Fasso, le mouvement brésilien des sans-terre et ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), créée à l'initiative du *Monde diplomatique*.

TAXE TOBIN

Les militants anti-globalisation dénoncent les maîtres de Davos qui, *« après avoir reconnu aujourd'hui qu'ils s'étaient trompés, continuent à prétendre que le fonctionnement de l'économie de marché capitaliste, libéralisée et déréglementée, reste la seule voie possible »*. Forts *« de la première victoire remportée contre l'AMI »*, ils proposent, pêle-mêle, de *« rompre avec les politiques destructrices d'ajustements structurels »* pratiquées par le FMI ou par la Banque mondiale, d'annuler la dette de tous les pays du tiers monde et de ceux d'Europe centrale et orientale, enfin d'appliquer la fameuse taxe Tobin sur les transactions financières et destinées à limiter la spéculation.

Serge Marti

vorable à Bill Clinton

En Guinée-Bissau, la paix est à nouveau compromise

DAKAR. Des tirs intensifs ont repris lundi 1er février à Bissau entre les rebelles et les forces loyalistes soutenues par des troupes sénégalaises et guinéennes (Conakry). Chargé de transporter en Guinée-Bissau des forces ouest-africaines de maintien de la paix, le navire de guerre français Siroco a suspendu sa mission. La reprise des hostilités après trois mois d'accalmie aurait déjà provoqué quinze morts et 150 blessés parmi la population de la capitale bissau-guinéenne.
Le président Vieira avait signé en novembre avec les rebelles un accord de paix, mais le processus de paix s'est heurté au problème des soldats sénégalais et guinéens venus appuyer le président Vieira et dont les rebelles réclamaient le départ. Un compromis prévoyait que ces soldats se retirent une fois déployée la force africaine de maintien de la paix. – *(AFP, Reuters.)*

Nouveaux heurts en Indonésie entre chrétiens et musulmans

DJAKARTA. Musulmans et chrétiens ont recommencé à se battre sur l'île indonésienne d'Ambon, dans les Moluques, mardi 2 février. Selon un journaliste local, des foules des deux communautés se sont affrontées à coups de pierres après qu'un incendie eut éclaté sur le marché d'Ambon, la capitale de l'île, à 2 300 kilomètres à l'est de Djakarta. Au moins trois personnes ont été blessées, selon ce journaliste. Comme durant les affrontements opposant catholiques ambonais et migrants musulmans qui ont fait au moins 65 morts la semaine dernière, les rues de la ville ont été immédiatement désertées et les magasins ont fermé leurs portes. Ces violences, que la presse et la classe politique affirment être le résultat de provocations organisées de Jakarta, ont conduit plusieurs milliers de migrants musulmans à quitter Ambon et l'archipel pour regagner leur région d'origine. – *(Reuters, AFP.)*

La Russie repousse ses réponses à des questions du FMI

MOSCOU. Le gouvernement russe n'a pu fournir lundi 1er février, comme initialement prévu, une liste de réponses au Fonds monétaire international (FMI) concernant son programme économique, repoussant cette échéance à plus tard dans la semaine, selon les agences de presse russes. Le premier vice-premier ministre, Iouri Maslioukov a indiqué que le gouvernement ne pourrait publier le document avant jeudi. Le premier ministre Evgueni Primakov, en visite au sommet économique de Davos, a qualifié samedi ce document de protocole d'accord. Un groupe d'experts du FMI, qui étudie actuellement le programme économique du gouvernement russe, a émis des doutes sur le projet de budget 1999, jugeant irréalistes les hypothèses d'inflation et de taux de change.
Le président Boris Eltsine a de son côté fêté lundi ses 68 ans dans la maison de repos de Barvikha, en dehors de Moscou, où il s'est rendu après avoir quitté samedi l'hôpital. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **ANGOLA : des rebelles de l'Unita ont annoncé**, lundi 1er février, avoir conquis la petite ville de Tomboco, à environ 150 kilomètres de la cité pétrolière de Soyo, sur la côte angolaise. L'Unita a également affirmé que les troupes gouvernementales commençaient à quitter Lufico, à 130 kilomètres de Soyo. Lufico se trouve en face du port de Matadi, en RDC, où l'Angola a déployé des forces en renfort de l'armée congolaise de Laurent-Désiré Kabila. – *(AFP, Reuters.)*

■ **Vingt-deux personnes ont été tuées en Angola** lorsqu'un avion Antonov 12 s'est écrasé, mardi 2 février à Luanda, après avoir pris feu peu après le décollage, selon un bilan provisoire. L'appareil appartient à la société privée Savanair. – *(AFP.)*

■ **AUTORITÉ PALESTINIENNE : le cheikh Ahmed Yassine**, chef spirituel du mouvement intégriste Hamas, a annoncé, lundi 1er février à Gaza, qu'il avait entamé une grève de la faim illimitée pour protester contre la détention de prisonniers politiques palestiniens dans les territoires autonomes. – *(AFP.)*

■ **Une petite fille de huit ans et un policier palestinien** ont été tués lundi 1er février à Rafah, dans la bande de Gaza, lors d'une course-poursuite en voiture entre la police palestinienne et trois membres de l'aile militaire du Hamas.

■ **ISRAËL : l'ambassadeur d'Israël en Allemagne, Avi Primor**, a été rappelé d'urgence à Jérusalem lundi 1er février à la suite d'un entretien au quotidien *Die Welt* où il contestait le « *caractère démocratique* » du parti ultra-orthodoxe sépharade Shass. Ce parti, qui compte dix députés, fait partie de la coalition gouvernementale. – *(AFP.)*

■ **Deux agents des renseignements israéliens** ont été condamnés lundi 1er février à trois ans de prison ferme à Chypre, échappant à une peine beaucoup plus lourde après un retrait négocié d'accusations d'espionnage. – *(AFP.)*

■ **JORDANIE : le roi Hussein de Jordanie devait subir** mardi 2 février une greffe de moelle osseuse. Victime d'un cancer des ganglions lymphatiques, le roi a été réhospitalisé d'urgence, le 25 janvier, à la suite d'une rechute. – *(AFP.)*

■ **CORÉE/ÉTATS-UNIS : les Etats-Unis porteront leur différend avec la Corée du Sud** sur le bœuf devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a indiqué mardi Richard Fisher, le représentant adjoint au commerce, à Séoul. Les deux pays ont échoué à trouver une solution après une 19e réunion de négociation la semaine dernière. Les Etats-Unis veulent que la Corée du Sud accroisse le quota de bœuf américain importé. En 1998, elle a importé 22000 tonnes de moins que le quota prévu. La Corée du Sud répond que cette baisse est due à la chute de la consommation liée à la crise économique. – *(AP.)*

Le leader kurde Abdullah Öcalan cherche un pays d'exil

ISTANBUL. Mais où est donc passé Abdullah Öcalan ? Depuis son départ de Rome, le 16 janvier, où il avait passé près de deux mois, le dirigeant des rebelles kurdes du PKK avait mystérieusement disparu de la circulation. La presse turque spéculait son lieu d'exil. Samedi 30 janvier, le premier ministre Bülent Ecevit a annoncé qu'Abdullah Öcalan se trouvait... en Italie. En était-il parti, y était-il revenu ? Le gouvernement turc réclame toujours l'extradition de l'homme qu'il considère comme l'ennemi public N° 1 et qu'il veut voir traduit en justice, si possible en Turquie même.
Abdullah Öcalan se trouverait toujours à bord d'un avion privé, immatriculé en Estonie, selon la presse turque. Il serait allé à Minsk, en Biélorussie, avant de revenir en Italie à la recherche d'un pays susceptible de l'accueillir. Les Pays-Bas ont refusé. Durant la nuit, il s'était rendu à Athènes avant de repartir pour la Suisse. Aux dernières nouvelles, son avion aurait été aperçu sur la piste d'un aéroport proche de Milan. – *(Corresp.)*

Abdelaziz Bouteflika préconise le dialogue pour sortir de la crise algérienne

L'ancien ministre des affaires étrangères a présenté son programme

L'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, est sorti, lundi 1er février, du silence qu'il observait depuis l'annonce, en décembre, de sa candidature à l'élection présidentielle anticipée d'avril. Dans une longue déclaration, lue devant un parterre de personnalités, celui que la classe politique présente comme le « candidat du pouvoir » n'a pas fermé la porte à un dialogue avec les islamistes.

PRÉSENTÉ par la classe politique comme le « candidat du pouvoir », M. Bouteflika s'est présenté comme un « *candidat indépendant* », lundi en fin d'après-midi, devant la presse réunie dans un salon d'un grand hôtel d'Alger. Indépendant mais non sans appui. A ses côtés, figuraient les dirigeants des partis politiques au pouvoir (FLN et RND), le patron de l'UGTA, le syndicat unique, une brochette d'anciens ministres (dont Ahmed Ouyahia, chef du précédent gouvernement), un descendant de l'émir Abdelkader, quelques acteurs de cinéma, un chanteur engagé, des représentants de *zaouias* (confréries) de l'Oranie...

Dans une salle archicomble traversée par les *youyous* des femmes, l'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène, dans une déclaration lue sur un ton monocorde, a présenté sa candidature comme « *un acte de foi dans l'unité et dans la pérennité de la nation* ». S'il s'est bien gardé de citer nommément le Front islamique du salut (FIS), M. Bouteflika a vanté les mérites du « *dialogue* » pour rétablir « *la concorde civile* ». « *Nous devons reconnaître que l'Algérie appartient à tous les Algériens, quelles que soient leurs convictions politiques. Il est important d'accorder une attention à toute initiative qui aide à restaurer l'harmonie nationale* », a-t-il dit avant d'ajouter : « *Il est nécessaire de relancer un dialogue libre de passion, d'anathèmes et d'affirmations tendancieuses.* »

« RÈGLEMENTS DE COMPTES »

M. Bouteflika a consacré une partie importante de son intervention aux origines de la crise qui a failli emporter « *l'Etat national* ». L'ancien chef de la diplomatie a mis en cause – sans le citer – l'ex-président Chadli Bendjedid. Ce fut, selon lui, une période marquée par « *un arrêt brutal des investissements (...), l'encouragement de la consommation* [et une] *restructuration menée sans discernement* ». La « *démission de l'Etat* », a ajouté l'ancien ministre, *sur fond de détérioration continue des conditions de vie, d'ingérence étrangère ouverte, de jeux éhontés des ambitions personnelles et de manipulations du sentiment religieux, allait livrer le pays au démon de la division et de la violence* ».

Tout en rendant le président Chadli responsable de la crise, qui a entraîné plusieurs dizaines de milliers de morts, M. Bouteflika a eu des mots sévères pour la gestion de l'actuel chef de l'Etat, Liamine Zeroual. « *Des actions terroristes continuent d'endeuiller le pays et les causes profondes de la tragédie subsistent pour l'essentiel, cependant que les divisions factices continuent d'être exercées par les jeux des intérêts occultes, et des ambitions malsaines* », a fait observer le candidat.

En matière économique, l'ancien ministre entend relancer l'agriculture et démanteler « *les monopoles de fait que des intérêts occultes ont pu établir et qui, relayés parfois dans des structures étatiques, font barrage au libre jeu de la concurrence* ».

La presse algérienne de mardi juge sévèrement la prestation du candidat « *indépendant* ». « *Bouteflika : notre avenir est dans le passé* », résume *Le Matin* : « *On sait depuis hier que le projet de Bouteflika c'est l'Algérie de Boumediène avec un zeste de libéralisme, un soupçon de liberté, beaucoup d'islamisme "soft" et... quelques règlements de comptes* », écrit le directeur du *Matin*, Mohamed Benchicou.

Après Abdelaziz Bouteflika, le prochain candidat à présenter son programme devrait être Ahmed Taleb Ibrahimi. En milieu de semaine, Hocine Aït Ahmed, le président du Front des forces socialistes (FFS), dont le retour à Alger était prévu mardi (il réside habituellement en Suisse), devrait faire savoir s'il est ou pas candidat à l'élection présidentielle.

Jean-Pierre Tuquoi

Quatorze personnes assassinées

Quatorze personnes ont été assassinées par des bandes armées dans la nuit de dimanche 31 janvier au lundi 1er février dans un double massacre à Chlef (200 kilomètres à l'ouest d'Alger), ont annoncé lundi les services algériens de sécurité. Cette tuerie survenue deux jours après celle de Bekhatia, dans la même région, au cours de laquelle cinq enfants de cinq à quatorze ans et un berger de vingt-quatre ans avaient été égorgés par des islamistes armés, marque un retour de la violence dans l'Ouest algérien. Toujours dans l'ouest, huit militaires avaient été tués et sept blessés mercredi et jeudi dans deux embuscades tendues par des groupes armés islamistes à Relizane et Tipaza.

L'Iran et la France préparent la visite du président Khatami

TÉHÉRAN
de notre envoyée spéciale

Le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, effectue, à partir du mardi 2 février, une visite de travail en France dont l'intérêt principal est la préparation de celle que le président réformateur de la République islamique d'Iran, Mohammad Khatami, devrait faire à Paris en principe au printemps.

Pour le ministre iranien, les relations franco-iraniennes sont « *excellentes* ». En réalité, la solution des problèmes concrets est toujours compliquée, le gouvernement iranien ayant un sens aigu de ce qu'il appelle la « *réciprocité* ». C'est par exemple seulement à l'avant-veille de l'arrivée à Paris de M. Kharazi que les deux pays ont signé un relevé de conclusions concernant la reconnaissance de l'Institut français de recherche en Iran (IFRI), qui existe sous son appellation actuelle depuis 1983, mais dont le statut avait été remis en question il y a environ un an par l'Iran, avec à la clé un refus de visa de résident pour le nouveau directeur. En contrepartie, l'Iran demande la reconnaissance du Centre culturel iranien à Paris, créé dans les années 90, à l'origine comme une section de l'ambassade, mais dont Téhéran veut l'autonomie. Plus généralement, la délivrance de visas aux hommes d'affaires français demeure souvent un casse-tête, et l'avenir du cimetière franco-polonais de Téhéran, menacé par un plan d'urbanisme, n'est pas encore réglé. Toutes ces questions avaient été soulevées lors de la visite à Téhéran, à la fin du mois d'août 1998, du ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine.

C'était également lors de cette visite que M. Védrine avait transmis au président Khatami une invitation de M. Chirac à se rendre en France. D'après le ministère des affaires étrangères iranien, elle ne serait prévue qu'après le Nouvel An iranien, le 21 mars.

Malgré ces difficultés, la réflexion qui fut à la base de la visite en Iran au mois d'août de M. Védrine tient toujours : l'Iran est un pays compliqué, mais il a un très grand potentiel, il a prouvé dans le passé qu'il avait une capacité de nuisance s'il demeurait isolé, et il a amorcé un processus d'ouverture encore chaotique et controversé mais qu'il faut encourager. M. Kharazi aura deux séances de travail avec M. Védrine. Il sera reçu mercredi par le président Jacques Chirac et rencontrera, au cours de son séjour, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, et le président du Sénat, Christian Poncelet.

Mouna Naïm

Les Mémoires sélectifs de M. De Klerk

JOHANNESBURG
de notre correspondant

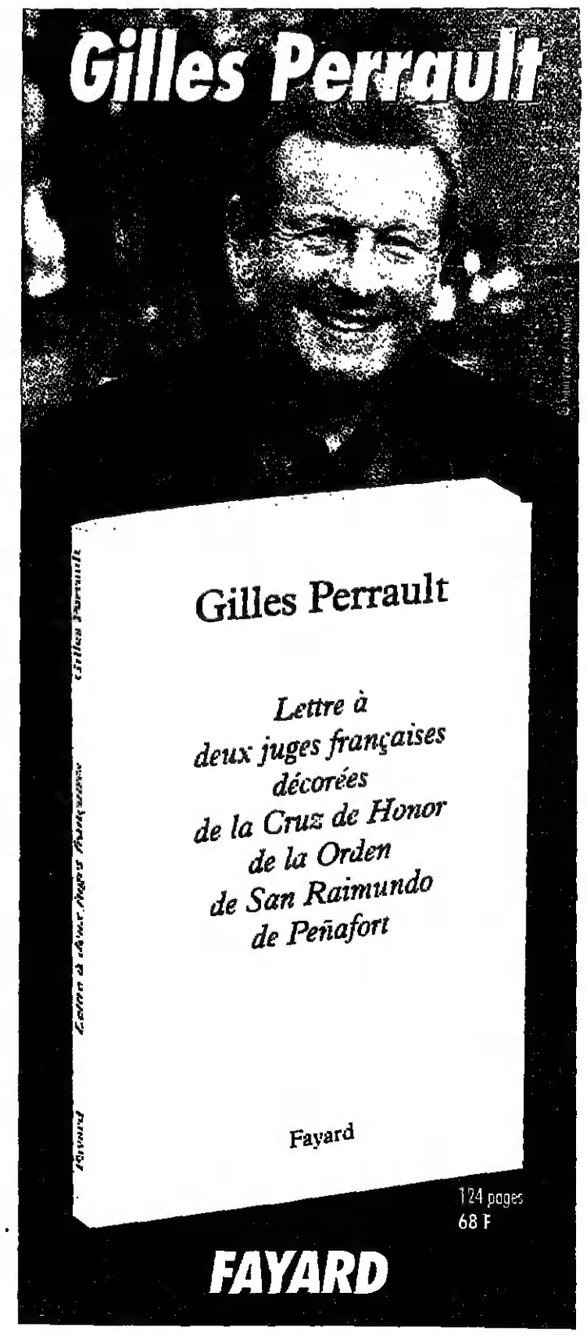
Frederik De Klerk a la rancune tenace. Mal-aimé de la nouvelle Afrique du Sud, parti avec amertume à la retraite, le dernier président de l'apartheid a décidé de réécrire l'Histoire et de régler ses comptes. *F. W. De Klerk, l'autobiographie* s'en prend particulièrement à Nelson Mandela, le successeur de M. De Klerk à la tête du pays. Avant la présentation du livre, lundi 1er février, les journaux ont alimenté la polémique, publiant les passages les plus véhéments contre l'actuel chef de l'Etat.

Tout au long de l'ouvrage, M. De Klerk laisse percer son ressentiment à l'égard de M. Mandela, se plaignant notamment des « *attaques acerbes et infondées* » lancées par celui qu'il libéra des geôles de l'apartheid. Sans vraiment prendre en compte les vingt-sept années d'emprisonnement de M. Mandela, M. De Klerk estime avoir été injustement traité par son successeur. Il évoque un discours où le futur président « *aligna insulte sur insulte* » à son égard.

M. De Klerk semble aussi avoir mal vécu les critiques de M. Mandela, avant la remise du prix Nobel de la paix en 1993. « *Apparemment, il n'appréciait pas la décision de m'associer au prix* », commente M. De Klerk. L'ancien président dresse également une liste d'humiliations d'ordre domestique. Il évoque l'insistance de son successeur à superviser la remise en état de la résidence allouée aux De Klerk et se plaint d'avoir dû justifier l'achat de meubles et d'un réfrigérateur... M. De Klerk dresse enfin un bilan négatif de l'action de M. Mandela, soulignant le « *mécontentement* » et les « *désillusions* » de la population.

Le président Mandela a préféré ne pas répondre. « *La nature même d'une autobiographie veut que l'auteur regarde le passé de manière subjective* », a ironisé un porte-parole présidentiel. Loin d'être impartial, M. De Klerk se décrit comme l'artisan du « miracle » sud-africain tout en continuant de nier toute responsabilité dans les atrocités commises pendant l'apartheid. Cette attitude avait contribué à précipiter son retrait de la vie politique en 1997. Aujourd'hui, une partie de la presse sud-africaine souligne que les déboires du général Pinochet devraient inciter M. De Klerk à moins d'arrogance...

Frédéric Chambon



FRANCE

35 HEURES Peinant à convaincre les grandes entreprises privées de jouer le jeu de la réduction du temps de travail, le gouvernement souhaitait prendre son temps avec la fonction publique. La publication d'une étude confidentielle vient contrarier cette prudence. ● L'INSPECTION DES FINANCES, dans cette note, laisse entendre que le laxisme prévaut dans de nombreux services de l'Etat. Elle recommande de mettre fin à de nombreux abus et de conduire une politique salariale nettement plus restrictive. ● LES SYNDICATS s'insurgent contre ces propositions. FO soupçonne le gouvernement de vouloir « préparer les esprits » à des mesures difficiles. Pour sa part, la CGT souhaite que la réduction du temps de travail dans la fonction publique s'accompagne d'embauches. ● LES SALAIRES du public et du privé doivent être comparés avec prudence, souligne l'Insee.

Fonctionnaires : la durée réelle de travail mesurée par Bercy

Dans une note destinée à Jacques Roché, en charge d'une mission de réflexion sur la mise en œuvre des 35 heures pour les administrations et les hôpitaux publics, l'inspection des finances critique le laxisme de nombreux services de l'Etat et propose des mesures de rigueur

ALORS que les discussions se multiplient dans le secteur privé sans avoir encore débouché sur d'importantes créations d'emplois, les fédérations de fonctionnaires réclament l'ouverture de négociations sur la baisse du temps de travail. Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, avait annoncé, le 13 janvier, qu'il allait engager une « *concertation* » avec les syndicats, sur la base du rapport qu'il avait commandé à Jacques Roché, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, début 1998.

Le ministre a indiqué, aussi, que le rapport Roché – état des lieux exhaustif de la réglementation et des pratiques effectives sur le temps de travail dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivités locales, hôpitaux) – serait publié le 28 janvier. Or, le gouvernement a brutalement changé d'avis : remis au premier ministre, ce rapport n'a pas été publié à la date prévue. Le ministère, interrogé par l'AFP lundi 1er février, a répondu que cette publication ne devrait pas intervenir « *avant la semaine prochaine* ». Commentant un article de *La Lettre de l'Expansion* (1er février), faisant état d'une « note de synthèse » de l'inspection générale des finances (IGF) destinée à M. Roché, le ministère a précisé qu'il n'y avait pas eu de « *commande* » d'une note de ce type et que M. Zuccarelli avait « *simplement recommandé à M. Roché de s'entourer de conseils judicieux de l'IGF, de l'inspection générale des affaires sociales ou de l'inspection générale de l'administration* ».

La « fuite » de la note de l'IGF a aidé à comprendre les raisons qui ont conduit M. Jospin à différer la publication du rapport Roché. Cette fameuse étude, dont on lira ci-dessous les principaux extraits, est accablante. L'IGF constate que les durées de travail hebdomadaires sont très souvent inférieures à la norme légale actuelle de 39 heures et que des congés supplémentaires, parfois « *illégaux* », sont octroyés aux agents. Laissant entendre que le laxisme prévaut dans de nombreuses administrations de l'Etat, la note propose une potion amère. Elle suggère d'annualiser le temps de travail dans la fonction publique, de remonter à 35 heures la durée hebdomadaire de travail pour les services qui sont sous cette barre et, surtout, de profiter de cette réforme pour adopter une politique salariale beaucoup plus restrictive.

DOSSIER EXPLOSIF

M. Roché a-t-il repris ces propositions dans son rapport final ? Il semble, en fait, qu'il ait cherché à arrondir les angles. Il reste que le dossier est explosif et, maintenant que les conclusions de la note de l'IGF sont connues, le débat risque très vite de s'envenimer, ce que le gouvernement voulait, précisément, éviter.

Devant les militants réunis en congrès à Strasbourg *(lire ci-dessous)*, Maryse Dumas, numéro 2 de la CGT, a ainsi lancé, lundi, un avertissement au gouvernement : « *Dans la fonction publique, avant même que le rapport Roché ne soit publié, a-t-elle dit, il est clair que la question de l'emploi public stable et statutaire est d'ores et déjà la pierre d'achoppement entre l'Etat-employeur d'un côté, les salariés et les organisations syndicales de l'autre.* » Les fonctionnaires CGT, qui réclament une réduction du temps de travail assortie d'embauches, ont condamné une « *méthode chausse-pied* », qui « *essaie de faire rentrer dans la discussion un certain nombre d'arguments tendancieux* », ce qui « *augure mal des négociations à venir* » sur les 35 heures dans la fonction publique. La fédération FO des fonctionnaires a, quant à elle, condamné la note de l'IGF, « *pierre dans le jardin des fonctionnaires* », destinée « *à préparer les esprits* » et l'opinion publique aux négociations dans ce secteur.

Le gouvernement était d'autant plus enclin à se montrer prudent qu'il a ouvert un autre dossier très délicat, intéressant au premier chef les fonctionnaires et les agents des services publics, celui des retraites. Dans le cadre de la mission de concertation du Commissariat du Plan, les experts ont déjà relevé un certain nombre d'avantages dont profite la fonction publique (*Le Monde* du 29 janvier).

LE SOUVENIR DES GRÈVES DE 1995

Ainsi, les 4,5 millions d'agents de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux ont toujours une durée de cotisation légale fixée à 37 années et demie, au lieu de quarante ans dans le privé. Près de la moitié des fonctionnaires de l'Etat partis à la retraite en 1996 avaient moins de soixante ans. « *Or, ces départs précoces*, note le Plan, *n'ont pas nécessairement pour contrepartie de faibles taux de remplacement.* » Par ailleurs, le pourcentage de la pension, par rapport au dernier traitement perçu par ces retraités, est élevé. En outre, de nombreuses « bonifications » font que les fonctionnaires accumulent des droits à la retraite sans verser de cotisations en contrepartie.

Peinant à convaincre les grandes entreprises privées de jouer le jeu des 35 heures, le gouvernement souhaitait visiblement gagner du temps avec les fonctionnaires. Le débat sur le temps de travail dans les administrations et dans les hôpitaux publics est lancé, par la note de l'inspection des finances, et vient s'ajouter à celui, qui commence à peine, sur les retraites de ces mêmes fonctionnaires et des agents assimilés. M. Jospin peut se souvenir de ce qui était arrivé au gouvernement précédent lorsque, à l'été 1995, Alain Madelin avait qualifié les fonctionnaires de « *privilégiés* », et quand, à l'automne, Alain Juppé avait voulu réformer leurs régimes de retraite. Cela avait débouché sur le mouvement social de novembre-décembre...

Jean-Michel Bezat et Laurent Mauduit

La difficile comparaison entre salaires versés dans le public et le privé

LES FONCTIONNAIRES sont-ils mieux payés que les salariés du privé ? La note de l'inspection des finances relance un vieux débat. Selon l'Insee, en 1997, un salarié à temps complet dans une entreprise était payé, en moyenne, 10 930 francs net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et RDS) par mois. Dans la fonction publique, ce chiffre était de 12 113 francs, soit près de 11 % de plus que dans le privé. En 1997, dans le privé, la moitié des salaires nets étaient inférieurs à 8 830 francs et un quart à 6 920 francs. Alors que dans le public, le salaire net médian était de 11 520 francs, de plus de 30 % supérieur à celui du privé. L'Insee tempère : « *Une comparaison globale des salaires du secteur privé et de la fonction publique d'Etat n'a qu'une signification limitée.* » Certaines professions – comme celle de douanier – sont propres à la fonction publique. Surtout, « *la plus forte proportion de cadres dans la fonction publique d'Etat biaise les comparaisons* » : près de 60 % des 1,8 million d'agents de l'Etat sont enseignants.

« *L'important*, poursuit l'Insee, *est de savoir si, à travail équivalent, la rémunération est plus élevée dans l'un des deux secteurs. Une étude réalisée en 1990 a permis de jeter un premier éclairage sur cette question. Elle montrait qu'en 1984 (...), la fonction publique rémunérait mieux ses ouvriers que le secteur privé, moins bien ses professions intermédiaires administratives et commerciales et ses cadres supérieurs* » ; pour les employés, « *globalement, la fonction publique versait de meilleurs salaires* ».

Entre 1982 et 1996, l'évolution des salaires moyens nets du privé et du public est assez voisine. Mais, dans le privé, elle peut être rapprochée du cycle conjoncturel alors que dans le public, elle est liée à des règles centralisées. Ainsi, les salaires de la fonction publique ont connu une forte modération entre 1982 et 1988. A l'inverse, entre 1988 et 1996, les plans Durafour, Jospin et Lang ont permis un rattrapage important.

En 1997, selon l'Insee, le salaire brut moyen des agents de l'Etat a augmenté de 0,1 % en francs constants (déduction faite de l'inflation de 1,2 %). Les premiers emplois-jeunes, payés au SMIC, ont pesé sur cette évolution. A structure comparable, c'est-à-dire « *à corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a diminué, en francs constants, de 0,5 % en brut et de 0,3 % en net* », selon l'Insee. Mais la proportion des emplois les mieux rémunérés a augmenté : en 1997, les agents de catégorie A représentaient 45,9 % de l'ensemble des personnels titulaires, contre 44,5 % en 1996. Vieillissement, augmentation de qualification : « *En ajoutant l'effet des avancements et des promotions, le salaire net de prélèvements des seules personnes en place s'est accru de 1,7 % en francs constants* », indique l'Insee.

Virginie Malingre

« Entre 29 heures et 38 h 10 par semaine »

LA « NOTE de synthèse » établie par l'inspection générale des finances, pour le compte de la mission confiée par le gouvernement à Jacques Roché, a été réalisée à partir de « *neuf enquêtes de terrain* », menées « *dans plusieurs services centraux et déconcentrés de quatre administrations* » dépendant des ministères de l'agriculture, de la culture, des finances et des anciens combattants. « *Au total*, dit l'inspection générale des finances, *le temps de travail et les régimes de travail de 565 agents des services déconcentrés et de 579 agents des services centraux ont été examinés* ». Cette enquête, ajoute la note, présente « *de solides garanties de fiabilité* ».

● **Durées hebdomadaires de travail.** La note constate qu'elles sont « *déjà réduites* » et qu'elles varient fortement d'un service à l'autre : « *Sur les neuf services visités, six avaient adopté des durées de travail hebdomadaire inférieures à la durée légale* [39 heures], *avec une amplitude variant de 35 heures à 38 heures* ». Dans cinq de ces cas, « *les décisions étaient irrégulières : réduction de la durée du travail en raison d'une délocalisation (35 heures), d'un déménagement du centre-ville vers la périphérie (37 h 30), de l'instauration d'un quart d'heure "mère de famille" (37 h 30), de l'intégration des 45 minutes de pause méridienne dans le temps de travail (35 minutes), ou bien encore la mise en place d'une réduction uniforme de 15 minutes de la durée quotidienne du travail.* »

● **Régimes de congés et d'absences.** Ils sont « *disparates* », dit l'inspection générale des finances. « *Dans tous les services visités, les agents bénéficient de jours supplémentaires par rapport au nombre de jours prévus par la réglementation : journée "ministre", jours printemps et hiver, semaine "Malraux", jours du directeur, jour "foire", journée "valise". Au total, le nombre de jours de congé annuel et assimilés, qui s'établit dans la loi à 25 jours ouvrés, majorés le cas échéant de 1 ou 2 jours de fractionnement, varie en réalité de 29 à 35 jours.* »

● **Contrôle des horaires.** Dans quatre cas, estime l'inspection générale des finances, « *les systèmes de gestion électronique permettent de gérer rigoureusement le temps des agents* ». « *Toutefois*, dit-elle, *dans un cas particulier (service du ministère de la culture), le laxisme ambiant a conduit la mission à émettre de sévères observations, et ce d'autant plus qu'il existait une note récente de réprimande générale adressée par le responsable du service. Dans ce document, le directeur constatait qu'une fraction du temps de présence moyen de 30 heures par semaine servait à "l'incontournable lecture du journal", aux "petites courses sur le temps de travail" et aux "inévitables pauses-café"* ».

● **Durée annualisée.** « *Après avoir recensé la durée du travail et les jours d'absence enregistrés en 1997* », l'inspection générale des finances a « *procédé à la mesure du temps de travail dans chacun des 9 services dans un cadre annualisé* », les absences pour formation, arrêt-maladie ou activités syndicales étant considérées comme du temps de travail. Avec ce mode de calcul, la durée moyenne de travail « *s'étage entre un minimum de 29 heures par semaine et un maximum de 38 h 10, soit un écart de 24 %* ».

● **Propositions de réforme.** L'inspection générale des finances estime, d'abord, que « *la mesure du temps de travail dans un cadre hebdomadaire n'est pas adaptée* ». « *Les réductions de la durée du travail décidées au cas par cas (...), outre leur caractère totalement inégal, se traduisent par des inégalités de traitement des agents.* » Ainsi, dit l'inspection générale des finances, « *la mesure du temps de travail sur une durée annuelle, avec l'heure comme unité de mesure, paraît être la meilleure manière, sinon d'atteindre, au moins de rechercher l'équité* ».

La note suggère en outre d'« *écarter toute idée de réduction générale et uniforme du temps de travail* », car une telle baisse « *perpétuerait les inégalités relevées et conduirait à des durées hebdomadaires de travail inférieures à 35 heures* ». « *Dans les cas particuliers et certainement peu répandus des services de la fonction publique d'Etat qui n'atteignent pas les 35 heures par semaine, il est proposé de les soumettre aux obligations légales selon des modalités adaptées à chaque situation.* » L'inspection générale des finances propose aussi de « *mettre en place des instruments de contrôle des temps de présence* » et, « *à l'instar de ce qui se passe dans le privé* », de mettre à profit la réduction du temps de travail pour « *accélérer la démarche de modernisation de l'administration* ». Par ailleurs, l'inspection générale des finances note que « *la question des rémunérations des fonctionnaires ne pourra être évitée* ». « *Si la perspective d'une baisse des rémunérations apparaît, en soi, irréaliste, en raison des difficultés qu'elle poserait, une modération des salaires paraît s'imposer pour trois raisons principales* ». Première raison invoquée : « *La question des rémunérations est directement liée à la réduction du temps de travail* » ; deuxième raison : « *Depuis 1990, la rémunération moyenne des personnes en place a évolué trois fois plus vite que l'inflation* », soit « *5 % par an* » et « *3,2 % de gains de pouvoir d'achat, en moyenne, par an* » ; troisième raison : « *La comparaison avec le secteur privé fait apparaître une situation favorable aux agents de la fonction publique d'Etat.* »

La note explique : « *La rémunération nette moyenne mensuelle d'un agent de l'Etat est supérieure de plus de 10 % à celle d'un salarié du secteur privé. Le salaire net médian des fonctionnaires de l'Etat est, quant à lui, supérieur de près de 32 % à celui des salariés du secteur privé.* » Cette situation, conclut la note, « *profite surtout aux agents de catégories B et C qui seront également les premiers bénéficiaires de la réduction du temps de travail* ».

Surprise : la CGT est disposée à débattre de l'annualisation du temps de travail

STRASBOURG
de nos envoyés spéciaux

Réunie en congrès à Strasbourg,la CGT a confirmé, lundi 1er février, son engagement en faveur des 35 heures. Au cours de cette première journée de débats, la direction confédérale a pu mesurer que la mobilisation de ses troupes, sur ce sujet, est désormais réelle. Elle devrait proposer aux autres organisations syndicales, notamment à la CFDT, une grande journée nationale d'action interprofessionnelle et unitaire, qui pourrait se situer le 1er mai. Même si plusieurs voix se sont élevées pour critiquer la signature d'accords sur les 35 heures dans le textile ou à EDF, elles sont restées minoritaires. La majorité des délégués approuve ces démarches, au moment même où le gouvernement peine à obtenir un grand accord emblématique dans le secteur privé.

La CGT n'a pas peur des 35 heures. Maryse Dumas, membre du bureau confédéral, l'a affirmé catégoriquement à la tribune. Longtemps sceptique sur la nécessité de placer les 35 heures au cœur de la « *démarche revendicative* » de son organisation, la numéro deux avait commencé à infléchir sa position au printemps. Lundi, elle a confirmé très nettement ce « tournant ». « *La revendication de la réduction de la durée du travail traverse toute l'histoire des luttes de ce pays* », a-t-elle souligné, en apportant un soutien de principe à la loi Aubry. « *Sans la loi*, a-t-elle expliqué, *il n'y a jamais eu d'abaissement de la durée hebdomadaire du travail.* » Pour la CGT, les 35 heures doivent permettre de « *créer une dynamique de luttes et de conquêtes progressives, qui gagne tous les aspects des rapports sociaux* », a indiqué Mme Dumas.

Décidément très positive, la responsable de l'action revendicative a salué le rôle d'aiguillon des 35 heures, en citant l'unité syndicale, « *qui progresse* ». Elle s'est félicitée du « *réel ressourcement revendicatif* » qu'encourage la réduction du temps de travail, en permettant à la CGT de « *rencontrer l'aspiration des salariés à un syndicalisme efficace* ».

« ARBITRAIRE PATRONAL »

A ceux qui s'inquiètent de voir la CGT perdre son âme en « *prenant le stylo* », Mme Dumas a rappelé que « *signer n'est pas avaliser* » et que « *la conclusion d'un accord n'arrête pas un processus de luttes, mais le relance* ». Contestant la validité d'accords passés par des organisations minoritaires, elle s'est prononcée pour une modification de la réglementation concernant la négociation collective, « *afin qu'un accord ne puisse s'appliquer que s'il est signé par des syndicats représentant une majorité de salariés ou, à défaut, s'il est validé par une consultation des salariés sous responsabilité des organisations syndicales* ».

C'est sur l'annualisation que Mme Dumas a tenu le discours le plus inattendu, faisant sienne une vision très pragmatique de la question. « *L'annualisation, nous y sommes opposés, c'est clair* », a-t-elle d'abord rappelé, mais le fait est qu'elle est déjà vécue par des millions de salariés. « *Qu'est-ce qui est le plus efficace ?*, a-t-elle demandé. *Répéter le principe ou le faire vivre en définissant, avec les salariés, des revendications concrètes pour leur faire gagner des garanties collectives, faire reculer l'arbitraire patronal, et obtenir qu'une nouvelle réglementation s'impose, plus favorable aux salariés ?* »

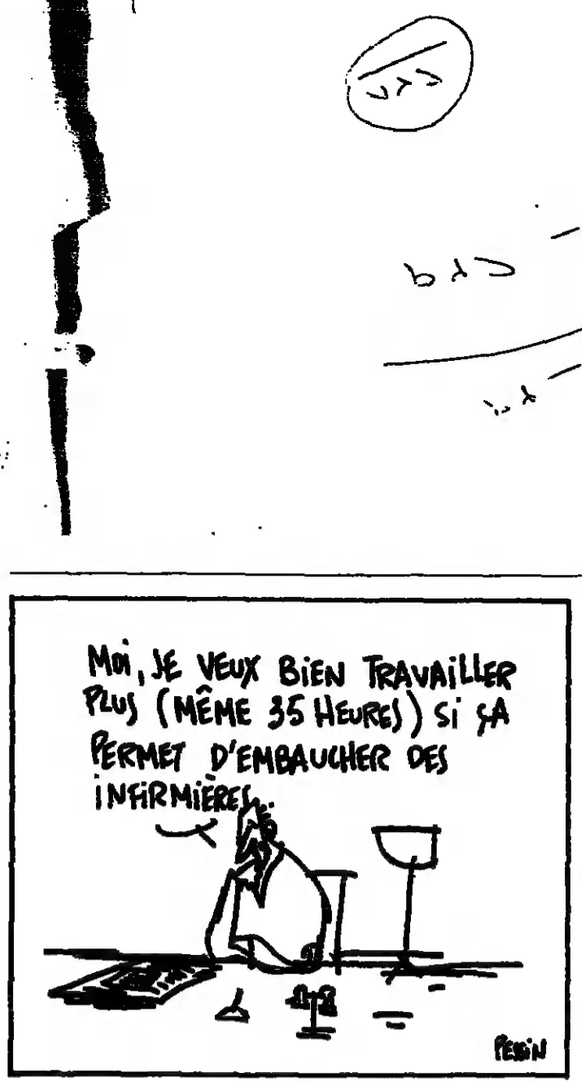
La CGT assume le bilan des négociations qu'elle a engagées en matière de réduction du temps de travail, a encore indiqué, en substance, Mme Dumas, rappelant que sur la centaine de négociations ouvertes dans les branches et sur les quarante accords conclus, huit seulement ont été signés par sa centrale. « *Le fait que la CGT s'insère comme elle le fait dans la négociation lui donne plus d'autorité et de crédibilité* », estime la numéro deux de la centrale, notamment pour peser sur la deuxième loi sur les 35 heures. Après Bernard Thibault, dans son discours d'ouverture (*Le Monde* du 2 février), Mme Dumas a signifié que l'instauration d'un double SMIC serait un *casus belli* pour son organisation.

Avant la mise au point de Mme Dumas, plusieurs délégués n'avaient pas manqué d'exprimer leurs doutes sur le « ressourcement revendicatif » de la centrale. « *Une force qui ne reposerait que sur des négociateurs ne serait pas une force !*, s'est exclamée Geneviève Huot, déléguée d'Avicenne (Seine-Saint-Denis). *Le débat doit continuer en s'appuyant sur les réalités du terrain.* » « *Si les salariés adhèrent à la CGT, c'est parce qu'elle est radicale*, a rappelé Marie-Louise Dupas, déléguée du centre hospitalier d'Angers. *Le stylo, laissons-le à d'autres ! Les travailleurs n'ont rien à y gagner.* » « *Ma fédération a refusé de signer, et je m'en félicite*, ajoute Alain Davanture, au nom des salariés du bâtiment de Colas Montceau. *Je suis mandaté pour que la CGT ne signe aucun accord qui conduise à l'annualisation, au gel des salaires ou à la remise en cause des garanties collectives.* »

La tonalité des discours était, pourtant, largement favorable au concept de « *signature offensive* », développé la veille par M. Thibault. Les délégués ont chaleureusement applaudi l'intervention de Laurence Marchant, au nom des chômeurs du Nord, affirmant que « *la signature à EDF ou ailleurs* » avait rendu l'espoir aux chômeurs. « *Dans les couloirs du siège de la confédération à Montreuil, toutes les occasions sont bonnes pour culpabiliser ceux qui signent*, a lancé Kader Chigri, délégué de l'entreprise Peaudouce. *Cette façon de montrer du doigt ceux qui se battent sur le terrain pour des concessions n'est pas acceptable. Le discours dur, c'est la facilité.* »

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

l mesurée par Bercy



Un accord est sur le point d'être bouclé à La Poste

APRÈS Air France et EDF-GDF, La Poste s'apprête à « boucler » sa négociation sur les 35 heures. Dans cette entreprise de 307 000 personnes – des fonctionnaires, en très grande majorité –, l'équation est d'autant plus complexe que l'Etat l'a explicitement exclue des aides à la réduction du temps de travail. Martin Vial, le directeur général, devait envoyer aux organisations syndicales, mardi 2 février, un projet d'*« accord-cadre sur le dispositif d'application de l'aménagement et de la réduction du temps de travail à La Poste »*.

Répondant aux questions du *Monde*, M. Vial rappelle que ce texte est *« le fruit d'une concertation et de négociations qui ont débuté dès février 1998, qui ont donné lieu à deux réunions plénières, l'une en juillet, l'autre en décembre, et à onze rencontres bilatérales dont quatre depuis décembre avec chacune des six organisations syndicales »*. Parallèlement à cette démarche *« discrète, mais sérieuse et constructive »*, soixante-neuf sites-pilotes ont été choisis, dès l'été 1998, pour expérimenter la réduction du temps de travail. En outre, des études ont été menées pour permettre d'harmoniser la situation future de La Poste par rapport à celle de ses principaux concurrents.

Le texte « se veut porteur d'une quadruple dynamique »

Le texte que M. Vial envoie aux syndicats se veut *« porteur d'une quadruple dynamique »*. Les clients doivent en être les premiers bénéficiaires. *« L'aménagement et la réduction du temps de travail* [ARTT] *seront mis en place à l'occasion d'une réorganisation de l'ensemble des services »*, précise le directeur général. La réorganisation des bureaux permettra que les files d'attente ne dépassent plus cinq minutes. L'accueil de la clientèle, dans les plates-formes téléphoniques des services financiers, sera renforcé. L'accord prévoit *« une adaptation des horaires d'ouverture des bureaux aux besoins locaux de la clientèle, voire leur extension dans certaines circonstances »*.

L'épineuse question de l'ouverture le samedi n'est ni explicite ni totalement exclue. Outre un plan de qualité totale, qui sera mis en œuvre dès 1999, l'accord prévoit un *« redéploiement des emplois sur les métiers en contact avec la clientèle »*. Aucun chiffre n'est donné, mais la direction a déjà fait savoir qu'elle souhaite qu'en 2002, deux tiers des postiers soient en contact avec la clientèle. Environ 30 000 postiers devraient être ainsi réaffectés soit aux guichets, soit à la distribution, soit à des tâches commerciales.

Les deuxièmes bénéficiaires seront les postiers eux-mêmes. *« L'ARTT se traduira par une réduction effective à 35 heures pour les postiers dont la durée du travail est actuellement supérieure »*, indique M. Vial. 91 % des agents seront concernés. Les 9 % restants travaillent généralement la nuit dans les centres de tri, où leur durée de travail est de 32 heures par semaine. *« En fonction des négociations locales, le travail s'effectuera sur des cycles de quatre, cinq ou six jours. Mais la réduction du temps de travail privilégiera des jours de repos supplémentaires par rapport à une diminution du nombre d'heures travaillées dans la journée »*. Sur les conditions du travail de nuit, une réflexion sera engagée.

Paradoxalement, une des conséquences des 35 heures sera de répondre au désir de nombreux contractuels de La Poste, qui souhaitent travailler davantage. *« 50 % des cinquante mille agents sous contrat à durée indéterminée à temps partiel ou intermittent se verront proposer un emploi à temps complet »*, assure M. Vial. Les huit mille agents qui travaillent moins de 800 heures par an effectueront, désormais, au moins 800 heures, ce qui leur permettra de bénéficier d'une couverture sociale comme les autres salariés. Enfin, les contractuels à temps partiel, dont le temps de travail n'augmenterait pas, verraient leur salaire progresser de 11 %, afin de ne pas être défavorisés par rapport aux agents passant de 39 heures à 35 heures sans perte de salaire.

Troisième dynamique de l'accord : l'emploi. De 1993 à 1997, dix mille postiers, en moyenne, quittaient, chaque année, l'entreprise, et six mille à sept mille personnes étaient recrutées. L'accord prévoit qu'en 1999, vingt mille départs seront compensés par autant de recrutements en équivalent temps plein, ce qui correspond à davantage encore de personnes physiques. *« Nous allons donc augmenter de 42 % le nombre de recrutements en 1999 et 2000 »*, précise M. Vial. En contrepartie, le nombre des contrats à durée déterminée diminuera de 20 %, et le nombre de moyens complémentaires en personnel – essentiellement les heures supplémentaires et CDD –, de 10 %. Les postiers recrutés ne seront pas tous fonctionnaires, mais, *« dès le premier trimestre 1999, un concours offrira trois mille places de facteurs fonctionnaires, et d'autres concours offriront un nombre global de places au moins égal »*, précise le directeur général. Le nombre de jeunes en alternance augmentera de 33 %. Il y aura, à La Poste, deux mille jeunes apprentis.

Enfin, la quatrième dynamique concerne, selon M. Vial, *« la croissance et l'équilibre économique et financier »*, car *« la valeur ajoutée de l'entreprise doit augmenter plus rapidement que sa masse salariale »*. Selon M. Vial, cet accord sera *« autofinancé »*. *« Ni l'Etat ni les clients n'en supporteront le coût »*, assure-t-il.

Les syndicats indiqueront, d'ici à mi-février, s'ils signent ou non ce texte. Sa mise en œuvre nécessitera, par la suite, des accords locaux. Quant à la réorganisation des bureaux, mandat a été donné aux responsables d'y réfléchir avec chaque agent concerné, mais aussi avec les syndicats et les clients. Une première dans une entreprise publique !

Frédéric Lemaître

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par arrêt en date du 19 juin 1997, la XIe chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris a déclaré Jean-Marie COLOMBANI, directeur de la publication « LE MONDE », et Marie-Victoire LOUIS coupables du délit de diffamation publique envers Jacques PEYRAT, avocat, à la suite de la publication dans « LE MONDE » daté du 8 mars 1996 d'une tribune libre de Marie-Victoire LOUIS intitulée « Véronique AKOBE, une Sarah en FRANCE », dans laquelle l'auteur insinue que Jacques PEYRAT n'a pas convenablement défendu Véronique AKOBE devant la cour d'assises de NICE en raison de ses convictions politiques. La cour a condamné Jean-Marie COLOMBANI et Marie-Victoire LOUIS à une amende de 5 000 F, a alloué à Jacques PEYRAT une indemnité de 10 000 F et a ordonné la publication du présent communiqué. »

Le PS à la recherche d'une position équilibrée sur la construction européenne

Le document préparatoire à sa convention de mars entend articuler Europe et nation

A quatre mois et demi des élections européennes, le Parti socialiste estime qu'il doit *« politiser l'Europe »*. Le bureau national du PS devait examiner, mardi 2 février, un document préparatoire à sa convention *« nation-Europe »* qui aura lieu le 27 mars. Il veut faire du *« besoin de plus d'Europe »* une réponse à la *« crise de l'appartenance »* à la nation en prônant une *« Fédération d'Etats-nations »*.

SANS REPRENDRE à son compte les récents accents de Lionel Jospin sur *« l'amour de la patrie »*, mais sans davantage vouloir substituer l'Europe à la nation, le Parti socialiste recherche un nouvel équilibre entre la nation et l'Europe en vue de sa convention du 27 mars sur ce thème. Le texte préparatoire de 21 pages, rédigé par Alain Bergounioux, Pierre Guidoni et Pervenche Berès, les trois rapporteurs de la convention, avec le concours de François Hollande, Jean-Christophe Cambadélis et Henri Weber, présente un soigneux balancement entre la nation et l'Europe. Tenant compte des réponses des militants au questionnaire qui leur avait été adressé en décembre (*Le Monde* du 19 décembre), ce document de travail voit dans le *« besoin de plus d'Europe »* une réponse à *« la crise de l'appartenance »* à la nation, afin de pouvoir *« préserver la fonction d'intégration que remplissent les Etats nationaux »*.

Citant à la fois François Mitterrand, dès la première phrase, Jacques Delors et Léon Blum, le texte s'insurge contre *« une vision nostalgique de la souveraineté nationale »* et voit dans la reprise de la notion de fédération d'Etats-nations, déjà adoptée en avril 1996, une synthèse entre *« le fédéralisme nécessaire »* et le respect des *« compétences essentielles de la nation »*. Cette notion lui paraît ouvrir la voie, pour le XXIe siècle, au renforcement d'un *« vouloir-vivre ensemble »*, selon la formule d'Ernest Renan, européen *« respectueux des identités de chaque pays »*.

Se situant plus que jamais en pôle central de la majorité « plurielle », le PS, ouvert à l'idée d'accueillir le Mouvement des citoyens sur sa liste avec les radicaux de gauche, défend l'objectif de l'universalité des valeurs françaises. Avec la construction européenne, assure le document, cette universalité de la démarche française – *« réalité de notre exception culturelle »* – *« peut enfin s'épanouir sur tout le continent si nous avons assez confiance en nos propres valeurs pour convaincre les autres nations de les adopter »*. *« La démocratie française sera le meilleur vecteur de l'universalité française sur notre continent et dans le monde »*, assurent les auteurs du rapport qui récusent l'affirmation de Jacques Chirac d'une Europe *« ni de droite ni de gauche »*.

Dans ses propositions concrètes sur une *« Europe pour les peuples »*, le document de travail reprend les 21 engagements du Manifeste du Parti des socialistes européens (*Le Monde* du 28 janvier), adopté – avec de légères retouches sur l'immigration clandestine, l'environnement et les jeunes – lors d'une réunion des leaders les 29 et 30 janvier à Vienne, en Autriche. Il mentionne ainsi la nécessité de *« réduire l'instabilité du système monétaire et financier international »*, de *« mettre en œuvre de nouvelles ressources pour financer l'investissement »* ou encore d'un *« pacte européen pour l'emploi »* qui, précise-t-il, *« fixe des critères de décroissance du chômage »*. Mais il va plus loin en réclamant un nouveau traité social européen qui engloberait la charte des droits civiques, économiques et sociaux, prévue par le Manifeste, un salaire minimum et un mécanisme de convergence salariale européens, des conventions collectives européennes et des nouveaux droits d'association, de négociation et d'action.

INITIATIVE SUR L'EMPLOI

M. Hollande, qui s'est félicité, lundi 1er février, que le PS ait marqué *« de son empreinte »* ce Manifeste, jugé *« court, dynamique, mobilisateur, clair »*, a précisé que lors du congrès du PSE à Milan les 1er et 2 mars, où il sera officiellement adopté, une *« initiative »* sera lancée sur la croissance et l'emploi. Le texte du PS se montre aussi plus exigeant sur l'harmonisation fiscale, en préconisant *« un taux minimum de taxation des revenus de l'épargne applicable à tous les épargnants »*, un impôt sur les bénéfices des sociétés et une taxation de la consommation d'énergie polluante. Jugeant qu'*« il n'est plus acceptable que l'Union continue à héberger des "paradis fiscaux" du fait d'un droit de veto de certains Etats »*, il recommande que sur ce sujet, les décisions du Conseil des ministres soient prises *« à la majorité qualifiée »*.

D'ici la fin mars, le PS disposera de ses instruments de campagne européenne. Il ne lui reste plus qu'à choisir sa tête de liste. Conforté sur la scène européenne par sa participation au sommet de Vienne, M. Hollande reste très sollicité. Julien Dray pour la Gauche socialiste et Alain Richard pour les rocardiens viennent de faire appel à lui. Les arguments du premier secrétaire pour ne pas être candidat sont connus. S'il siège au Parlement européen, il est obligé, en anticipant la prochaine loi sur le cumul des mandats, d'abandonner son siège à l'Assemblée nationale. Il s'y refuse d'autant plus qu'une élection partielle en Corrèze – comme dans le Loir-et-Cher en cas de candidature de Jack Lang – risque d'être préjudiciable à la majorité. S'il annonce qu'il ne siègera pas à Strasbourg, il nourrit le procès d'un non-respect des électeurs. M. Hollande ne devrait plus guère tarder à prendre sa décision. Mardi 2 février, le député européen Jean-Pierre Cot l'a informé de sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat. Afin, lui dit-il, de laisser la place à *« cette nouvelle génération »* qu'il incarne...

Michel Noblecourt

Davantage d'Europe « pour préserver la fonction d'intégration » des Etats

LE DOCUMENT de travail à partir duquel le PS prépare sa convention *« nation-Europe »* affirme d'emblée que *« la construction européenne se trouve manifestement à un nouveau tournant de son histoire »*. La période qui s'ouvre *« peut et doit enfin être celle de l'Europe politique et sociale »*. Le projet veut *« donner chair »* à l'idée de faire de l'Union européenne une *« Fédération d'Etats-nations »*. Ce choix fondamental *« nous oppose aussi à ceux qui, faisant souvent de la nation une fin en soi, campent sur une vision nostalgique de la souveraineté nationale, érigée en principe mythique et absolu »*. Cette *« réorientation de la construction européenne »* s'accompagne d'un *« attachement à la nation, espace toujours vivant de démocratie et de solidarités »*.

VERBATIM

« Nous ne pouvons aller pour autant, jusqu'à la proclamation immédiate d'une sorte "d'Etat européen" absorbant les vieilles nations et exerçant l'intégralité de leurs prérogatives actuelles, souligne le texte. *Il nous faut, en effet, prendre en compte la force du sentiment d'appartenance. Dans une France s'interrogeant sur son identité républicaine, sous-estimer cette réalité serait d'ailleurs porteur de danger pour le projet européen lui-même. »*

Le document affirme que *« c'est dans le cadre de l'Etat-nation que s'est institutionnalisée traditionnellement l'idée républicaine, reprise par la gauche, d'une action consciente des citoyens sur la société. Les droits sociaux qui complètent la citoyenneté politique (...) ont été acquis dans ce cadre national »*. Il attribue la crise du sentiment d'appartenance à *« la progression de l'individualisme »*, à la *« tentation du communautarisme »* ainsi qu'au chômage et à la précarité qui expliquent *« la plupart des incivilités et des violences que nous connaissons et qui menacent les institutions républicaines. (...) Nous avons besoin de plus d'Europe pour préserver la fonction d'intégration que remplissent les Etats nationaux. (...) La nation aujourd'hui ne doit pas se définir essentiellement par l'opposition à un ennemi ou s'affirmer contre les identités régionales, elle est essentiellement le cadre de la citoyenneté et de la solidarité, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, entre les générations, entre les territoires. (...) L'unité européenne que nous voulons n'est donc pas l'uniformité d'un espace centralisé mais celle qui résulte d'une volonté politique, se traduisant dans des institutions communes et agissant à travers les Etats »*.

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

Dessinant les contours d'une *« Europe pour les peuples »*, le projet fait des propositions sur la défense des services publics, une nouvelle politique de concurrence, une réforme de la politique agricole commune et des fonds structurels, l'environnement. Il plaide pour *« l'instauration d'un espace judiciaire européen »* qui doit *« rester respectueux du rôle des systèmes judiciaires nationaux »*. Il préconise *« un service volontaire européen »* qui donnerait à la jeunesse *« les moyens d'accomplir à l'étranger des tâches d'intérêt général »*. Il se prononce pour une *« politique étrangère et de sécurité communes »* pour faire de l'Europe *« un rempart »* contre des agressions qui peuvent être aussi commerciales et *« un tremplin »* afin qu'elle agisse pour *« le développement des pays les plus pauvres »*. Il plaide pour *« une identité européenne plus clairement définie »* au sein de l'Alliance atlantique.

Sur la réforme des institutions, le projet souhaite que les textes fondamentaux – qui pourraient constituer une *« Constitution européenne »* – fassent mieux *« apparaître l'articulation des compétences entre l'Union et les Etats-membres »* et écarte *« toute forme de communautarisation rampante, en particulier pour ce qui relève de l'organisation interne des Etats »*. Favorable à une révision institutionnelle *« avant toute nouvelle adhésion »*, il se prononce pour une Commission *« clairement responsable devant le Parlement et le conseil européen »*, *« un recours systématique au vote de la majorité dans les domaines communautaires »*, accompagné d'une pondération des voix, une généralisation du rôle de *« co-législateur »* du Parlement à l'ensemble du domaine communautaire.

Le texte prône l'exploration d'une *« fiscalité européenne »*, la création d'*« espaces de délibération »* pour les forces civiques et sociales, un contrôle démocratique des institutions communes. Il envisage aussi d'établir *« une relation »* entre le mode de désignation de la Commission *« et le suffrage universel »*, qu'il s'agisse d'en *« parlementariser la composition »* ou de *« lier »* le choix du président aux élections européennes. Le Parlement européen devra être *« associé pleinement »* à la préparation de la révision des institutions.

Les désaccords se multiplient entre Mme Aubry et le directeur de la « Sécu »

LE TORCHON brûle lentement entre Martine Aubry et le directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Gilles Johanet, qu'elle a pourtant choisi pour ce poste en juillet 1998. Une petite phrase, lâchée récemment par Dominique Marcel, directeur de cabinet de la ministre de l'emploi et de la solidarité, en dit long sur les relations difficiles que celle-ci entretient avec ce haut fonctionnaire issu du sérail socialiste, qui s'est lancé dans la chasse au « gaspi » à la « Sécu ».

En marge de la présentation du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), le 28 janvier, M. Marcel, déclarait : *« La direction de la CNAMTS devrait se mettre sérieusement au travail »*, une manière de dire que le « plan stratégique » préparé par le patron de la CNAMTS n'était pas satisfaisant. Dix jours auparavant, la ministre s'en était pris à une idée chère au directeur de la CNAMTS : un conventionnement sélectif des médecins par la Sécurité sociale, qui permettrait aux caisses de ne travailler qu'avec des praticiens s'engageant à améliorer la qualité des soins et à ne prescrire que ce qui est médicalement utile. *« C'est une fausse solution. Ne comptez pas sur moi pour sélectionner les jeunes médecins »*, avait répondu Mme Aubry.

Or, ce conventionnement sélectif est suggéré dans les « orientations stratégiques » 1999-2002 de la CNAMTS, votées le 13 octobre par le patronat, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la Mutualité française. L'idée pourrait être reprise dans le plan statégique que la caisse nationale doit soumettre au gouvernement, fin février ou début mars. Le président du Medef (ex-CNPF), Ernest-Antoine Seillière, a prévenu que si l'Etat refuse à la CNAMTS les outils nécessaires à l'amélioration du système de santé, le patronat se désengagera de la gestion de l'assurance-maladie fin 1999.

D'autres sujets ont récemment opposé Mme Aubry à M. Johanet. Début octobre, ce dernier avait fait savoir que le quota d'étudiants en médecine autorisés à passer en deuxième année (*numerus clausus*) envisagé par les ministères de la solidarité et de l'éducation nationale était trop important au regard des besoins futurs. Le gouvernement n'en a tenu compte qu'en partie. En novembre, Mme Aubry avait rejeté une autre de ses propositions : la modulation des remboursements, que M. Johanet souhaite à terme réduire pour les assurés refusant de souscrire un abonnement chez un médecin généraliste « référent ». *« Le gouvernement n'a pas l'intention de limiter les remboursements ou de faire payer différemment les malades selon le choix du médecin qu'ils comptent réaliser »*, avait tranché la ministre.

DÉRAPAGE NON CONTRÔLÉ

Ces tensions interviennent au moment où le gouvernement perd le contrôle des dépenses médicales. Sans mesures de redressement, le déficit cumulé de la branche maladie de la « Sécu » pourrait atteindre 30 milliards de francs sur la période 1998-1999. *« Mme Aubry a beau dire que rien n'autorise une telle prévision,* analyse un expert, *cette perspective est malheureusement parfaitement plausible. »* Or, depuis l'annulation par le Conseil constitutionnel du mécanisme de sanctions collectives des médecins libéraux en cas de dérapage des dépenses (*Le Monde* daté 20-21 décembre 1998), le gouvernement cherche un nouveau dispositif d'encadrement de l'activité des praticiens.

« La décision du Conseil constitutionnel aura des conséquences incalculables », reconnaît un expert gouvernemental, qui pense qu'*« elle va compromettre pour longtemps »* toute régulation efficace du système de soins. Pour l'heure, Mme Aubry en est réduite à exiger un renforcement des contrôles et des sanctions individuelles des médecins, alors que le CNAMTS privilégie une responsabilité collective de la profession.

Jean-Michel Bezat

هكذا من الأصل

CORSE Sur la base de témoignages recueillis à l'automne 1998 et aujourd'hui recoupés, les enquêteurs chargés du dossier de l'assassinat du préfet de Corse, Claude Erignac, affirment avoir « ciblé » les commanditaires et les membres du commando ayant participé à l'opération. ● BASÉS en Haute-Corse, les premiers appartiendraient à la mouvance ultra-nationaliste, dite « enseignante » ; les seconds, au nombre de cinq à six personnes, seraient d'anciens activistes du FNLC auxquels se seraient adjoints d'anciens condamnés de droit commun et un ancien légionnaire. ● DEPUIS L'ASSASSINAT du préfet Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, de nombreuses procédures, aussi bien administratives que judiciaires, ont été mises en œuvre, visant à établir l'état de droit sur l'île. Elles ont permis de mettre au jour une multitude de dysfonctionnements et de dérives.

Les enquêteurs auraient « ciblé » les auteurs de l'assassinat du préfet Erignac

Les commanditaires du meurtre appartiendraient à la mouvance ultra-nationaliste « enseignante ». Les membres du commando ayant participé à l'opération seraient pour une part d'anciens du FNLC, d'autre part d'anciens condamnés de droit commun

À QUELQUES JOURS du premier anniversaire de la mort du préfet de la région Corse, Claude Erignac, le 6 février 1998, à Ajaccio (Corse-du-Sud), l'enquête sur l'assassinat bute *sur un paradoxe* qui pourrait retarder la résolution de cette affaire. Les policiers estiment avoir ciblé les probables commanditaires et membres du commando à l'origine *de la mort du préfet* Erignac. Les instigateurs seraient issus de la mouvance radicale enseignante du nationalisme corse et auraient établi des liens avec une fraction extrémiste agricole. *Le groupe opérationnel* serait composé de personnes issues d'un milieu mêlant nationalisme et droit commun, localisé à Ajaccio (Corse-du-Sud) et dans ses environs.

Pour autant, les enquêteurs sont *toujours à la recherche* d'éléments suffisamment probants qui leur permettraient d'arrêter les suspects et de les mettre entre les mains de la justice. En outre, même s'ils se disent *aujourd'hui à peu près certains* d'avoir identifié des personnes impliquées dans l'assassinat du préfet, ils ne semblent pas, pour l'heure, être capables de déterminer avec précision les responsabilités de chacun lors de l'opération. Enfin, il *semble bel et bien* que les dysfonctionnements apparus dans le cours de l'enquête entre la police judiciaire et la gendarmerie aient entravé le déroulement des investigations (*Le Monde* du 15 janvier).

A en croire les premiers éléments *recueillis par les enquêteurs*, les commanditaires, au nombre de cinq ou six; seraient basés en Haute-Corse, à Bastia et à Corte. Ayant toujours refusé la voie du *compromis avec l'Etat français*, ils se situeraient, depuis le milieu des années 80, en marge du mouvement nationaliste. Engagés dans *une logique indépendantiste*, ils appartiendraient à la mouvance dite *« enseignante »* qui a toujours inspiré et alimenté les organisations nationalistes corses sans pour autant apparaître au premier plan. *Leur* analyse politique paraît essentiellement construite sur une opposition frontale et violente avec l'Etat.

LEADERS PRÉSUMÉS

Les deux leaders présumés de ce groupe ont activement participé, depuis les années 70, à la vie syndicale enseignante nationaliste et tenté de créer, sans succès, un mouvement fédérateur. Estimant que les groupes nationalistes officiels s'étaient détournés de l'idéal du *combat nationaliste*, ils paraissent avoir opté, avec cet assassinat, pour une brutale remise en cause de la ligne suivie, à partir du mois de janvier 1996, par le principal mouvement nationaliste corse A Cuncolta Independentista, engagé dans une logique de négociation avec le gouvernement de l'époque dirigé par *Alain Juppé. Dans le cadre de cette* stratégie, ils auraient conservé des relations avec la fraction la plus activiste des agriculteurs nationalistes, installés dans la plaine orientale, eux-mêmes engagés dans un bras de fer avec l'Etat pour obtenir un *réaménagement de la dette agricole*.

Le groupe opérationnel serait, quant à lui, composé de cinq à six personnes résidant à Ajaccio et dans ses environs. Si l'on en croit les éléments découverts au cours de *l'enquête*, le commando compterait dans ses rangs d'anciens activistes du FLNC localisés dans la vallée de la Gravone et au col Saint-Georges, au sud d'Ajaccio. Déjà condamnés dans plusieurs affaires, ses *membres seraient rompus* aux techniques militaires et à la vie en clandestinité. Ils auraient agi avec des personnes condamnées pour des affaires de droit commun et réinsérées *professionnellement dans* le secteur automobile.

TRAVAIL DE RECOUPEMENT

Par ailleurs, un ancien légionnaire, soupçonné d'exercer des fonctions d'instructeur au sein de la mouvance nationaliste, pourrait avoir joué un rôle dans la préparation de cette opération.

Ces informations, obtenues sur la base de témoignages concordants à l'automne 1998, *ont été* recoupées depuis par les policiers et les gendarmes. Ce travail de recoupement aurait en outre permis aux enquêteurs de recueillir d'autres informations.

Ainsi, une réunion entre le commando d'Ajaccio et le chef des commanditaires aurait été organisée, à Ajaccio, dans un appartement loué au nom de la sœur d'un des membres présumés du groupe, au *mois d'août 1998. Les Renseignements* généraux et la gendarmerie, qui travaillaient parallèlement sur ce rendez-vous clandestin, semblent penser qu'il s'agissait de la première rencontre entre les commanditaires et le groupe opérationnel *depuis le 6 février*.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments permettraient d'affirmer que le préfet Claude Erignac aurait été l'objet, plus d'un mois avant sa mort, d'une première tentative d'assassinat. Prévue lors d'un match de volley-ball auquel il assistait, à Ajaccio, l'opération aurait été annulée in extremis après l'arrivée imprévue de membres de la sécurité.

Reste que la manière dont tous ces éléments – dont la plupart des responsables de l'enquête s'accordent à reconnaître l'importance – ont été obtenus a laissé des traces qui peuvent porter préjudice à l'enquête. Le patron de la division *nationale antiterroriste (DNAT)*, le contrôleur général Roger Marion, ne cache pas, aujourd'hui, sa colère. Selon lui, les gendarmes et le préfet de Corse, Bernard Bonnet, auraient mené parallèlement leur enquête sans transmettre les éléments découverts à son service et aux Renseignements généraux, causant ainsi un retard à trois mois. Saisis de l'enquête sur l'attentat perpétré contre la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où fut dérobé l'arme qui tua le préfet Erignac, les gendarmes auraient, *de fait*, conduit leurs propres investigations sur l'assassinat du préfet sans en avertir quiconque. Le conflit deviendra ouvert lors de l'interpellation, par la DNAT, d'un enseignant nationaliste, Jean Castella, le 18 novembre 1998. Les gendarmes l'avait également placé sous surveillance dans le cadre d'une enquête sur une préparation d'attentat contre la gendarmerie de Belgodère (Haute-Corse).

La gendarmerie affirme que l'intervention, jugée inopinée, de la DNAT sur une cible *« sensible »* a compromis les chances de surprendre en flagrant délit des individus pouvant avoir joué un rôle dans l'affaire Erignac. Selon les gendarmes, les méthodes *« expéditives »* de la DNAT ont permis aux personnes recherchées de connaître l'état d'avancée de l'enquête. Enfin, les moyens militaires sans précédent débloqués par le gouvernement paralysent, *aujourd'hui*, voués à l'inaction, ce qui, aux yeux des gendarmes, ne fait qu'accentuer le sentiment de gâchis.

Jacques Follorou

Marcel Lorenzoni clame son innocence

Interpellé trois jours après l'assassinat du préfet, le 9 février 1998, et présenté comme un personnage central de cette affaire, l'agriculteur nationaliste, Marcel Lorenzoni, ne cesse, depuis, *de clamer son innocence*. La justice lui reproche d'avoir stocké des armes à son domicile et joué un rôle dans l'assassinat du militant nationaliste Robert Sozzi, en 1993. Incarcéré à la prison de Fresnes, il nie toutes les accusations portées contre lui. Un comité de soutien animé par ses frères a dénoncé, à plusieurs reprises, les conditions dans lesquelles les juges antiterroristes parisiens maintiennent en détention Marcel Lorenzoni qui mena, *au mois de mars, une grève de la faim en signe de contestation.*

« Mon client a seulement été interrogé sur la filière agricole corse ou sur son parcours nationaliste, nous a précisé son avocat, Lucien Felli. ***Il n'a jamais été mis en cause dans le cadre de l'assassinat du préfet Erignac, pourtant les supputations des magistrats laissent entendre qu'il pourrait être au courant de quelque chose. Il s'agit d'un montage grossier destiné à le désigner comme le bouc-émissaire rêvé. »***

Douze mois d'enquêtes

● **6 février 1998 :** le préfet de la région Corse, Claude Erignac, est touché mortellement par trois balles de pistolet, en plein centre d'Ajaccio (Corse-du-Sud).
● **9 février 1998 :** le président de la République, Jacques Chirac, et son premier ministre, Lionel Jospin, ainsi que les principaux ministres du gouvernement se déplacent à Ajaccio et s'engagent à rétablir l'Etat de droit sur l'île.
● **17 avril 1998 :** l'inspection générale des finances remet son rapport sur la gestion des aides agricoles par la caisse régionale du Crédit agricole. Elle met en *évidence l'existence d'un* véritable système de détournement. La justice est saisie.
● **9 septembre 1998 :** la commission d'enquête parlementaire sur la gestion des *fonds publics en Corse rend un* rapport accablant au premier ministre. De nombreuses dérives sont relevées et les collectivités locales ainsi que les pouvoirs *publics sont critiqués pour leur* actions passées.
● **16 décembre 1998 :** l'Assemblée nationale confirme la suppression de l'avantage fiscal sur les successions en Corse. A partir du 1er janvier 2000, les arrêtés Miot, *garants de cet acquis depuis le* 21 prairial an IX (juin 1801), ne seront plus en vigueur.
● **16 décembre 1998 :** la caisse régionale du Crédit agricole de Corse est mise en examen, en tant que personne morale, dans l'affaire, instruite au tribunal de Bastia (Haute-Corse), du détournement des prêts agricoles dispensés par cette banque.
● **18 décembre 1998 :** le Conseil d'Etat annule le scrutin des élections territoriales en Corse des 15 et 22 *mars en raison* d'irrégularités dont l'avait saisi Edmond Simeoni, chef des autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC).

Un an de procédures visant à instaurer l'état de droit sur l'île

L'ONDE de choc provoquée, le 6 février 1998, par l'assassinat du préfet de région en Corse, Claude Erignac, aura, au cours de cette année, touché toute la société insulaire. Les pouvoirs publics ayant déclaré vouloir instaurer l'état de droit sur l'île, des procédures de contrôles, aussi bien administratives que judiciaires, ont visé de nombreux secteurs économiques vitaux pour la population corse. A en juger par les enquêtes actuelle*ment en cours* – sur lesquelles *Le Monde* fait le point –, la Caisse régionale du crédit agricole de Corse, la Chambre régionale d'agriculture, la Caisse de mutua*lité sociale* agricole, les conseils généraux et les chambres de commerce et d'industrie figurent parmi les pôles clientélistes dont les dysfonctionnements sont les plus flagrants.

La mise au jour de ces dérives, *souvent cautionnées, dans le pas*sé, par les gouvernements successifs, a déstabilisé une bonne partie des réseaux politiques et économiques régnant sur la Corse. Favorablement accueillie, dans un premier temps, par la population, la dénonciation du détournement de l'argent public a été, par la suite, confondue avec d'autres mesures radicales décidées par l'Etat, en matière d'urbanisme ou de fiscalité. *Cet amalgame* et *la multiplica*tion des vérifications auxquelles ces mesures ont donné lieu, ont laissé poindre, au sein de l'opinion insulaire, l'idée que la société corse était stigmatisée dans son ensemble.

● **La Caisse de mutualité sociale agricole de Corse (CMSA)**

Objet d'un rapport, remis aux ministres compétents à la fin septembre 1998 par les inspections générales de l'administration, des affaires sociales et des finances, la *Mutualité sociale agricole a illus*tré, aux yeux des rapporteurs, *« les limites extrêmes de la dégradation de l'Etat »*. Cette caisse, chargée d'assurer la couverture sociale des agriculteurs corses et dont l'avis est nécessaire pour obtenir des aides agricoles, est en faillite. Les créances à recouvrer s'élèvent à plus de 680 millions de francs. Si la responsabilité incombe, en partie, aux dérogations accordées par les pouvoirs publics, à partir de 1988, le rôle joué par les responsables de la caisse paraît très important.

Les éléments recueillis par ces trois inspections indiquent que la direction de la caisse a favorisé, au cours de ces années, le non- paie*ment des cotisations. Le taux de* recouvrement pour la Corse est de 27 %, alors que la moyenne nationale est à 92 %. De plus, faute de n' avoir jamais véritablement engagé de poursuites contre les mauvais payeurs, la MSA a perdu près de 100 millions de francs. Par ailleurs, désireux *« de ne pas alourdir ses fichiers »*, le directeur de la caisse n'a pas cru devoir émettre les majorations au titre *des retards de cotisations*, ce qui a, de nouveau, causé la perte de 100 millions de francs.

L'affiliation au régime agricole paraît n'avoir jamais été contrôlée. *Plus de mille* personnes, dont l'élevage ne constituait pas l'activité dominante, ont été inscrites sur des critères contestés par les inspections. Enfin, un grand nombre d'affiliés à la MSA recevaient, depuis des années, leur *courrier à Paris* et déclaraient ne percevoir aucun revenu agricole, sans que cela conduise à leur radiation. Ces déclarations suspectes ont permis, néanmoins, à certains de bénéficier de subventions et de prêts *via* le Crédit agricole de Corse. *Enfin, le président* de la MSA était lui-même débiteur auprès de sa propre caisse, ce qui le rendait légalement inéligible. Deux jours après l'arrivée des missions d'inspection, il réglait sa dette envers la Mutualité sociale *agricole*.

● **La Chambre d'agriculture de Haute-Corse et la Chambre régionale d'agriculture de Corse**

La mission de l'inspection générale des finances sur la Chambre d'agriculture de Haute-Corse, présidée par Michel Valentini, mis en examen, par ailleurs, dans le dossier des détournements de prêts du Crédit agricole de Corse, a clairement démontré l'inefficacité de l'*organisme* et l'*irresponsabilité* de ses responsables. Non seulement la trésorerie de cette chambre accuse un déficit de plus de dix millions de francs, mais le recrutement du personnel est jugé incohérent et les rémunérations *paraissent non maîtrisés*, à l'*image* des 700 000 F de frais de représentation que le président Valentini s'est accordé entre 1996 et 1997. La compétence du personnel de la chambre est reconnue par les inspecteurs, *mais* l'*intervention « autoritaire »* du directeur a rendu, disent-ils, la conduite de cet organisme d'une efficacité *« illusoire »*. Quant à la Chambre régionale d'*agriculture*, son état est qualifié de *« léthargique »*.

> La mise au jour de dérives, souvent cautionnées, dans le passé, par les gouvernements successifs, a déstabilisé certains des réseaux politiques et économiques locaux

● **La Caisse régionale du crédit agricole de Corse**

Principal bailleur de fonds de l'île et relais de l'Etat dans le cadre de ses plans d'aide à l'agriculture *insulaire*, le *Crédit agricole a été* le premier bastion visé par l'« opération mains propres » engagée par l'Etat. Remis le 17 avril aux ministres des finances, de l'industrie et de l'agriculture, le rapport de l'inspection générale des finances *avait révélé l'existence de nom*breuses fraudes et mis l'accent sur 39 dossiers considérés comme exemplaires des dérives en matière de détournement des prêts agricoles. Le dossier avait été immédiatement transmis à la justice.

Une vingtaine de mises en examen ont d'ores et déjà été prononcées par le juge d'instruction bastiais, Jean-Pierre Niel, chargé du dossier. Dans le cadre de l'identification des *responsabilités*, les personnes ont mis en avant le rôle joué par les préfets lors de l'attribution des aides. Les policiers ont entendu Jacques Coeffé, préfet de Corse-du-Sud entre décembre 1994 et février 1996, ainsi que son *collègue de Haute-Corse*, Henri Hurand, entre 1990 et 1992, tous deux décrits par les bénéficiaires comme ayant favorisé l'obtention des prêts litigieux. Les deux hauts fonctionnaires auraient détaillé les conditions de leurs interventions et signalé que, dans certains cas, ils avaient agi sur ordre de leur ministre de tutelle, à savoir Charles Pasqua pour le premier et Pierre Joxe et Philippe Marchand pour le second.

● **Les conseils généraux de Haute-Corse et de Corse-du-Sud**

Dans le cas du conseil général de Corse-du-Sud, alors dirigé par le député (DL), José Rossi, actuel *président de l'Assemblée* de Corse, les policiers estiment avoir affaire à du clientélisme social. Trois enquêtes préliminaires, dont deux sont achevées depuis plusieurs semaines, sont actuellement entre les mains de la justice. *Dans la première*, les enquêteurs ont examiné la gestion des fonds du plan départemental d'insertion, visant les conditions d'attribution du RMI ; la seconde concerne la passation des marchés de transports scolaires par le département ; la troisième s'est attachée à analyser l'utilisation des fonds affectés au CAUE, structure de conseil en urbanisme dépendant du conseil général. Le pro*cureur doit décider s'il y a lieu* d'ouvrir une information judiciaire.

Les faits découverts par la justice au sein du conseil général de Haute-Corse, alors présidé par l'actuel sénateur (RPR) Paul Nata*li, ont conduit à la mise en examen* de ce dernier pour *« délit de favoritisme »* au mois de septembre. La justice lui reproche d'avoir favorisé, lors de l'attribution de deux marchés publics par le département, les entreprises dirigées par *son fils. Dans cette affaire*, les policiers tentent d'éclaircir le rôle joué par les autorités préfectorales de Haute-Corse à l'époque des faits.

● **Les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) de Haute-Corse *et de Corse-du-Sud***

Une mission de l'inspection générale des finances (IGF) étudie, depuis le 25 janvier 1999, la gestion de la chambre de commerce d'industrie (CCI) de Corse-du-Sud. Cette vérification intervient après le contrôle fiscal de l'organisme et des comptes personnels et professionnels de son président, Gilbert Casanova. Un contrôle identique a été mené par l'*IGF sur les comptes de la CCI* de Haute-Corse, présidée par Paul Natali, et a donné lieu à l'ouverture de plusieurs enquêtes préliminaires sur des marchés suspects. *L'IGF* s'est attachée, en particulier, aux conditions dans lesquelles avait *été gérée* l'extension de l'aéroport de Bastia pour un coût de 107 millions de francs. Selon les premières conclusions du rapport, les marchés de travaux publics semblent avoir fait l'objet d'une répartition entre les deux *plus importants entrepreneurs* de Haute-Corse.

J. Fo.

ssassinat du préfet Erigna

"D'accord,
ils se sont redressés.
Mais ont-ils les dents
assez longues ?"

Ouverture du capital

En un an,
nous sommes
passés de la 3e
à la 2e place
européenne sur
le long-courrier.

Pour nous, l'Europe est depuis longtemps une réalité. Et nous y développons une stratégie de conquête. La preuve ? La modernisation de la flotte, la multiplication des correspondances à partir de notre plate-forme de Roissy-Charles de Gaulle, la fidélisation de nos clients avec "Fréquence Plus", font de nous la 2e compagnie européenne pour le trafic long-courrier(1). Par ailleurs, nous offrons à nos clients la fréquence de vols la plus élevée d'Europe sur le réseau moyen-courrier(2). Sur le marché métropolitain, le premier d'Europe avec 24 millions de passagers transportés par an, le lancement de "La Navette" sur Marseille, Nice et Toulouse nous a permis de reconquérir des parts de marché. Tout cela, joint à la mise en place d'outils de commercialisation modernes, nous a permis d'atteindre un taux d'occupation qui dépasse 76%. Ajoutons enfin que notre situation géographique nous donne une position-clé en Europe et un accès privilégié vers le continent américain. Et vous comprendrez pourquoi nous avons de l'ambition. Et pourquoi nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire.

Réservez dès maintenant auprès de votre intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : www.airfrance.net

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Epargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Elle est révocable à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Ferme. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Epargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. **Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visés par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.**

(1) Source AEA (Association of European Airlines), classement 1998, en passagers kilomètres transportés.
(2) Source OAG World Airways Guide.

AIR FRANCE

Vous avez raison d'y croire

Trois surveillants de la prison de Fleury-Mérogis condamnés pour agressions sexuelles sur des travestis

Les faits avaient été dénoncés à la justice par le Comité européen de prévention de la torture

Poursuivis pour des agressions sexuelles commises sur des détenus écroués au quartier réservé aux travestis dans la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), trois anciens surveillants ont été condamnés, lundi 1er février, à quatre ans d'emprisonnement ferme par le tribunal correctionnel d'Evry. Les faits avaient été dénoncés en octobre 1996 par des experts du Conseil de l'Europe.

LE TRIBUNAL correctionnel d'Evry (Essonne) a condamné, lundi 1er février, trois anciens surveillants de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis à des peines de quatre ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis. Comparaissant libres pour des faits d'« *agressions sexuelles par personnes abusant de l'autorité que leur confère leur fonction* », tous trois travaillaient au quartier réservé aux travestis et aux transsexuels.

PROCÈS

Agé de cinquante-quatre ans, dont un quart de siècle dans la pénitentiaire, Richard Camer est à la retraite depuis le mois de janvier. Il a constamment nié les délits sexuels qui lui sont reprochés. Ses deux anciens collègues, Joël Pallas, vingt-cinq ans, et Thierry Stoiz-Pin, trente-neuf ans, ont été révoqués en juillet 1997. Avant de se rétracter partiellement, ils avaient admis avoir eu des relations sexuelles avec certains détenus, en niant avoir usé de contrainte ou de menace pour les obtenir.

Le substitut du procureur, Brigitte Eminovic, a requis quatre à cinq ans de prison à l'encontre des trois prévenus, en laissant ouverte la possibilité d'un mandat de dépôt à l'audience. Sans suivre le ministère public sur ce dernier point, le tribunal a jugé que les prévenus devront retourner en prison.

Tout au long du procès, le « *climat* » très particulier pesant sur les détenus du quartier réservé du bâtiment D5 de Fleury a été dénoncé. En octobre 1996, sept surveillants avaient été mis en examen pour des faits initialement qualifiés de « *viols aggravés, agressions sexuelles aggravées et harcèlement sexuel* ». Quatre ont bénéficié d'un non-lieu en cours d'instruction. « *Les trois prévenus constituent la petite partie de l'iceberg*, a déclaré Me Eminovic. *Je ne veux pas parler de comportements généralisés, mais il y avait au D5 plusieurs moutons noirs qui ont profité des occasions qui leur étaient offertes.* »

Six de leurs victimes – des travestis ou des transsexuels, âgés pour la plupart d'une vingtaine d'années – ont été entendues en cours d'instruction. Samir-*Samira*, Ahmed-*Tania*, Toufik-*Carole*, Rachid-*Isabelle*, Hoang-*Marie* et Mehdi-*Cendrillon* se trouvaient en prison pour des vols ou des trafics de drogue. Tous ont longuement décrit des pratiques sexuelles (fellations, masturbations, sodomies) obtenues par des surveillants en échange d'une amélioration des conditions d'incarcération. Soit à la faveur de menus cadeaux qui améliorent l'ordinaire (assiettes, café, cigarettes ou cachets de tranquillisants). Soit sous la menace d'un « *rapport d'incident* », susceptible de priver l'intéressé d'une réduction de peine ou de l'envoyer au « *mitard* ». Aucun n'a toutefois déposé plainte et plusieurs sont revenus sur leurs accusations initiales. *Par peur de représailles* que des surveillants feraient subir à ces témoins qui, aujourd'hui, se trouvent dans d'autres maisons d'arrêt ? A l'audience, le président du tribunal, Michel Chevîron, a rendu compte des « *menaces* » et des « *pressions* » dénoncées par plusieurs d'entre eux.

« TOUT LE MONDE SAVAIT »

Seul Samir-*Samira*, extrait de la cellule qu'il occupe en région parisienne, est venu déposer à la barre, lundi 1er février. Agé de vingt-six ans, ce transsexuel n'a pas voulu se constituer partie civile, tout en maintenant ses précédentes déclarations. « *Pendant les confrontations, j'ai même pas eu à parler, c'est eux qui ont bavé* », a-t-il ajouté, en désignant les prévenus et en secouant ses longs cheveux bouclés. « *Mais vous vous considérez comme une victime ?* », a insisté le président. « *Même pas. C'est pas la première fois que ça se passe comme ça en prison. Vous savez très bien !* », a répondu Samir-*Samira*. L'audience a en tout cas démontré l'existence de « *problèmes dans l'organisation du service au quatrième étage* », selon le président Chevîron, qui a notamment souligné l'absence d'un dispositif filtrant l'accès des surveillants à ce quartier réservé. « *Tout le monde savait que des surveillants s'y faisaient sucer* », a déclaré l'un des prévenus. Ce ne sont que « *des lampistes* », ont renchéri leurs avocats. Sans l'intervention fortuite du Conseil de l'Europe, de telles pratiques n'auraient pas été révélées au grand jour. Fin septembre 1996, l'affaire avait commencé par une discrète enquête administrative sur un viol collectif dénoncé par un travesti, âgé de vingt et un ans et incarcéré pour des vols avec violences. Ce détenu avait déclaré, lors d'une visite médicale qui avait confirmé l'existence de lésions graves, avoir été sodomisé de force par plusieurs « *matons* ». Un concours de circonstance avait ensuite donné de l'ampleur à l'affaire : au gré d'une visite au centre des jeunes détenus de Fleury, des experts du Comité européen de prévention de la torture, qui dépend du Conseil de l'Europe, avaient eu vent du problème (*Le Monde* du 18 octobre 1996). Ils avaient alerté la Chancellerie, qui avait saisi le parquet d'Evry.

Là encore, la victime du viol collectif n'a pas déposé plainte, en arguant de menaces pesant contre sa famille. Elle s'est contentée de confier une lettre avec le nom des surveillants impliqués à son avocat, chargé de la rendre publique au cas où il arriverait « *malheur* ». A l'énoncé des condamnations, lundi 1er février, le plus jeune des prévenus s'est effondré en larmes. « *C'est pas ça qui fera avancer les choses* », avait auparavant remarqué Samir-*Samira*.

Erich Inciyan

Le soutien aux élèves de seconde entraînera la suppression d'options

Le ministère tente d'apaiser la polémique

APRÈS la polémique suscitée par la diffusion d'une note controversée émanant de ses services à l'intention des recteurs (*Le Monde* du 2 février), le ministère de l'éducation nationale a fourni, lundi 1er février, des précisions sur les conditions d'application de l'aide individualisée aux élèves en difficulté des classes de seconde. Avec la limitation du nombre d'élèves par classe en terminale, l'allégement des programmes et le dédoublement des cours de langues, cette mesure marque le début de la mise en œuvre de la réforme des lycées pour la rentrée 1999. Au cours de sa prochaine réunion, le 18 février, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) devrait examiner l'ensemble des dispositions prévues qui sont encore soumises à des négociations avec les organisations syndicales.

Pour le ministère, l'aide individualisée aux élèves en difficulté dès la classe de seconde est désormais un principe acquis. A l'issue des derniers arbitrages, il a été décidé qu'elle serait généralisée à l'ensemble des établissements du territoire, sous la forme de petits groupes de sept ou huit élèves au maximum, à raison d'une heure de français et de mathématiques durant un trimestre. Ces deux heures seront intégrées dans le service des enseignants et ne devraient pas se surajouter à l'emploi du temps des élèves, ni remplacer les modules par ailleurs préservés.

Les modalités d'application de cette aide sont au cœur de la controverse entre le ministère et les organisations syndicales. Finalement acceptées par le SNES, elles sont, en revanche, contestées par la FEN, le SGEN et la FCPE (parents d'élèves). Ces trois organisations militaient en effet pour un système plus souple, essentiellement réservé aux établissements qui rencontrent les plus grandes difficultés. La logique disciplinaire retenue, en faveur d'heures supplémentaires de français et de mathématiques, marque, selon elles, un recul à l'égard d'une « *vraie réforme* ». Pour justifier sa décision, le ministère de l'éducation invoque les nécessités techniques de la préparation de la rentrée et le souci d'éviter, reconnaît l'entourage de Claude Allègre, « *un conflit majeur avec le SNES* ».

Par ailleurs, le ministre a confirmé que cette réforme devrait être mise en place « *à moyens constants* », malgré la charge que représente les deux heures de soutien intégrées dans le service des enseignants.

A cet effet, les recteurs ont été invités à intégrer cette nouvelle organisation dans la dotation horaire globale (DGH) des enseignements dont la répartition suscite, ici et là, divers mouvements de protestation. Dans la réalité, le financement des mesures de soutien sera assuré par la suppression d'un certain nombre d'options proposées aux élèves de seconde. Dans les directives envoyées aux recteurs, il est clairement envisagé la limitation à une seule option facultative par élève, au lieu des deux autorisées actuellement. Il ne sera, ainsi, plus possible de cumuler une langue rare ou une troisième langue vivante avec les options d'arts ou de sciences économiques. Cette décision, précise-t-on, s'inscrit dans l'allégement des horaires des élèves.

« SANS BAISSE DE MOYENS »

Dans le premier degré, les discussions ne sont pas moins animées sur la mise en place des deux heures de soutien aux élèves en difficulté, une des mesures de la Charte de l'école du XXIe siècle. Là également, le ministère a tranché en faveur d'une formule qui inclut cette aide dans le service actuel des enseignants (27 heures) et dans l'emploi du temps des élèves (26 heures). Après le retrait d'une première circulaire trop imprécise, selon Claude Allègre, un nouveau texte, en préparation, devrait indiquer que l'horaire hebdomadaire des élèves sera fixé à 24 heures auxquelles s'ajouteront deux heures de soutien, assurées par les enseignants pour les enfants en difficultés, et pour les autres, deux heures d'activités artistiques et sportives prises en charge par des intervenants extérieurs prévus dans le cadre de la Charte.

Ce débat intervient dans le contexte particulier de la révision de la carte scolaire. Alors que le syndicat SNUipp-FSU de la région parisienne a prévu une journée de grève, jeudi 4 février, pour protester contre les fermetures de classes, le ministère a, dans un communiqué publié mardi, apporté les précisions suivantes : « *La rentrée dans le premier degré s'effectuera sans baisse de moyens au niveau national malgré la diminution importante du nombre d'élèves attendus dans les écoles qui devrait atteindre le chiffre de 35 000.* »

Michel Delberghe

Procès à huis clos pour les trois enfants meurtriers d'une épicière à Pavilly

ROUEN
de notre correspondant

Les trois adolescents qui, le 4 mars 1998, avaient abattu d'une balle dans la tête Simone Auzou, soixante ans, une épicière de Pavilly (Seine-Maritime), pour lui voler le contenu de sa caisse, comparaissent depuis lundi 1er février et pour trois jours devant le tribunal pour enfants de Rouen. Le plus âgé (quinze ans), auteur du coup de feu, est jugé pour « *homicide volontaire aggravé* ». Les deux autres, âgés de treize et quatorze ans au moment des faits, sont accusés de « *tentative de vol aggravé* ». L'audience se déroule à huis clos devant un tribunal constitué d'un magistrat et de deux assesseurs, professionnels de l'enfance. Les adolescents encourent une peine de vingt ans d'emprisonnement.

A l'époque des faits, ce drame avait provoqué une vive émotion dans cette commune d'une vallée de vieille tradition ouvrière des environs de Rouen. Pavilly n'a rien d'une cité artificielle de banlieue. Les enfants peuvent y courir du centre-ville aux bois d'alentour. Pour les avocats, Me Hugues Vigier, Richard Sédillot et Philippe Lagarde, cet acte n'est donc nullement symbolique de la violence urbaine. « *Evitons l'amalgame* », a recommandé Me Sédillot. Me Vigier est pour sa part convaincu « *que cet acte isolé aurait pu se produire il y a dix ou vingt ans, voire il y a un siècle* ». L'avis est partagé par Me Pierre Houppe, avocat de la famille de la victime.

LE TERME DE « SAUVAGEON »

C'est à la suite de ces événements que le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, avait employé pour la première fois, le 9 mars 1998, le terme de « *sauvageon* ». Il avait regretté que « *les jeunes n'aient plus de repères et soient dépourvus de perspectives d'avenir* ». M. Chevènement avait fustigé les programmes de télévision devant lesquels « *beaucoup de jeunes passent plus de temps que devant leurs maîtres d'école* ». Il avait ajouté que « *ce sont de petits sauvageons qui vivent dans le virtuel* ».

Selon les récits des avocats recueillis à la porte de la salle d'audience, l'analyse des experts a confirmé la perception de M. Chevènement. « *Les enfants ont agi dans le virtuel, comme dans un jeu à la télévision.* [Le plus jeune] *était parti pour faire une* "bêtise" *suivant un processus d'entraînement collectif conçu au sein du groupe pendant près de trois jours. Il devait* "voler des caramels" *avec ses camarades.* » L'auteur du coup de feu connaissait bien le 357 magnum, subtilisé plusieurs jours auparavant à son beau-père. Il avait assisté au démontage et au montage de l'arme et savait où trouver les munitions. Ce qui a fait basculer le projet de vol en homicide.

Lundi 1er février, peu de temps avant l'ouverture de l'audience, les avocats des trois jeunes accusés affirmaient que les enfants, après un an d'incarcération à la maison d'arrêt de Rouen, commençaient à prendre conscience de la réalité de leur acte et à en éprouver une réelle souffrance, à la fois pour le mal fait à leurs proches et à ceux de la famille de la victime. Mais Me Vigier, le conseil du plus jeune des trois, qui avait eu quatorze ans quelques jours après le meurtre, concevait qu'il est difficile pour cet enfant de prendre la pleine mesure de son acte. « *Il aurait fallu qu'il ait conscience de la mort. A treize ans, c'est impossible.* » Le jugement est prévu mercredi 3 février en fin d'après-midi.

Etienne Banzet

Amiante : les experts fixent les règles du suivi médical des personnes exposées

LE JURY d'une conférence scientifique dite « de consensus » sur l'« *élaboration d'une stratégie de surveillance médicale clinique des personnes exposées à l'amiante* » devait rendre publiques ses conclusions, mardi 2 février à Paris, quelques jours après leur mise en ligne sur le site Internet du ministère de l'emploi et de la solidarité (www.sante.gouv.fr/amiante).

L'expertise, destinée en premier lieu aux pneumologues, aux médecins du travail, aux caisses de Sécurité sociale et aux partenaires sociaux, arrête un protocole précis du dépistage et du suivi médical des personnes concernées, avant ou après une exposition à l'amiante. « *Dans l'état actuel des connaissances*, indiquent les experts, *la surveillance médicale doit être a priori proposée à toute personne ayant travaillé ou travaillant* » dans les entreprises de fabrication et de transformation de matériaux contenant de l'amiante (secteur 1), dans celles spécialisées dans le confinement et le retrait d'amiante (secteur 2), et à tous ceux « *ayant eu ou ayant un emploi* » nécessitant une intervention sur des matériaux ou des appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (secteur 3).

RECENSEMENT

Le jury, présidé par le professeur Michel Fournier, président de la Société de pneumologie de langue française, estime qu'« *un soin particulier doit être apporté au recensement des personnes ayant été ou étant professionnellement exposées* » dans quatre situations : les travailleurs non salariés (indépendants, commerçants et artisans), les chômeurs, les retraités et les personnes ayant changé d'emploi. L'extension de la surveillance médicale à des populations « *potentiellement soumises à une exposition à l'amiante* » (familles de salariés exposés, personnes fréquentant des locaux contenant de l'amiante ou vivant à proximité de sites industriels ou de décharges d'amiante) est envisagée, mais en fonction de « *l'évolution des connaissances* ».

Trois niveaux d'exposition ont été fixés par les experts – « *important* », « *intermédiaire* » et « *faible* ». Les valeurs limites d'exposition sont de 0,1 fibre/ml d'air sur huit heures de travail pour le secteur 1 et de 0,1 fibre/ml sur une heure pour les secteurs 2 et 3. Le suivi médical doit être « *modulé selon le niveau d'exposition* ». Toute personne commençant une activité professionnelle, ainsi que tous les travailleurs de l'amiante bénéficiaires de la retraite anticipée à 50 ans (*Le Monde* du 21 novembre 1998) doivent bénéficier d'un « *bilan de référence* » comportant une information sur le risque, un examen clinique, une radiographie thoracique de face et des épreuves fonctionnelles respiratoires.

Tout fumeur potentiellement exposé devrait en outre « *être très fortement incité à cesser son tabagisme* ».

Le jury préconise, « *compte tenu des dysfonctionnements dans le dispositif actuel* », la création d'une structure régionale de coordination chargée de gérer les données de la surveillance médicale. Il ajoute que, dans le cadre du suivi postprofessionnel, « *la sensibilisation des médecins généralistes (...) apparaît comme une priorité* ». En 1996, le nombre total de personnes décédées des suites d'une maladie liée à l'amiante a été estimé à 1 750 (750 par mésothéliome et 1 200 par cancer du poumon), dont la quasi-totalité avaient été contaminées dans un cadre professionnel ou paraprofessionnel. L'incidence du mésothéliome augmente, en France, d'environ 25 % tous les trois ans.

Laurence Folléa

OSP
VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92084 LA DÉFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

93
Vente au Palais de Justice de NANTERRE,
Jeudi 18 Février 1999 à 14h - En un seul lot
IMMEUBLE en l'état au BLANC-MESNIL
97-99, Avenue Paul-Vaillant-Couturier
et 2 à 12, Avenue Danièle Casanova
Compr. : un Rdc et 2 étages sur 3 travées et un Rdc
et 1 étage sur 3 travées
MISE A PRIX : 1.500.000 F
Pouvant être baissée à 1.000.000 F
S'adr. à Me BOUCHERY-OZANNE, Avocat à NANTERRE (92)
215, Avenue Georges Clemenceau - Tél : 01.46.69.91.88
Au Greffe du T.G.I. de NANTERRE de 9h30 à 11h30
Sur les lieux pour visiter Jeudi 11 Février 1999 de 10h30 à 11h30

Elf : saisie au château d'Alfred Sirven

SELON *Le Parisien* du 2 février, Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les deux juges chargées d'instruire le dossier Elf, auraient fait vider le château de « Tilly » appartenant à Alfred Sirven et situé à Beaumont-en-Véron (Indre-et-Loire). Agé de soixante et onze ans, ancien directeur des affaires générales d'Elf Aquitaine, Alfred Sirven est considéré comme l'homme-clé de l'affaire depuis que les enquêtes ont révélé son rôle déterminant dans les détournements de fonds au préjudice du groupe pétrolier.

Les meubles du château, évalués à 2 millions de francs, auraient été placés sous scellés et entreposés dans un garde-meubles. Par ailleurs, toujours selon *Le Parisien*, en fin de semaine dernière les deux juges, accompagnées de leurs deux collègues chargés de l'affaire de la MNEF, Armand Riberolles et Françoise Neher, auraient perquisitionné dans le cabinet d'un ancien avocat d'Alfred Sirven, également conseil de la mutuelle étudiante.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : l'ancien premier ministre Alain Juppé et deux anciens trésoriers du RPR, Jacques Boyon et Jacques Oudin, mis en examen dans le dossier des emplois présumés fictifs du parti gaulliste, se sont pourvus en cassation, lundi 1er février, contre le récent arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles. Celle-ci avait annulé, mardi 26 janvier, une « *quinzaine de pièces* » de la procédure instruite par le juge Patrick Desmure (*Le Monde* du 27 janvier), mais M. Juppé reste mis en examen pour « *prise illégale d'intérêts* » et pour « *complicité et recel d'abus de biens sociaux* ».**

■ **SURENDETTEMENT : le décret d'application du volet consacré au traitement du surendettement de la loi de lutte contre les exclusions a été publié au *Journal officiel* du 2 février. Ce texte précise les modalités de la réforme des commissions de surendettement, qui ouvre notamment une possibilité d'effacement total ou partiel des dettes pour les personnes les plus en difficulté. En 1998, le nombre de dossiers déposés devant les commissions de surendettement a été supérieur pour la première fois à 100 000. Il s'élevait à près de 118 000 pour un total de 730 000 dossiers déposés depuis l'entrée en vigueur de la loi Neiertz, en 1990.**

Le gouvernement veut taxer les villes les plus riches d'Ile-de-France

Le projet de loi sur la coopération intercommunale que Jean-Pierre Chevènement s'apprête à présenter au Parlement institue un prélèvement sur 75 municipalités aisées de la région, presque toutes de droite, pour aider les 108 plus pauvres, souvent à gauche. L'opposition s'insurge

UNE BOMBE ! projet loi que Jean-Pierre Chevènement s'apprête à présenter l'Assemrisque de mettre le *au banlieues huppées* l'Ile-de-France ; susciter l'euphorie dans les communes les plus démunies. Le ministre de l'intérieur l'organisation urbaine et simplification la pération intercommunale prévoit une augmentation sensible contributions prélevées sur les 75 villes plus riches la région – parmi lesquelles écrasante majorité municipalités de –, afin communes plus pauvres – la plupart gauche, particulier communistes. liste communiquée parlementaires mardi 2 février.

villes contributaires celles dont *« bases »* professionnelle par habitant 3,5 fois supérieures à la moyenne nationale : *« les riches parmi les riches »*, souligne-t-on ministère l'intérieur.

Le dispositif échelonné trois ans. La première année, ponction, limitée à 10 % dépenses fonctionnement, devrait dégager 280 millions de francs (42,68 millions d'euros), versés au de solidarité communes de la région Ile-de-France (FSRIF), qui aujourd'hui à 720 millions de francs (109,75 millions d'euros).

ne figure pas dans la *des villes taxées. Parmi* communes contributaires, figurent un grand nombre villes l'Ouest de l'Ile-de-France. *« Il n'est pas question que j'augmente contribution dans proportions exigées »*, annonce Jean-Pierre Fourcade, maire (UDF) de Boulogne-Billancourt et président du finances Le sénateur Hauts-de-Seine a fait calcul : sa passerait en ans 45 millions à 100 millions de francs (6,86 à 15,24 millions d'euros)... *« C'est vrai,* admet-on au Chevènement. *Pour certaines communes, cela risque de représenter une très forte d'argent. »*

Parmi plus taxées, figurent Neuilly, Puteaux, Boulogne-Billancourt ou (Hauts-de-Seine)... également Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), ville (PCF) riche retombées de l'exploitation l'aéroport Roissy, mais habitants pauvres. Or, *« les maires des touchées vont être contraints d'augmenter impôts dans leur ville »*, prévient Dominique Perben, ancien ministre, député RPR de Saône-et-Loire, Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) ou de ne pas les baisser. Ce qui *« contribuerait,* reconnaît M. Perben, *à sortir du cercle vicieux qui veut que les plus riches puissent baisser leurs impôts »*.

Les sélectionnés selon quatre critères : potentiel fiscal, nombre logements sociaux par habitant, nombre l'aide personnalisée au logement, revenu net moyen par habitant. Plus communes cumuleront handicaps, plus elles bénéficieront de reversements. A ce titre, Clichy-sous-Bois, (PS) Seine-Saint-Denis, devrait percevoir une manne supplémentaire de francs (60,97 euros) par habitant. Suivent Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), puis, dans désordre, Garges-les-Gonesses (Val-d'Oise), Mantes-la-Jolie (Yvelines), Sevran (Seine-Saint-Denis).

Le *« dispositif coercitif »* par Gilles Carrez, maire Perreux-sur-Marne, député du Val-de-Marne, est adapté, selon le gouvernement, à la d'exception l'Ile-de-France : les richesse sont forts, la coupure géographique entre l'Est et l'Ouest forte, la coopération intercommunale très peu développée, en dehors villes nouvelles. Le ministre de l'intérieur annoncé qu'avec sa il entend lutter l'*« apartheid social »* dans agglomérations. Il a choisi, au moins pour l'Ile-de-France, de prendre question bras le corps. direction générale des impôts, Bercy, planché sur un autre scénario : une professionnelle unique prélevée gré ou de force sur le périmètre de l'agglomération francilienne : *qui aurait rapporté plus,* explique-t-on Place Beauvau, *mais aurait contraire principe libre administration des communes.*

« Il n'est pas anormal que les communes les plus riches contribuent. Mais le gouvernement a pratiqué sans concertation. C'est un coup de force »

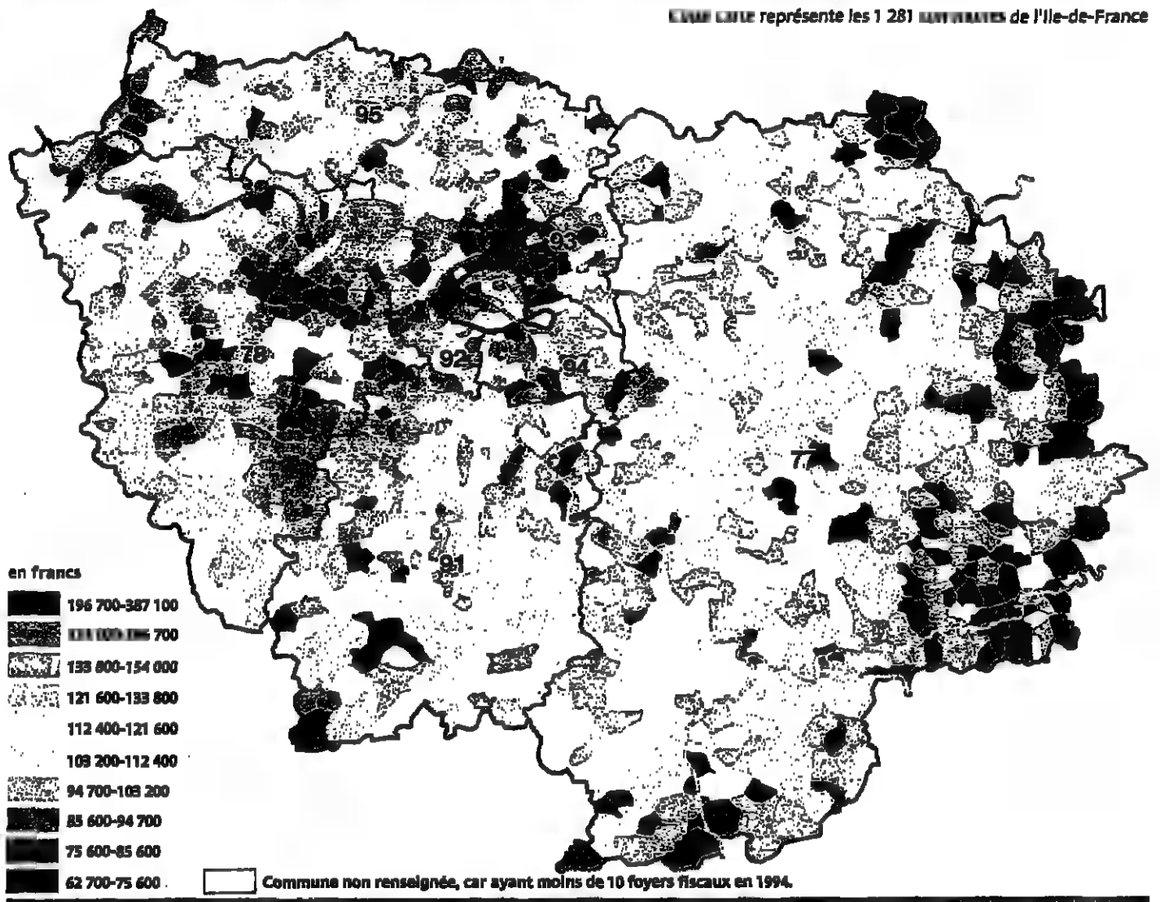
La droite a déjà prévu de mener bataille contre disposition, qui *« pollue »* un texte par ailleurs plutôt consensuel, admet M. Perben. Mais l'opposition est embarrassée : comment lutter cette ponction sans être soupçonné d'égoïsme ! *« Il n'est pas anormal que les plus riches contribuent. Mais gouvernement a pratiqué sans concertation. C'est un coup force »*, souligne M. Carrez, vice-président de la puissante Association maires de France. La adopter une position plus argumentée que la faiblesse la péréquation entre riches et pauvres est un principaux de l'organisation territoriale à la française. sur l'aménagement du territoire, Charles Pasqua lui-même prévoyait d'intensifier péréquation : porte aujourd'hui sur moins de 10 % l'ensemble des budgets locales.

Christophe Chenay et Béatrice Jerôme

Les Franciliens de l'Ouest sont plus aisés que ceux de l'Est

REVENU MOYEN NET IMPOSABLE (REVENU DÉCLARÉ POUR L'IMPÔT SUR LE REVENU) DES FOYERS FISCAUX EN 1994

Chaque carte représente les 1 281 communes de l'Ile-de-France



en francs

- 196 700-387 100
- 154 000-196 700
- 133 800-154 000
- 121 600-133 800
- 112 400-121 600
- 103 200-112 400
- 94 700-103 200
- 85 600-94 700
- 75 600-85 600
- 62 700-75 600

Commune non renseignée, car ayant moins de 10 foyers fiscaux en 1994.

Levallois-Perret et Clichy, cousines qui s'ignorent

IL FUT un temps filles Clichy ne voulaient pas danser avec gars Levallois, prétexte qu'ils sentaient le hareng. mariniers avaient l'habitude de débarquer leurs poissons séchés à Levallois. Les Clichois, fiers de leur – *qui remonte à Dagobert – de souvenir* qu'avant leur paroisse s'étendait jusqu'au parc Monceau, considéraient un rien condescendance cousins mal dégrossis. qu'il fallut attendre 30 juin pour qu'un décret de Napoléon annonce que *« les sections Champerret distraites, la première de la commune de Neuilly la seconde de la commune Clichy (...), pour former distincte Levallois-Perret »*. Autre motif dédain : a-t-on déjà vu une commune portant le nom de « promoteurs », Nicolas-Eugène Levallois, un ancien menuisier, Jean-Jacques Perret, qui lotirent premiers terrains qui n'était que *« plaines, garrigues et bois giboyeux »* !

Aujourd'hui, ce Levalloisiens qui sont accusés nourrir un complexe de supériorité l'égard de leurs voisins, attitude fondée sur richesse des communes : Levallois (Hauts-de-Seine), 54 000 habitants, affiche un budget *1 milliard francs (152,43 millions d'euros)*, le double de celui sa voisine Clichy, 000 habitants. L'économie des villes fondée sur une grande tradition industrielle. Levallois vante d'avoir accueilli Eiffel, charcuteries Olida, Louis Blériot, parfums Roger et Gallet ou Elisabeth Arden, pionniers de l'automobile, Clément-Bayard, Delage, Hispano-Suiza, Citroën. Clichy met en avant Monsavon, qui deviendra L'Oréal, les Lyon (Alcatel aujourd'hui) la pointe Bic, toujours produite dans les ateliers de l'impasse des Cailloux, grands magasins du Printemps, Kléber-Colombes, Hotchkiss, ateliers Rustin, où fut fabriquée la fameuse Rustine.

deux communes parviennent toutefois à pallier le départ « monstres » industriels qui avaient fait leur gloire en accueillant *entreprises modernes*. Aujourd'hui, Levallois accueille établissements industriels commerciaux (pour salariés), alors que Clichy compte 200 000 salariés). Mais, si Levallois semble désormais bien ancrée à droite, Clichy continue à faire valoir vieille tradition anarcho-syndicaliste et « chrétienne gauche » : c'est ici que fut Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC).

Au années 80, deux municipalités prennent virages différents. Au prix d'un fort endettement gestion douteuses, Patrick Balkany, maire (RPR) Levallois de 1983 à 1995, remodèle totalement commune. D'immenses entrepris, immeubles anciens laissent place ensembles. Clichy, maire socialiste, Gilles Catoire, explique avoir agi *« de manière moins chirurgicale, pour une part l'habitat ancien »*.

EMPRISE DE LA CAPITALE

Le antagonisme suffit pas à expliquer le manque projets communs. *« L'intercommunalité n'existe pas ici, n'est pas une habitude dans petite ceinture Paris »*, avoue détours Olivier Chazeaux, l'actuel maire (RPR) Levallois-Perret. *« maire Clichy, avons déjà parlé, volonté faire les choses, mais nous n'avons beaucoup progressé,* reconnaît-il. *Peut-être que, dans le domaine culturel, pourrions lancer quelques initiatives. » « Le problème complexe,* conclut M. de Chazeaux. *Si collaborons demain, sur des projets précis, pour répondre demandes particulières. »*

Le maire Clichy ne semble pas beaucoup plus enthousiaste. *« mes relations mairie Levallois maintenant plus courtoises que temps de Balkany, nous collaborons davantage avec du nord Asnières ou Gennevilliers. » « En fait,* poursuit M. Catoire, *vrai projet d'intercommunalité nous avons, c'est Ville Paris. L'emprise capitale, qui en plus est propriétaire plusieurs hectares de terrains à Clichy. forte. Il m'est beaucoup plus facile travailler conseil général des Hauts-de-Seine »*, explique-t-il, en attribuant une part de *incompréhension à la tension régnant* sein du RPR entre Charles Pasqua et Jean Tiberi.

Clichy et Levallois-Perret auront sans doute bientôt l'occasion travailler ensemble. S'il voit le jour, projet Orbital rocade en transports en commun autour de Paris, en passant par communes limitrophes, obligera alors collaborer.

José-Alain Fralon

هكذا من الأصل

DISPARITION

■ **FANELY REVOIL**, cantatrice, morte dimanche 31 janvier, domicile de Sablons (Isère), à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Née à Marseille le 25 septembre 1906, Fanely Revoil, après avoir débuté dans sa ville natale, fut engagée par le Théâtre du Châtelet où fut l'une des vedettes des théâtres d'opérettes parisiens. Elle chanta aussi à Londres. Ses plus grands triomphes, Fanely Revoil les obtint dans *Valses de Vienne*, *Au soleil du Mexique*, *La Veuve joyeuse*, *La Mascotte*, *Princesse Czardas*, *La Belle Hélène*, *La Fille de Mme Angot*. Elle chanta aussi sur la scène de l'Opéra-Comique où elle créa *Le Testament de tante Caroline* d'Albert Roussel, chanta dans *L'Etoile* d'Emmanuel Chabrier et dans *Fragonard* de Gabriel Pierné et *La Maréchale sans gêne* du compositeur Pierre Petit. Après avoir abandonné les planches, Fanely Revoil s'était consacrée à l'enseignement et a été titulaire de la classe d'opérette du Conservatoire national supérieur de musique de Paris de 1964 à 1976. En octobre 1996, elle avait reçu la médaille de vermeil de la Ville de Paris pour ses quatre-vingt-dix ans.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 30 janvier sont publiés :

■ **Intérieur :** deux décrets modifiant l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur (*Le Monde* du 2 février).

● **Etrangers en France :** un arrêté définissant le modèle du titre d'identité républicain pour les étrangers mineurs nés en France.

● **Accords internationaux :** un décret portant publication de l'accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement macédonien, signé à Paris le 29 janvier 1998 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Hongrie relatif à la prise en charge des personnes à la frontière, signé à Paris le 16 décembre 1996.

■ **Armes chimiques :** un décret concernant certaines vérifications internationales systématiques prévues par la loi du 17 juin 1998 relative à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Michel

Juste quelques mots pour te dire,

Tu es le meilleur des papas

On t'aime.

Bon anniversaire.

Tes enfants.

Décès

– Mme Hélène Combette,
M. et Mme Jacques Belcour,
M. et Mme Gérard Rieu,
Françoise Belcour
et Jean Michel Pennec.
M. et Mme Jean Belcour,
M. et Mme Alain Vauzanges,
Olivier Belcour
et Hélène Lozet.
M. et Mme Philippe Combette,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
M. et Mme Henri Belcour,
Mme Jean Belcour,
M. et Mme Léon Belcour,
Mme Yvette Bachelery,
M. Joseph Armand,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Roger BELCOUR,
ancien interne
des Hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique
des Hôpitaux de Paris,
chirurgien des Hôpitaux,

survenu le 1er février 1999, à *La Pescalerie*.

Les obsèques religieuses auront lieu *mercredi 3 février*, à 15 heures, en l'église de Cabrerets (Lot).

– Mme Elisabeth Besson,
sa mère,
Mme Edith Cotin-Besson,
sa compagne,
Avril Besson et Camille Cotin,
ses filles,
M. *et Mme Georges Cl...*
M. et Mme Lépine,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses oncles, cousins et cousines,
ont la douleur de faire part du décès et de la mort de

... BESSON,

survenu à Londres, le 27 janvier 1999, dans sa trente-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 février, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-des-Victoires, 6, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris-2e.

L'inhumation aura lieu le samedi 6 février, dans la plus stricte intimité, à Etrepigney (Jura).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Mme Cotin-Besson,
27, quai Tilsitt,
69002 Lyon.

Nos abonnés et actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Jacqueline Brunsvick,
épouse,
Alain et Marie-Claude Brunsvick,
François et Chantal Brunsvick,
ses enfants,
Caroline et Rémi,
Julien et Amélie,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
la grande tristesse de faire part de la mort de

Yves BRUNSVICK,
ministre plénipotentiaire,
officier de la Légion d'honneur,

survenue le 30 janvier 1999, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 5 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon, 43, avenue de la République, suivie de l'inhumation au cimetière de Trivaux, à Meudon (Hauts-de-Seine).

« Heureux les ... pacifiques, ... appelés fils de Dieu. » (Matthieu, 5, 9).

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, ... du Général-Gallieni,
92190 Meudon.

– Jean Favier, président,
Jean-Pierre Boyer, secrétaire général,
Et les membres de la Commission française pour l'Unesco,
ont la grande ... de ... part du décès de

Yves BRUNSVICK,
leur vice-président
et ancien secrétaire général,

survenu le ... janvier 1999, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.

Commission française pour l'Unesco,
57, boulevard des Invalides,
... Paris.

– Mme Louis Desgraves,
M. et Mme Jacques Desgraves,
Catherine,
M. et Mme ... Lalanne,
Olivier, Alexis, Marie-Agnès,
M. et Mme Bernard Desgraves,
Cécile, Agnès (†), Paul, Philippe,
La famille Béguery,
Mme Guy Rigaud,
ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis D...,
inspecteur général honoraire
des Bibliothèques,
secrétaire de l'... sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 31 janvier 1999, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera ... 5 février, à 11 ... en l'église Saint-Amand de Bordeaux-Caudéran, suivie de l'inhumation dans le *caveau familial*, à *Saint-Denis-d'Oléron*.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Il s'est endormi dans l'espérance de la Résurrection. »

18, rue Roger-Ducasse,
33200 Bordeaux.

– *Le président,*
Les membres du conseil d'administration et du conseil scientifique *de la Société Montesquieu*
ont la tristesse d'annoncer la ... de

M. ... DESGRAVES,
membre d'honneur de la société,

décédé à son domicile bordelais, le 31 janvier ...

– Concarneau, Paris, Sauzon (Belle-Ile-en-Mer),

Mme François Gallen,
née Madeleine Simon,
son épouse,
Françoise et Pauline,
ses enfants,
Corentin et Tristan,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

François GALLEN,
capitaine au long ...

... dans sa soixante-sixième année, le 28 janvier 1999, à Concarneau.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 30 janvier, en l'église Saint-Guénolé, à Concarneau.

– Yvonne Horent,
son épouse,
Philippe et Régine,
Chantal et Bernard,
Martine et Sydia,
Dominique et Gilbert,
... enfants,
Oumar, Sophie, Kasum et Vincent,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire ... du décès de

Henri HORENT,
fonctionnaire à la retraite,

survenu le samedi 9 janvier 1999, à *Bellerive-sur-Allier*.

Une partie de sa carrière s'est déroulée à Abidjan (Côte-d'Ivoire), de 1958 à 1987.

– M. et Mme ... *Combet*,
Christine Perret, née Combet,
son épouse,
Julien, Luc et Florence,
... enfants,
Monique et Jacques Winter,
Nicole Perret,
Michel et Vonette Perret,
Marie-Claude Perret,
Françoise et Bernard Landry,
Jacqueline et Michel Hug
... leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie PERRET,

... décembre ...

La cérémonie du souvenir a été célébrée à ... (Canada).

5255 West Broadway,
Montréal H4V2A1,
PQ Canada.

– *La présidente,*
Le conseil d'administration,
les membres de la Fédération ... distributeurs de films,
ont le grand regret de faire part du décès de

M. Jacques PEZET,
président d'honneur,

survenu le samedi 30 janvier 1999.

43, boulevard ...
... Paris.

– ... Piaskowski,
... épouse,
... et ... Rafowicz,
sa fille et son gendre,
... Nicolas,
... petits-enfants,
Léon et ... Piaskowski,
... frère et sa belle-sœur,
Mireille et ... Drabinowski,
sa ... et ... beau-frère,
Lionel, Daphné, Muriel et Théo,
ses ... petit-neveu,
... Ascher,
... tante,
Maurice et ... Rafowicz,
... la douleur de ... part du décès de

M. René PIASKOWSKI,
ancien
président-directeur général
du Crochet français LA,

... le 31 janvier ... à ... (Seine-et-Marne), dans sa soixante-huitième année.

L'inhumation ... le ... février, à 11 heures, ... de Montgeron (Essonne).

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

– Lundi 25 janvier 1999.

La très chère

Maïg QUEFFELEC

nous a quittés.

... la part de
Pierre-Maël,
son fils,
... camarades ... du *Journal officiel*, du *Monde* et d'ailleurs,
Tous ses amis français et étrangers.

La levée de corps, accompagnée d'une bénédiction, aura lieu jeudi 4 février, à 14 heures, à l'hôpital Henri-Mondor (Créteil), Val-de-Marne), suivie de l'incinération à 15 heures, au crématorium du cimetière intercommunal de Valenton.

« Si au ... des rouges-gorges
Je n'étais plus en vie... »
E. Dickinson.

– Georgette Versinger,
Les familles Rajaonah, Rabeharisoa, Razafy, Rakotoarisoa
ont la douleur de faire part du décès de

Vouhangy RAJAONAH,
docteur en géographie,
chargée de ... au département de géographie de l'université Paris-XIII et à l'*Inalco*,

... le 31 janvier 1999.

La cérémonie religieuse ... le mercredi 3 février, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Hadol (Vosges).

Ni fleurs ni ...

– Mme *Denise Toutain*,
son épouse,
Ghislaine, Eric et Dominique,
ses enfants,
Francis, Martine et Colette,
son gendre et ... belles-filles,
Carine, Julien, Fabien, Nathalie et Nils,
... petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean TOUTAIN,
professeur de lettres,

survenu à Gonesse, le 31 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le 4 février, au cimetière de Trouville-sur-Mer (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Toutain-Sorin,
55, rue La Fontaine,
75016 Paris.

– Le général de corps d'armée (CR) Maurice Routier,
son époux,
M. et Mme Jean-Marie Legrand,
M. et Mme Xavier Journoud,
M. et Mme Antoine Dacbert,
ses enfants,
Antoine, Baptiste, Constant,
... petits-fils,
M. et Mme Jean-Marie Le ...
... enfants et petits-enfants,
... frère, belle-sœur, neveu, nièces, petits-neveux et petite-nièce,
Les familles Breton, Routier, Fabre, Bel, Ferrier, Fessard et Kreintz,
ont la douleur de faire part de la disparition ...

Mme Françoise ROUTIER,
née LE BRETON,

survenue à Paris, le 29 janvier 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Sa vie fut un modèle d'amour et de dévouement.

Elle a retrouvé ... fils.

Jacques ROUTIER.

rappelé à Dieu le 4 août 1972.

La ... de *requiem* ... célébrée le mercredi 3 février, à ... heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6e, ... parolisse.

La cérémonie sera suivie de l'inhumation ... de famille, au *cimetière de Montjean-sur-Loire* (Maine-et-Loire).

35, rue Seine,
75006 Paris.

Remerciements

Mme Gilberte Briffaut,
son épouse,
... famille,
particulièrement émues par les très ... sympathie que ... leur avez témoignées lors du décès, survenu le 22 janvier 1999,

Georges BRIFFAUT,

... remercient ... sincèrement.

Avis de messe

– Une messe ... sera célébrée le 9 février 1999, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-14e, à l'intention de

Pierre DENIZOT,

... le 26 ...

Messes anniversaires

– Il y a un an, nous quittait

...

Mme ... Erignac,
Christophine et Charles-Antoine,
ses enfants,
M. René ...,
son père,
... prient d'assister au ... vendredi 5 février 1999, à 14 heures, à la cérémonie qui sera ... au temple de l'Eglise réformée, 58, rue ..., Paris-6e, en souvenir de leur fils, époux et père.

Anniversaires de décès

– Un an après la disparition tragique de

Jean ALLELY,

merci à tous ses amis d'avoir une pensée pour lui.

... la part de
Alix ... de Méré,
Et de sa famille.

– Le 2 février dernier, disparaissait

... BOUR.

... enfants demandent une pensée pour ... à ceux qui l'ont ...

– Le ... février ...

Guy GILLES,
cinéaste,

nous quittait.

Je pense ... les jours à toi.

Ton frère Luc.

– Il y a six mois,

... MEUN

nous quittait.

Que ... les personnes qui l'ont connue, appréciée ou aimée aient, en ce jour, une pensée affectueuse pour elle.
Elle ... à tout jamais.
Tu nous manques ... Maman.
Que ... toi, qui ... le tien, infini, arrive jusqu'à toi.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 4 février 1999, à 20 h 30 : « Fin du judaïsme moderne ? » ... avec le professeur S. Trigano (revue *Pardess*). Tél. : 01-42-71-68-19.

Souhaitez la *SAINT-VALENTIN* dans le Carnet du "Monde" le 14 février

83 F TTC LA LIGNE

Manière de voir *LE MONDE diplomatique*
Le bimestriel édité par

LES CONVULSIONS DU MONDE

Sommaire :

- Les autres guerres, par **Ignacio ...**
- L'information, ... maître de l'empire américain, par **Herbert I. Schiller.**
- Révolution militaire pour le XXIe siècle, par **Maurice Najman.**
- Double échec pour la non-prolifération nucléaire, par **Paul-Marie de La Gorce.**
- *La paix américaine ... panne ... Bosnie*, par **T... Hofnung.**
- Les Kosovars dans le piège balkanique, par **Jean-Arnault ...** et **... Nouvel.**
- L'Albanie fragilisée, par **Christophe Chiclet.**
- Le Golfe, ... de Moscou ... de Washington, par ... **Gresh.**
- La colonisation, obstacle principal à la paix, par **Geoffrey Aronson.**
- Aux intellectuels arabes fascinés par Roger Garaudy, par **Edward W. Saïd.**
- L'Afrique des Grands Lacs redessinée, par **Mwayila Tshiyembe.**
- La guérilla colombienne rêve d'une paix armée, par **Maurice Lemoine.**
- Timor-Oriental, ... l'autonomie ? par **Jean-Pierre Catry.**
- L'hégémonie ... le chaos, par **Dominique Vidal.**

... VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX – 45 F – 6.86 €

Le Monde DES PHILATÉLISTES
Le mensuel des passionnés du timbre
Chez votre marchand de journaux - 27 F

Le Monde POCHES
Le ... mensuel consacré aux livres en format de poche
Le premier jeudi de chaque mois dans *Le Monde* daté vendredi

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**

– Jean Hauss,
son époux,
Alain Hauss,
Catherine et Benoît Coursimault,
leurs enfants,
Et Yann Solt,
Françoise Hauss,
Bruno, Michèle Hauss
et leurs enfants,
Pierre, Anne-Claire Hauss
et leurs enfants,
Véronique Hauss
sa fille Lolita Schleret,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jean HAUSS,
président h...
du tribunal administratif de Strasbourg
et de Paris,
ENA promotion 1948,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 30 janvier 1999, muni des saints ... de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 février 1999, à 14 h 30, en la chapelle militaire, 18, place Broglie, à Strasbourg.

L'inhumation a lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, *rue René-Hirschler*,
67000 Strasbourg.

– John Roy Herridge,
son époux,
Roy Julian Herridge,
son fils,
Ainsi que la famille,
... la tristesse de ... part du ...

Josiane HERRIDGE,
... LEVET,

... le 24 janvier ...

La cérémonie religieuse a été tenue le 3 février, à 11 heures, en la paroisse Saint-Jean-Baptiste, à Neuilly-sur-Seine.

– Annecy-le-Vieux (Hameau de Provins),

Sa sœur son beau-frère,
... enfants, petits-enfants, belles-..., beaux-frères, cousins, cousines, neveux, nièces,
Toute sa famille,
Et tous ses amis,
ont la douleur ...

Mme Paul IDIER,
... PÉRIÉS,
... et la Résistance française,

... le 1er février ... à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 4 février, à 15 h 30, en l'église Saint-Laurent d'Arinecy-le-Vieux.

Nous rappelons à votre souvenir son mari,

général ... IDIER,

... le ... décembre 1986.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Nous ... la tristesse de faire part du ...

Jean-Gérard IMBAR,

survenu le 25 janvier ...

L'incinération aura lieu le lundi 8 février.

On se réunira au crématorium du Père-Lachaise, à 15 heures (accès par la place Gambetta, Paris-20e).

De la part de
Mme Geneviève Imbar,
sa mère,
Pia Imbar,
sa fille,
... Imbar,
son époux,
Toute la famille,
Et de ses amis.

– Le directeur de l'Ecole française d'Extrême-Orient,
L'ensemble des personnels administratifs,
Les chercheurs en France et en Asie,
ont la tristesse de faire part de la disparition brutale de

Mme Françoise L'HERNAULT,
chercheur de l'Ecole française d'Extrême-Orient,

survenue le samedi 30 janvier 1999, à Madras (Inde).

Conformément au souhait de la famille, les obsèques auront lieu en Inde.

Ecole française d'Extrême-Orient,
22, avenue du Président-Wilson,
75116 Paris.

– Mme Jacqueline Mathis, ... Béraud,
son épouse,
Les familles Becker ... Béraud,
... neveux ... nièces,
ont ... douleur ... faire part ... décès ...

Jean-Pierre MATHIS,

... à La Rochelle, ... sa soixante-quatorzième année, le samedi 30 janvier 1999.

Selon le vœu du défunt, l'incinération aura lieu le vendredi 5 février, à 13 h 40, au crématorium de Niort, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

HORIZONS

DOCUMENT

Quand George invitait François au bord de la mer

« Le Monde » publie en avant-première quelques extraits du livre de George Bush « A la Maison Blanche, quatre ans pour sauver le monde », dont la traduction française paraît aux éditions Odile Jacob. L'ancien président des Etats-Unis y brosse, en particulier, le portrait d'un compagnon de week-end et de tempêtes diplomatiques : François Mitterrand...

LORSQU'IL est arrivé [redacted] présidence, en janvier 1989, [redacted] le « [redacted] » le mieux fourni pour continuer [redacted] politique de [redacted] l'influence soviétique qu'avait inaugurée Ronald Reagan. Durant [redacted] huit années que ce [redacted] Blanche, George Bush fut son vice-président. Il fut l'un de ceux qui soutinrent le renouvellement des dépenses militaires [redacted] et, [redacted] l'_Afghanistan_ [redacted] Nicaragua en [redacted] par l'Angola, une bataille [redacted] la présence soviétique [redacted] le monde. L'époque n'était plus [redacted] la [redacted] ni aux grandes négociations sur le [redacted] nucléaire ; elle était, [redacted] nouveau, [redacted] « _containment_ » d'une Union soviétique [redacted] déployait [redacted] missiles [redacted] portes de l'Europe [redacted] l'Ouest et armait ses alliés dans le tiers-monde.

Durant toutes [redacted] années-là, George Bush, vice-président [redacted] Etats-Unis, fut l'homme [redacted] missions [redacted] l'étranger. Il y [redacted] liens [redacted] avec [redacted] dirigeants de la planète. Ancien [redacted] de la CIA, ancien représentant des Etats-Unis [redacted] Pékin, alors que [redacted] Chine et [redacted] Etats-Unis n'avaient [redacted] encore formellement [redacted] des [redacted] diplomatiques, _celui qui arrive_ [redacted] la [redacted] Blanche en [redacted], à sa manière, fort civile et patricienne, l'un [redacted] combattants [redacted] plus aguerris [redacted] la guerre [redacted] Or, [redacted] peine franchi [redacted] seuil du 1600 Pennsylvania Avenue, il va [redacted] confronté au démembrement d'un empire soviétique qui [redacted] épuisé dans la course [redacted] armements [redacted] à [redacted] domination mondiale [redacted] les Etats-Unis. Ce qu'il doit affronter, c'est un [redacted] _soviétique vascillant_, une super-puissance en train de se disloquer sous le poids [redacted] ses [redacted] et de ses contradictions, une URSS [redacted] explose [redacted] une quinzaine de républiques indépendantes, tandis que ses dominos d'Europe centrale [redacted] orientale recouvrent [redacted] liberté.

Pour un homme habitué aux affrontements binaires de la guerre froide, la situation est nouvelle, riche de périls en [redacted] genres et en potentialités de conflits ; [redacted] guerre du Golfe [redacted] l'un d'eux, qui vit l'Irak envahir le Koweït, en partie parce que Bagdad n'était plus assujetti [redacted] Moscou. De [redacted] chute de Berlin à la [redacted] _sur_ [redacted] Proche-Orient, George Bush dut gérer la fin de la guerre froide. [redacted] transition qu'il raconte dans ses mémoires, ces « _quatre_ [redacted] _pour changer le_ [redacted] », [redacted] Brent Scowcroft, [redacted] conseiller [redacted] la sécurité nationale, qui fut, [redacted] le [redacted] d'Etat James Baker, son proche conseiller à la [redacted] Blanche.

***Alain* [redacted]**

L. NOVOVITCH/LIAISON

J'AI *pris le temps de recevoir* François Mitterrand, les 20 et 21 mai [1989]. Cela devait [redacted] notre première rencontre depuis un déjeuner à Tokyo au moment des funérailles de l'empereur Hirohito. Je l'avais invité à Kennebunkport [la résidence d'été de la famille Bush, en bord de mer, [redacted] le Maine] afin [redacted] un nouveau départ aux relations franco-américaines, car depuis quelques [redacted] elles avaient quelque peu souffert. Les relations entre le Département d'Etat et le Quai d'Orsay tournaient souvent à l'orage, mais certains hauts fonctionnaires de l'administration Reagan avaient eu le sentiment que Mitterrand n'était pas non plus très facile. Pour parler franchement, ils le détestaient et se sentaient d'autant plus libres de le critiquer que Reagan et lui n'avaient jamais été proches. Je voulais que cela change, [redacted] un week-end au calme à Kennebunkport pouvait sans doute aider les choses.

(...) Dans [redacted] propriété du Maine, nous avions tous les plaisirs de l'air marin et des produits de la mer, les vagues qui viennent battre les rochers, la pêche ou les promenades le long des côtes atlantiques dans mon douze-mètres à moteur, le *Fidelity*. (...) Lorsque j'ai suggéré que cette rencontre ait lieu à Kennebunkport, Barbara [l'épouse du président Bush] a cru que j'étais devenu fou. *Tout le monde s'attendait* au pire. Le président Mitterrand, si solennel et si amoureux des cérémonies officielles, allait donc se rendre dans la plus décontractée de nos résidences. Par ailleurs, Mitterrand n'a jamais rien eu d'un athlète, et les habituelles activités annexes de Kennebunkport, pêche, tennis, golf, promenades en bateau, jeux d'adresse risquaient de ne guère l'enthousiasmer. (...) Nous n'aurions pas dû nous inquiéter, Mitterrand a beaucoup apprécié l'endroit [redacted] (...) l'atmosphère familiale qui y régnait.

Je connaissais déjà Mitterrand depuis quelques années. Lorsque François a été [redacted] pour la première fois, en 1981, le président Reagan m'a demandé de me rendre [redacted] Paris pour l'assurer de notre volonté de nouer des relations solides. Reagan ne savait que penser de la détermination avec laquelle Mitterrand avait annoncé qu'il s'apprêtait à prendre des communistes dans son gouvernement. Je revois très clairement Mitterrand me disant qu'il allait, en fait, donner des ministères sans impor[redacted] à une poignée de communistes. « *Dans cinq ans, le vote communiste aura été réduit de moitié, passant de quatorze à sept pour* [redacted]. » Je suis ressorti de [redacted] vue, et de celles qui ont suivi, avec le sentiment que Mitterrand nous pensait beaucoup trop obsédés par les communistes, qui étaient tous, à nos yeux, de dangereux staliniens. Nous doutions de ses tactiques et de leurs effets supposés, nous pensions qu'il avait été berné par les communistes. [redacted] a prouvé que [redacted] avait raison : le vote communiste en [redacted] diminué de moitié [redacted] 1977 et [redacted].

Quand je suis entré en fonctions, j'avais déjà noué une véritable relation d'amitié avec Mitterrand, [redacted] celle-ci s'est [redacted] approfondie avec le temps. Je me demandais au [redacted] s'il pensait qu'en [redacted] que conservateur j'allais avoir plus de sympathie pour les gaullistes. Il savait *que j'étais* très *ami* avec l'un de [redacted] rivaux, Jacques Chirac, alors maire de Paris, et pour lequel j'avais beaucoup d'estime. [redacted] j'ai toujours trouvé ma relation [redacted] terrand très gratifiante et très enri[redacted].

J'aimais sa façon de prendre [redacted] décisions. Chaque fois que je l'appelais pour un problème difficile, il me donnait une réponse immédiate [redacted] franche. Il m'a toujours dit ce qu'il allait faire, et il [redacted] toujours tenu parole. J'aimais beaucoup écouter ses analyses historiques. Lors [redacted] réunions de chefs d'Etat, il aimait toujours expliquer à [redacted] d'exemples comment l'histoire pouvait nous aider à interpréter les événements présents. Il avait une [redacted] d'humour tranquille, [redacted] une étincelle dans le regard qui dénotait une chaleur humaine que peu de gens lui re[redacted].

(...) J'ai toujours apprécié les moments que je passais en compagnie de cet homme sage. Sa politique intérieure socialiste s'opposait [redacted] mes principes, mais il a toujours été un ami et un allié sur lequel je pouvais compter.

« Je reste convaincu que la meilleure initiative que j'ai prise pour les rapports américano-français fut d'inviter [François Mitterrand] à Kennebunkport au printemps de 1989 »

[redacted] RÉUNIFICATION DE L'ALLEMAGNE

[François Mitterrand sur la réunification de l'Allemagne.]

« *C'est un rêve*, dit François Mitterrand lors de [redacted] de Kennebunkport, *car les Européens* [redacted] *les Soviétiques* [redacted] *toujours* [redacted] *à redouter l'expansionnisme allemand. Dans l'esprit* [redacted] *Russes, ce dernier* [redacted] *XII*[e] *siècle* [redacted] *aux chevaliers teutoniques ; l'URSS* [redacted] *a gardé une profonde méfiance.* »

[redacted] s'il [redacted] l'ami [redacted] allemands, François [redacted] qu'il [redacted] de raisonner avec [redacted] dans le cadre de l'OTAN. Il préférait travailler *directement* [redacted] il voulait que [redacted] soutenions. « *Pour être tout à fait franc*, a-t-il ajouté, *le problème vient de l'antagonisme entre Kohl et Thatcher.* » « *Il* [Kohl] [redacted] *l'appelle jamais autrement que* "cette femme" », m'a-t-il confié. Thatcher [redacted] également agacée [redacted] l'axe franco-allemand. « *Pendant des siècles,* [redacted] *Grande-Bretagne* [redacted] *fait pour empêcher des alliances sur le continent. Cette* [redacted] *ancrée dans* [redacted] *subconscient britannique.* »

[Sur le point précis de la réunification allemande], [redacted] prédisait que tant que l'Union soviétique resterait forte, [redacted] chose serait impossible. « *Depuis 1917,* [redacted] *Soviétiques* [redacted] *été extrêmement préoccupés par l'encerclement. De* [redacted] *guerre civile, ils* [redacted] *gardé* [redacted] *mentalité d'assiégés. A présent,* [redacted] *doivent faire face* [redacted] *problème de l'Europe de l'Est, des pays baltes, etc.* [redacted] *courront jamais* [redacted] *risque d'une réunification.* » Comment réagiriez-vous à [redacted] éventuelle réunification ?, lui ai-je demandé. « *Si c'est* [redacted] *que souhaite le peuple allemand, je ne m'y opposerai pas*, a-t-il répondu, *mais trop peu de choses ont changé depuis la seconde guerre mondiale pour que cela soit envisageable.* » Il pensait que la chose resterait impossible pendant encore dix [redacted] quinze ans. « *Les Soviétiques* [redacted] *céderont jamais* [redacted] *la question allemande*, a-t-il ajouté. *Gorbatchev* [redacted] *très satisfait de savoir que l'Allemagne de l'Est* [redacted] *le plus réactionnaire* [de ses satellites]. »

(...) François ne souhaitant [redacted] sortir en [redacted] à bord du *Fidelity*, nous [redacted] passé un après-midi à nous *promener dans* [redacted] *bois, en* [redacted]gnie de Danielle, [redacted] épouse. Jamais le [redacted] n'avait [redacted] aussi beau. Je [redacted] convaincu que cette visite amicale et détendue nous a aidés à développer une grande confiance l'un pour l'autre ; [redacted] confiance qui allait lui permettre, dans [redacted] années [redacted] venir, de nous accorder [redacted] du [redacted] lorsque [redacted] serions [redacted] d'accord.

LA GUERRE DU GOLFE

[Dans [redacted] *nuit du* [redacted] *au 7 août 1990, au lendemain* [redacted] *l'invasion du* [redacted] *par l'Irak.]*

Je passai [redacted] plus grande partie [redacted] la nuit du [redacted] 7 août pendu au téléphone. A 2 h 30 du matin, j'appelai *François Mitterrand pour lui dire* que [redacted] envoyions [redacted] troupes. Il soutint [redacted] seulement ma décision, [redacted] aussi [redacted] d'une réunion de l'OTAN (...). A la fin [redacted] mon exposé *[sur la nécessité d'envoyer des* troupes [redacted] Golfe], il [redacted] de conclure par un : « *Nous y se*[redacted] »

[redacted] ne [redacted] me surprendre. D'aucuns prétendaient que [redacted] Français risquaient [redacted] faire cavalier seul dans [redacted] riposte à l'invasion. Pourtant, chaque [redacted] que j'ai parlé avec [redacted] président, [redacted] tombés d'accord, si bien que [redacted] inquiétudes que j'avais pu avoir avant l'appel s'estompaient. Il y [redacted] différends franco-américains entre [redacted] bureaucrates [redacted] hauts fonctionnaires. [redacted] à [redacted] niveau, quand il s'est agi [redacted] décider des dates auxquelles envoyer des troupes, ou encore déclencher [redacted] bien d'organiser la répartition du commandement entre [redacted] généraux, Mitterrand [redacted] toujours répondu présent, [redacted] toujours [redacted] concert. Je reste convaincu que la meilleure initiative que j'ai prise pour les rapports américano-français fut [redacted] l'inviter à Kennebunkport au printemps de 1989. J'ai toujours le sentiment que [redacted] respect [redacted] j'ai essayé de lui montrer personnellement a payé dans nos rapports diplomatiques pendant [redacted] administration, notamment [redacted] de pareils moments. Brent [Brent Scowcroft, le chef [redacted] Conseil natio[redacted] sécurité à la [redacted] Blanche] et son homologue français, l'amiral Jacques Lanxade, entretenaient aus[redacted] *d'excellents rapports. Grâce* [redacted] *leur* étroite collaboration, ils purent aplanir nombre de difficultés politiques, ce qui nous facilita la tâche, à François Mitterrand [redacted] moi.

COUP D'ÉTAT À MOSCOU

[Le 19 août 1991, [redacted] *moment* [redacted] *coup d'Etat* [redacted] *qui allait, durant quatre jours, tenir le président Gorbatchev à l'écart du pouvoir. A Paris,* [redacted] *président français avait donné l'impression d'entériner la situation qui prévalait* [redacted] *Moscou. Fausse impression, selon M. Bush.]*

Je m'entretins d'abord [redacted] John Major (...). Puis je téléphonai quelques minutes plus [redacted] à François Mitterrand : je lui expliquai que, si j'avais l'*intention d'annoncer* officiellement que [redacted] continuerions à encourager le processus [redacted] réformes [redacted] de l'ouverture [redacted] l'Occident, je voulais aussi éviter [redacted] dire *quoi que* [redacted] *qui suggère* l'hypo[redacted] d'un réarmement [américain]. « [redacted] *fait d'accord ! Il* [redacted] *faudrait* [redacted] *donner l'impression que* [redacted] *perdu. Ce coup d'Etat pourrait échouer d'ici quelques jours* [redacted] *quelques mois : il va* [redacted] *contre-courant* [redacted] *l'histoire,* [redacted] *il* [redacted] *difficile d'impo*[redacted] *un régime* [redacted] *de changer* [redacted] *na*[redacted] *par la force des armes. Ça* [redacted] *marchera pas !* », [redacted] François [redacted] déclarant que [redacted] plus important était [redacted] pas démordre de nos principes et [redacted] me demandant [redacted] cet [redacted] nous avait surpris. « *Oui, mais Gorbatchev a dû l'être* [redacted] *que* [redacted] », lui répondis-je alors.

George Bush

[redacted] ***Blanche, quatre ans pour changer*** [redacted] ***monde*, Avec Brent Scowcroft, éditions Odile Jacob,** [redacted] **p.,** [redacted] **F,** [redacted]

صكنا من الاصل

Le Chili doit se purifier de la souillure Pinochet

par Carlos Fuentes

AUGUSTO PINOCHET a fait plus qu'un coup d'Etat. [redacted] lignage [redacted] celui des macabres personnages shakespeariens, Macbeth ou Richard III, baignant dans [redacted] sang, hédonistes [redacted] la cruauté, inaccessibles dans la satisfaction sacrée de leurs *crimes*.

[redacted] trouve chez Pinochet un élément d'humour noir répugnant que ni un Hitler ni un [redacted] seraient permis. *« Prenez garde à mon mari, [redacted] la main lourde »*, prévint Mme Pinochet juste après [redacted] coup d'Etat de septembre 1973. La main lourde [redacted] un cynisme tranquille : pourquoi ordonna-t-il d'enterrer ses victimes [redacted] deux par cercueil [redacted] Pour économiser l'argent de l'Etat, répondit [redacted] Macbeth chilien. Et cette déclaration enregistrée pour [redacted] postérité [redacted] Pinochet [redacted] à l'un de [redacted] officiers d'exiler Allende en avion afin qu'il puisse le dégommer en vol, n'est-elle digne de Richard III ?

Aucun des prétextes invoqués pour justifier l'atroce dictature du général Pinochet n'est recevable.

Pinochet n'a pas sauvé [redacted] Chili d'une dictature marxiste, car la population aurait démocratiquement *refusé de reconduire* Salvador Allende lors des élections suivantes si [redacted] traditions de liberté et de pluralisme avaient été violées par son gouvernement. Celui qui viola ces *libertés, ce fut Pinochet, ce ne* [redacted] jamais Allende.

On prétend que Pinochet a restauré l'économie chilienne détruite par Allende. Mais ce dernier n'a *pas ruiné* [redacted] *Chili : il s'est heurté* à une attaque frontale, à une discrimination ouverte [redacted] à une conspiration secrète du gouvernement de Richard Nixon [redacted] de [redacted] politiques [redacted] économiques au sein du pays. Quoi qu'il en soit, il [redacted] fallu quinze ans à Pinochet pour retrouver les niveaux de production du régime socialiste et il importe [redacted] confronter [redacted] la situation réelle [redacted] succès hypothétique des « *Chicago boys* » néolibéraux. L'une de [redacted] caractéristiques est [redacted] fossé grandissant entre riches et pauvres. En 1982, l'économie chilienne a [redacted] frappée d'une récession [redacted] 15 %, *« la plus abrupte de l'Amérique latine au [redacted] d'une année de récession générale dans la région »*, [redacted] le rappelle Arturo Valenzuela dans un livre fondamental *sur la dictature* [redacted] *Pinochet, Nacion de Enemigos*. [redacted] reprise économique du Chili n'a pas résulté de la seule libéralisation du marché, ainsi que l'illustre Valenzuela, mais d'un interventionnisme étatique accru, appuyé [redacted] lois d'expropriation [redacted] par Allende lui-*même* et [redacted] nationalisation de 70 % des banques. En d'autres termes, l'économie capitaliste a [redacted] sauvée, là comme [redacted] Etats-Unis de Reagan, par l'Etat. L'argumentation [redacted] *Keynes continue de triompher* plus souvent que celle [redacted] Friedman.

La santé économique [redacted] Chili justifiait-elle cependant [redacted] *morts, enlèvements, emprisonnements* [redacted] d'innocents, chiliens ou étrangers ? La macroéconomie justifie-t-elle [redacted] violation massive [redacted] droits [redacted] *l'homme* [redacted] *Chili ?* [redacted] *loué Mussolini* d'avoir fait partir [redacted] arriver les trains [redacted] l'heure. On a loué Hitler d'avoir rétabli l'économie dévastée par l'inflation sous [redacted] grâce à [redacted] *industries dont* [redacted] avions ouvrirent la route à [redacted] deuxième guerre mondiale.

Nous pouvons concéder un point au général Pinochet : la sub[redacted] *de* [redacted] *dernier* [redacted] *d'opportunisme*. Il [redacted] su comprendre à temps qu'avec [redacted] fin [redacted] guerre [redacted] son anticommunisme [redacted] seconde main ne lui servirait de [redacted] que les Etats-Unis, fidèles à leur habitude, lâcheraient l'embarrassant tyran comme une [redacted] de [redacted] chaude.

Peut-on se représenter la coexistence de Bill Clinton [redacted] d'Augusto Pinochet ?

La brutalité [redacted] la terreur du régime n'ont pas réussi à tuer [redacted] tradition démocratique du pays. La grève du 11 mai [redacted] – rassemblant *étudiants, ouvriers, ménagères* – l'a illustré [redacted] éclat. C'est ce qui décida Pinochet à engager une transition faite [redacted] mesure, en s'assurant du contrôle du pouvoir législatif grâce [redacted] une majorité ina[redacted] partisans au Sénat [redacted] *s'octroyant* une immunité personnelle ès qualités de sénateur Pinochet.

Aujourd'hui, ce plan machiavélique et l'impunité que Pinochet *s'est garantie pour* [redacted] *protection* – impunité qui, précisément, l'accuse – sont compromis par [redacted] juge espagnol Balthasar Garzòn. Les crimes du général constituent une liste irréfutable [redacted] cruelle. Aujourd'hui, [redacted] comme [redacted] fantôme de Banquo apparut [redacted] Macbeth [redacted] château de Dunsinane, [redacted] Jara, Letelier, Prats, Leighton, Schneider, Violeta [redacted] quatre mille [redacted] Chiliens reviennent terrifier le tyran, *accompagnés cette fois par une* avant-garde de victimes espagnoles, françaises, suisses et américaines, qui justifient la [redacted] d'extradition pour obliger Pinochet [redacted] *répondre des crimes* [redacted] perpétrés sur [redacted] citoyens étrangers puisqu'il s'est pardonné ses crimes [redacted] ses compatriotes.

Apportons toutefois quelques [redacted] *chance* [redacted] admiration [redacted] magistrat [redacted] Juan [redacted] Tapia, qui a déclaré recevables au [redacted] onze plaintes criminelles [redacted] Pinochet. [redacted] l'Etat [redacted] *interne* [redacted] juridiction chilienne [redacted] saisir [redacted] victimes étrangères [redacted] dictateur [redacted] plus qu'elle n'empêche la [redacted] en pratique [redacted] *concept d'universalité* de la défense des droits de l'homme. Les arguments invoqués [redacted] la [redacted] de [redacted] n'ont en réalité aucun fondement. La norme [redacted] droit [redacted] anglais qui [redacted] un chef [redacted] en [redacted] nous renvoie [redacted] jeunes princes dans [redacted] tour [redacted] sur l'ordre de Richard III ou [redacted] la décollation sommaire des épouses [redacted] de Henri VIII.

[redacted] l'on acceptait ce principe [redacted] travagant, Hitler – qui fut démocratiquement élu chancelier du Reich [redacted] une *majorité massive* en 1933 – serait innocent du génocide perpétré contre les juifs, les communistes, les Tsiganes, les homosexuels et les Slaves [redacted] il pourrait tranquillement couler une vieillesse dorée au Paraguay ou – pourquoi pas ? – prendre [redacted] Lady Thatcher [redacted] Londres. Les subordonnés de Hitler, qui n'étaient [redacted] chefs d'Etat (à l'exception flagrante de l'amiral [redacted] Dönitz, le *chancelier qui succéda* au dictateur) furent condamnés [redacted] Nuremberg conformément à un ensemble [redacted] critères tout [redacted] neufs dans l'Histoire.

Après Nuremberg, les moyens de défense des droits de l'homme et de punition de leurs [redacted] – universalité et imprescri[redacted] – [redacted] pris une ampleur inimaginable [redacted] code pénal classique. Le [redacted] du pouvoir [redacted] territoire national peuvent protéger *un criminel politique* [redacted] *justice*. Mais tout ce [redacted] quoi peut prétendre un coupable, c'est [redacted] prisonnier dans [redacted] propre [redacted] ou un fuyard international. [redacted] *militaires chiliens* [redacted] *argentins* ont choisi la première solution. Un Eichmann, un Barbie, [redacted] par payer [redacted] crimes, [redacted] en France. [redacted] cas, il [redacted] aujourd'hui établi que les crimes contre l'humanité ne sauraient bénéficier d'une prescription. Ils [redacted] pas davantage dépendants des accords [redacted] ou [redacted] recours [redacted] la souveraineté. [redacted] pas liés [redacted] la création [redacted] tribunaux [redacted] *hoc* [redacted] constitués pour le Rwanda [redacted] l'ancienne Yougoslavie. Faute d'une [redacted] interna[redacted] *permanente pour juger* [redacted] crimes contre les droits [redacted] l'homme, leur caractère universel et imprescriptible donne [redacted] l'autorité légale pour juger [redacted] *éventuellement punir ceux* – les [redacted] et leurs subordonnés – qui violent la vie et la sécurité des citoyens que doivent protéger Balthasar Garzòn et ses pairs.

L'affaire Pinochet crispera-t-elle la société chilienne ? Seules réagiront les minorités extrémistes de la [redacted] et [redacted] la gauche. Mettra-t-elle en danger la [redacted] démocratique au Chili ? *Si tel* [redacted] le cas, je me [redacted] combien [redacted] ne préféreraient pas, en [redacted] analyse, un antagonisme démocratique, une redéfinition pluraliste des points [redacted] vue, s'ils pouvaient s'affranchir du lourd [redacted] *reproches résultant des* crimes de l'ancien régime, des contorsions nécessaires pour pardonner l'impardonnable, de la [redacted] qui corrompt la transi[redacted] seul *but de protéger* le général Pinochet, les tortionnaires, les meurtriers et les ravisseurs qui formaient sa suite, sa garde rapprochée.

En *dépit des blessures que le* procès de Pinochet pourrait infliger au « *pays du Sud* », le Chili [redacted] sortira vainqueur s'il [redacted] purifie dans la vérité, [redacted] dans le mensonge, des atrocités du passé.

> L'affaire Pinochet crispera-t-elle la société chilienne ?
> Seules réagiront les minorités extrémistes de la droite et de la gauche

Carlos Fuentes [redacted] *écrivain.*

(Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve)
[redacted] New Perspectives Quarterly

La culture yiddish au futur

par Yitskhok Niborski et Gilles Rozier

LORSQU'IL s'agit de parler de langue et [redacted] culture yiddish, [redacted] premier mot *qui vient* [redacted] « mémoire », comme s'il [redacted] pouvait [redacted] question que du passé. [redacted] quelle [redacted] actuelle [redacted] culture yiddish ?

L'accession des juifs [redacted] la moder[redacted] du [redacted] donn[redacted] à l'émergence d'une culture juive originale en Europe orientale. Cette culture s'est principalement développée en yiddish. A Varsovie, Wilno, [redacted] Bialystok ou Lodz, [redacted] *première langue*, [redacted] langue [redacted] la [redacted] juive, [redacted] du théâtre, du travail de la presse et de la littérature [redacted] était le yiddish. [redacted] sorte qu'à [redacted] seconde guerre *mondiale plus* [redacted] 10 millions [redacted] juifs [redacted] monde [redacted] yiddishophones.

La langue yiddish survit à l'anéantissement. Elle [redacted] *forcément pratiquée*, [redacted] 2 à 3 [redacted] personnes [redacted] par [redacted] monde. Elle a [redacted] un déclin spectaculaire dont [redacted] pas d'hier ni même de 1940, mais *de la fin* [redacted] *XIXe siècle*, au [redacted] où, paradoxalement, le yiddish [redacted] au [redacted] langue culturelle : la sortie des juifs du monde traditionnel, l'émigration [redacted] pays d'Europe *occidentale* [redacted] les Amériques [redacted] entraîné [redacted] déperdition linguistique. Le destin du yiddish a basculé le jour où les nazis sont entrés *dans Varsovie*, [redacted] *capitale symbolique*, et, [redacted] tant que survivant, le yiddish [redacted] émergé [redacted] décombres de l'Europe après [redacted] génocide [redacted] vert de meurtrissures. Puisque l'immense majorité des *juifs* [redacted] parlaient yiddish, la langue compte parmi les premières victimes culturelles de la tentative [redacted] perpétrée par les nazis.

Qu'en est-il aujourd'hui, plus de *cinquante ans après ?* [redacted] *lourds* dossiers ayant trait au génocide [redacted] soudain des tiroirs, c'est bel et bien parce qu'un douloureux travail de deuil a [redacted] se faire, [redacted] *qu'après cinquante* [redacted] d'écrasement [redacted] le survivant ou son descendant parviennent à reprendre leur souffle. Il en est de même pour le yiddish.

Durant les années qui [redacted] la seconde [redacted] mondiale, [redacted] a continué à parler et [redacted] écrire en yiddish. Des milliers de [redacted] de [redacted] poésie [redacted] publiées durant [redacted] période, et parmi [redacted] plus [redacted] jamais rédigées dans [redacted] *langue*. [redacted] *avaient* [redacted] trait à la catastrophe dont [redacted] souvenir se [redacted] obsédant. La pensée [redacted] regard [redacted] pouvaient pour ain[redacted] de ce souvenir. Cela explique que, pour la plupart [redacted] survivants, [redacted] rapport au yiddish a [redacted] perçu comme devant [redacted] l'objet d'un choix : vivre en yiddish dans [redacted] souvenir du génocide, ou s'en extirper. [redacted] survi[redacted] continué [redacted] vivre [redacted] *parce qu'il leur* [redacted] *impos*[redacted] de faire autrement, mais [redacted] rêvé d'un [redacted] pour leurs enfants. La [redacted] du yiddish [redacted] s'est pas faite dans l'inattention, [redacted] *désinvolture, par un processus* d'assimilation linguistique ordinaire. Elle a nécessité une grande énergie, la volonté de tourner une [redacted] d'oublier l'indissimulable.

[redacted] ce qui [redacted] caché ne demande qu'à resurgir. Il [redacted] en train de [redacted] passer, parmi ceux qui étaient enfants *durant* les années 40 [redacted] suivantes, une considé[redacted] *tentative* de réappropriation de la culture des pères. Un homme qui avait serré durant cinquante [redacted] dernière lettre en yiddish que sa mère avait envoyée du camp [redacted] Drancy [redacted] *cette lettre* [redacted] éprouve le besoin irrépressible de pouvoir la lire. Non pas se la [redacted] lire, [redacted] la lire lui-même, comprendre enfin [redacted] mots écrits [redacted] *une langue qui* [redacted] avait [redacted] interdite. Pour les plus jeunes, il s'agit [redacted] réapproprier [redacted] langue des grands-parents, jouant [redacted] saute-mouton par-dessus [redacted] deux générations pour [redacted] origines [redacted] même une [redacted] La « langue [redacted] personne » [redacted] un visage. Ce [redacted] amorcé depuis une quinzaine d'an[redacted] ne [redacted] de s'amplifier. Il [redacted] près [redacted] s'épuiser.

De toute l'Europe, c'est [redacted] France, [redacted] Paris particulièrement, [redacted] phénomène [redacted] le plus manifeste, [redacted] fait, [redacted] autres, de l'importance numérique de la communauté juive. Et c'est [redacted] doute de [redacted] les efforts de préservation et [redacted] diffusion de la culture yiddish peuvent prendre [redacted] l'ampleur. Le yiddish est enseigné dans quatre universités parisiennes [redacted] plusieurs [redacted] culturels, dont le [redacted] Medem, qui abrite une *bibliothèque* [redacted] *vingt-cinq mille* volumes en yiddish. Des [redacted] en [redacted] mais elles sont [redacted] trop fragiles pour répondre [redacted] les demandes et pour permettre [redacted] politique culturelle d'envergure. Le [redacted] d'une grande maison [redacted] la culture yiddish est trop grand pour qu'il [redacted] se [redacted] Cette réalisation dépend des acteurs du monde yiddish, à condition qu'ils puissent [redacted] tionnels. « *Si je* [redacted] *fais rien pour moi-même, qui* [redacted] *fera ? Si je ne le fais pas aujourd'hui, quand* [redacted] *ferai-je ?* », [redacted] *pères*, l'un [redacted] fondamentaux [redacted] juive.

> La « langue de personne » retrouve un visage. Ce mouvement, amorcé depuis une quinzaine d'années, ne cesse de s'amplifier

Yitskhok Niborski *est maître* [redacted] *conférences de yiddish* [redacted] *national* [redacted] *langues* [redacted] *civilisations orientales.*
Gilles Rozier [redacted] *directeur de* [redacted] *Bibliothèque* [redacted] *(Paris).*

Sur le négationnisme imaginaire de Gilles Veinstein

Suite [redacted] *première* [redacted]

Toute [redacted] affreuse affaire appartiendrait à l'Histoire [redacted] le gouvernement de la Turquie kémaliste – ce ne fut pas le cas du gouvernement ottoman de 1919 – ne s'était acharné à nier l'évidence, utilisant ses universitaires et même certains spécialistes étrangers [redacted] fins de propagande douteuse. Ils ont nié le massacre des Arméniens [redacted] ils nient aujourd'hui l'exis[redacted] du peuple kurde.

Gilles Veinstein appartient-il, [redacted] il en [redacted] accusé, [redacted] cette *clientèle ? Franchement*, je [redacted] accusation inadmissible et je m'étonne que des collègues que j'estime l'aient reprise à leur compte.

La seule pièce de cette [redacted] tion [redacted] un article de deux [redacted] publié [redacted] par la revue *L'Histoire*. J'ai lu cet article en son temps [redacted] certaines formules m'en avaient pour le moins étonné, et je l'avais dit à mon collègue Gilles *Veinstein. Celui-ci avait* [redacted] rappeler le contexte, celui d'une guerre impitoyable dans laquelle certains Arméniens avaient choisi le *camp ennemi, mais il admettait* que près de [redacted] moitié des Arméniens d'Anatolie étaient [redacted] lors de [redacted] Est-ce là une attitude négationniste ? Avait-il [redacted] *de signaler que quelques-uns des* documents [redacted] lesquels s'appuient les défenseurs de la [redacted] arménienne sont des faux ? Qu'il estime, après d'autres savants, que *la décision de meurtre* [redacted] prise non par le gouvernement ottoman, mais par le cœur de l'Etat jeune-turc, [redacted] Comité union et progrès, est-ce un crime ? [redacted] plus, *cet article avait* [redacted] *demandé à* [redacted] Veinstein par la [redacted] de [redacted] pour exprimer un peu d'inquiétude face [redacted] des affirmations jugées un peu trop univoques. [redacted] rôle était celui d'un « discutant ».

Revenant sur cette question [redacted] une lettre adressée à Gilbert Dagron, administrateur [redacted] Collège de France, le 17 juillet 1998, Gilles Veinstein écrit : « *Si l'on prend pour seul critère de* [redacted] *définition du génocide l'ampleur de l'amputation subie par un peuple, la réalité de celui-ci ne laisse aucun doute dans* [redacted] *esprit.* » Est-ce là du négationnisme ? Encore une fois, [redacted] peut discuter telle ou telle affirmation [redacted] Gilles Veinstein. Je regrette pour [redacted] part qu'il s'appuie une fois sur un livre officieux, celui de Kamuran Gürün, *Le Dossier arménien* (Triangle, 1984), qui [redacted] paraît parfaitement suspect ; mais [redacted] intervention relève [redacted] la discipline historique, c'est-à-dire de la discussion, non de l'anathème.

Or tout [redacted] été fait, après la définition de [redacted] chaire d'histoire turque [redacted] au Collège de France, pour disqualifier celui que l'on savait être [redacted] candidat. En vain *a-t-*[redacted] espéré que, [redacted] fois l'élection acquise, l'Institut désavouerait le Collège. Voici maintenant qu'on fait appel au pouvoir politique pour annuler une décision universitaire. Tout cela [redacted] coups d'injures [redacted] calomnies.

La [redacted] Gayssot, que j'ai toujours condamnée, avait au moins le mérite [redacted] *combattre des négation*[redacted] authentiques. Qu'elle [redacted] eu des [redacted] pervers a [redacted] par l'affaire Garaudy. Un [redacted] aussi nul que celui de ce vieux stalinien n'aurait eu, sans la [redacted] Gayssot, aucun écho. [redacted] assiste *aujourd'hui* [redacted] *un* [redacted] pervers, [redacted] il s'agit, [redacted] fois, d'un négationnisme imaginaire. Claude Allègre, Lionel Jospin, Jacques Chirac refuseront-ils [redacted] Gilles Veinstein ? Le [redacted] serait, je crois, sans précédent depuis Napoléon III rayant Ernest [redacted] de [redacted] des professeurs au Collège de [redacted] pour avoir mis en doute [redacted] de Jésus-Christ, [redacted] depuis le régime de Vichy [redacted] à [redacted] porte du Collège Emile Benveniste [redacted] quelques autres, parce qu'ils étaient juifs. On espère qu'il n'en sera rien.

> Je trouve cette accusation inadmissible et je m'étonne que des collègues que j'estime l'aient reprise à leur compte

Pierre Vidal-Naquet

Plusieurs pétitions favorables à [redacted] Veinstein circulent actuelle[redacted] L'une d'entre elles, signée par plus de quatre-vingts chercheurs, membres, [redacted] plupart, de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, stigmatise « *des campagnes de ce genre* [qui] *sèment la confusion au lieu de clarifier les faits* [redacted] *ne servent* [redacted] *rien* [redacted] *mémoire* [redacted] *victimes* [redacted] *génocide ni la nécessaire recherche de* [redacted] *vérité* ». D'autre part, une vingtaine d'universitaires [redacted] chercheurs, au nombre desquels figure Jean-Pierre Vernant, professeur honoraire [redacted] Collège de France, lancent un « *appel solennel* » pour que « *grâce à l'ouverture sans restriction des archives ottomanes de* [redacted] *période (...).* [redacted] *responsabilité des crimes soit clairement affirmée, reconnue par tous* », [redacted] en [redacted] *mant* « *leur entière confiance* » [redacted] la « *probité scientifique* » [redacted] Gilles Veinstein.

AU COURRIER DU « MONDE »

PROCÈS D'INTENTION

Diverses voix s'élèvent depuis plusieurs semaines pour mettre [redacted] cause l'élection de Gilles Veinstein au Collège de France : [redacted] partir d'un article écrit en 1995 dans [redacted] *L'Histoire*, Gilles Veinstein [redacted] voit accuser [redacted] néga*tionnisme* [redacted] *qui regarde* [redacted] génocide perpétré par [redacted] Arméniens en 1915.

(...) Gilles Veinstein [redacted] nullement l'existence [redacted] l'ampleur [redacted] de 1915, dont il [redacted] qu'ils « *constituent* [redacted] *crimes contre l'humanité caractérisés* ». [redacted] négationnisme implique la négation, force [redacted] de constater qu'il n'y a [redacted] négation.

Il indique [redacted] qu'il n'existe pas aujourd'hui [redacted] preuve formelle d'une implication gouvernementale [redacted] l'extermination. Contrairement à certains commentaires hâtifs, une telle formule ne revient pas à nier cette implication ; comme l'écrit Gilles Veinstein lui-même dans sa lettre à l'administrateur du Collège de France du 17 juillet 1998, dont [redacted] souhaitons qu'elle [redacted] due publique, « *je n'ai pas déduit de l'absence actuelle* [redacted] *preuve irréfutable que la décision étatique n'avait* [redacted] *eu lieu, qu'elle était invraisemblable* [redacted] *même qu'elle était douteuse* ». Lui prêter [redacted] telles affirmations [redacted] donc du procès d'intention.

Pour [redacted] part, la réalité du génocide [redacted] aucun doute, [redacted] un faisceau impressionnant d'indices [redacted] de présomptions pèse en faveur d'une implication gouvernementale. [redacted] écrivant qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, [redacted] preuve formelle en la matière, Gilles Veinstein [redacted] borne à faire [redacted] d'historien (...).

La mémoire [redacted] victimes du génocide [redacted] mieux que des campagnes [redacted] ce genre qui, [redacted] un souci d'efficacité, font nécessairement [redacted] part belle aux procès d'intention [redacted] à l'intimidation.

Marc Augé,
Emmanuel Terray,
Paris

La culture yiddish au futur

L

Contrefaçons

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

[redacted] DÉGLINGUE du langage tourmente un nombre croissant d'usagers : témoin, l'abondant courrier reçu dès qu'il en [redacted] question. L'erreur courante des correspondants [redacted] d'imputer [redacted] dérives [redacted] un laxisme collectif, [redacted] discernable. Chaque [redacted] verbal [redacted] au contraire une origine [redacted] un but précis. A nous de les repérer [redacted] autant [redacted] *contrefaçons délibérées*. [redacted] dépendent la qualité du débat public et notre liberté.

Première tricherie de [redacted] semaine, d'ordre commercial : le dernier film de Woody Allen ne traite [redacted] la *Celebrity* annoncée par le titre, mais, comme presque [redacted] comédies, [redacted] l'excursionnisme amoureux dans [redacted] micro-société – le Manhattan artiste –, partagée *entre* [redacted] *folies du* [redacted] *la* [redacted] par le divan des « psy ». [redacted] fort qu'il [redacted] Latins, [redacted] phénomène rappelle moins la [redacted] *vita* [redacted] *Ginger et Fred*, [redacted] Fellini, qu'il ne renvoie [redacted] au puritanisme des enquêtes [redacted] les frasques de Clinton.

[redacted] cette pudibonderie anglo-saxonne, [redacted] traces, plus virulentes parce [redacted] sans [redacted] antidotes [redacted] *l'humour*, [redacted] *l'homophobie* échappée [redacted] 30 janvier [redacted] certaines championnes [redacted] tennis [redacted] Melbourne, et, le lendemain, [redacted] plus d'un manifestant anti-PACS, [redacted] Désormais, la *mondialisation made in* [redacted] se marque [redacted] dans [redacted] modèles [redacted] comportements intimes que [redacted] la volatilité boursière ; [redacted] n'est pas l'euro qui nous en préservera. Les notions issues du radical *mondial* [redacted] manier avec défiance. Le *mondialisme ne désigne rien d'autre qu'un impérialisme* américain affiché. Les *mondialistes* mériteraient d'être traités de *mondialitaires*, [redacted] *leur idéal* [redacted] *modernitaire*, [redacted] le modèle péjoratif des idéologies *totalitaires* qu'ils remplacent. Pourquoi n'y aurait-il pas de dictature sans dictateur, quand l'avenir [redacted] au virtuel standardisé et aux trains sans pilote ?

Les [redacted] politiques du week-end audiovisuel ont vu grimper en flèche jusqu'à l'absurde [redacted] certains tics verbaux nullement in[redacted] de [redacted] *délinquance juvénile*, [redacted] a noté, [redacted] sensibilités confondues, l'emploi, dans une phrase sur trois *(sic !)*, de l'automatique *faire en sorte que*, qui aboutit [redacted] résultat escompté d'une action, sur [redacted] mode incantatoire des promesses électorales, en [redacted] l'essentiel [redacted] savoir le *comment*, les moyens, [redacted] action. [redacted] y regarder [redacted] près, l'expression n'est rien d'autre qu'un habillage technocratique du populiste *il n'y a qu'à*.

Dans [redacted] même temps, continuent [redacted] prospérer les formules [redacted] comme *un certain nombre* (derrière laquelle il faut entendre un penaud *je* [redacted] *sais combien*) ; *naturellement* (mis pour : [redacted] *demandez pas pourquoi*) ; *c'est vrai que* (lire : *j'aime* [redacted] *croire*) ; [redacted] *le moment venu*, où [redacted] cache [redacted] peine [redacted] péremptoire : *quand ça m'arrangera*, attribut irréfutable du pouvoir.

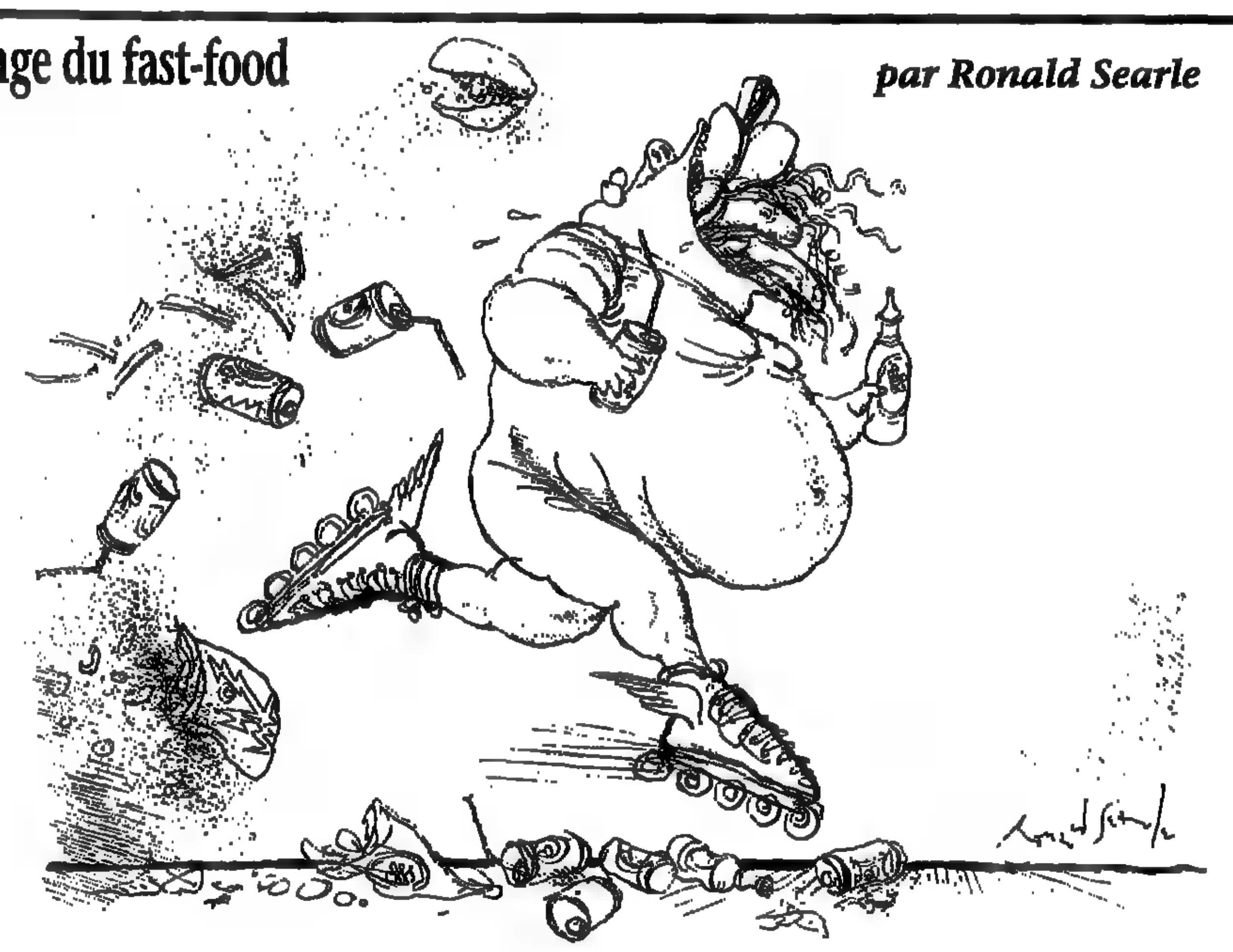
Puisque les maîtres des temps d'antenne reprennent à leur compte [redacted] tricheries, [redacted] lieu *d'exercer la police sémantique de proximité* qui consisterait [redacted] en demander raison [redacted] l'invité, il faut bien que [redacted] citoyen s'arme de [redacted] propre décodeur. Essayez seulement, quand un parleur croit *in* de dire ou de sentir les choses *quelque part*, de lui demander [redacted] brûle-pourpoint : « [redacted] *ça ?* » Vous verrez comme la question [redacted] et nettoie l'échange, [redacted] la vitesse d'un bonbon [redacted] menthe dégageant la respiration.

Les détournements de [redacted] sont pas *l'apanage* [redacted] *dirigeants. Il arrive que* [redacted] *foules* tendent [redacted] confisquer certains termes. [redacted] les portiques de comptage électronique ont pu plaider pour [redacted] « non-ringardise » proclamée [redacted] défilé anti-PACS du 31 janvier, [redacted] mis fin, théoriquement, aux fourchettes fantai[redacted] entre les chiffres d'organisateurs et [redacted] de la police – l'approximation avait son charme, elle *renseignait sur l'effronterie* des premiers et les sympathies de la seconde –, il [redacted] que les valeurs familiales, [redacted] plus [redacted] liberté brandi naguère par les tenants de l'enseignement privé, [redacted] sauraient [redacted] monopolisées au nom d'un *« y'en a* [redacted] *des pédés ! »* qui ne demandait qu'à s'avouer, hors slogans [redacted] – je l'ai constaté [redacted] place.

On en revient toujours [redacted] la morale de Camus : mal nommer [redacted] choses, volontairement [redacted] pas, c'est ajouter aux malheurs du monde.

L'ange du fast-food

par Ronald Searle



Le Monde

[redacted] *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - [redacted] PARIS CEDEX 05
Tél. : [redacted] *Télécopieur : 01-42-17-21-21.* [redacted] : [redacted] F
Tél. relations [redacted] : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'avenir de l'AFP

UNE certaine France aime [redacted] plaindre, dans un long lamen[redacted] sur les outrages que lui ferait subir la mondiali[redacted] *Il* [redacted] notamment [redacted] champ [redacted] l'information, qui [redacted] l'heure [redacted] la globalisation [redacted] échanges [redacted] en [redacted] de devenir le monopole [redacted] Anglo-[redacted] – dominant les ondes, [redacted] images [redacted] d'agences de [redacted], comme on dominait les *mers au siècle passé*. Or il [redacted] trouve que, par la grâce du talent [redacted] quelques-uns, au sortir [redacted] guerre puis du savoir-faire accumulé au fil [redacted] ans, [redacted] France dispose en [redacted] domaine d'un magnifique instrument : l'Agence France-Presse.

L'AFP est, *derrière la britannique* Reuters [redacted] l'américaine AP (Associated Press), [redacted] troisième agence [redacted] presse mondiale. [redacted] implantée [redacted] quatre coins du globe, dispose de [redacted] de journalistes confirmés, [redacted] techniciens parmi les meilleurs du monde (auxquels *on doit* un certain nombre de brevets), et [redacted] en six langues. Elle devrait [redacted] état de concurrencer [redacted] AP dans son [redacted] beau métier : [redacted] fournisseur en nouvelles [redacted] médias – presse écrite, radios et *télévisions – qui ne peuvent être* partout [redacted] la fois.

Mais, si elle a longtemps, et avec panache, tenu son rang, l'AFP, aujourd'hui, perd pied. Elle est sur le déclin, s'étiole, sa direction [redacted] des allures de bateau ivre et l'entreprise risque d'être *reléguée en deuxième division*, celle des agences régionales. Si l'on veut bien s'y [redacted] un [redacted] ment, on [redacted] que l'enjeu [redacted] énorme : ce qui se perd [redacted] l'espèce, [redacted] un peu de [redacted] manière dont [redacted] Français – [redacted] peu importe, ici, [redacted] langue dans laquelle ils s'expriment – voient [redacted] racontent [redacted] monde. [redacted] bataille-là est, [redacted] plein de l'adjectif, essentielle.

Il y [redacted] quelques mois, un audit [redacted] l'inspection générale [redacted] l'AFP [redacted] un [redacted] préoccupant. On s'interroge sur la pertinence actuelle [redacted] son statut, qui en fait [redacted] de [redacted] pérative [redacted] bexagonaux (l'Etat et les médias français, où [redacted] poids [redacted] régionale [redacted] déterminant). [redacted] souligne son absence [redacted] moyens financiers, un capital inexistant ; on évoque des règles de fontionnement *pénalisantes*, inadap[redacted] batailles d'aujourd'hui. [redacted] peut-être pas l'es[redacted] après tout, [redacted] fonda[redacted] avaient su, [redacted] l'agence [redacted] l'AFP [redacted] créer un instrument à la mesure [redacted] leur époque. C'est [redacted] souffle qui *manque aujourd'hui*, [redacted] une direction qui paraît [redacted] stratégie. Elle [redacted] raté, dans [redacted] années 70, le [redacted] l'information économique [redacted] financière qu'a su prendre [redacted] Si elle a [redacted] dans la photo d'actualité, elle [redacted] en passe de rater le virage de [redacted] encore réussi [redacted] Reuters [redacted] AP) [redacted] celui [redacted] (véhicule [redacted] capital pour les agences).

Au sortir de la deuxième [redacted] à Paris, avant la mondialisation, [redacted] compris l'importance de l'information [redacted] A [redacted] nouveau siècle, l'AFP, [redacted] tête, [redacted] besoin de changement pour [redacted] cette inspiration-là.

Le Monde est édité par la SA LE [redacted]
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : [redacted] Roynette
[redacted] général de la [redacted] : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik [redacted] analyses),
[redacted] Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; [redacted] Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; [redacted] (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire [redacted] (*Entreprises*) ;
Jacques [redacted] (*Aujourd'hui*) ; Josyane [redacted] (*Culture*) ; Christian [redacted] (*Secrétariat* [redacted] *rédaction*)
Rédacteur en chef technique : [redacted] Azan
[redacted] : [redacted] Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : [redacted] Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
[redacted] (1982-1985), [redacted] Fontaine (1985-1991), Jacques [redacted] (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, [redacted] anonyme des lecteurs du [redacted]
Le Monde Entreprises, *Le Monde Investisseurs*,
Le Monde Presse, Iena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Des femmes entre mémoire et avenir

PEUT-ON ENCORE apprendre quelque chose, pour le présent [redacted] pour l'avenir, en lisant *Le Deuxième Sexe* ? Il [redacted] d'ob[redacted] récente mésaventure [redacted] joueuse [redacted] tennis Amélie Mau[redacted] – *elle ne se cache pas de* vivre [redacted] une femme, et, arrivée pour la première fois en finale d'un tournoi du Grand Chelem, [redacted] Melbourne, elle s'est vue accusée d'être un homme, ou presque – pour comprendre [redacted] quel point l'essai de Simone de Beauvoir sur [redacted] *condition des femmes* garde, cinquante [redacted] après sa publication, toute [redacted] validité.

C'est [redacted] qu'a démontré la première des manifestations [redacted] à ce cinquantenaire, un colloque international, organisé [redacted] du 19 au 23 janvier, où 37 [redacted] étaient représentés par [redacted] femmes de plusieurs générations, [redacted] l'image [redacted] organisatrices, Christine Delphy, *féministe historique des années 70*, [redacted] Sylvie Chaperon, une historienne plus jeune, qui [redacted] publier un livre sur les mouvements de libération des femmes au XXe siècle (*Le Monde* du [redacted] janvier).

Un colloque où l'on ne s'ennuie pas, c'est rarissime. [redacted] fut [redacted] pendant [redacted] cinq jours, où alternaient séances plénières et ateliers menés en parallèle (3 ou 4 à [redacted] *fois*), [redacted] *ministère* [redacted] la recherche pour les premiers jours [redacted] au grand amphithéâtre [redacted] la Sorbonne pour [redacted] clôture. *Peut-être* parce qu'on parlait d'une œuvre dont il n'est généralement question, en France, que pour la caricaturer – que les propos sur *Le Deuxième Sexe* soient tenus par [redacted] femmes ou par [redacted] hommes. [redacted] hommes, justement, [redacted] bien [redacted] de [redacted] journées : un président de séance, Pascal Ory, [redacted] jeudi matin, pour [redacted] consacrée au [redacted] que fut la publication du *Deuxième Sexe* ; une communication remarquable, le dernier jour, du philosophe Mi[redacted] question de l'antinaturalisme ; et, [redacted] chaque session, quelques auditeurs égarés. Si [redacted] venaient aussi peu nom[redacted] aux rencontres organisées sur [redacted] hommes, les [redacted] seraient désespérément vides.

RETOUR DE BÂTON

Les quelque 130 communications ont rassemblé [redacted] diverses approches *possibles* de cet ouvrage majeur [redacted] l'histoire de la libération des femmes qu'est la grosse étude [redacted] Beauvoir. Elles ont aussi [redacted] apparaître des contradictions [redacted] interprétations. Si la majorité [redacted] lyses, notamment philosophiques, soulignaient l'actualité de [redacted] problématique beauvoirienne, d'autres interventions ouvraient un débat *qui n'a pas* [redacted] vraiment mené, peut-être par [redacted] crainte, trop [redacted] les [redacted] femmes, [redacted] voir surgir d'irréductibles affrontements. La question, pourtant, devra [redacted] un jour discutée : où en est-on [redacted] l'idée [redacted] « nature féminine » ? Met-on définitivement en doute la phrase qui [redacted] devenue une [redacted] de symbole du *Deuxième Sexe* : *« On ne naît pas femme,* [redacted] *devient »* ? Et est-ce [redacted] principale [redacted] de Simone de Beauvoir à être [redacted] combattue [redacted]

[redacted] lors qu'une femme affirme sa liberté et refuse d'admettre l'idée d'une quelconque « essence » [redacted] « nature » féminine pour s'en tenir [redacted] la notion [redacted] « situation », expliquait Beauvoir, elle est immédiatement désignée [redacted] cherchant [redacted] devenir un homme. C'est [redacted] qui arrive à Beauvoir elle-même aujourd'hui, taxée par certaines féministes d'adhésion *à une vision masculine* du monde. Quant [redacted] conséquences fâcheuses de la remise en [redacted] de l'antinaturalisme prôné par [redacted] voir, [redacted] cas d'Amélie Mauresmo les illustre parfaitement (*Le Monde* des 30 janvier [redacted] daté 31 janvier-1er février). Lorsque, naguère, Billie Jean King ou Martina Navratilova ont, [redacted] Mauresmo, évoqué leur homosexualité, la *mise* en doute publique [redacted] leur féminité aurait été intolérable, car l'idée de LA femme, de l'éternel féminin, [redacted] délégitimée, grâce au *Deuxième Sexe*. [redacted] revenue. Pourquoi et comment ?

Ce colloque, bien sûr, n'a pu po[redacted] que quelques jalons sur le long chemin [redacted] réflexion. D'où vient exactement le « retour [redacted] bâton » contre les femmes désireuses de penser [redacted] liberté ? *Quelle part y* ont [redacted] féministes elles-mêmes ? Comment la pensée [redacted] Simone de Beauvoir peut-elle venir à bout de l'actuelle régression [redacted] nourrir l'avenir ? C'est vers cet avenir – celui des femmes occidentales, mais aussi des Africaines, des Asiatiques, [redacted] femmes de l'Est comme du Sud – que [redacted] rencontre a voulu résolument se tourner, en [redacted] l'ouverture d'esprit de Beauvoir, à sa constante recherche [redacted] la vérité. Sans jamais tomber [redacted] *la commémoration* pieuse ou les récits d'anciennes combattantes. Cependant, [redacted] colloque du cinquantenaire a tenu [redacted] réaffirmer « [redacted] *dure nécessité de la mémoire* ». Mémoire qui [redacted] faire gravement défaut [redacted] femmes. Après les témoignages de militantes qui furent au [redacted] des polémiques lors de [redacted] sortie du *Deuxième Sexe* (de Françoise d'Eaubonne à Jeannette Colombel ou Dominique Desanti), puis d'actrices des [redacted] des années 60 [redacted] 70 pour la contraception et l'avortement libre (notamment Gisèle Halimi), c'est à Christine Delphy qu'est revenue la charge de plaider pour [redacted] *« devoir de mémoire »* [redacted] s'interroger [redacted] l'étrange manière dont l'histoire des combats féministes s'efface [redacted] fur [redacted] à mesure.

LE RISQUE DE LA RÉPÉTITION

« En 1970, [redacted] *ignorait tout ou presque des féministes qui nous avaient précédées*, a-t-elle rappelé. *Nous avons titré notre première publication "Libération des femmes année zéro". Nous avons dit des choses déjà constatées en 1900. Aujourd'hui, de nouveau, on oublie que les combats des années 70 ne sont pas acquis pour toujours. Tout cela* [redacted] *préjudiciable* [redacted] *l'avenir. »* Ce n'est pas pour célébrer, entre femmes, [redacted] cinquantenaire du *Deuxième Sexe* qu'il faut se réunir, [redacted] ce colloque l'a remarquablement montré ; c'est pour [redacted] inlassablement des questions [redacted] femmes elles-mêmes, pour comprendre enfin [redacted] dont souffrent [redacted] luttes [redacted] depuis toujours : l'oubli. Car, comme l'a conclu Christine Delphy, martelant [redacted] évidence [redacted] entendue par [redacted] « *deuxième sexe* » : *« Dans un combat, dans* [redacted] *réflexion, partir* [redacted] *mémoire, c'est se condamner* [redacted] *répétition. »*

Josyane Savigneau

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les comptes de la Sécurité sociale

DEPUIS [redacted] ans, la Sécurité sociale [redacted] lieu à des [redacted] passionnées. Accablée par [redacted] péchés [redacted] la mode – fraudes, gaspillages, facteur de vie chère –, [redacted] pour les [redacted] le parangon des institutions des temps nouveaux. *On tranche sur* [redacted] *destin* [redacted] une [redacted] tranquille. Pis, on condamne [redacted] principes au nom [redacted] *l'organisation* [redacted] l'on cache les vices du fonctionnement par crainte d'ébranler la doctrine.

Le temps des anathèmes [redacted] révolu. La Sécurité sociale a fait ses gammes. Elle [redacted] relayé [redacted] assurances sociales [redacted] commencé de « tourner » *à son nouveau régime en juillet* 1946. Où [redacted] est-elle ? [redacted] entreprise d'assurance sur les charges [redacted] famille, [redacted] maladie, l'ac[redacted] de travail, la [redacted] la mort qui [redacted] dans ses rouages complexes des centaines de milliards [redacted] des fiches par millions [redacted] peut-être sortie de [redacted] âge ingrat. Elle n'est pas pour autant parvenue à l'équilibre. Les dirigeants de la Sécurité sociale ne le dissimulent pas.

C'est [redacted] problème financier qui est à l'ordre du jour. [redacted] parlementaires *ont demandé que l'on* épluche [redacted] bilans. Le gouverne[redacted] que l'on surveille de plus près la gestion [redacted] deniers [redacted] rés sociaux. La compétence [redacted] la Cour [redacted] comptes vient d'être étendue à tous les organismes de la Sécurité sociale. Surtout, un décret pris en exécution [redacted] fameuse loi du 17 [redacted] tendant au redressement économique et financier *modifiera l'ordonnance de* [redacted] la Sécurité sociale. Le conseil [redacted] ministres doit [redacted] être [redacted] inces[redacted]

Pierre Drouin
(3 février 1949.)

Le Monde SUR [redacted] LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur [redacted] : [redacted] LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde [redacted] CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index [redacted] *microfilms du Monde : 01-42-17-29-33*

Le Monde sur CompuServe : [redacted] LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr

Films à [redacted] en province : [redacted]

SERVICES On estime à 900 000 le nombre d'Européens qui travaillent dans un [illegible] d'appels, [illegible] ils devraient être 1,3 million en 2000. Ce type de service, [illegible] croissance rapide, consiste à répondre par téléphone aux besoins d'une clientèle donnée. ● LA FRANCE a longtemps été en retard sur le Royaume-Uni ou l'Irlande. Moins compétitive du point de vue des salaires et de la fiscalité, elle [illegible] rattrape en développant des infrastructures locales [illegible] à favoriser ces implantations. ● L'INSTALLATION toute récente des centres d'appels de Kertel et de Vodafone Service à Amiens est une illustration de l'ampleur que prend cette nouvelle activité. ● UNE SPÉCIALISATION naturelle s'opère entre les villes d'accueil : Amiens est tournée vers la gestion d'abonnés au radiotéléphone, Lille vers les clients de [illegible] vente par correspondance tandis que Niort draine la clientèle des mutuelles.

Les centres d'appels ont créé près d'un million d'emplois en Europe

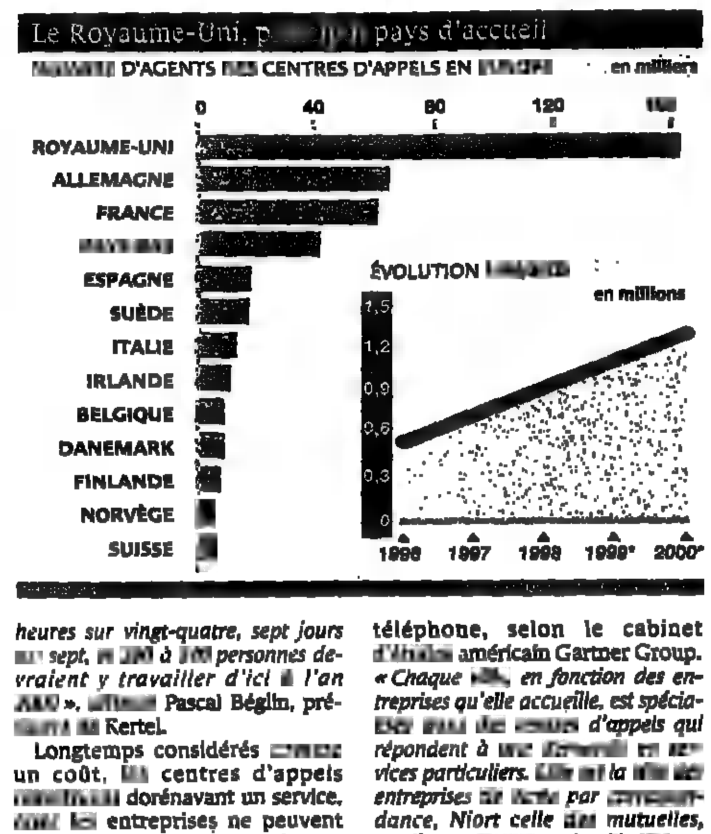
Le suivi téléphonique de la clientèle est une activité en croissance rapide. Longtemps à l'écart de ce mouvement, qui crée une dynamique d'embauche, la France rattrape peu à peu son retard

VENDRE des produits financiers ou des voyages, traiter les demandes d'assistance émanant d'assurés, résoudre [illegible] problèmes des utilisateurs d'ordinateurs, gérer [illegible] clientèle : [illegible] opérations transitent désormais par des centres d'appels employant des centaines d'opérateurs, [illegible] à l'intérieur même de l'entreprise concernée, [illegible] chez des prestataires extérieurs. Le développement de cette activité, depuis le milieu des années 90, [illegible] rapide : alors que, [illegible] 1998, les [illegible] d'appels employaient environ 900 000 personnes [illegible] l'Europe, selon la société d'études Datamonitor, le cap du million devrait être bientôt franchi.

[illegible] INSTALLATIONS À AMIENS

Deux entreprises viennent d'an[illegible] leur installation prochaine [illegible] Amiens (Somme), dont le maire, Gilles de Robien (UDF), croit beaucoup au potentiel d'emploi [illegible] d'appels. [illegible] dernier a créé, il y [illegible] un an, Amiens Développement Numérique (ADN), une structure chargée [illegible] prospecter [illegible] d'accompagner l'implantation [illegible] ces [illegible] Vendredi 29 janvier, Vodafone Service a signé un [illegible]cord pour créer un centre, qui devrait constituer une « vitrine technologique ». Filiale du groupe [illegible] Sonepar, Vodafone Service s'est spécialisée dans la gestion d'abonnés dans les télécommunications. La [illegible] dispose déjà [illegible] deux [illegible] en région parisienne, [illegible] Nanterre [illegible] Puteaux (Hauts-de-Seine), qui gèrent la clientèle [illegible] réseaux Itineris (France Télécom) [illegible] SFR (Cegetel, groupe Vivendi). Le [illegible] d'Amiens, lui, prendra [illegible] charge les demandes émanant [illegible] utilisateurs [illegible] radiotéléphones Ola (France Télécom) : précisions [illegible] les contrats de [illegible] ou [illegible] factures, réponse [illegible] questions pratiques. « Nous devrions gérer 800 [illegible] abonnés, dont la moitié pour [illegible] de France Télécom Mobiles, d'ici au premier trimestre 2000. A [illegible] même époque, nous aurons embauché 200 personnes », explique Pierre Bontemps, président [illegible] Vodafone Service, qui emploie aujourd'hui [illegible] personnes.

Lundi 1er février, c'est Kertel, l'opérateur de télécommunications grand public du groupe Pinault-Printemps-Redoute, qui a annoncé à son tour un partenariat avec la ville d'Amiens. « Notre offre touche des utilisateurs [illegible] prépayées pour téléphones portables et [illegible] d'appels a pour vocation de redonner [illegible] téléphonie [illegible] visage plus humain en apportant de [illegible] valeur ajoutée dans [illegible] relation au client. Il [illegible] ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours [illegible] sept, [illegible] à [illegible] personnes devraient y travailler d'ici [illegible] l'an [illegible] », [illegible] Pascal Béglin, pré[illegible] Kertel.



Longtemps considérés [illegible] un coût, [illegible] centres d'appels [illegible] dorénavant un service. [illegible] entreprises ne peuvent plus [illegible] l'économie : [illegible] à [illegible] des sociétés affirment vouloir s'équiper d'un service [illegible] téléphone, selon le cabinet d'[illegible] américain Gartner Group. « Chaque [illegible], en fonction des entreprises qu'elle accueille, est spécia[illegible] d'appels qui répondent à [illegible] vices particuliers. [illegible] entreprises [illegible] par [illegible]dance, Niort celle [illegible] mutuelles, tandis que [illegible] est la ville [illegible] surances [illegible] Amiens [illegible] des opérateurs téléphoniques », explique Eric Dadian, président de l'Association française [illegible] relations [illegible] (AFRC).

L'évolution technologique des télécommunications permet [illegible] donner une réponse plus rapide [illegible] mieux adaptée [illegible] des [illegible] d'appels équipés [illegible] systèmes CTI (couplage téléphonique [illegible] informatique) per[illegible] appels [illegible] interlocuteur spécialisé, en fonction des [illegible] spécifiques [illegible] Et demain, le [illegible] internet d'une entreprise proposera un accès direct [illegible] son [illegible] d'appels [illegible] cliquant [illegible] un [illegible] l'écran [illegible] défileront [illegible] produits, [illegible] conseils [illegible] techniques pour [illegible] le client [illegible] guider [illegible] ses choix, [illegible] un opérateur répondra à ses demandes plus spécifiques.

ASPECT SOCIAL ASSEZ NOIR

La France, bien [illegible] en retrait par rapport [illegible] Royaume-Uni, rattrape peu à peu son retard. « Nos estimations prévoyaient [illegible] création [illegible] 1 500 postes à Amiens en [illegible] ans grâce aux centres d'appels. Ce chiffre devrait [illegible] atteint en seu[illegible] quinze mois », [illegible] l'implantation [illegible] ces pépinières [illegible] l'emploi, des aides sont [illegible] aux entreprises, qui constatent que les charges [illegible] personnel représentent près [illegible] deux tiers [illegible] France, alors que l'Irlande ou le Royaume-Uni [illegible] plus attractifs. Ainsi, [illegible] Amiens, [illegible] nouveaux arri[illegible] ont-ils pu bénéficier de lo[illegible] équipés, notamment en réseaux [illegible] haut débit. Face [illegible] la [illegible] européenne, [illegible] françaises [illegible] dû [illegible] arguments : développement [illegible] zones [illegible] prix [illegible] l'immobilier attractif, [illegible] la [illegible] d'infrastructures particulières, etc.

[illegible] accompagner la naissance [illegible] services, [illegible] infrastructures [illegible] formation [illegible] le jour. D'autant que la multiplication des moyens de communication pousse [illegible] sociétés [illegible] chercher [illegible] main-d'œuvre de plus [illegible] plus qualifiée [illegible] apte [illegible] s'adapter [illegible] nouvelles technologies. C'est pourquoi [illegible] formation, [illegible] que l'école Sup [illegible] Amiens, [illegible] sont créés afin [illegible] personnes immédiatement opérationnelles. Malgré ces efforts, les [illegible] des centres d'appels [illegible] conditions [illegible] travail difficiles, pour un [illegible] peu [illegible] La grande majorité des employés des centres d'appels ne [illegible] que le [illegible], pour un niveau de recrutement qui se situe en général à bac + 2.

Emmanuel Paquette

Outre-Manche, un syndicat à l'écoute de ses adhérents

COMMENT fournir un service personnalisé [illegible] chacun de ses membres lorsque l'on compte plus de 1,4 million d'adhérents et que l'on [illegible] le plus grand syndicat du Royaume-Uni ? C'est à cette question qu'a tenté de répondre [illegible] syndicat Unison (agents du secteur public) [illegible] mettant en place un [illegible] d'appels [illegible] pour améliorer la communication avec [illegible] adhérents. « Notre démarche a pour ambition de mettre tous les membres de [illegible] syndicat sur un pied d'égalité devant l'accès [illegible] l'information [illegible] les services d'aide et de conseil », explique David Whitfild, responsable du projet Unison Direct.

Lancé [illegible] 1er juin 1998, le centre d'appels [illegible] destiné, pour [illegible] moment, [illegible] seuls membres de l'Est londonien, soit [illegible] 000 [illegible] vivant ou travaillant dans [illegible] zone géographique. Ce service expérimental s'adresse à des membres isolés, qui rencontrent [illegible] difficultés pour joindre leur syndicat local : ils peuvent téléphoner gratuitement à Unison Di[illegible] à [illegible] moment [illegible] la journée, [illegible] jours [illegible] sept. Pour répondre [illegible] ces demandes, [illegible] sections locales et les délégués du syndicat ont reçu des ordinateurs, qui leur donnent accès [illegible] Internet [illegible] au courrier électronique.

[illegible] ET RECRUTER

« Nous [illegible] équipés de moyens techniques importants pour pouvoir répondre efficacement aux demandes de [illegible] adhérents. Aujourd'hui, 70 % des membres ayant [illegible] nos services [illegible] prêts [illegible] l'utiliser [illegible] nouvelle fois », ajoute M. Whitfild. L'objectif [illegible] est de fidéliser les syndicalistes et d'attirer, [illegible] même temps, [illegible] nouveaux membres.

Déjà, [illegible] 1997, Unison avait ten[illegible] d'élargir son [illegible] en éditant un tract d'un genre particulier : « Faites adhérer un ami, [illegible] gagnerez 10 livres sterling [illegible] peut-être un voyage de rêve. » Tout membre se voit d'ailleurs attribuer une « [illegible] d'adhérent », qui donne [illegible] certains avantages [illegible] que [illegible] réductions [illegible] des [illegible] d'intérêt [illegible] privilégiés.

Avec ce [illegible] service d'écoute, de soutien et de réconfort [illegible] direct, [illegible] syndicat compte améliorer la qualité de [illegible] relations [illegible] la proximité [illegible] ses membres. Expérimental, le centre gère aujourd'hui plus [illegible] cinquante appels par semaine et emploie une douzaine de personnes à temps plein.

Une extension du service [illegible] à l'étude pour l'ensemble du Royaume-Uni. Elle devrait vraisemblablement voir le jour [illegible] année.

E. P.

A Niort, le numéro vert le plus sollicité de France

NIORT
de notre correspondant

Niort, [illegible] les Deux-Sèvres, abrite le centre d'appels le plus sollicité de France : Inter Mutuelles Assis[illegible] (IMA) [illegible] ou reçoit près [illegible] 6 millions [illegible] communications téléphoniques en une année. En 1997, le chiffre [illegible] 5,8 millions [illegible] communications [illegible] il [illegible] augmenté [illegible] suivante. [illegible] août 1998, une pointe avait [illegible] 38 [illegible] communications.

Inter Mutuelles Assistance, c'est la société d'assistance créée en 1981 par les trois mutuelles niortaises que sont la MAIF (Mutuelle assurance des instituteurs [illegible] France), la MAAF (artisans), la [illegible] (commerçants). Elles [illegible] été rejointes par la Matmut (travailleurs mutualistes), la [illegible] (professions alimentaires), [illegible] Smacl (collectivités locales), Filia-MAIF, [illegible] (prévoyance militaire) [illegible] la [illegible] (mutuelle [illegible] élèves).

« AIDER LES GENS EN DÉTRESSE »

Au total, IMA compte 15 millions de [illegible] et son centre d'appels ne chôme [illegible] « Ce que nous avons recherché [illegible] départ, souligne Yves Mora, [illegible] général d'IMA, c'est [illegible] qualité [illegible] rapidité de réponse. Lorsqu'on parle de [illegible] d'appels, [illegible] jouent pas dans la même catégorie. [illegible] me paraît difficile de comparer un [illegible] d'appels ayant pour [illegible] de donner [illegible] numéros [illegible] téléphone, de fixer [illegible] rendez-vous [illegible] d'effectuer des enquêtes [illegible] satisfaction [illegible] organisme faisant de l'assistance. [illegible] nous, il faut au moins six mois pour former un technicien fiable [illegible] parfaitement opérationnel ; 5 % [illegible] la masse [illegible] l'entreprise sont consacrés à la formation continue. »

Il met en exergue le [illegible] parfois [illegible] d'IMA : « Aider les gens [illegible] entraîne un maximum d'obligations. C'est pourquoi nous voulons un personnel de qualité. Actuellement, nous employons 735 personnes dont plus de 70 % [illegible] temps partiel. Il faut savoir que les salariés qui sont par exemple employés à 40 % de temps touchent [illegible] % du [illegible] En contrepartie, nous voulons [illegible] le personnel soit au top niveau. »

[illegible] général poursuit : « [illegible] en fonction des heures de la journée, des jours de la semaine, [illegible] périodes de l'année. C'est pourquoi nous avons mis en place [illegible] organisation [illegible] rigoureuse de [illegible] personnel selon [illegible] L'été, par exemple, c'est plus [illegible] 1 000 personnes que [illegible] employons. »

Les opérateurs ont [illegible] faire face [illegible] des problèmes multiples : [illegible] aux [illegible] pour des [illegible] ou [illegible] aux personnes [illegible] ou [illegible] à l'entourage de [illegible] décédées. Tiers payant hospitalier à l'étranger, [illegible] à domicile, [illegible] habitation en [illegible] domestique, d'incendie ou d'inondation, [illegible] informatique. [illegible] un métier [illegible] complexe [illegible] sophistiqué.

Que le numéro vert d'IMA soit, dans [illegible] conditions, le plus appelé [illegible] n'est pas une surprise. [illegible] faut-il signaler que trois filiales sont nées [illegible] Madrid, à Milan et [illegible] Munich, qui permettent au centre d'appels niortais de ne pas avoir [illegible] traiter un certain nombre de communications provenant d'Espagne, [illegible] ou d'Allemagne. La future filiale d'assistance informatique et [illegible] à [illegible] (Loire-Atlantique) en mai. Cela représente pour l'assistance, à Hewlett-Packard, quelque 35 000 appels par [illegible] 1998).

Gérard Curé

La Lyonnaise des eaux emporte le contrat d'eau de la ville d'Amman

C'ÉTAIT la dernière région où la Lyonnaise [illegible] eaux, [illegible] filiale [illegible] Suez spécialisée dans [illegible] service de l'eau, n'était pas bien implantée. Après le contrat symbolique de Gaza en Palestine, la société s'enracine au Moyen-Orient. Elle a annoncé, mardi 2 février, qu'elle venait d'emporter le contrat de distribution et d'assainissement des eaux de la ville d'Amman [illegible] Jordanie (1,6 million d'habitants).

Pour cet appel d'offres, lancé par la Banque mondiale, [illegible] les grands du secteur [illegible] sont présentés : la Générale des eaux, la filiale [illegible] de Vivendi ; [illegible] Saur, filiale de Bouygues ; l'américain [illegible] ; le britannique Biwater. L'intérêt de ces grands groupes portait moins [illegible] contrat en lui-même que sur [illegible] portée technique [illegible] symbolique. En effet, même si, [illegible] terme, il peut se transformer en [illegible]sion, il ne s'agit pour l'instant que d'un contrat [illegible] gestion simple [illegible] services des eaux de cinquante [illegible] un mois, payé par [illegible] prêt [illegible] la Banque mondiale de 55 millions [illegible] dollars (48,6 millions d'euros, 318,8 millions de francs). Mais « Amman joue le rôle de précurseur dans la région. Les problèmes techniques, de qualité [illegible] d'eau sont importants, alors que les moyens financiers de la population sont réduits. Nous sa[illegible] résoudre ce type de difficultés. Cela peut avoir un effet d'entraînement [illegible] l'ensemble de la région », dit Thierry Bourbié, directeur général adjoint responsable de l'international chez Suez-Lyonnaise.

Dans la ligne de mire [illegible] Suez, comme dans celle de tous les autres grands groupes d'eau, [illegible] profile donc [illegible] marché de [illegible] le Moyen-Orient [illegible] de ses 200 millions d'habitants. Les problèmes d'eau y sont énormes. « Avec la croissance continue de la population, on a déjà dépassé les limites des [illegible] naturelles renouvelables. De nouvelles techniques de gestion de l'eau vont devoir être utilisées », souligne Christian Prot, directeur délégué, responsable du Moyen-Orient [illegible] l'Afrique chez Suez-Lyonnaise.

L'idée fait lentement son chemin. Déjà, le gouvernement du Koweït a lancé un appel d'offres sur la gestion [illegible] l'assainissement des eaux usées de [illegible] capitale. [illegible] son côté, le gouvernement égyptien envisage de déléguer la distribution de l'eau dans la ville de Suez. D'autres contrats sont en discussion dans la région. L'exemple d'Amman [illegible] y être étudié à la loupe. Suez-Lyonnaise [illegible] bien décidé [illegible] en tirer tout [illegible] parti possible pour s'imposer.

Martine Orange

Tokyu, victime de la « bulle spéculative », ne vendra plus de kimonos

TOKYO
de notre correspondant

[illegible] l'heure de [illegible] fermeture, dimanche 31 janvier, [illegible] vendeuses [illegible] les vendeurs en rangs, revêtus d'une [illegible] en [illegible] rouge [illegible] noir, [illegible] profondément inclinés sur le passage des derniers clients chargés d'énormes [illegible] « Merci de votre fidélité. » Certains ne cachaient pas leur émotion. Après l'une [illegible] plus grandes braderies qu'ait connue la capitale nippone – [illegible] milliards de yens (25 millions d'euros, [illegible] millions de francs) [illegible] un mois, 160 [illegible] clients rien que pour la journée de dimanche –, [illegible] trois [illegible] centenaire grand magasin Tokyu dans le quartier [illegible] Nihonbashi à Tokyo a fermé ses portes. Comme pour la fin d'un tournoi [illegible] sumo, [illegible] grondement de tambour suivi d'un ban [illegible] l'assistance a marqué l'événement. Ce symbole du [illegible] de [illegible] du quartier [illegible] affaires [illegible] capitale depuis [illegible] temps des shoguns [illegible] une nouvelle victime des suites de la « bulle spéculative » de la fin [illegible] années 80. [illegible] fermeture illustre la dure restructuration du [illegible]teur de la distribution.

La direction [illegible] magasin [illegible] la gestion pionnière – il fut le premier à [illegible] doter [illegible] vitrines sur la rue, d'ascenseurs, [illegible] rayons [illegible] vêtements occidentaux [illegible] à recruter [illegible] vendeuses – [illegible] lança dans l'« économie [illegible] casino », spéculant en [illegible] et sur [illegible] marché immobilier en négligeant [illegible] Après l'éclatement [illegible] la « bulle » au [illegible] de [illegible] décennie 1990, il n'a jamais réussi [illegible] relever.

L'AMABILITÉ DE SES VENDEUSES

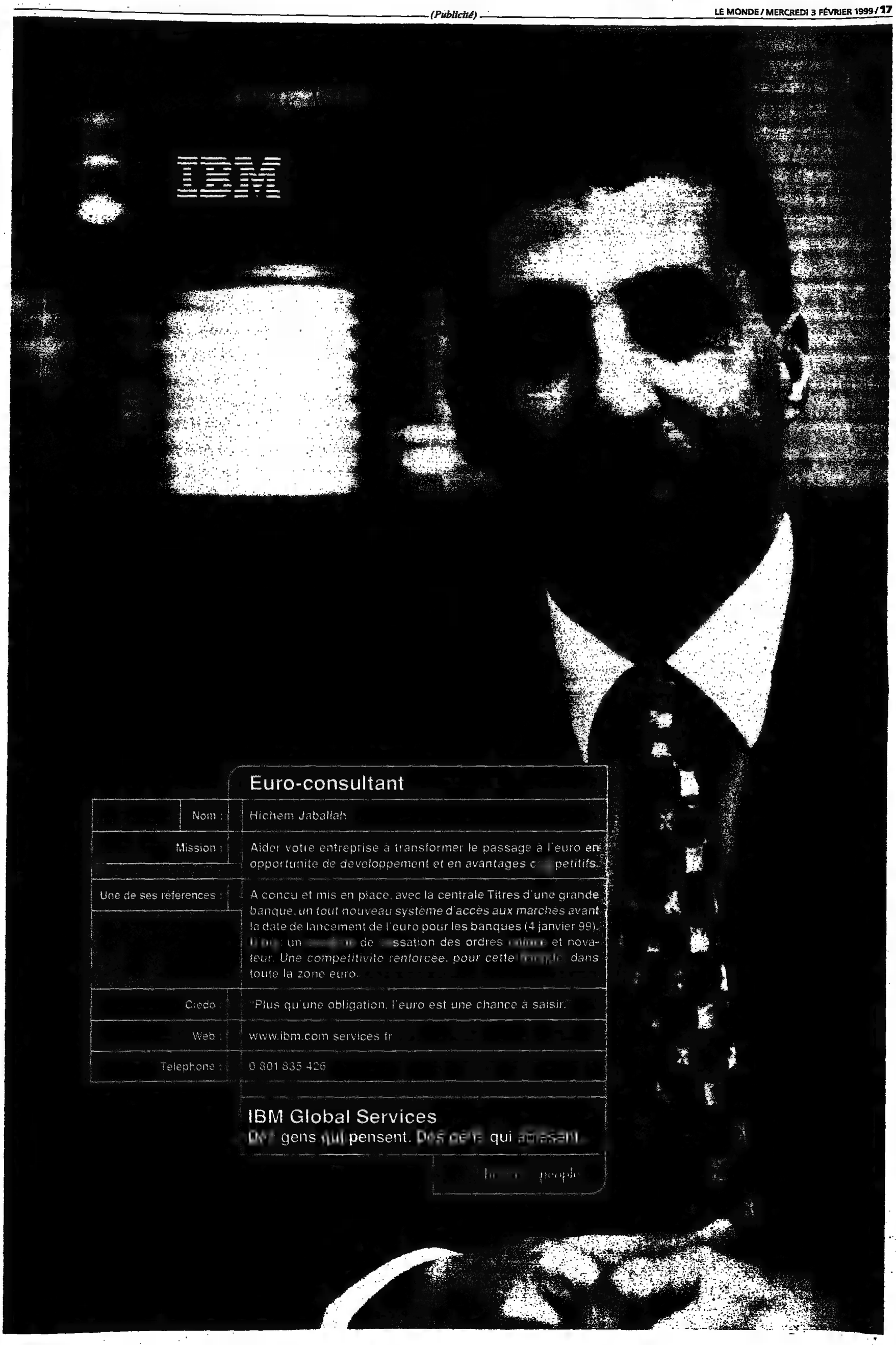
En 1997, il enregistrait une perte [illegible] 15 milliards de yens. C'est ainsi un deuxième « ruban bleu » [illegible] distribution qui baisse pavillon, après [illegible] retrait [illegible] ans [illegible] l'autocrate président [illegible] la chaîne [illegible] grandes surfaces Daiei, [illegible] Nakauchi, dont les ordres [illegible] pendant quarante [illegible] un caractère quasi [illegible]cré pour [illegible] 100 000 employés. L'expansionnisme [illegible] de M. Nakauchi s'est traduit par 2 [illegible] milliards de yens [illegible] dettes et l'effondrement du [illegible] actions. [illegible] a fer[illegible] et un points [illegible] un [illegible].

Daiei, [illegible] en [illegible] Osaka, [illegible] symbole [illegible] distribution [illegible] masse de [illegible] période [illegible] la haute croissance [illegible] années 60 qui se traduisit par une élévation générale du ni[illegible] de vie. Le magasin Tokyu de Nihonbashi, lui, était un héritage de ce capitalisme marchand qui [illegible] essor phénoménal au cours du règne des shoguns Tokugawa (1605-1868) et préparait le Japon au passage [illegible] la modernité. [illegible] en 1662, [illegible] nom [illegible] Shirokiya, ce fut l'un [illegible] plus prospères [illegible] kimonos de [illegible] capitale shogunale.

Au cours de l'ère Meiji (1868-1911), il [illegible] un grand magasin populaire. Il fut ravagé en 1932 par un incendie dans lequel périrent quatorze [illegible] employées. La petite histoire [illegible] que celles-ci, qui ne portaient pas [illegible] sous-vêtement [illegible] leur kimono (comme c'était la tradition à l'époque), aient [illegible] par [illegible] fenêtres [illegible] tendues par les pompiers. « [illegible] la suite de [illegible] incendie, écrit le quotidien [illegible] milieux d'affaires Nihon keizai, [illegible] sous-vêtements féminins partit en flèche... »

Le magasin [illegible] repris par [illegible] groupe Tokyu [illegible] en compétition [illegible] deux autres géants : Takashimaya [illegible] Mitsukoshi. L'établissement [illegible] Nihonbashi était connu, comme le [illegible] grands magasins japonais en général, pour l'amabilité [illegible] Depuis l'annonce de sa fermeture, Tokyu a reçu [illegible] milliers [illegible] lettres de clients pour lesquels [illegible] disparition marque la fin d'une époque.

Philippe Pons


IBM
Euro-consultant
Nom : Hichem Jaballah
Mission : Aider votre entreprise à transformer le passage à l'euro en opportunité de développement et en avantages c petitifs.
Une de ses références : A conçu et mis en place, avec la centrale Titres d'une grande banque, un tout nouveau système d'accès aux marchés avant la date de lancement de l'euro pour les banques (4 janvier 99). Un un de ssation des ordres et novateur. Une compétitivité renforcée, pour cette dans toute la zone euro.
Credo : "Plus qu'une obligation, l'euro est une chance à saisir."
Web : www.ibm.com services fr
Telephone : 0 801 835 426
IBM Global Services
gens qui pensent. qui
people

Les syndicats s'inquiètent du coût social de la fusion entre la Société générale et Paribas

Le président de la République a salué l'opération

Le mariage surprise de la Société générale et de Paribas a [illegible] favorablement [illegible] sur les marchés financiers. Jacques Chirac s'est félicité d'une union qui permettra [illegible] système bancaire français de « se muscler », [illegible] l'inquiétude est de mise du côté des syndicats. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré que les salariés allaient « payer lourdement » la facture des restructurations.

L'ÉVÉNEMENT du mariage entre la [illegible] générale et Paribas est d'envergure. A tel point que le président de la République Jacques Chirac, en élevant, lundi 1er février, au grade [illegible] commandeur de la légion d'honneur, [illegible] Lamfalussy, administrateur de Paribas et [illegible] président [illegible] l'Institut monétaire européen, [illegible] tenu [illegible] saluer [illegible] union. Rappelant son souhait [illegible] voir [illegible] banques françaises [illegible] muscler [illegible] [illegible] rassembler », M. Chirac [illegible] indiqué que [illegible] fusion [illegible] allait [illegible].

Du côté [illegible] syndicats, l'inquiétude est de mise. Marc Blondel, secrétaire général [illegible] Force ouvrière (FO), a déclaré à [illegible] que [illegible] [illegible] allaient « *payer lourdement* » la facture des restructurations dans le secteur bancaire. « *Je comprends parfaitement que [illegible] entreprises [illegible] [illegible] pour gagner [illegible] marchés* ». « *Je comprends moins qu'elles [illegible] fassent strictement pour faire des économies [illegible] l'emploi* », a prédit [illegible] responsable syndical. Gérard Brémon, délégué syndical FO de Paribas, [illegible] cachait [illegible] son scepticisme : « *La fusion [illegible] [illegible] Compagnie bancaire n'est même pas terminée [illegible] la direction [illegible] avait annoncé [illegible] réorganisation [illegible] Il y a moins [illegible] trois semaines. Nous ne comprenons pas [illegible] revirement stratégique de [illegible] président, qui s'était toujours démarqué de la banque de détail. Nous percevons cette opération [illegible] [illegible] absorption de [illegible] par la [illegible] générale. Il n'y aura peut-être [illegible] [illegible] licenciements, mais il y aura [illegible] [illegible] d'effectifs.* »

« *Nous [illegible] [illegible] inquiétudes [illegible] l'ensemble du système bancaire français [illegible] [illegible] opération [illegible] semble [illegible] [illegible] départ [illegible] [illegible] tions beaucoup plus importantes [illegible] l'emploi* », a souligné, [illegible] [illegible] côté, Bernard Dufil, [illegible] général de [illegible] section banques [illegible] la CFDT. [illegible] façon [illegible] surprenante, la [illegible] la plus positive [illegible] venue des délégués CGT : du côté [illegible] Paribas, tout en se montrant prudents et vigilants [illegible] l'emploi, ils se sont félicités [illegible] l'alliance avec un [illegible] français plutôt qu'avec un établissement étranger. [illegible] délégués CGT [illegible] la [illegible] générale ont eux aussi été plutôt positifs, tout en rappelant que cette opération « *ne doit pas avoir que les intérêts financiers comme motivation* ».

Les marchés financiers ont salué l'opération, mais le scepticisme est aussi [illegible] rigueur. « *L'opération [illegible] [illegible] convaincante, les synergies ont été [illegible] en évidence, [illegible] si le projet industriel sera coûteux et long [illegible] [illegible] en place* », indique [illegible] na Blanc, de Ferri. Jean-Baptiste Bellon, analyste bancaire à [illegible] [illegible] Morgan Grenfell, interrogé par l'Agence France-Presse, [illegible] [illegible] que l'opération permettrait [illegible] [illegible] [illegible] de [illegible] [illegible] [illegible] à la volatilité des [illegible] émergents. [illegible] analystes [illegible] ciers considèrent la parité d'échange [illegible] aux actionnaires de Paribas (5 SG pour [illegible] Paribas) comme « *un prix juste* ». L'action de la [illegible] générale [illegible] terminé la séance de lundi en baisse de 3,16 %, tandis que le titre Paribas s'est apprécié de 9,7 %.

NOTES SOUS SURVEILLANCE

Parallèlement, l'agence de notation Moody's a placé, lundi, sous surveillance négative les notes de [illegible] Société générale, [illegible] positive celles de Paribas. L'agence précise dans un communiqué que la nouvelle évaluation des deux banques se basera sur les bénéfices qui seront tirés de la « *diversité* [illegible] » des revenus de la nouvelle entité et sur le « *potentiel d'expansion* » que pourrait représenter ce mariage, aussi bien au niveau de la banque de détail que de la banque d'investissement, en France ou à l'étranger. L'agence pointe [illegible] doigt [illegible] « *forte exposition dans les marchés émergents* » du futur établissement et la complexité du processus de fusion à laquelle il devra faire face, encore aggravée par des « *cultures quelque peu différentes* ». L'agence de notation Fitch IBCA a elle aussi placé sous surveillance les notes de la Société générale et de Paribas. Même écho chez certains analystes, qui estiment que le profil de risque du nouveau groupe est encore élevé, même si ses dirigeants ont affirmé que leur intention était de le réduire.

Sophie Fay et Pascale Santi

AXA et Allianz [illegible] égalité dans le capital de SG-Paribas

Les assureurs AXA et Allianz seront [illegible] égalité dans le capital de SG-Paribas, après les salariés (4,5 % du capital). Si tous les titres sont apportés [illegible] l'offre d'échange, [illegible] groupe de Claude Bébéar aura une participation de 3,61 [illegible], [illegible] [illegible] [illegible] coude avec Allianz-AGF, [illegible] 3,5 %. Al[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] part légèrement supérieure si les AGF n'avaient [illegible] [illegible] participation en [illegible] [illegible] générale ces [illegible] mois. [illegible] égalité en capital devrait se traduire en droits [illegible] vote, les dirigeants de SG-Paribas souhaitant la suppression des droits [illegible]. Les autres actionnaires sont l'assureur britannique CGU (1,5 %), l'assureur japonais Meiji Life (1,6 [illegible]) et Alcatel (1,2 %). Pour [illegible] Bébéar, qui sera administrateur du nouveau groupe, ce rapprochement est « *une bonne chose* ». « *L'important, à mes yeux, est que le secteur bancaire français se réorganise* », a-t-il dit, dans *La Croix* du 2 février.

Le premier coup d'une inévitable réaction en chaîne

ANALYSE

En prenant [illegible] longueur d'avance, SG-Paribas laisse [illegible] concurrents bien isolés

DANIEL BOUTON, PDG de la [illegible] générale [illegible] vice-président [illegible] futur groupe SG-Paribas, vient [illegible] [illegible] une [illegible] belle opération. En convaincant André Lévy-Lang, le président du [illegible] de [illegible] bas, de sortir [illegible] [illegible] politique d'indépendance pour rejoindre la banque de La Défense, il [illegible] [illegible] preuve d'une grande habileté.

L'annonce de [illegible] plus importante [illegible] française [illegible] d'un nou[illegible] jour [illegible] homme que beaucoup jugeaient trop arrogant pour séduire un partenaire comme M. Lévy-Lang. [illegible] [illegible] [illegible] le dossier [illegible] lyonnais avait beaucoup contribué à [illegible] mau[illegible] réputation. Il paraissait plus isolé que les présidents de la BNP, [illegible] Paribas ou même du Crédit lyonnais. *Il vient de démontrer* qu'il n'avait [illegible] [illegible] personne pour prendre l'initiative.

[illegible] que [illegible] dirigeants de [illegible] – et surtout certains de ses actionnaires – [illegible] donné les premiers signes d'une [illegible] stratégique, M. [illegible] [illegible] su agir [illegible] [illegible]. Les [illegible] très brèves entre les deux banques l'ont montré. Elles se [illegible] déjà [illegible] intimement [illegible] la [illegible] [illegible] pourparlers de 1997.

M. Bouton a surtout su agir souplement, faisant [illegible] [illegible] orgueil personnel et [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]. Il [illegible] [illegible] – temporairement – [illegible] titre [illegible] président, [illegible] entre parenthèses [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] générale, [illegible] [illegible] un [illegible] « SG » devant un long Paribas, accepté que [illegible] siège du nouveau groupe [illegible] [illegible] terrain neutre et [illegible] [illegible] [illegible] Défense, [illegible] approuvé un organigramme [illegible] dosé. « *Il a agi [illegible] l'américaine,* [illegible] *dans [illegible] fusions successives qui ont permis de construire la nouvelle Chase Manhattan, [illegible] laissant la présidence au plus âgé [illegible] [illegible] présidents* », souligne un industriel français. [illegible] [illegible] qu'il a pris [illegible] coup dur avec la crise financière. Il a de fait confessé que la rentabilité de la banque d'investissement avait été très mauvaise, voire nulle en 1998. Il y aurait appris une [illegible] modestie.

Il [illegible] [illegible] toutefois pas s'y tromper. Le vice-PDG [illegible] SG-Paribas [illegible] au moins aussi égal que son PDG, et derrière l'équilibre subtil de l'organigramme, les puissants lieute[illegible] de M. Bouton, Philippe Citerne, pour la banque [illegible] réseau et la gestion d'actifs, et [illegible] Duver[illegible], pour [illegible] banque d'investissement, [illegible] omniprésents. Derrière eux toutefois, [illegible] « quadras » de Paribas – qui a su organiser l'émer[illegible] d'une jeune génération [illegible] managers, [illegible] [illegible] [illegible] semble l'avoir [illegible] [illegible] [illegible] générale –, [illegible] [illegible] bien placés. [illegible] eux de donner au nouvel ensemble les [illegible] humains d'avoir la straté[illegible] conquérante [illegible] par [illegible] nouveaux dirigeants.

Pour MM. Bouton et Lévy-Lang, [illegible] sera une plate-forme de développement et de croissance externe, [illegible] France comme [illegible] Europe. Déjà, en annonçant le retrait des recours déposés devant [illegible] Cour [illegible] Luxembourg contre le sauvetage du Crédit lyonnais approuvé par Bruxelles, ils montrent qu'ils sont déterminés à jouer un rôle dans [illegible] privatisation [illegible] la banque. S'ils montrent peu d'illu[illegible] sur les perspectives d'acquisi[illegible] aux Etats-Unis, leurs ambitions devraient s'élargir très vite au reste de l'Europe, et notamment à l'Europe du Sud.

LE DOSSIER CRÉDIT LYONNAIS

[illegible] ont pris [illegible] longueur d'avance sur toutes les autres banques françaises, comme l'avait fait en son temps AXA en prenant le contrôle de l'UAP. Comme dans l'assurance, cette première fusion risque de déclencher des [illegible] en chaîne. Tous les financiers parisiens en sont conscients : des dirigeants [illegible] Crédit agricole, qui viennent de perdre leur suprématie dans l'Hexagone à ceux du CCF, dont l'indépendance [illegible] chaque jour plus menacée, en passant par le président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, qui voit ses schémas de privatisation chamboulés. Il misait sur la construction d'un axe Lyonnais-Paribas, *via* le noyau dur que constituera l'Etat avant de mettre la banque publique sur le marché. Il n'a été prévenu que très tardivement de la volte-face [illegible] M. Lévy-Lang et ne cache pas son amertume. [illegible] lundi, [illegible] banque publique réaffirmait : « *C'est évidemment Bercy qui choisira nos actionnaires, mais nous pensons toujours que des partenaires complémentaires sont préférables à [illegible] concurrents directs* », ce que sont le nouveau [illegible] ou la BNP. L'alternative pourrait être des partenaires étrangers, voire mutualistes...

A Bercy, on rappelle que toutes les candidatures conformes au cahier des charges seront bienvenues, sans exclusive. Celle du nouveau SG-Paribas sera examinée au même titre que celles de la BNP ou [illegible]. Si [illegible] [illegible], le PDG de la BNP, qui a repris aujourd'hui le flambeau du plus isolé des banquiers français, veut avoir [illegible] bonnes chances, il devra [illegible] [illegible] pour séduire [illegible] dirigeants [illegible] Lyonnais et peaufiner son [illegible] pour la Commission [illegible] privatisation. L'échec qu'il a essuyé auprès de Paribas – qu'il n'a pas su convaincre avant la [illegible] générale – n'est pas de nature [illegible] lui donner confiance en lui.

Sophie Fay

Le repli de l'euro face au dollar s'accentue

Déjouant les pronostics, la monnaie européenne ne cesse, depuis un mois, de faiblir. Lundi, elle valait moins de 1,13 dollar

LES EXPERTS étaient nombreux [illegible] annoncer, début janvier, une envolée de l'euro. La nouvelle devise européenne, expliquaient-ils, allait vite [illegible] [illegible] le dollar comme monnaie de réserve internationale, [illegible] [illegible] [illegible] en [illegible] [illegible] [illegible] tisseurs asiatiques. Au point que plusieurs dirigeants politiques et monétaires européens avaient commencé à exprimer publiquement leurs craintes d'un euro surévalué. [illegible] [illegible] pronostics ont [illegible] déjoués. Depuis un mois, la mon[illegible] européenne n'a cessé [illegible] perdre [illegible] terrain. [illegible] [illegible] tombée, [illegible] 1er février, sous la barre [illegible] 1,13 dollar, contre 1,18 dollar [illegible] 4 janvier. Exprimée en monnaie nationale, la valeur [illegible] billet vert est passée [illegible] 5,55 [illegible] 5,80 francs [illegible] [illegible] de [illegible] période. [illegible] [illegible] 2 février, l'euro se [illegible] [illegible]gèrement, à 1,1320 dollar.

L'accès [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] doit d'abord [illegible] interprété [illegible] [illegible] conséquence [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] du [illegible]. La devise [illegible] profite pleinement [illegible] [illegible] vigueur exceptionnelle de l'économie [illegible] Etats-Unis. Le ralentissement annoncé outre-Atlantique [illegible] [illegible] économistes se [illegible] toujours attendre : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5,6 %, en rythme annualisé, au quatrième trimestre de 1998. Sur l'ensemble de l'année, la croissance a atteint 3,9 %, soit sa huitième [illegible] [illegible] d'expansion, la plus longue de l'après-guerre. Et les premières statistiques disponibles pour janvier, [illegible] l'indice [illegible] directeurs d'achats (en hausse de 4,2 points), n'indiquent aucun essoufflement. La principale [illegible] économique [illegible] [illegible] [illegible] Blanche, Janet Yellen, a jugé, lundi, qu'il n'y avait pas de signes [illegible] qui me[illegible] pour l'instant la croissance [illegible] l'économie américaine pour 1999 : le projet de budget repose sur [illegible] hypothèse de [illegible] de 2 %.

La « *santé éblouissante* » de l'économie américaine, pour [illegible] prendre l'expression utilisée par le président [illegible] la Réserve fédérale (Fed) des Etats-Unis, Alan Greenspan, pourrait trouver [illegible] traduction monétaire. [illegible] les experts s'attendaient à ce que le conseil de la Fed, [illegible] mardi 2 [illegible] mercredi 3 février, [illegible] inchangés [illegible] taux directeurs, [illegible] n'excluent plus [illegible] [illegible] derniers [illegible] relevés [illegible] [illegible] [illegible] prochains [illegible]. Tout dépendra de l'impact qu'aura [illegible] crise financière au [illegible] [illegible] l'économie américaine. Une [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] la [illegible] augmenterait [illegible] la rémunération [illegible] l'attrait du dollar.

CROISSANCE LIMITÉE

La situation économique, et donc monétaire, est très différente en Europe, où les experts ne [illegible] [illegible] réviser à la [illegible] [illegible] prévisions [illegible] croissance. Selon [illegible] estimations [illegible] l'institut de conjoncture allemand IFO, pu[illegible] [illegible] [illegible] janvier, celle-ci [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] Europe de l'Ouest à 2 % en 1999, contre 2,8 % en [illegible]. [illegible] analystes [illegible] la banque américaine Morgan Stanley prévoient pour leur [illegible] [illegible] croissance limitée à 1,9 [illegible] en 1999 dans la zone euro. [illegible] [illegible] [illegible] une progression du PIB [illegible] 1,3 % en [illegible] [illegible] Allemagne et de 1,9 % en France et en Italie.

Conséquence de ce ralentissement économique en Europe, qui s'accompagnerait d'une nouvelle baisse du rythme [illegible] les [illegible] [illegible] Morgan Stanley prévoient un assouplissement [illegible]portant de la politique [illegible] de la Banque [illegible] européenne (BCE). [illegible] [illegible] [illegible] cette dernière doit agir avant que le taux d'inflation ne tourne autour de 0 %, ce qui rendrait inefficace toute ini[illegible] monétaire, comme l'expé[illegible] japonaise l'a démontré. Selon eux, le conseil des gouverneurs [illegible] la BCE ramènera son principal taux directeur à 2,25 % dans les six prochains mois, contre 3 % actuellement. Le conseil se réunit, jeudi [illegible] février, à Francfort.

Pierre-Antoine Delhommais

François Lemasson nommé gouverneur du Crédit foncier

JÉRÔME MEYSSONNIER ne sera pas renouvelé à la tête du Crédit foncier [illegible] [illegible] (CFF), établissement [illegible] crédit spécialisé [illegible] l'immobilier, dont [illegible] a [illegible] prendre le [illegible] et qu'il a essayé sans succès de vendre en 1998. Son mandat de trois ans est arrivé [illegible] [illegible] vendredi 29 janvier. Son successeur devait [illegible] nommé en conseil des ministres mercredi 3 février. Selon le quotidien *Les Echos* du 2 février, [illegible] [illegible] François Lemasson, 55 [illegible], actuellement pré[illegible] du directoire du Consortium de réalisation (CDR), la structure qui a repris les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais en 1994. M. Lemasson devra mener [illegible] bien la [illegible] du CFF selon un cahier [illegible] charges [illegible] le ministère de [illegible] établira, [illegible] que [illegible] aura [illegible] la [illegible] recapitalisation [illegible] l'établissement. [illegible] Lemas[illegible], ancien chef du bureau logement au Trésor, a restructuré [illegible] Comptoir des entrepreneurs en 1993 au plus dur de la crise. Il connaît particulièrement bien les problèmes immobiliers.

Naissance de l'Interpol boursier

LES AUTORITÉS DE SURVEILLANCE BOURSIÈRE [illegible] 17 [illegible] européens réunis au sein de [illegible] (Forum of European Securities Commissions) ont ratifié, lundi 1er février, une convention multilatérale d'échange d'informations [illegible] [illegible] surveillance [illegible] [illegible] financières donnant naissance à un Interpol boursier baptisé Fescopol. Celui-ci sera présidé par Michel Prada, actuel président [illegible] la Commission [illegible] opérations de Bourse. [illegible] ce dernier, Fescopol « *facilitera [illegible] [illegible] d'enquêtes transfrontalières [illegible] assurera une surveillance renforcée [illegible] opérations effectuées sur l'ensemble [illegible] marchés, au [illegible] [illegible] l'espace unifié des marchés [illegible] capitaux* ».

Immatriculations automobiles en hausse de 13,6 % en janvier

LE MARCHÉ AUTOMOBILE FRANÇAIS poursuit sur sa lancée de 1998 (+ 13,5 %). [illegible] ventes de [illegible] particulières neuves ont aug[illegible] de 13,6 % en janvier (données brutes) par rapport au même mois de l'année dernière, à 157 035 unités, [illegible] annoncé, lundi 1er février, le [illegible] des [illegible] français d'automobiles (CCFA). [illegible] nombre de jours comparables, la hausse est de 19,3 %. Les Français détiennent 57,5 [illegible] du marché (contre 56,5 % il y a un an). En tête, Renault a augmenté ses ventes de 19,7 % à 48 008 unités, avec une part de marché de 30,6 % (contre 29 % un an plus tôt). La part de marché de Peugeot reste stable à 16,2 %, avec des immatriculations en progression de 13,4 %, à 25 524 unités. Celle de Citroën diminue à 10,7 % (contre 11,1 %), avec des ventes en croissance de 8,5 %, à 16 721 unités. Volkswagen a accru ses ventes de 25,8 %, à 17 640 unités, et General [illegible] de 21,6 %, à 10 193. Fiat a reculé de 10 %, à 8 578 unités.

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOI

OFFRES

AGENCE DE PRESSE MEDICALE (REUTERS COMPANY)

RECRUTE

REDACTEUR EN CHEF

- Basé à Paris
- Solide expérience Journalistique exigée
- Anglais courant

Merci envoyer candidature [illegible]
APM INTERNATIONAL
Service [illegible] Ressources Humaines
91, avenue [illegible] la République
75540 PARIS Cedex 11.

Lycée français Niamey, Niger, rech. résidents instits [illegible] [illegible] hist.-géo., angl., EPS, SES. Fax : 00227734243

Société allemande recrute en CDD pour le monde entier (Turquie, Suède, Arabie saoudite, etc.) [illegible] en raffinerie, chimie, pharmaceutique, etc. Bilingue anglais indispensable. Envoyer C.V. avec photo à W.L.S. GmbH, Postfach 650364, D-66142 Saarbrücken

DEMANDES

J.F. sérieuse, motivée, [illegible] ans, parlant néerlandais, bac tourisme (étud. à Bruxelles), ch. emploi réceptionniste, hôtesse d'accueil, employée de bureau. Tél. : 06-82-33-32-92

H. 49 ans, juriste, spécialiste relat. administr., usagers domaines sociaux ; 25 a. exp. serv. public, étud. ttes propos. travail social, ONG, associat. Ecrire sous n° 9903 MONDE PUBLICITÉ 21 bis, rue Claude-Bernard 75005 Paris

KINÉ EN NEURO-PÉDIATRIE éveil moteur du nourrisson ch. pl.-tps. T. : 01-34-43-86-30

Pour vos annonces dans **L'EMPLOI**
Tél. : 01.42.17.39.33
Fax : 01.42.17.39.38

La publicité à la télévision attise les luttes de pouvoir en Russie

La régie publicitaire de la première chaîne du pays vient d'être concédée au groupe de Rupert Murdoch après l'éviction d'une agence moscovite dont les méthodes sont dénoncées comme s'apparentant à un racket

MOSCOU
[redacted] notre envoyée spéciale

Le 11 décembre 1998, [redacted] hommes cagoulés appartenant [redacted] la police fiscale perquisitionnaient, l'arme [redacted] poing, [redacted] bureaux moscovites du conglomérat publici[redacted] Premier SV [redacted] inculpaient [redacted] deux actionnaires, Sergueï Lissovski [redacted] Vladimir Jetchkov, pour « *fraude fiscale* » (*Le Monde* [redacted] 1998). Sergueï Lissovski, [redacted] dandy de trente-sept [redacted], élégant [redacted] photogénique, devenu [redacted] *grâce* [redacted] *son* [redacted] *de régisseur publicitaire exclusif de la chaîne de télévision ORT* – la seule [redacted] de l'Ukraine [redacted] l'Azerbaïdjan –, aurait « oublié » [redacted] payer 1,1 million [redacted] roubles (envi[redacted] 300 000 francs) [redacted] l'administra[redacted] fiscale [redacted] Les publicitaires s'étonnent : [redacted] démonstration [redacted] force [redacted] paraît disproportionnée.

Quinze jours plus tard, le [redacted] décembre, Boris Berezovski, un homme [redacted] proche [redacted] la famille Eltsine, et qui possède indirectement 11 % d'ORT, écarte Premier SV. Depuis le 1er janvier, les [redacted] *publicitaires d'ORT* [redacted] censées être collectées par une *joint-venture* associant Logovaz, [redacted] conglomérat [redacted] M. Berezovski, [redacted] Corp, le groupe du magnat australo-américain Rupert Murdoch. Boris Berezovski reprend donc, [redacted] théorie, [redacted] la chaîne qui a contribué [redacted] la réélection [redacted] Boris Eltsine en 1996, avant [redacted] électorales [redacted] décembre (législatives) puis [redacted] juin [redacted] (présidentielle).

Tandis qu'au siège de News Corp, à New York, [redacted] détail *n'est* [redacted] *ce partenariat*, [redacted] *témoin* [redacted] *fait difficilement* [redacted] *: Sergueï* [redacted] continue [redacted] se présenter comme l'intermédiaire obligé pour la pu[redacted] sur ORT, malgré un courrier laconique, le [redacted] 1998, signé Igor Chabdourassoulov, le [redacted] la chaîne, expliquant [redacted] le nom de la société [redacted] changé mais que les interlocuteurs [redacted]. La confusion [redacted] totale [redacted] les professionnels [redacted] profitent pour dénoncer, [redacted] d'anonymat, le racket dont [redacted] l'objet leurs clients depuis plu[redacted] années.

La fortune [redacted] MM. [redacted] Jetchkov, qui possèdent plus [redacted] *trente-deux sociétés – dont* [redacted] du français [redacted] International [redacted] –, serait [redacted] fruit d'habiles mouvements [redacted] trésorerie [redacted] au détriment d'ORT. « *Cette chaîne* [redacted] *filon*, [redacted] un publicitaire [redacted] *Elle draine environ* [redacted] *% des* [redacted] *publicitaires* [redacted] *la télévision.* » [redacted] *sur les* [redacted] *millions de dollars* [redacted] millions d'euros) [redacted] ORT *par* [redacted] *annonceurs* [redacted] 1997 (selon [redacted] Média, qui [redacted] la *publicité* [redacted] *à 1,4 milliard de dollars*), Premier SV n'au*rait versé que* [redacted] *millions* [redacted] *la* chaîne semi-publique, dont le budget [redacted] pourtant exclusivement financé par la publicité. Fixées contractuellement chaque année [redacted] versées depuis [redacted] la fin de chaque trimestre, [redacted] publicitaires minimales garanties par Premier SV [redacted] seraient élevées [redacted] millions [redacted] dollars par [redacted] (8,8 millions d'euros), 18 millions en [redacted] millions en [redacted]

[redacted] a convaincu [redacted] principaux annonceurs étrangers, comme Procter & Gamble, Mars, [redacted] ou Stimorol (les cinq plus [redacted] *représentant environ* [redacted] investies [redacted] télévision), [redacted] *prépayer* [redacted] « *Ces entreprises* [redacted] *la trésorerie*, [redacted] *peuvent payer d'avance. En échange, on leur obtenait des ristournes allant jusqu'à 60 %* », explique un publicitaire.

> Devenu publicitaire après avoir été organisateur de concerts, M. Lissovski est connu pour ses liens avec certains caïds de la mafia

Le calendrier [redacted] précis. En août, [redacted] recommandations d'achat d'espace [redacted] proposées pour l'année, [redacted] septembre, elles [redacted] approuvées et, entre novembre [redacted] décembre, l'argent [redacted] arriver en Russie. « *Il fallait payer des arrhes – environ 10 % à 15* [redacted] *– avant fin décembre* [redacted] *le solde au plus* [redacted] *en mars*, [redacted] l'un [redacted] principaux publicitaires moscovites. *Avec les arrhes perçues, Premier SV payait* [redacted] *ORT* [redacted] *garantie du premier trimestre, puis l'argent, inutilisé en Russie, commençait à repartir à l'étranger à partir du deuxième trimestre.* »

Au début, « *les sommes étaient modestes, mais en 1996, puis en 1997*, [redacted] *commencé à transférer* [redacted] *considérables* [redacted] *comptes personnels*, confirme un [redacted] professionnel. *J'ai versé 18* [redacted] *de* [redacted] *en* [redacted] *bénéfice personnel* [redacted] *Lissovski et* [redacted] *Jetchkov : cela pouvait être de l'argent sur* [redacted] *comptes numérotés* [redacted] *Suisse*, [redacted] *factures pour* [redacted] *acquisitions* [redacted] *leurs frais* [redacted] *en Russie et à l'étranger* ».

Privée [redacted] arrivées [redacted] et frappée par la crise financière d'août 1998, ORT [redacted] exsangue. La chaîne flirte depuis un [redacted] avec le dépôt [redacted] bilan. Prenant progressivement conscience [redacted] la fragilité financière de [redacted] chaîne, Boris [redacted] aurait eu, [redacted] juin 1998, une [redacted] *virulente* [redacted] *Sergueï* Lissovski sur un yacht loué à Cannes, lors [redacted] la publicité, raconte un témoin de la scène. Cette dispute aurait consommé la rupture [redacted] les [redacted] anciens partenaires. La réputation [redacted] Lissovski a fait le [redacted]

[redacted] publicitaire après avoir été organisateur [redacted] concerts, M. [redacted] pour [redacted] avec certains [redacted] la mafia. On lui reproche notamment [redacted] s'être associé à Sergueï Mikhaïlov, qui fut un temps soupçonné d'être l'un [redacted] plus importants chefs [redacted] (*Le Monde* du 2 décembre 1998), [redacted] une discothèque moscovite, le Lis's. Le patron [redacted] Premier SV fut, [redacted] ailleurs, entendu dans l'enquête sur le meurtre [redacted] l'ancien patron d'ORT, Vladislav Listiev, [redacted] d'une balle dans la tête le [redacted] 1995. Mais l'affaire n'a toujours [redacted] jugée.

Le gouvernement, en lutte [redacted] avec M. [redacted] depuis la désignation en septembre du premier [redacted] Evgueni Primakov, [redacted] approuvé, le 21 janvier, un [redacted] contre la [redacted]ruption qui prévoit d'arrêter les [redacted] ayant accumulé illégale[redacted] à l'étranger et [redacted] confisquer leurs avoirs. Le but : lutter [redacted] « *le gaspillage des ressources publiques* ».

[redacted]

Les films américains en tête de l'Audimat

MADAME DOUBTFIRE. Les Trois Frères et *Bodyguard* sont [redacted] trois films [redacted] hertziennes (hors Canal Plus) qui ont *remporté le plus grand succès* d'audience [redacted] cours [redacted] neuf pre*miers mois de l'année 1998*, [redacted] une étude du [redacted] national du ci*néma (CNC) réalisée* [redacted] *don*nées Médiamétrie. [redacted] quatorze meilleures audiences [redacted] réali[redacted] sur TF 1. A noter que, [redacted] cinquante films les plus regardés au petit écran, trente-deux [redacted] américains, seize français [redacted] seulement deux provenaient d'autres [redacted]

DÉPÊCHES

■ **INTERNET : Bertelsmann [redacted] Havas lancent BOL France, nou[redacted] en ligne [redacted] de livres.** Annoncée lundi 1er février, [redacted] librairie électronique [redacted] dé[redacted] 50/50 par les deux partenaires. BOL France sera [redacted] jeudi 4 février, [redacted] l'ambition d'être « *le numéro* [redacted] *de la* [redacted] *de livres* [redacted] *Internet dans les* [redacted] *langue française* », prévolent Bertelsmann [redacted] Havas. – (*AFP.*)

■ ***PRESSE*** **: le [redacted] chargé [redacted] la [redacted] du fonds [redacted] la modernisation [redacted] la presse quo**[redacted] en fonction, vendredi [redacted] février. Il sera présidé par [redacted] Bruno Lasserre. [redacted] est [redacted] taxe de 1 % sur [redacted] dépenses [redacted] publicité [redacted] média. [redacted] ont été [redacted] 139 millions de [redacted] en [redacted]

■ **AUDIOVISUEL : [redacted] Trautmann, ministre [redacted] culture et de la communication,** [redacted] *présenter, mardi 2 février*, à une réunion intergroupes [redacted] la majorité « plurielle » [redacted] grandes [redacted] de son projet [redacted] loi sur l'au[redacted] et [redacted] teur privé (*Le* [redacted] janvier).

L'élection du PDG de l'AFP dans l'impasse

LE FEUILLETON de l'élection du nouveau président de l'Agence [redacted] qui doit [redacted] à Jean Miot, dont le mandat expire mardi 2 février [redacted] minuit, est loin d'être terminé. Le conseil [redacted] de [redacted] devait se réunir mardi 2 février en début d'après-midi, en principe pour constater la fin du mandat [redacted] l'actuel PDG, mais sans pour autant procéder [redacted] l'élection [redacted] futur patron de l'agence. Pourtant prévisible, la situation est bel et bien bloquée, faute de candidatures de consensus. A moins d'un retournement de dernière minute.

Jean [redacted] briguait un [redacted] ses chances étaient d'autant plus minces qu'il [redacted] fait l'objet [redacted] vives [redacted] sur sa gestion dans un rapport de l'inspection des finances. De plus, son plan de relance [redacted] été critiqué par Bercy et les syndicats. Les candidatures pour [redacted] succession ont [redacted] jour [redacted] une dizaine de jours, [redacted] directeur général de *Sud-Ouest*, [redacted] Jeantet, a finalement renoncé [redacted] s'engager dans la course à la présidence. Lundi 1er février, malgré un soutien explicite à la fois de la presse quotidienne régionale et du gouvernement, l'autre principal postulant, Bernard Porte, ancien PDG du groupe Bayard, n'a pas voulu revenir sur sa dé[redacted] ne plus concourir (*Le Monde* du 30 janvier 1999).

A la fin du mandat de l'actuel président, rien, dans les statuts de l'agence, n'oblige le conseil d'administration à procéder dans la foulée [redacted] un vote. Une période de [redacted] maximum devrait s'ouvrir, [redacted] cours de laquelle l'agence serait présidée par le vice-président du [redacted] d'administration, Jean-Louis Prévost, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale [redacted] et [redacted] de *La Voix* [redacted] *Nord*.

Le conseil d'administration de l'AFP compte huit représentants [redacted] la presse (Jean-Louis Prévost ; Dominique Alduy, directeur général de la SA Le Monde ; Philippe Micouleau, PDG d'Agefi SA ; [redacted] Howiller, directeur [redacted] *Dernières* [redacted] *d'Alsace* ; Jean-Pierre Caillard, [redacted] de La Montagne Centre-France ; Edouard Coudurier, directeur général du *Télégramme de Brest*, et le poste laissé vacant depuis la démission de [redacted] Jeantet). Francis Beck, [redacted] de l'INA, et Jean-Marie Cavada, PDG de Radio-France, représentent [redacted] public. Le [redacted] représentants de [redacted] ainsi [redacted] représentants du personnel.

« SE DONNER DU TEMPS »

Elu pour trois ans, le PDG devra recueillir douze voix [redacted] moins (sur quatorze, puisque [redacted] successeur de [redacted] *qui pourrait être Jean-Pierre Milet, PDG de La Provence*, n'est pas encore nommé). De plus, les représentants du personnel [redacted]ment de participer au vote. Il lui faudra donc une majo[redacted] absolue.

« *Il faut se donner du temps pour rechercher* [redacted] *didature*, [redacted] *concerter* », explique [redacted] administrateur. [redacted] encore en lice, lundi 1er février, Jean-Pierre Hoss, ancien PDG de la SFP puis ancien directeur général adjoint d'Air France sous la présidence de Christian Blanc. Son principal handicap est de ne pas être issu [redacted] rangs de [redacted] presse écrite. [redacted] ailleurs, Philippe Amyot d'Inville, directeur général d'*Ouest France*, pourrait tenter de rallier les suffrages de la presse régionale. Enfin, le nom du diplomate Bernard Miyet reste aussi fréquemment cité. Ce flou sur le prochain PDG suscite [redacted] nombreuses [redacted] syndicales. Le SNJ-CGT exige « *du collège presse et des pouvoirs publics qu'ils* [redacted] *comportent en responsables* », alors que [redacted] SNJ [redacted] aux administrateurs de « *doter l'agence des moyens de remplir* [redacted] *rôle mondial* ». La CFTC souhaite que chaque [redacted] présente un [redacted] écrit. Enfin, pour la [redacted] des journalistes, l'AFP « *attend un* [redacted] *compétent, entouré d'une équipe crédible, chargé* [redacted] *en* [redacted] *un projet d'entreprise cohérent* ».

Nicole Vulser

(Lire aussi notre éditorial p. 14.)

« L'Yonne républicaine » crée un atelier d'écriture pour les demandeurs d'emploi

AUXERRE
de [redacted] *correspondant*

« *C'est bon* [redacted] *l'usage des* [redacted] *de reprendre la parole*, [redacted] *partager* [redacted] *émotions avec d'autres* ». Depuis qu'elle a décou[redacted] l'atelier d'écriture [redacted] *L'Yonne républicaine*, Delphine revit. Pour rien au monde elle ne manquerait ces séances de travail désormais ri[redacted] Deux [redacted] par semaine, [redacted] rejoint Maryline, Nicolas, Gilles [redacted] d'autres [redacted] siège du quotidien d'Auxerre. Ils [redacted] vingt-cinq [redacted] cinquante-six ans ; ils sont tailleurs [redacted] pierres, comptables, ingénieurs, secrétaires, [redacted] qualification. Tous sont [redacted] recherche d'un emploi depuis quelques années [redacted] quelques mois. Tous ont des « *choses* [redacted] *dire* ». Une fois par mois, *L'Yonne républicaine* leur [redacted] une [redacted] Cet espace, qu'ils [redacted] baptisé « Noir sur blanc », leur appartient.

La première « Noir sur blanc » [redacted] parue en octobre [redacted] Marie-France Billet, initiatrice du projet et responsable [redacted] l'atelier, a alors savouré [redacted] victoire. « *La perte d'un emploi entraîne trop souvent la perte d'un réseau social* [redacted] *amical qui permettait* [redacted] *communiquer*, explique-t-elle. *La* [redacted] *arrive vite* [redacted] *avec* [redacted] *sentiment* [redacted] *plus appartenir au même monde que* [redacted] *autres* ». Elle voulait une page pu[redacted] régulièrement, elle a convaincu Alain Boulonne, directeur général [redacted] *L'Yonne républicaine*. « [redacted] *décidé d'accueillir cet* [redacted] *d'ouvrir nos colonnes à tous* [redacted] *qui y participent. Leur parole* [redacted] *ainsi directement transmise*, [redacted] *médiateur* », dit-il.

[redacted] FOI

La rédaction du journal a soutenu le projet. [redacted] conseil général [redacted] l'Yonne [redacted] octroyé une aide [redacted] 000 francs. L'atelier [redacted] demandeurs d'emploi [redacted] fonctionne par groupes [redacted] huit. Chacun s'engage [redacted] participer à [redacted] de travail pendant quatre mois. L'après-midi dé[redacted] par un échange. « *Là, tout sort en* [redacted] *c'est* [redacted] *seul* [redacted] *pagaille organisée* », explique Marie-France Billet. « *Puis* [redacted] *choisissons le thème de la page et décidons l'angle* [redacted] *articles. Ensuite, chacun écrit, apprend à structurer un* [redacted] *manière claire* [redacted] *respectueuse du lecteur,* [redacted] *tenir compte des contraintes* [redacted] *la maquette, etc.* ».

La galère des entretiens d'embauche, [redacted] coup [redacted] cœur pour [redacted] film, le désespoir [redacted] jours [redacted] fin : ils couchent noir sur blanc les petits bonheurs et les grands mal[redacted] de leur vie. Sans amertume et toujours [redacted] Les rédacteurs de « [redacted] sur blanc » [redacted] également appris [redacted] règles [redacted] la déontologie : pas question [redacted] régler [redacted] comptes ou de se livrer à [redacted] attaques outrancières. Ils signent leurs articles ; [redacted] prénom et ce nom apposés en bas [redacted] chaque [redacted] sont [redacted] merveilleux sésames. Maryline en [redacted] encore abasour[redacted] : « *Avant, je n'avais pas la parole et, maintenant, mes* [redacted] *lus par* [redacted] *milliers* [redacted] *personnes.* [redacted] *m'a permis d'établir* [redacted] *nouvelles relations avec mon père, qui comprend mieux* [redacted] *difficulté des sans-emploi.* [redacted] *même, mon voisin,* [redacted] *lequel je n'avais* [redacted] *conversation, me parle désormais.* »

Vincent Roussot

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ROHM AND HAAS : le chimiste américain a annoncé,** lundi 1er février, le rachat [illegible] son compatriote [illegible] International pour 4,9 milliards [illegible] dollars (4,33 milliards d'euros). Cette opération créera, dans la chimie [illegible] spécialités, un groupe de 6,5 milliards de [illegible] (5,6 milliards d'euros) [illegible] d'affaires, intervenant dans [illegible] adhésifs, les revêtements spéciaux, [illegible] matériaux électroniques et [illegible] sel.

● **NATIONAL GRID : la société britannique [illegible] portée candidate,** lundi, [illegible] compagnie [illegible] utilities pour [illegible] millions de dollars (545,2 millions d'euros), après avoir déjà acquis, en décembre, New England Electric Systems (NEES) pour 4,6 milliards de dollars. Eastern Utilities Associates (EUA) distribue de [illegible] l'Etat [illegible] Island [illegible] le sud-est [illegible] Massachusetts, une zone contiguë [illegible] celle [illegible] NEES.

■ **CARBONE-LORRAINE : le groupe a acquis,** mardi 2 février, l'activité aimants en ferrite (utilisés [illegible] l'automobile), du coréen Tongkook Synthetic Fibers [illegible] le chiffre [illegible] s'est [illegible] à 7 millions [illegible] (6,2 millions d'euros) [illegible].

■ **APPLE : le fabricant américain d'ordinateurs** a signé, mardi, un [illegible] de [illegible] de [illegible] modèle iMac avec l'entreprise sud-coréenne LG [illegible].

● **MÉTALLURGIE ALLEMANDE : [illegible] dizaine [illegible] milliers de métallurgistes allemands ont débrayé,** lundi, pour obtenir [illegible] 6,5 % de [illegible] revendiqués par le syndicat [illegible]. [illegible] négociations se poursuivent [illegible] chaque Land. La [illegible] patronale, Gesamtmetall, [illegible] augmentations de 2 %, et le versement facultatif de 0,5 [illegible] supplémentaires, [illegible] santé [illegible] entreprises.

SERVICES

● **[illegible] France : [illegible] personnels navigants techniques (PNT)** de la compagnie nationale détiendront une part du capital de la compagnie comprise entre 6,3 [illegible] et 7,4 %, après l'opération [illegible] privatisation partielle.

● **THOMSON-CSF : [illegible] groupe d'électronique professionnelle et militaire** [illegible] se diversifier [illegible] services. [illegible] à la privatisation du contrôle du trafic aérien au Royaume-Uni, il a créé, le 1er février, une division « concessions de service public ».

■ **AOL : le premier fournisseur [illegible] mondial [illegible] Internet a** acheté, lundi, MovieFone, service de renseignements et [illegible] réservation de place de cinéma *par téléphone*, au [illegible] d'un échange d'actions de [illegible] millions de dollars (333,7 millions d'euros).

■ **PROMODÈS : le distributeur argentin Norte,** filiale commune du groupe [illegible] distribution français Promodès et du fonds d'investissement américain Exxel, *a acquis pour [illegible] millions [illegible]* (552 millions d'euros), [illegible] société [illegible] distribution Tia, qui exploite [illegible] supermarchés [illegible] Argentine.

● **GRANDVISION : la Financière Agache** (groupe LVMH) a [illegible] le seuil de 5 % du capital de la *chaîne* [illegible] distribution d'optique [illegible] photo Grand Optical.

FINANCE

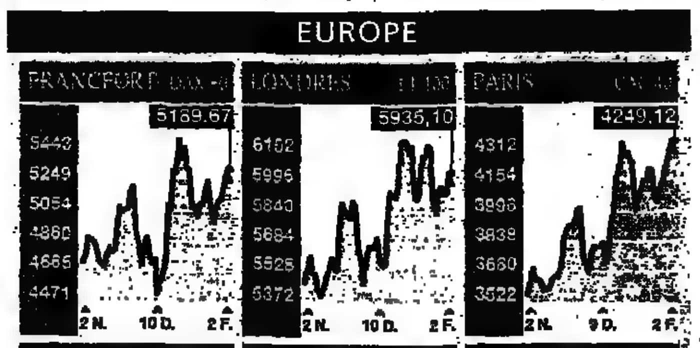
■ **[illegible] : Claude [illegible] président d'AXA,** a déclaré, lundi, que son groupe [illegible] toujours prêt [illegible] réaliser [illegible] acquisitions en [illegible] Amérique [illegible] Nord. AXA a lancé une OPA amicale sur l'assureur britannique Guardian Royal Exchange, pour 5 milliards d'euros, payés pour plus [illegible] deux [illegible] en cash. L'assureur [illegible] une [illegible] d'obligations [illegible] subordonné pour un [illegible] de 1,33 milliard d'euros, qui pourra être porté à 1,52 milliard d'euros.

● **EUROTUNNEL : [illegible] concessionnaire du tunnel sous la Manche [illegible] refinancement de sa dette.** Il profite [illegible] la [illegible] de sa [illegible] senior pour [illegible] à *[illegible] millions de [illegible]* ([illegible] millions d'euros) un emprunt dont la [illegible] faciale [illegible] 1,24 milliard [illegible] francs. [illegible] opération [illegible] permettre une économie [illegible] financiers [illegible] 52 millions de francs par an.

RÉSULTATS

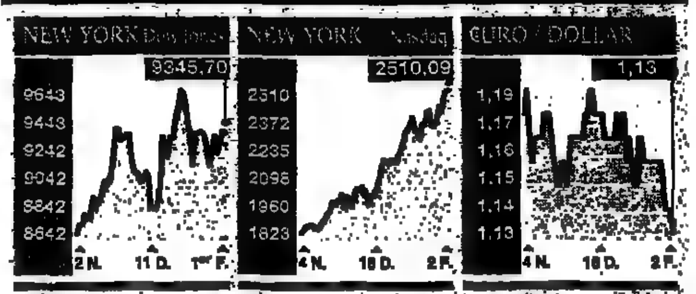
■ **PEPSICO : le groupe américain** Pepsi-Cola a enregistré, pour l'année 1998, un bénéfice net de 1,99 milliard [illegible] dollars (1,76 milliard d'euros) en [illegible] de 7 %. [illegible] chiffre d'affaires atteint 22,35 milliards de dollars, en [illegible] 7 %.

EUROPE



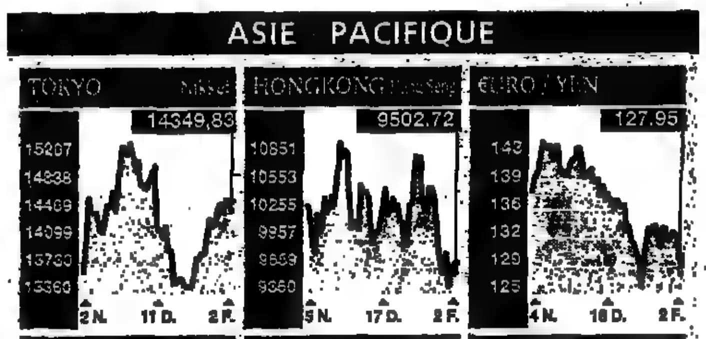
Europe 12h30	Indices sélection	cours 02/02	Var. % 01/02	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3882,98	-1,22	6,80
EUROPE	STOXX 50	3472,61	-1,67	4,50
EUROPE	EURO STOXX 324	309,40	-0,88	3,79
EUROPE	STOXX 653	290,57	-0,79	4,07
PARIS	CAC 40	4249,12	-1,27	7,77
PARIS	MIDCAC	1585,21	0,31	6,01
PARIS	SBF 120	2847,70	-1,12	7,20
PARIS	SBF 250	2663,76	-0,84	7,[illegible]
PARIS	SECOND MARCHÉ	1880,17	0,18	5,[illegible]
AMSTERDAM	AEX	532,80	-1,16	0,66
BRUXELLES	BEL 20	3413,47	-0,91	-2,57
FRANCFORT	DAX 30	5169,67	-0,02	3,74
LONDRES	FTSE 100	5936,10	-1,29	0,80
MADRID	STOCK EXCHANGE	9885,40	-1,13	9,50
MILAN	MIBTEL 30	34706,00	-1,40	1,27
ZURICH	SPI	7057,70	-0,46	1,35

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indices sélection	cours 01/02	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9345,70	-0,14	1,79
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1273,00	-0,62	3,56
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2510,09	0,17	14,48
TORONTO	TSE INDEX	6768,44	0,55	4,20
SAO PAULO	BOVESPA	6891,00	8,81	22,06
MEXICO	BOLSA	299,55	2,35	0,06
BUENOS AIRES	MERVAL	389,17	5,46	-9,81
SANTIAGO	IPSA GENERAL	104,54	1,49	36,77
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4350,64	3,86	-9,15

ASIE PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 02/02	Var. % 01/02	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	14349,83	-0,80	3,07
HONGKONG	HANG SENG	9502,72	-1,91	-5,43
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	-0,44
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	64,73	-2,87	-0,32
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2907,00	-0,57	[illegible]
BANGKOK	SET	24,95	-3,78	[illegible]
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3253,97	-0,86	5,64
WELLINGTON	NZSE-40	2210,35	0,04	7,02

ÉCONOMIE

Excédent budgétaire de 117,3 milliards de dollars aux Etats-Unis

LE PRÉSIDENT Bill Clinton a présenté, lundi 1er février, son projet de budget pour l'année fiscale 2000 en affirmant qu'il traçait *« une [illegible] progressiste mais prudente pour l'avenir »* qui permettrait [illegible] réduire la [illegible] publique [illegible] deux tiers en quinze ans.

[illegible] budget, qui repose sur une hypothèse de croissance [illegible] 2 %, devrait dégager un [illegible] 117,3 milliards [illegible] dollars (104 milliards d'euros), [illegible] après l'excédent [illegible] 70 milliards [illegible] dollars enregistré durant [illegible] fiscale précédente.

M. Clinton s'est engagé [illegible] consacrer 62 % des excédents budgétaires [illegible] au [illegible] quinze prochaines années au [illegible] retraite menacé [illegible] d'ici [illegible] décennies par l'arrivée de la génération du « *baby-boom* » au troisième âge. *(Lire p. 4.)*

■ **Le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin** a estimé, lundi, que le Japon et l'Europe devaient stimuler leur demande intérieure et ouvrir leurs marchés. [illegible] Unis *« ont fait leur part pour ce qui [illegible] d'absorber [illegible] importations [illegible] ces pays »* en crise, a déclaré M. Rubin. *« Mais nous [illegible] pouvons pas être [illegible] du dernier recours et il [illegible] important [illegible] l'Europe [illegible] Japon [illegible] leur [illegible] leurs [illegible] »*, a-t-il [illegible].

■ **L'indice d'activité établi par le groupement des [illegible] d'achats des principaux groupes** [illegible] aux Etats-Unis ([illegible] NAPM) a progressé à 49,5 points en janvier, [illegible] 45,3 points en décembre, a [illegible] lundi, [illegible].

■ **Les [illegible] de construction aux Etats-Unis** ont progressé de 1,7 % en décembre, a indiqué, lundi, [illegible] département [illegible] du commerce.

■ **La principale conseillère économique de la Maison Blanche, Janet Yellen,** a estimé, lundi, qu'il n'y a pas de signes économiques [illegible] qui menacent pour l'instant la [illegible] l'économie [illegible] pour [illegible].

■ **Les grosses entreprises américaines,** dans leur course à la réduction des coûts, ont licencié plus de hauts cadres dirigeants en fin d'année, a indiqué, lundi, le cabinet de consultants Challenger, Gray & Christmas. [illegible] médian des cadres licenciés au dernier trimestre de 1998 était de *92 000 dollars* (81 416 euros), [illegible] comparer [illegible] une moyenne de 78 000 dollars (69 026 euros) au trimestre précédent, [illegible] une hausse [illegible] 18 %, *poursuit* l'enquête de ce cabinet spécialisé [illegible] les études [illegible].

■ **BRÉSIL : le redressement de la devise brésilienne** dépend du retour de l'argent que les Brésiliens ont transféré à l'extérieur, a estimé, lundi, le président [illegible] la banque centrale [illegible] Brésil, Francisco Lopes.

■ **Le leader de la gauche brésilienne,** Luiz Inacio Lula [illegible] Silva, dit « Lula », a demandé, lundi, la démission du *ministre* de l'économie, Pedro Malan, en raison de son échec [illegible] résoudre la crise financière.

■ **Le financier américain George Soros** a estimé, lundi [illegible] Davos, que le [illegible] brésilien [illegible] à présent *« sous-évalué »*, après avoir été surévalué, [illegible] il a proposé une aide des banques privées pour stabiliser l'économie [illegible].

■ **CHILI : [illegible] investissements étrangers au Chili** en 1998 se sont montés à 6,549 milliards [illegible] dollars (5,79 milliards d'euros), soit une augmentation [illegible] 6,4 [illegible] par rapport à 1997, [illegible] lundi [illegible] ministère de l'économie.

■ **EUROLAND : le président [illegible] Banque centrale européenne** (BCE), Wim Duisenberg, a estimé que la stabilité des prix régnait en ce moment dans la zone euro, mais souligné parallèlement [illegible] risques potentiels susceptibles de la mettre en danger. *« Il n'y a pas de pression significative à [illegible] ou à la baisse des prix, au moins en ce moment »*, a-t-il affirmé.

■ **ALLEMAGNE : le chancelier allemand Gerhard [illegible]** a [illegible] claré, lundi à Davos, que les flux de capitaux spéculatifs sur les marchés financiers avaient provoqué une instabilité mondiale et conduit des économies nationales au bord de la ruine.

■ **RUSSIE : le gouvernement russe** n'a [illegible] pu fournir, lundi, comme prévu initialement, une liste de réponses au [illegible] monétaire international (FMI) concernant [illegible] économique, repoussant cette [illegible] à plus [illegible] dans la semaine, selon [illegible] russes.

■ **NORVÈGE : la Norvège va voir sa croissance** tomber à 1,25 % en 1999, contre 2,5 % en 1998 et 3,4 % en 1997 du fait de la chute des prix du pétrole, prévoit le Fonds monétaire international dans [illegible] annuel [illegible] l'économie de ce pays publié lundi.

VALEUR DU JOUR

Mattel redresse la tête

L'ACTION [illegible] premier fabricant *mondial [illegible] jouets, Mattel*, a opéré un revirement spectaculaire, lundi 1er février à la Bourse de New York. Elle a grimpé de 10,5 %, à 25,06 dollars, car les investisseurs, après mûres réflexions, pensent que le résultat [illegible] l'exercice [illegible] devrait, finalement, [illegible] meilleur que celui anticipé par la société.

Lorsque, *le* [illegible] décembre *1998*, Mattel avait prévenu la communauté financière qu'il fallait sérieusement réviser à la baisse [illegible] 1998 [illegible] 1999, l'action avait [illegible] une chute spectaculaire de 27 % en une seule séance. Le [illegible] la [illegible] poupée [illegible] reconnaissait que [illegible] produit [illegible] avaient baissé de 12 % en [illegible]. Pire, [illegible] principal client, la chaîne de magasins [illegible] jouets Toys "R" US (qui représente 18 % [illegible] Mattel), [illegible] proie [illegible] financières, [illegible] dû réduire [illegible] moitié ses [illegible] afin [illegible] ses coûts et retrouver une certaine compétitivité face à la grande distribution. [illegible] conditions, la [illegible] montrait prudente sur [illegible] de Noël, même si celles de Thanksgiving s'étaient [illegible] par une croissance soutenue (+ 23 %). Conséquence, [illegible] réduit ses prévisions de bénéfice par action pour [illegible] 32,8 %, à 1,20 dollar, [illegible] de 28 %, à 1,50 dollar, pour l'exercice 1999.

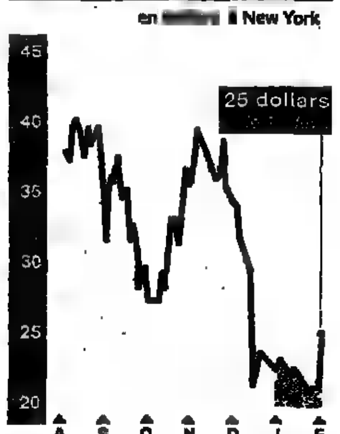
Afin de réduire sa dépendance vis-à-vis [illegible] l'industrie traditionnelle des jouets, Mattel a annoncé, [illegible] décembre 1998, l'acquisition [illegible] l'éditeur [illegible] logiciels [illegible] loisirs The Learning Co pour 3,8 milliards [illegible] (3,36 milliards d'euros). Cet [illegible] réalise [illegible] millions de [illegible] chiffre d'affaires [illegible] jeux video comme Myst [illegible] Reader Rabbit ou [illegible] programmes éducatifs comme National Geographic [illegible] Print Shop. A l'avenir, un [illegible] revenus de Mattel devrait venir des logiciels de loisirs, a estimé Jill Barad, la présidente [illegible] la [illegible].

En réalisant [illegible] acquisition, [illegible] a repris le [illegible] sur son concurrent Hasbro, qui avait compris avant lui [illegible] de se [illegible] les jeux électroniques, un secteur en forte croissance. Pour cela, [illegible] avait acquis MicroProse et Tiger *Electronics Inc.*

Enguérand Renault

Action Mattel

en [illegible] à New York



SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE DE PARIS [illegible] en baisse de 1,04 %, mardi 2 février, [illegible] fin [illegible] matinée. La veille, l'indice CAC 40 [illegible] gagné 1,23 %, à 4 303,92 points. Mais, en séance, l'indice s'était hissé jusqu'à [illegible] 354,29 points, près [illegible] son record [illegible] 4 404,94 points datant [illegible] 20 juillet [illegible]. La spéculation sur [illegible] valeurs bancaires, le [illegible] valeurs pétrolières et la [illegible] tenue du titre France [illegible] com ont soutenu [illegible] cote. Lundi, [illegible] scientifique [illegible] a annoncé une [illegible] la composition du CAC 40. *L'action* Casino a fait [illegible] entrée, en [illegible] placement [illegible] d'Usinor.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 de la Bourse [illegible] Francfort a [illegible] la séance du 2 février par une [illegible] timide [illegible] 0,06 %. La veille, ce même indice a terminé la [illegible] sur un gain de 1,14 %, [illegible] 5 239,59 points.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a [illegible] 1,97 %, à 6 012,40 points, [illegible] par la spéculation [illegible] valeurs [illegible].

TOKYO

LA BOURSE JAPONAISE a reculé [illegible] 0,80 %, [illegible] 14 349 points, pénalisée par la [illegible] des emprunts d'Etat à long [illegible]. Les [illegible] sur le marché obligataire ont fait grimper [illegible] yen [illegible] dollar.

SAO PAULO

LA BOURSE DE SAO PAULO a terminé la séance du lundi 1er février en forte hausse. L'indice Bovespa a gagné 8,80 %, [illegible] 891 points, malgré l'annonce par [illegible] banque centrale d'une [illegible] hausse de son taux *directeur au jour le jour, porté de* 37 % à 39 %.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé la séance du lundi 1er février en légère [illegible] (– 0,14 %), [illegible] 345,70 points. Les opérateurs se sont montrés attentistes à la veille [illegible] la [illegible] du comité [illegible] politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

MONNAIES

L'EURO [illegible] faible, mardi matin 2 février, lors des premières transactions entre banques européennes, pénalisé par les signes de ralentissement économique dans l'Euroland. Il cotait 1,1320 dollar, après être tombé, la veille, sous la barre de 1,13 dollar.

TAUX

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE japonais, [illegible] nerveux depuis plusieurs semaines, a enregistré, mardi, une nouvelle et forte secousse qui a propulsé les rendements offerts [illegible] plus hauts niveaux depuis juillet 1997. Le taux de l'obligation de référence [illegible] 10 ans s'est établi à 2,31 [illegible] en clôture. Il a pratiquement quadruplé en cinq mois puisqu'il était tombé [illegible] 0,67 % le [illegible] septembre 1998, un niveau jamais vu dans l'histoire financière mondiale.

Taux de change fixe zone euro

Euro contre ▸	Taux	contre franc ▸	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35386
LIRE ITALIENNE (1000)	[illegible]	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	[illegible]	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	[illegible]	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	[illegible]	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	[illegible]	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone euro

Euro contre ▸	01/02
COURONNE DANOISE	7,4359
COUR. NORVÉGIENNE	8,5785
COUR. SUÉDOISE	[illegible]
COURONNE TCHÈQUE	36,827
[illegible] AUSTRALIEN	1,8087
DOLLAR CANADIEN	1,7280
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1107
DRACHME GRECQUE	326,98
FLORINT HONGROIS	249,24
ZLOTY POLONAIS	4,1618

Cours de change croisés

02/02 12h30 ▸	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,88355	1,13025	0,17227	1,64465	0,70547
YEN	113,18000	—	127,95500	19,49500	186,13000	79,84500
EURO	0,88476	0,78152	—	0,15245	1,45510	0,62425
FRANC	5,80470	5,12808	6,55957	—	9,54670	4,09430
LIVRE	0,60803	0,53720	0,68720	0,10475	—	0,42895
FRANC SUISSE	1,41750	1,25240	1,60200	0,24420	2,33130	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 01/02 ▸	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,15	2,84	3,77	4,61
ALLEMAGNE	3,12	3,03	3,65	4,59
GDE-BRETAG.	7	5,57	4,15	4,16
ITALIE	—	2,97	3,90	4,85
JAPON	0,31	0,29	2,31	—
ÉTATS-UNIS	4,84	4,47	4,69	5,11
SUISSE	0,81	1,12	2,43	3,80
PAYS-BAS	3,13	3,28	3,77	4,65

Matif

Cours 12h30 ▸	Volume 02/02	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 99	18856	112,68	112,47
Euribor 3 mois			
MARS 99	3376	96,96	96,96

Pétrole

En dollars ▸	Cours 01/02	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	10,88	—
WTI (NEW YORK)	12,31	-0,49
LIGHT SWEET CRUDE	12,36	-1,79

Matières premières

En [illegible] ▸	Cours 01/02	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1443,5	0,63
ALUMINIUM 3 MOIS	1217	-0,33
PLOMB 3 MOIS	503	1,21
ETAIN 3 MOIS	5153	0,06
ZINC 3 MOIS	995	-0,10
NICKEL 3 MOIS	4010	0,58
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,30	0,47
PLATINE A TERME		
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	271	0,46
MAÏS (CHICAGO)	215,75	—
SOJA TOURTEAU (CHG.)	132,8	0,15
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1309	-1,65
CAFÉ (LONDRES)	1669	-0,85
SUCRE BLANC (PARIS)	220	—

Or

En euros ▸	Cours 01/02	Var % 29/01
OR FIN KILO BARRE	8120	+0,37
OR FIN LINGOT	8130	-1,22
ONCE D'OR (LO) $	286,90	+0,53
PIÈCE FRANCE 20 F	48,40	+1,86
PIÈCE SUISSE 20 F	49,50	+3,13
PIÈCE UNION LAT. 20 F	49,50	+1,85
PIÈCE 10 DOLLARS US	274,75	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	456,25	+0,05
PIÈCE 50 PESOS MEX	301,25	+0,92

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

ÉCONOMIE

VALEURS EUROPÉENNES

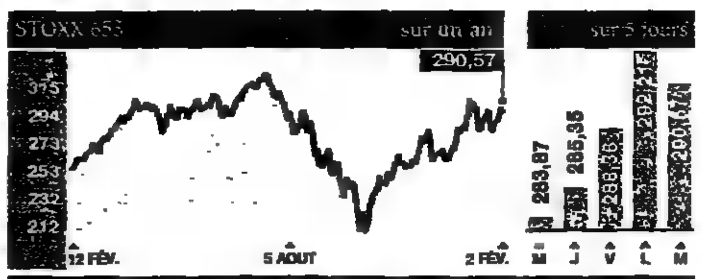
● L'action du [illegible] britannique **British Telecom** a gagné 3,3 %, lundi 1er février. Ce dernier [illegible] confirmé lundi qu'il envisageait une alliance [illegible] le groupe américain AT & T dans la téléphonie mobile. [illegible] un premier temps, l'alliance ne porterait que sur [illegible] services [illegible] l'international.

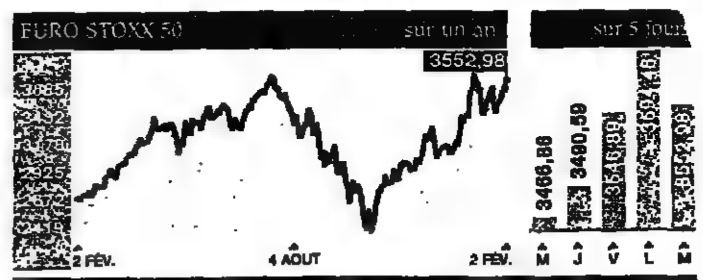
● *Le titre du groupe financier néerlandais* **ING** [illegible] grimpé de 5,46 % [illegible] la pression d'achats d'investis[illegible] étrangers. Ces derniers estiment qu'ING devrait participer au mouvement [illegible] fusion qui [illegible] le [illegible] bancaire européen.

● Les valeurs bancaires européennes [illegible] connu [illegible] journée faste, portée par [illegible] rumeurs de fusions. L'action [illegible] la banque britannique **Barclays** [illegible] gagné 3,96 [illegible] celle de [illegible] Italiana a gagné jusqu'à 6 %.

[illegible] spéculations [illegible] un rapprochement [illegible] la **Dresdner Bank** [illegible] l'*Hypovereinsbank* [illegible] Allemagne n'ont guère profité à l'action Dresdner, qui a reculé de 0,28 [illegible]

● L'action de **Lufthansa**, la compagnie aérienne allemande, a terminé [illegible] séance [illegible] un gain de 2,43 [illegible] (elle a gagné jusqu'à 5,86 %) en raison de [illegible] publication des [illegible] de fréquentation meilleurs que prévus. En 1998, Lufthansa [illegible] transporté 40,5 millions de passa[illegible] hausse de 8,8 %.





02/02 12 h 32 ▶	Code pays	[illegible]	% Var. veille

AUTOMOBILE

AUTOLIV SDR	SE	[illegible]	-0,94
BASF AG	[illegible]	[illegible]	+3,10
BMW	DE •	[illegible]	+2,08
[illegible]	DE •	[illegible]	-0,87
[illegible] AG	[illegible]	[illegible]	....
FIAT	IT •	[illegible]	-0,35
FIAT PRIV.	IT •	1,46	-1,36
LABINAL /RM	FR •	[illegible]	-1,58
LUCAS VARITY	[illegible]	4,20	...
MAGNETI MARELLI	IT •	[illegible]	-2,17
[illegible] /RM	FR •	32,40	-0,95
PEUGEOT /RM	FR •	[illegible]	-2,82
PIRELLI	IT •	[illegible]	....
RENAULT	FR •	47,15	-4,38
[illegible]	FR •	24,5	-0,81
VALEO /RM	FR •	72,2	-4,87
VOLKSWAGEN	DE •	68,1	+0,15
VOLVO -A-	SE	24,10	-0,70
VOLVO -B-	SE	24,72	-0,23
▶ DJ E STOXX AUTO P		273,95	[illegible]

BANQUES

ABBEY NATIONAL	[illegible]	17,10	-2,95
ABN AMRO HOLDIN	NL •	17,45	-0,57
ALLIED IRISH BA	GB	18,95	-1,43
ALPHA CREDIT BA	GR	104,38	....
ARGENTARIA RS	ES •	23,73	....
B PINTO MAYOR R	PT •	18,46	....
BANCO ESSI R	PT •	10,28	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	37	-5,01
BANK OF IRELAND	GB	19,54	-1,17
BANK OF PIRAEUS	GR	22,58	....
BANKINTER	ES •	32,1	-0,59
BARCLAYS PLC	GB	20,15	-1,21
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	58,2	+5,84
BCA FIDEURAM	IT •	5,88	-2,75
BCA INTESA	IT •	4,88	-1,48
BCA ROMA	IT •	1,34	+3,08
BCO BILBAO VIZC	ES •	12,88	-1,60
BCO CENTRAL HIS	ES •	9,72	-2,81
BCO POPULAR ESP	ES •	64,5	-0,23
BCO SANTANDER	ES •	18,23	-1,87
BCP REG	PT •	27,88	....
BNP /RM	FR •	78,55	+0,71
CCF /RM	FR •	66,2	-3,51
CHRISTIANIA BK	NO	3,82	-1,47
COMIT	IT •	5,88	+0,81
COMM.BANK OF GR	GR	87,98	....
COMMERZBANK	DE •	28,3	-0,75
DEN DANSKE BK	DK	112,29	....
DEN NORSKE BANK	NO	3,77	-2,13
DEUTSCHE BANK A	DE •	50	-0,20
DEXIA CC	BE •	144,5	-2,10
DEXIA FCE RM	FR •	137	-2,98
DRESDNER BK AG	DE •	36,5	-0,84
ERGO BANK	GR	84,59	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	49,42	-91,41
FOERENINGSSB A	SE	22,98	-0,47
FOKUS BK	NO	9,02	....
HALIFAX	GB	10,34	-0,83
HSBC HOLDS	GB	21,31	-2,14
IMI	IT •	....	....
IONIAN BK REGS	GR	50,46	....
JYSKE BANK REG	DK	78	....
KAPITAL HOLDING	DK	45,45	....
KBC BANCASSURAN	BE •	66,5	-0,29
LLOYDS TSB	GB	11,82	-1,73
MERITA	FI •	5,5	-1,79
NAT BANK GREECE	GR	66,60	....
NATEXIS	FR •	58	....
NATL WESTM BK	GB	18,53	-1,64
NORDBANKEN HOLD	SE	5,98	-0,93
OBERBANK	AT •	62	+1,64
ROLO BANCA 1473	IT •	22,66	-1,53
ROYAL BK SCOTL	GB	15,85	-0,64
S-E-BANKEN -A-	SE	10,27	-2,15
SPAREBANKEN NOR	NL •	148	-0,67
STE GENERAL-A-/	FR •	140,6	-2,22
SV HANDBK -A-	SE	34,93	-0,49
UBS N	CH	267,15	-1,60
UNICREDITO ITAL	IT •	4,79	-1,84
UNIDANMARK -A-	DK	73,42	+0,19
XIOSBANK	GR	37,65	....
▶ DJ E STOXX BANK P		286,34	[illegible]

PRODUITS [illegible]

[illegible] REG	[illegible]	....	....
[illegible]	GR	52,80	....
ARJO [illegible]	[illegible]	1,65	+4,59
[illegible]	[illegible]	17,15	-1,30
AVESTA	[illegible]	3,14	+1,45
BEKAERT	[illegible]	370	-0,27
BILTON	GB	4,46	+1,85
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	40,85	+0,82
BRITISH STEEL	GB	1,91	+0,76
[illegible]	NL •	14	-0,38
BUNZL PLC	[illegible]	3,43	....
[illegible]	IT •	5,11	+1,78
DEGUSSA	DE •	38,1	+1,40
ELKEM ASA, OSLO	[illegible]	11,30	-1,53
ELVAL	[illegible]	11,21	....
INPARSA	PT •	20,2	....
[illegible]	GB	6,52	+2,27
[illegible] KA	AT •	44,1	+1,82
METSAE-SERLA A	FI •	6,2	-1,59
MODO B FR	[illegible]	23,08	....
[illegible]	NO	27,64	-1,67
[illegible] OY -A-	FI •	8	-2,44
PECHINEY-A-	FR •	29,01	-2,65
[illegible]	PT •	6,28	....
RAUTARUUKKI K	FI •	5,47	-1,87
RIO TINTO	[illegible]	10,70	+0,27
SIDENOR	[illegible]	21,80	....
[illegible]	[illegible]	31,83	....
SMURFIT JEFFERS	[illegible]	1,45	+1,01
[illegible]	PT •	12,20	....
SOPORCEL	PT •	11,97	-1,80
SSAB SW ST A FR	[illegible]	9,54	+0,60
STORA ENSO -A-	FI •	7,4	-2,76
STORA ENSO -R-	FI •	7,5	-6,02
STORA KOPPARB -	[illegible]	9,93	....
SVENSKA CELLULO	SE	[illegible]	+1,47
THYSSEN	[illegible]	[illegible]	....
TRELLEBORG B	[illegible]	9,41	[illegible]
UNION MINIERE	BE •	[illegible]	-2,30
UPM-KYMMENE COR	FI •	23	-0,85
USINOR	FR •	11,22	-4,92
VIOHALCO	GR	28,93	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	27	....
▶ DJ E STOXX BASI P		143,55	-1,38

CHIMIE

AGA -A-	SE	11,79	....
AGA -B-	SE	11,68	-0,48
AIR LIQUIDE /RM	FR •	145,5	-0,14
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	32,3	+3,19
BAYER AG	DE •	32,75	-0,81
BOC GROUP PLC	GB	12,54	+0,70
CIBA SPEC CHEM	CH	76,14	-0,29
CLARIANT N	CH	448,75	-0,41
DYNO INDUSTRIER	NO	14,04	+1,03
EMS-CHEM HOLD A	CH	5040,71	-1,10
HENKEL KGAA VZ	DE •	69,5	+0,42
HOECHST AG	DE •	40	+1,05
ICI	GB	7,85	-2,88
KEMIRA	FI •	5,5	-1,26
LAPORTE	GB	8	-2,82
LENZING AG	AT •	53,5	+0,94
PERSTORP -B-	SE	9,50	....
SNIA BPD	IT •	1,28	....
SOLVAY	BE •	58,5	-0,43
TESSENDERLO CHE	BE •	38	....
UCB	BE •	....	....
▶ DJ E STOXX CHEM P		[illegible]	[illegible]

CONGLOMÉRATS

AKER RGI -A-	NO	8,95	....
BTR	GB	1,83	+5,82
CGIP /RM	FR •	55,25	-4
CIR	IT •	1,05	....
D'IETEREN SA	BE •	450	-1,55
GAZ ET EAUX /RM	FR •	41,18	-2,21
GBL	BE •	185,1	-0,54
GENL ELECTR CO	GB	7,85	-2,52
GEVAERT	BE •	61,85	-1,51
HAGEMEYER NV	NL •	31,4	-1,10
INCHCAPE PLC	GB	2,07	-3,38
INVESTOR -A-	SE	40,29	-1,52
INVESTOR -B-	SE	41,20	-0,41
KVAERNER -A-	NO	17,08	+0,67
KVAERNER -B-	NO	14,84	....
LVMH / RM	FR •	212,5	+0,24
MYTILINEOS HOLD	GR	14,45	....
NORSK HYDRO	NO	31,82	-2,17
OERLIKON-BUEHRL	CH	97,58	....
ORKLA -A-	NO	13,88	-1,88
ORKLA -B-	NO	11,71	-1,48
SONAE INVESTIME	PT •	36,50	....
VEBA AG	DE •	50,5	-0,79
▶ DJ E STOXX CONG P		[illegible]	[illegible]

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BRITISH TELECOM	GB	14,01	+0,42
CABLE & WIRELES	GB	[illegible]	[illegible]
DEUTSCHE TELEKO	DE •	40	-1,23
EUROPOLITAN HLD	SE	[illegible]	-1,53
FRANCE TELECOM	FR •	84,1	-3,11
HELLENIC TELE (	[illegible]	26,78	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	46,8	-2,50
PORTUGAL TELECO	PT •	44,78	....
SWISSCOM N	CH	286,41	+0,84
TELE DANMARK	DK	116,30	-1,14
TELECEL	PT •	166,9	....
TELECOM ITALIA	IT •	8,4	-1,18
TELECOM ITALIA	IT •	5,88	-0,33
TELEFONICA	ES •	40,97	-0,68
TIM	IT •	5,82	-1,17
VODAFONE GROUP	GB	17,09	-0,42
▶ DJ E STOXX TCOM P		[illegible]	[illegible]

CONSTRUCTION

AALBORG [illegible]	DK	[illegible]	....
ACCIONA	ES •	57,6	-1,79
ACESA REG	ES •	[illegible]	-0,15
[illegible]	GR	11,46	....
ASKO OY	FI •	12,7	+1,80
AUMAR	[illegible]	[illegible]	-1,47
AUTOSTRADE	IT •	[illegible]	[illegible]
[illegible]	IT •	4,85	-1,48
BICC PLC	GB	[illegible]	+9,23
BILFINGER & BER	DE •	17,4	-1,14
[illegible]	[illegible]	4,61	[illegible]
BOUYGUES /RM	[illegible]	281	-2,94
BPB	GB	[illegible]	-0,88
[illegible]	GB	2,10	+3,57
[illegible]	BE •	[illegible]	-1,87
[illegible]	GB	[illegible]	+1,70
CIMPOR SGPS R	PT •	25,51	....
COLAS /RM	FR •	182,6	-1,30
CRH PLC	GB	[illegible]	[illegible]
CRISTALERIA ESP	ES •	52,35	....
DRAGADOS CONSTR	ES •	[illegible]	-1,61
FOM CON CONTRAT	ES •	[illegible]	-3,88
GROUPE GTM	FR •	82,8	-1,31
HEIDELBERGER ZE	DE •	[illegible]	[illegible]
HELL.TECHNODOUR	GR	7,95	....
HERACLES GENL R	GR	[illegible]	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	26,5	....
HOLDERBANK FINA	CH	[illegible]	+5,29
HOLDERBANK FINA	CH	[illegible]	+0,20
IMETAL /RM	FR •	110,4	-0,36
ITALCEMENTI	IT •	[illegible]	-2,30
ITALCEMENTI RNC	IT •	[illegible]	-0,23
LAFARGE /RM	FR •	77,6	-4,08
MICHANIKI REG.	GR	6,04	....
PARTEK	FI •	7,1	+1,43
PHILIPP HOLZMAN	DE •	[illegible]	-2,44
PILKINGTON PLC	GB	[illegible]	+3,03
POTAGUA -B-	DK	[illegible]	-5,30
RMC GROUP PLC	GB	10,14	-0,29
RUGBY GRP	GB	[illegible]	+2,08
SAINT GOBAIN /R	FR •	127,4	-0,78
SEMAPA	PT •	[illegible]	....
SKANSKA -B-	SE	[illegible]	-0,67
SUPERFOS	DK	[illegible]	+0,59
TARMAC	GB	[illegible]	-1,80
TAYLOR WOODROW	GB	[illegible]	+4,52
TECHNIP /RM	FR •	73,4	-3,42
TITAN CEMENT RE	GR	[illegible]	....
UNICEM	IT •	9,05	-1,63
URALITA SA	ES •	9,4	-1,98
VALENCIANA CEM	ES •	11,90	+1,44
WIENERB BAUSTOF	AT •	[illegible]	+2,12
WILLIAMS	[illegible]	[illegible]	+6,83
▶ DJ E STOXX CNST P		[illegible]	[illegible]

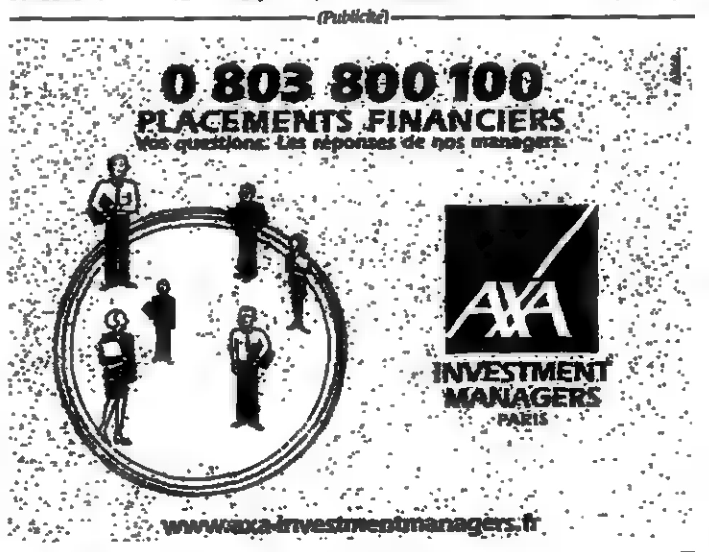
CONSOMMATION CYCLIQUE

ACCOR /RM	FR •	[illegible]	[illegible]
ADIDAS-SALOMON	DE •	[illegible]	....
[illegible]	FI •	[illegible]	[illegible]
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	30,9	+1,98
BANG & OLUFSEN	[illegible]	63,20	+1,08
BARRATT DEV PLC	GB	[illegible]	+3,11
BEAZER GROUP	GB	[illegible]	+7,01
BENETTON GROUP	IT •	1,45	+0,69
[illegible]LEY[illegible]	GB	7,21	+1,01
[illegible]	GB	5,27	-0,27
BRYANT GROUP PL	[illegible]	1,54	+6
[illegible]	FR •	[illegible]	-0,85
CLUB MED. /RM	FR •	87,5	-3,74
COATS VIYELLA	[illegible]	0,49	+3,09
COMPASS GRP	[illegible]	11,24	-4,08
COURTAULDS TEXT	[illegible]	2	-2,82
DT.LUFTHANSA N	[illegible]	18,7	+3,68
ELECTROLUX -B-	SE	[illegible]	-0,41
EMI GROUP	GB	[illegible]	-2,51
EURO DISNEY /RM	FR •	1,12	+0,89
FINNAIR	FI •	4,55	-2,15
G WIMPEY PLC	GB	1,61	+4,72
GRANADA GROUP P	[illegible]	16,70	-0,37
HERMES INTL	FR •	[illegible]	-3,75
HPI	IT •	[illegible]	-1,67
HUNTER [illegible]	NL •	22,2	-1,33
KLM	NL •	24,25	-0,21
LADBROKE GRP	GB	3,17	-0,45
MOULINEX /RM	FR •	[illegible]	+0,40
NCL HLDG	NO	2,09	-3,36
PATHE /RM	FR •	[illegible]	+0,04
PENTLAND GRP	GB	[illegible]	+2,15
PERSIMMON PLC	[illegible]	[illegible]	+3,63
RANK GROUP	[illegible]	[illegible]	-0,49
SAIRGROUP N	CH	[illegible]	+1,17
SAS DANMARK A/S	DK	[illegible]	....
SEB /RM	FR •	51	+1,80
THE SWATCH GRP	CH	[illegible]	-4,60
THE SWATCH GRP	[illegible]	117,47	-2,58
WILLIAM BAIRD	GB	1,17	+5,19
WILSON BOWDEN	GB	8,82	+3,55
WOLFORD AG	AT •	42,25	-1,05
WWW UX UNITS	GB	0,71	....
▶ DJ E STOXX CYC P		[illegible]	[illegible]

PHARMACIE

ASTRA -A-	SE	18,74	....
ASTRA -B-	SE	18,57	-0,80
ELAN CORP	GB	59,30	-4,09
GLAXO WELLCOME	GB	29,88	-0,86
NOVARTIS N	CH	1653,96	-1,04
NOVO NORDISK B	DK	106,30	-0,38
ORION A	FI •	19,9	-0,50
ORION B	FI •	19,75	-1,26
RHONE POUL/RM	FR •	47,4	-0,21
ROCHE HOLDING	CH	15725,08	+0,20
ROCHE HOLDING G	CH	11420,85	-0,51
SANOFI /RM	FR •	160,8	-2,97
SCHERING AG	DE •	124,5	-0,88
SMITHKLINE BEEC	GB	12,05	-0,48
ZENECA GROUP	GB	38,93	-1,15
▶ DJ E STOXX PHAR P		419,53	[illegible]

(Publicité)



ÉNERGIE

AKER MARITIME	NO	7,40	-2,29
BG	GB	5,29	-3,95
BP AMOCO	GB	12,39	+0,24
BURMAH CASTROL	GB	11,21	-0,13
CESPA	ES •	23,3	+0,91
ELECTRAFINA	BE •	104,5	-0,19
ELF AQUITAINE /	FR •	97,7	-0,81
ENI	IT •	5,33	-2,02
ENTERPRISE OIL	GB	3,32	-0,43
F.OLSEN ENERGY	NO	6,09	-3,70
LASMO	GB	1,46	-0,98
OCEAN RIG	NO	0,34	-2,86
OMV AG	AT •	78,21	-1,01
PETROFINA SA BR	BE •	401,3	-0,91
PETROLEUM GEO-S	NO	11,53	-2,48
PRIMAGAZ /RM	FR •	71,3	+0,42
PROSAFE	NO	8,81	-0,68
REPSOL	ES •	48,05	-0,72
ROYAL DUTCH CO	NL •	36,16	+0,14
SAGA PETROLEUM	NO	8,08	-2,13
SAIPEM	IT •	3,19	+1,27
SHELL TRANSP &	GB	4,46	-0,65
SMEDVIG -A-	NO	8,43	-0,69
TOTAL /RM	FR •	91,4	-0,85
▶ DJ E STOXX ENGY P		[illegible]	[illegible]

SERVICES FINANCIERS

3I	GB	6,87	-0,80
ALMANIJ	BE •	70,8	-0,84
ALPHA FINANCE	GR	40,83	....
AMVESCAP	GB	7,85	+2,44
BAIL INVEST /RM	FR •	128	-0,87
BPI-SGPS N	PT •	34,04	....
BRITISH LAND CO	GB	7,84	+5,42
CAPITAL SHOPPIN	GB	4,82	+0,30
COBEPA	BE •	68,5	+0,51
CORP FIN ALBA -	ES •	128,35	-1,19
CPR /RM	FR •	38	-4
CS GROUP N	CH	142,37	+0,77
EURAFRANCE /RM	FR •	527,5	+3,43
FONCIERE LYONNA	FR •	134,9	+0,45
FORTIS AG	BE •	....	....
GECINA /RM	FR •	104	+0,78
HAMMERSON	GB	6,52	+1,67
IMM FRANCE /RM	FR •	71,85	....
KAPITAL HOLDING	DK	45,45	....
LAND SECURITIES	GB	11,33	+2,62
LIBERTY INT.HDG	GB	8,14	....
MEDIOBANCA	IT •	10,25	-0,49
MEDIOLANUM	IT •	6,35	-2,46
MEPC PLC	GB	6,04	+0,97
METROVACESA	ES •	23,29	+0,80
NATIO-INTER -C-	NL •	....	....
PARIBAS	FR •	81	-1,25
PROVIDENT FIN	GB	12,66	-1,80
RODAMCO NV	NL •	21,7	-0,23
SCHRODERS PLC	GB	15,86	+0,92
SEFIMEG N /RM	FR •	59,2	-2,79
SIMCO N /RM	FR •	79	....
SLOUGH ESTATES	GB	4,32	+1,36
SOPHIA /RM	FR •	38,01	-0,24
UNIBAIL /RM	FR •	109,7	-0,69
[illegible]	IT •	0,83	....
VALLEHERMOSO	ES •	11,31	-1,31
WOOLWICH PLC	GB	4,66	-0,62
▶ DJ E STOXX FINS P		255,09	[illegible]

ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMECQ	[illegible]	[illegible]	+0,43
[illegible]	[illegible]	8	+0,91
[illegible]	GB	[illegible]	-1,15
[illegible]	AT •	[illegible]	-1,11
BONGRAIN /RM	FR •	[illegible]	-2,39
[illegible]	AT •	[illegible]	-0,95
[illegible]	[illegible]	13,73	-2,17
[illegible] -B-	DK	[illegible]	-3,23
[illegible]	[illegible]	[illegible]	....
CHR. HANSEN HLD	[illegible]	111,81	+2,47
CULTOR -1-	FI •	7,51	-2,47
[illegible]	DK	[illegible]	-1,26
DANONE /RM	FR •	251	[illegible]
[illegible]	GR	14,06	....
[illegible]	GB	[illegible]	-3,14
[illegible]	[illegible]	18,69	....
[illegible]	FR •	141	-2,02
[illegible]	[illegible]	[illegible]	-1,29
[illegible]	NL •	50,3	+2,03
[illegible]	[illegible]	32,88	....
[illegible]	GR	8,94	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	32	-3,03
KERRY GRP-A-	[illegible]	11,80	-7,03
MONTEDISON	IT •	0,82	....
NESTLE N	CH	1643,35	+0,15
[illegible]T	IT •	1,39	-1,43
PERNOD RICARD /	FR •	54,3	+2,45
RAISIO GRP K	FI •	6,85	-4,05
RAISIO GRP V	FI •	6,83	-3,12
[illegible] & SON -B	NO	6,38	-5,22
TATE & LYLE	[illegible]	6,85	+0,25
UNICER REG	PT •	[illegible]	....
UNIGATE PLC	GB	[illegible]	+0,75
UNILEVER	[illegible]	67,4	-1,32
UNILEVER	[illegible]	8,57	-2,83
▶ DJ E STOXX F & BV P		240,58	[illegible]

BIENS D'ÉQUIPEMENT

ABB AB -A-	SE	9,26	+6,49
ABB AB -B-	SE	9,20	+5,84
ABB BADEN	CH	1042,85	+5,53
ADECCO CHESEREX	CH	418,54	-1,08
ALSTOM	FR •	21,89	....
ALUSUISSE LON G	CH	896,38	-0,43
ASSOC BR PORTS	GB	3,97	....
ATLAS COPCO -A-	SE	19,34	-0,29
ATLAS [illegible] -B-	SE	[illegible]	-0,59
ATTICA ENTR SA	[illegible]	7,41	....
[illegible]	[illegible]	11,11	+0,66
BBA GROUP [illegible]	[illegible]	[illegible]	+4,08
BERGESEN	NO	[illegible]	-0,94
BONHEUR	[illegible]	[illegible]	+3,13
CMB	[illegible]	[illegible]	-0,82
COOKSON GROUP P	[illegible]	[illegible]	+1,36
DAMPSKIBS -A-	[illegible]	[illegible]	+2,44
DAMPSKIBS -B-	[illegible]	5984,16	....
DAMSKIBS SVEND	[illegible]	[illegible]	-2,36
[illegible]	[illegible]	[illegible]	....
[illegible] NO	NO	[illegible]	-4,48
[illegible]	GB	[illegible]	-1,23
EQUANT [illegible]	DE •	78	+4,90
FINNLINES	FI •	29,8	+5,71
FKI	GB	2,14	+1,37
FLS IND.B	[illegible]	17,48	+2,36
[illegible]	AT •	40,64	-0,18
GKN	[illegible]	11,32	+3,17
GLYNWED [illegible]	[illegible]	2,72	....
[illegible]	[illegible]	9,41	....
[illegible]	GB	6,18	+3,14
HAYS	GB	8,53	-2,81
[illegible] DR	DE •	48,7	+1,46
[illegible] SA P	GR	19,88	....
[illegible]	IT •	2,87	+0,34
[illegible]	GB	3,84	+0,80
[illegible] INTL [illegible]	DK	62,93	-0,43
[illegible] LUFT	DK	105,58	+0,64
KON.NEDLLOYD	NL •	11,2	....
[illegible]	FI •	102,5	-1,44
[illegible]	[illegible]	39,1	-0,38
LEGRAND [illegible]	FR •	195	-1,52
LEIF [illegible]	[illegible]	11,01	-2,08
LINDE AG	[illegible]	487	+3,55
MAN AG	[illegible]	235,5	+1,29
MANNESMANN AG	[illegible]	128,9	+0,31
METALLGESELLSCH	DE •	13,75	+1,48
METRA A	FI •	14,63	-2,47
MORGAN CRUCIBLE	[illegible]	3,23	-1,33
NFC	GB	2,03	-0,71
NKT HOLDING	[illegible]	75,31	-0,88
[illegible]	GB	10,72	-0,40
PENINS.ORIENT.S	[illegible]	9,73	+2,91
[illegible]	[illegible]	3,10	+2,30
[illegible]	DE •	487	-2,40
[illegible]	[illegible]	22,83	-0,09
[illegible]	NL •	47,75	+0,53
[illegible] -A-	DK	178,85	+0,76
RATIN -B-	DK	188,84	+0,38
[illegible] OY	FI •	9,5	+1,06
[illegible]	GB	8,60	-1,54
[illegible]	GB	2,77	-4,02
[illegible] /RM	FR •	74,85	+2,56
RHI AG	AT •	18,6	-1,28
[illegible]	CH	486,61	-0,75
[illegible] -A-	SE	16,08	-0,70
[illegible] -B-	SE	16,20	....
[illegible]	CH	444,40	-0,88
[illegible] -A-	SE	28,07	-2,12
SCANIA [illegible] -B-	SE	28,13	-2,73
[illegible] HOLD	CH	1448,19	-0,85
[illegible]	CH	1440,44	-1,80
[illegible]	FR •	52,35	+1,45
[illegible] GIA	IT •	1,08	+2,86
[illegible]	GB	9,17	-0,78
SECURITAS -B-	SE	14	+1,22
SGS [illegible] BR	CH	788,04	-1,03
[illegible] & [illegible]	[illegible]	3,33	-0,43
SIDEL /RM	FR •	73,1	+1,25
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+2,17
SITA /RM	FR •	210,4	-0,75
[illegible] -A-	SE	11,74	+2,97
[illegible] -B-	[illegible]	12,19	+3,35
SOPHUS [illegible]	[illegible]	31,50	....
[illegible]	DK	30,26	....
[illegible] NV	NL •	[illegible]	+1,75
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SVEDALA	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible] -A-	[illegible]	[illegible]	....
T.I.GROUP PLC	GB	[illegible]	-0,80
[illegible]	[illegible]	[illegible]	-1,74
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+0,68
UNITOR	[illegible]	8,20	....
[illegible]	AT •	[illegible]	[illegible]
VALMET	FI •	8,7	-3,33
▶ DJ E STOXX IND P		321,24	[illegible]

ASSURANCES

AGF /RM	[illegible]	[illegible]	+2,39
ALLEANZA ASS	IT •	10,56	-3,65
ALLIANZ AG	DE •	[illegible]	-0,30
ALLIED ZURICH	GB	13,72	-0,84
[illegible]	[illegible]	13,48	....
AXA /RM	FR •	124,4	-1,74
CGU	GB	12,67	-3,45
[illegible]	ES •	20,44	-0,34
ERGO VERSICHERU	DE •	128,5	-0,78
[illegible] GEN INS	GR	43,01	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,06	-1,17
[illegible]	[illegible]	96,17	-1,35
FORTIS AMEV NV	NL •	73,05	-1
GENERALI ASS	IT •	37	-0,84
[illegible] HLD [illegible]	AT •	204,1	-1,40
INA	IT •	2,08	-1,42
[illegible]	[illegible]	5,33	-0,86
LEGAL & [illegible]	[illegible]	13,14	+0,55
[illegible]	DE •	225,5	+1,12
[illegible] UNION	GB	6,78	-1,88
POHJOLA GRP.B	FI •	46,02	-3,86
PRUDENTIAL CORP	[illegible]	13,89	-1,13
RAS	IT •	10,3	-0,86
[illegible] SUN ALLIA	[illegible]	6,95	-0,83
SAMPO -A-	FI •	38,5	-2,74
SCHWEIZ [illegible]	CH	2178,40	-0,88
[illegible] MUNDIAL	PT •	30,34	....
SKANDIA [illegible]	SE	14,18	-3,48
STOREBRAND	NO	6,81	-1,67
SWISS LIFE [illegible]	CH	648,78	-1,61
TOPDANMARK AS	[illegible]	183,58	+0,37
TRYG-BALTICA	[illegible]	21,88	-2,42
ZURICH ALLIED N	CH	651,38	-1,13
▶ DJ E STOXX INSU P		[illegible]	[illegible]

MEDIAS

B SKY B GROUP	GB	6,49	-4,68
CANAL PLUS /RM	FR •	271,7	-2,27
CARLTON COMMUNI	GB	6,88	-0,65
ELSEVIER	NL •	13,86	-1,77
HAVAS ADVERTISI	FR •	183	+2
INDEPENDENT [illegible]	IR •	3,36	-1,47
LAGARDERE SCA N	FR •	38,48	-0,93
MEDIASET	IT •	8,6	-3,37
PEARSON	GB	18,97	-1,06
REE[illegible]	GB	8,07	-2,45
[illegible]	GB	13,48	-1,80
SCHIBSTED	NO	12,65	-3,57
TF1	FR •	173	+1,05
[illegible] & M	GB	8,14	-1,40
[illegible]	NL •	188,8	-1,40
WPP GROUP	GB	8,55	-0,88
▶ DJ E STOXX MEDIA P		313,67	[illegible]

BIENS DE CONSOMMATION

AHOLD	NL •	35	-1,27
ASDA GROUP PLC	GB	2,35	-0,61
ATHENS MEDICAL	GR	22,14	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	65,70	-0,98
BEIERSDORF AG	DE •	59	-1,87
BIC /RM	FR •	55	+0,92
BRIT AMER TOBAC	GB	8,84	-1,77
CASINO GP /RM	FR •	90	+5,51
CFR UNITS -A-	CH	1488,59	-1,44
CPT MODERNES /R	FR •	339	-0,47
DELHAIZE	BE •	81,7	-0,31
ESSILOR INTL /R	FR •	357	-0,22
ETS COLRUYT	BE •	707	-0,70
FYFFES	GB	2,30	+2,48
GIB	BE •	39,75	-0,83
GOODYS	GR	27,03	....
[illegible]	[illegible]	10,33	-0,28
KESKO OY	FI •	12,6	+0,80
[illegible]	FR •	615	-0,97
MODELO [illegible]	PT •	19,35	....
[illegible]	GR	13,08	....
PROMODES /RM	FR •	603,5	-2,19
[illegible] & [illegible]	[illegible]	11,88	-0,24
SAFEWAY	[illegible]	4,06	+1,08
SAINSBURY J. [illegible]	GB	6,21	-0,23
SEITA /RM	FR •	50,2	-0,79
SMITH [illegible]	[illegible]	2,68	+1,09
[illegible] HLDG	[illegible]	8,88	-0,78
[illegible]	ES •	21	-0,66
TAMRO	FI •	3,8	-1,30
TESCO PLC	GB	2,89	-4,12
TNT [illegible]	NL •	29,95	-0,50
▶ DJ E STOXX CNCY P		301,77	[illegible]

COMMERCE DISTRIBUTION

ARCADIA GRP	[illegible]	2,62	+9,04
BOOTS CO PLC	[illegible]	[illegible]	+1,14
CARREFOUR /RM	FR •	[illegible]	+1,03
CASTO.DUBOIS /R	FR •	[illegible]	+0,60
CENTROS COMER P	[illegible]	[illegible]	+1,48
CONTINENTE	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	-2,19
GEHE AG	[illegible]	51,1	-1,16
[illegible]	GB	11,17	....
GUILBERT /RM	FR •	[illegible]	-1,64
[illegible] & MAURIT	[illegible]	76,07	-0,15
[illegible] MARTIN	PT •	[illegible]	....
KARSTADT AG	[illegible]	[illegible]	+0,53
KINGFISHER	GB	[illegible]	+1,29
[illegible] & [illegible]	[illegible]	5,17	-2,72
METRO	[illegible]	[illegible]	+0,68
NEXT PLC	GB	[illegible]	+1,57
[illegible]	FR •	160,9	+0,56
RINASCENTE	IT •	[illegible]	-0,33
STOCKMANN B	FI •	18,5	+2,72
[illegible] HLDG [illegible]	[illegible]	218,47	[illegible]
W.H SMITH GRP	[illegible]	[illegible]	-1,01
WOLSELEY PLC	GB	6,14	+2,66
▶ DJ E STOXX RETL P		[illegible]	+0,49

HAUTE TECHNOLOGIE

ALCATEL /RM	FR •	99,85	-2,01
ALTEC SA REG.	GR	20,44	....
ASK PROXIMA	NO	5,62	-0,88
[illegible]	NL •	[illegible]	-0,58
BARCO	BE •	179,8	-3,07
BOWTHORPE	GB	[illegible]	+4,07
[illegible]	GB	[illegible]	-3,40
[illegible] BIOTECH	[illegible]	[illegible]	+4,17
[illegible]	FR •	[illegible]	[illegible]
[illegible] B	DK	100,18	+0,27
[illegible] SYST/	FR •	[illegible]	+0,24
[illegible] A.	SE	[illegible]	-0,85
FINMECCANICA	IT •	[illegible]	-2,02
[illegible] MED [illegible]	DE •	54,5	+1,87
[illegible] -A-	[illegible]	8,25	-1,99
[illegible] -B-	SE	8,35	-1,33
GETRONICS	NL •	43,85	-1,13
GN GREAT NORDIC	[illegible]	32,41	-2,43
INSTRUMENTARIUM	FI •	32	....
INTRACOM [illegible]	[illegible]	47,95	....
KON. PHILIPS EL	NL •	62	-2,21
MERKANTILDATA	NO	10,42	-2,20
MISYS	[illegible]	9,57	-0,15
[illegible]	NO	1,67	-3,51
NETCOM [illegible]	NO	30,80	-0,75
NOKIA -A-	FI •	118,2	-4,84
NOKIA -K-	FI •	117	-4,88
NYCOMED AMERSHA	[illegible]	6,75	-0,75
OCE	NL •	25,1	-3,23
OLIVETTI	IT •	3,39	+0,30
RACAL ELECT CON	GB	6,75	....
[illegible] -B-	[illegible]	44,35	+0,40
[illegible] ROYCE	[illegible]	3,87	+1,14
SAGEM	FR •	578	+3,21
SAP AG	DE •	297	-4,50
SAP VZ	DE •	336	-2,81
SEMA GROUP	[illegible]	10,75	+0,95
SIEMENS [illegible]	DE •	63,5	-0,31
SIRTI	IT •	4,93	-1,20
[illegible] IND PLC	[illegible]	15,35	+3,02
STMICROELEC [illegible]	FR •	93,85	+0,70
TANDBERG [illegible]	NO	3,85	-0,30
[illegible]	FR •	33,6	-2,87
[illegible]	[illegible]	55,50	+2,11
ZODIAC /RM	FR •	181	+1,63
▶ DJ E STOXX TECH P		[illegible]	[illegible]

SERVICES COLLECTIFS

ANGLIAN WATER	GB	10,96	+0,26
BRITISH ENERGY	GB	10,07	....
CENTRICA	GB	1,80	-1,59
EDISON	IT •	9,35	+0,54
ELECTRABEL	BE •	331	-1,30
ELECTRIC PORTUG	PT •	21,85	....
ENDESA	ES •	24,1	-2,03
EVN	AT •	127,2	-0,24
GAS NATURAL SDG	ES •	91,1	-2,57
HAFSLUND -A-	NO	6,97	....
HAFSLUND -B-	NO	3,51	....
IBERDROLA	ES •	15,23	-2,37
ITALGAS	IT •	5,44	-2,86
NATIONAL GRID G	GB	7,11	-2
NATIONAL POWER	GB	6,88	+0,63
OESTERR ELEKTR	AT •	138,9	-0,71
POWERGEN	GB	12,12	-0,59
RWE	DE •	41,7	+2,85
SCOT POWER	GB	8,38	+0,31
SEVERN TRENT	GB	13,43	-0,54
SUEZ LYON EAUX/	FR •	179,4	-2,61
SYDKRAFT -A-	SE	24,83	....
SYDKRAFT -C-	SE	18,34	+0,31
THAMES WATER	GB	16,22	-0,28
TRACTEBEL	BE •	164,5	-2,49
UNION EL-FENOS	ES •	14,85	-2,04
UNITED UTILITIE	GB	11,21	-1,28
VIAG	DE •	477	+0,42
VIVENDI/RM	FR •	261,7	-0,30
▶ DJ E STOXX UTIL P		[illegible]	[illegible]

EURO NOUVEAU MARCHÉ

02/02 12 h 32 ▶	Cours en Euros	% Var. veille

AMSTERDAM

AIRSPRAY NV	27,45	....
ANTONOV	0,91	+1,11
C/TAC	17,5	+3,55
CARDIO CONTROL	8,5	....
CSS	16,6	-0,60
HITT NV	8,6	+0,03
INNOCONCEPTS [illegible]	20,5	+0,99
[illegible]	16,7	[illegible]
POLYDOC	[illegible]	+4,76
PROLION HOLDING	78	-2,50
RING ROSA	10,3	-4,19
[illegible] ROSA [illegible]	2,15	....
UCC HOLDING [illegible]	14,3	+1,42

BRUXELLES

[illegible] HLD CT	1,72	....
FARDEM BELGIUM ABC	17,35	....
[illegible] HLD	5,2	....
INTL [illegible] B	12,5	-5,66
LINK SOFTWARE B	7,80	+2,73
PAYTON [illegible]	2,81	+0,36
[illegible]	9	....

FRANCFORT

1 & 1 AG [illegible] CO.KGAA	155	-7,45
AIXTRON	218	-2,68
[illegible] BETEILIGUN	[illegible]	-2,19
[illegible] BIOTECH ZT-D	[illegible]	-0,62
[illegible] ZT-D	[illegible]	+0,27
BERTRANDT [illegible]	[illegible]	+2,94
[illegible] SYSTEMS SOFTW	[illegible]	+0,40
CE [illegible] EQUIPM	164	-1,28
CE CONSUMER ELECTR	[illegible]	+2,38
CENIT [illegible]	[illegible]	-1,84
DRILLISCH	[illegible]	-3,82
EDEL MUSIC [illegible]	429	-0,47
ELSA	[illegible]	-2,99
[illegible] & MERCHANDI	860	-2,05
EUROMICRON	37,3	-0,53
[illegible] NV	23	-5,88
HOEFT & [illegible]	136,5	....
HUNZINGER INFORMAT	145	-1,28
INFOMATEC	[illegible]	+0,21
[illegible]	124	+1,22
KINOWELT [illegible]	191	-1,56
LHS GROUP	38,25	-4,38
LINTEC [illegible]	130	-0,76
LOESCH UMWELTSCHUT	12,1	+7,56
[illegible] UND MASCHIN	[illegible]	-2,82
[illegible]	436	-0,91
MUEHL [illegible]	19	....
MUEHLBAUER HOLDING	94	-5,59
PFEIFFER [illegible]	38,5	-1,29
[illegible]	167	-1,76
[illegible]	102	+9,68
[illegible] NV	61,4	-0,65
REFUGIUM [illegible]	34	+1,19
[illegible]	17,7	+1,14
[illegible]	45	+7,14
SCM MICROSYSTEMS	68,5	-0,72
SER SYSTEME	400	-1,72

• CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

EURS FRANÇAISES

Casino ■ profité de son introduction au sein ■ CAC 40. À l'ouverture de la séance du 2 fé- ction ■ gagné 7,3 %, ■ 91,5 euros.

evanche, l'action **Usinor** qui a cédé ■ place ■ de l'indice CAC 40, ■ chuté ■ 6,35 %, à 11,05 ■ ouverture ■ cotations.

L'action **BNP** a débuté la séance ■ *mardi* ■ une hausse de 0,64 %. La veille, elle avait ■ une évolution cahoteuse. Réservée à la hausse ■ ■ de journée, ■ a terminé la séance sur ■ ■ de 2,34 %.

● Au lendemain ■ l'annonce de la fusion entre la So- ■ générale ■ Paribas, l'action **Société générale** ■ reculé de 2,74 % ■ l'ouverture des transactions. Et celle ■ *Paribas* ■ *abandonné* 1,89 %.

● Le titre **Grandvision** ■ gagné 4,74 %, profitant de l'annonce ■ franchissement ■ seuil de 5 % de ■ capital opéré par la financière Agache (*holding du groupe* LVMH). Cette dernière ■ déclaré que l'opération était destinée ■ profiter de la sous-évaluation boursière de Grandvision.

■ Le titre **Alcatel** ■ reculé de 1,96 %, mardi matin, après l'annonce de l'émission d'un emprunt obligataire ■ 1,33 *milliard* d'euros qui a rencontré un grand succès.

● L'action Lagardère a réagi par une baisse ■ 1,17 % à l'annonce dans la presse de l'imminence d'un accord avec l'Etat ■ les parités ■ fusion avec Aerospatiale.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 2 FÉVRIER — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 19 février

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
B.N.P. (T.P.)	148,50	147,87	969,79	– 0,42	6,10
CR.LYONNAIS(TP)	142,90	145,90	957,36	...	6,10
RENAULT (T.P.)	440	436,50	2863,28	– 0,79	15,15
SAINT GOBAIN(T.P.	177,10	179,80	1179,41	+ 1,52	9,77
THOMSON S.A (T.P	140	...	...	...	6,11
ACCOR	190	188	1233,44	+ 1,06	3,51
AGF	82,30	83,45	360,61	+ 2,19	0,76
AIR LIQUIDE	145,70	145,20	952,45	– 0,34	2,58
ALCATEL	...	130,80	858,24	– 1,47	1,75
ALSTOM	...	21,80	143,00	– 0,13	...
ALTRAN TECHNO. #	260,80	255,10	1673,35	– 2,18	0,53
ATOS CA	219	213,90	1403,05	– 2,32	...
AXA	126,60	...	810,11	– 2,44	1,37
BAIL INVESTIS	127,10	...	833,07	– 0,07	9,80
BAZAR HOT. VILLE	110,80	110	721,55	– 0,54	2,59
BERTRAND FAURE	69,30	...	...	– 0,80	0,61
BIC	84,30	80,35	382,42	+ 1,37	0,46
BIS	80,10	...	537,88	+ 2,37	1,22
B.N.P.	...	...	...	+ 1,21	1,07
BOLLORE	...	170,10	1116,78	– 1,10	...
BONGRAIN	...	...	...	– 2,39	...
BOUYGUES	258	...	1517,23	– 2,81	...
BOUYGUES OFFS	...	...	...	– 2,07	...
BULL#	6	5,98	39,23	– 0,33	...
CANAL +	278	270,40	1773,71	– 2,73	3,05
CAP GEMINI	...	169	1108,57	...	0,53
CARBONE LORRAINE	37,99	...	247,85	– 0,50	3,81
CARREFOUR	580	582	3883,27	+ 2,06	4,57
CASINO GUICHARD	85,90	88,25	592	+ 5,80	1,19
CASINO GUICH.ADP	54,10	56,25	368,98	+ 3,97	1,23
CASTORAMA DUB.(L	199	202,70	...	= 1,85	1,65
C.C.F.	88,30	86,15	565,11	– 2,43	1,02
CEGID (LY)	162,50	159,80	1048,91	– 1,76	3,81
CEREOL	...	...	44,67	...	0,15
CGIP	57,55	...	...	– 3,99	0,40
CHARGEURS	41,10	...	...	– 0,72	1,45
CHRISTIAN DALLOZ	50,25	50	327,85	– 0,49	0,76
DIOR	113	112,80	739,98	– 0,70	...
CIC	81,90	80,50	528,05	– 1,70	...
CIMENTS FRANCAIS	48	48,75	319,78	+ 1,56	0,76
CLARINS	68,60	69,80	458,18	+ 2,62	0,59
CLUB MEDITERRANE	80,90	82	537,88	...	0,89
CNP ASSURANCES	35,27	...	...	+ 0,19	...
COFLEXIP	80	...	350,94	+ 0,94	1,14
COLAS	...	...	...	– 0,32	4,27
ENTREP	2,11	2,12	13,91	+ 0,47	1,14
CPR	37,50	36	236,11	– 4	3,35
CRED.FON.FRANCE	13,30	13,38	...	– 0,30	4,27
CFF (FERRAILLES)	29,21	29,15	191,21	– 0,20	1,14
CREDIT LYONNAIS	...	...	...	+ 0,28	1,52
CS SIGNAUX(CSEE)	66,65	67,05	...	+ 1,19	0,84
DAMART	67,80	68	...	+ 0,29	34,39
DANONE	248,50	...	1644,45	+ 0,80	2,82
DASSAULT-AVIATIO	184,60	...	...	+ 2,49	5,03
DASSAULT SYSTEME	42,40	42,82	...	+ 0,30	0,18
DE DIETRICH	40	41,50	...	+ 3,75	0,38
DEVEAUX(LY)#	82	82	...	...	4,57
DEV.R.N-P.CAL LI	9,98	9,99	65,53	+ 0,10	...
DEXIA FRANCE	135	137	898,30	– 2,85	2,84
DMC (DOLLFUS MI)	5,62	5,60	...	– 1,44	...
DYNACTION	33,60	...	...	– 0,12	0,46
ECIA	...	108	...	– 0,47	1,98
EIFFAGE	...	61,80	...	+ 2,91	1,52
ELF AQUITAINE	...	...	841,28	– 0,76	2,29
ERAMET	...	...	176,98	– 1,26	1,14
ERIDANIA BEGHIN	...	140,20	...	– 2,57	5,34
ESSILOR INTL	...	958	3835,21	– 0,50	...
ESSILOR INTL.ADP	...	965	2116,74	...	2,71
ESSO	72,50	...	472,94	– 0,55	2,29
EURAFRANCE	510	...	...	+ 0,49	...
EURO DISNEY	1,12	1,12	7,35	...	0,10
EUROPE 1	...	220	1443,11	+ 2,32	2,90
EUROTUNNEL	1,04	1,07	...	+ 2,88	...
FIMALAC SA	107,70	109	696,96	– 1,36	2,59
FINEXTEL	18,01	18,01	118,14	...	0,60
FIVES-LILLE	64,50	66,60	...	+ 1,55	1,07
FRANCE TELECOM	26,80	...	...	– 3,05	...
FROMAGERIES BEL	700	...	...	...	...
GALERIES LAFAYET	...	680	4576,83	...	...
GASCOGNE	74	73,15	479,83	– 1,14	2,44
GAUMONT #	66	64	419,81	– 3,03	0,38
GAZ ET EAUX	...	41,80	272,22	– 1,40	0,38
GECINA	...	194	...	+ 0,77	2,97
GEOPHYSIQUE	42,22	42,60	279,37	+ 0,87	1,22
GRANDVISION	25,05	25,61	168,68	+ 1,39	0,20
GROUPE ANDRE S.A	89	90	590,49	...	...
GPE VALFOND ACT.	44,70	...	...	– 1,68	0,38
GR.ZANNIER (LY)	17,40	17,40	114,14	...	0,38
GROUPE GTM	...	68	544,44	– 1,07	...
GROUPE PARTOUCHE	...	71,60	...	– 1,64	1,37
GUILBERT	122	...	787,60	– 1,55	2,06
GUYENNE GASCOGNE	370	...	2374,66	– 2,16	5,18
HACHETTE FILLIPAC	180	237,80	1428,77	– 1,13	2,29
HAVAS ADVERTISING	160	169,20	1066,80	+ 2,33	2,29
IMETAL	...	120	721,55	– 0,72	2,87
IMMEUBLES DE FCE	17,60	18	118,07	+ 2,27	...
INFOGRAMES ENTER	58	59,50	381,44	+ 0,25	...
INGENICO	23,60	23,45	153,82	– 0,89	0,46
INTERBAIL	21,50	22,80	143	– 0,45	2,61
INTERTECHNIQUE	252	252	1653,01	...	3,81
ISIS	...	56,75	362,55	– 2,99	2,16
JEAN LEFEBVRE	...	53,75	462,95	– 4,51	1,83
KLEPIERRE	83,80	83,80	549,69	...	4,27
LABINAL	182	188,40	1235,82	– 1,87	4,12
LAFARGE	80,65	77,30	865,74	– 4,98	1,98
LAGARDERE	38,65	38,80	257,53	– 1,65	...
LEBON (CIE)	34,60	33,10	217,46	– 4,19	1,07
LECTRA	198	194,90	1278,48	– 1,56	0,70
LEGRAND	...	115,10	755,01	– 3,19	1,12
LEGRAND ADP	44	43,00	285,34	– 1,13	0,91
LEGRIS INDUST.	121,80	122	800,27	+ 0,16	0,24
LOCINDUS	621	616,50	4083,85	– 0,24	2,44
MOET HEN.	...	214,50	1407,03	+ 1,17	0,95
MARINE WENDEL	...	185,40	1281,74	– 0,86	2,90
METALEUROP	4,11	4,20	27,55	+ 2,18	0,61
MICHELIN	32,80	32,47	212,99	– 1	0,58
MONTUPET SA	...	38,30	251,11	+ 0,27	2,29
MOULINEX	9,95	10	65,60	+ 0,50	0,61
NATEXIS	68	69,05	372,55	– 2,05	1,82
NORBERT DENTRES	23	23,75	155,81	+ 3	1,30
NORD-EST	28	22,60	147,68	– 2,17	0,84
NORDON (NY)	72,60	71,60	469,81	– 1,37	...
NRJ #	167,20	170	1115,13	+ 1,61	1,14
OLIPAR	6,92	...	...	...	...
PARIBAS	...	89,60	587,80	– 1,84	...
PATHE	332,80	330,50	1638,22	+ 0,68	...
PECHINEY ACT ORD	29,80	29,60	191,54	– 2,01	0,61
PERNOD-RICARD	53	54,05	358,31	+ 2,54	0,72
PEUGEOT	140,20	144,20	946,15	– 2,28	0,46
PINAULT-PRINT.RE	160	160	1062,65	+ 1,25	0,95
PLASTIC OMN.(LY)	...	46,20	467,20	+ 2,19	1,82
PRIMAGAZ	71	72	472,85	+ 2,61	1,31
PROMODES	917	900	5908,22	– 1,45	2,59
PUBLICIS #	139	139,90	918,14	– 0,57	0,03
REMY COINTREAU	...	38,75	102,98	– 1,28	0,70
RENAULT	49,20	47,05	308,83	– 4,38	0,53
REXEL	72,70	73,50	482,65	+ 2,88	3,68
RHODIA	13,55	13,70	89,97	+ 0,96	...
ROCHEFORTAISE CO	110,80	108,50	712,27	– 0,90	0,16
ROCHETTE (LA)	2,35	2,35	15,46	+ 0,42	0,46
ROYAL CANIN	...	31,50	207,64	...	0,46
RUE IMPERIALE (L	980,60	1000	6563,57	+ 1,98	19,51
SADE (NY)	35,30	34,50	227,46	+ 2,84	1,91
SAGEM SA	...	130	3804,38	+ 3,57	4,19
SAINT-GOBAIN	...	129,50	849,97	– 0,38	2,82
SALVEPAR (NY)	73	73	479,14	...	2,82
SANOFI	176	179,1	1121,88	+ 2,39	1,07
SAUPIQUET (NS)	57	56,90	367,98	– 1,57	1,52
SCHNEIDER SA	51,60	52,20	342,57	+ 1,28	...
SCOR	60	60,60	397,61	+ 0,60	1,82
S.E.B.	50,10	51	334,54	+ 1,79	1,89
SEFIMEG CA	80,60	80,05	525,15	– 0,68	1,11
SEITA	30,60	30,60	327,02	– 1,92	0,91
SELECTIBANQUE	11,00	10,90	72,01	...	4,57
SFIM	60,05	...	...	...	0,61
SGE	43,60	44,20	290	+ 1,63	0,76
SIDEL	...	73,50	475,57	+ 0,41	0,76
SILIC CA	185,90	186,90	1224,68	+ 0,16	2,29
SIMCO	79	78	511,21	...	2,29
S.I.T.A	212	208,70	1375,54	– 1,06	2,06
SKIS ROSSIGNOL	10,60	10,60	69,53	...	0,23
SOCIETE GENERALE	159	156,90	983,28	– 2,02	3,20
SOC.FONC.LYON.#	134,20	134,80	884,09	+ 0,44	2,93
SODEXHO ALLIANCE	159,10	160	1056,09	+ 1,53	5,34
SOGEPARC (FIN)	72,75	72,40	474,91	– 0,48	2,44
SOMMER-ALLIBERT	24,85	24,42	160,18	– 0,93	0,69
SOPHIA	38,10	38,01	249,33	– 0,23	2,18
SPIR COMMUNIC. #	55,70	55,60	364,06	– 0,35	2,29
STRAFOR FACOM	64,05	64	419,81	– 0,07	1,30
SUEZ LYON.DES EA	184,20	180	1180,72	– 2,28	2,29
SYNTHELABO	228,70	220	1436,55	– 4,85	0,94
TECHNIP	78	74,40	485,41	– 2,63	2,21
THOMSON-CSF	34,80	33,60	220,24	– 2,64	0,55
TOTAL	92	87,95	576,89	– 0,70	1,95
UNIBAIL	110,40	110	721,55	– 0,38	4,57
ASSURFONCIER	111	110,30	723,62	– 0,63	3,05
USINOR	11,80	11,05	72,48	– 6,35	0,50
VALEO	75,90	72,10	472,94	– 5	0,99
VALLOUREC	30,60	30,67	201,18	+ 0,22	1,14
VIA BANQUE	28,90	28,50	186,95	– 2,73	1,83
VIVENDI	262,50	255,20	1708,77	– 0,76	2,29
WORMS (EL.SOMEAL	14,05	13,65	89,21	– 3,20	...
ZODIAC EX.DT DIV	178,10	178,70	1172,28	+ 0,33	2,13

International ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Montant coupon (1)
AMERICAN EXPRESS	89,90	89,15	584,79	– 3,18	0,18
A.T.T. #	92,05	92,45	640,64	+ 0,48	0,24
BARRICK GOLD #	17	17,40	114,46	+ 2,84	0,06
CROWN CORK ORD.#	...	...	...	...	0,18
DE BEERS #	...	11,45	81,73	– 0,39	0,10
DU PONT NEMOURS	45,20	45	295,18	– 0,61	0,26
EASTMAN KODAK #	58,85	58	380,46	– 1,44	0,32
FORD MOTOR #	...	54	354,22	– 1,63	0,34
GENERAL ELECT. #	...	59,40	389,67	– 0,83	0,25
GENERAL MOTORS #	60	58	697,68	+ 2,80	0,38
HITACHI #	6,84	6,11	40,08	– 2,08	0,03
I.B.M #	161,40	159,40	1039,64	– 1,86	0,18
ITO YOKADO #	55,15	55,50	365,04	+ 4,70	0,09
MATSUSHITA #	15	15,22	99,71	+ 1,39	0,03
MC DONALD'S #	...	69,90	457,86	+ 0,43	0,07
MERCK AND CO #	...	100	662,74	– 0,15	0,40
MITSUBISHI CORP.	5,17	5,18	33,45	– 1,89	0,02
MOBIL CORPORAT.#	76,40	76,90	482,86	– 1,69	0,41
MORGAN J.P. #	93	...	...	...	0,71
NIPP. MEATPACKER	...	13,60	67,70	+ 2,13	0,09
PHILIP MORRIS #	41,47	40,50	265,22	– 1,39	0,32
PROCTER GAMBLE	...	69	624,77	...	0,21
SEGA ENTERPRISES	17,50	17,60	113,67	– 0,80	0,08
SCHLUMBERGER #	...	48,05	275,00	– 0,88	0,18

ABRÉVIATIONS

■ = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; ■ = Nancy; ■ = Nantes.

SYMBOLES

1 ■ 2 = catégories ■ ■ - ■ ■ catégorie 3 ; ■ ■ détaché ; ● ■ détaché ; # ■ d'avantage d'animation ; ■ = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ■ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon ■ euros; ■ ■ ■ : paiement dernier coupon ; *Jeudi* ■ ■ : compensation ; ■ ■ ■ : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI ■ FÉVRIER

Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADLPARTNER #	84,80	160,71	– 0,60
AB SOFT	12,05	79,04	– 24,45
ALPHAMEDIA	38	285,82	– 3,74
ALPHA MOS	8,10	53,13	– 1,81
ALTAMIR & CI	152,80	1002,30	...
ALDETA	5,20	34,11	+ 1,16
APPLIGENE ON	2,80	18,99	– 7,50
ASTRA	1,05	6,88	– 0,94
ATN	10,60	69,56	– 2,77
AVENIR TELEC	88	380,78	+ 1,19
BARBARA BUI	7	45,92	+ 7,69
BELVEDERE	69,90	387,06	+ 12,57
BIODOME #	13,05	85,64	– 1,06
BVRP EX DT S	48,50	318,14	– 2,02
BVRP DS 99	0,50	3,28	...
CAC SYSTEMES	8,80	57,72	...
CEREP	83,65	185	– 5,48
CHEMUNEX #	0,84	5,17	– 1,05
COIL	41,50	272,22	+ 3,23
CRYO INTERAC	21,40	140,37	...
CYBER PRES.P	46,02	314,99	+ 2,17
CYRANO #	14,70	96,43	+ 1,37
DESK #	22	144,31	+ 4,76
DESK BS 98	3,08	20,20	+ 6,20
DMS #	12,65	82,94	– 4,50
DURAND ALLIZ	6,16	40,41	– 1,44
DURAN DUBOI	88	642,84	– 1,10
EFFIK	34	157,48	+ 2,12
ESKER	19,50	127,91	– 7,05
EUROFINS SCI	89,90	451,85	...
EURO.CARGO S	11,48	75,30	...
EUROPSTAT #	34	223,03	...
FABMASTER #	18,90	123,96	+ 2,69
FI SYSTEM #	23,80	156,12	– 1,24
FLOREANE MED	8,35	54,77	– 7,19
GENERIX #	57,45	376,85	...
GENESYS #	15	...	+ 4
GENSET	86,50	570,62	– 4,23
GROUPE D #	25	163,99	...
GUILLEMOT #	26	387,01	– 4,06
GUYANOR ACTI	0,40	2,62	– 9,09
HF COMPANY	69,85	411,94	...
HIGH CO.	34,35	224,99	– 9,99
HOLOGRAM IND	55	360,46	– 3,33
IDP	3,61	16,43	...
IDP BS 98 (2	1,67	7,02	...
IGE + XAO	3,90	24,83	+ 2,70
ILOG #	7,25	47,56	– 15,08
IMECOM GROUP	2,60	16,40	± 3,20
INFONIE	25	150,87	+ 0,43
INPOTEL #	26,90	186,95	+ 1,78
LEXIBOOK #	69,90	282,54	± 1,08
JOLIEZ-REGOL	8,90	55,76	+ 20,56
JOLIEZ-REGOL	0,35	2,30	...
LACIE GROUP	11,80	75,44	– 8,56
MEDIDEP #	17,90	114,78	– 0,56
MILLE AMIS #	6,25	41	– 3,54
MONDIAL PECH	0	59,04	...
NATUREX	12	78,71	...
OLITEC	94,05	616,93	...
OMNICOM	135	888,82	– 0,77
INTL RG	2,90	19,09	– 2,12
TECH	17	111,61	– 2,85
PHONE SYS.NE	7,90	51,76	– 1,37
PICOGIGA	11,90	78,66	– 5,59
PROSODIE	68	446,06	+ 2,73
PROLOGUE SOF	24,60	160,71	+ 3,69
PROXIDIS	1,84	12,07	...
QUANTEL	3,21	34,18	+ 2,25
R2I SANTE	36,20	238,11	– 1,09
RADOUX INTL	36,80	241,39	...
RECIF #	19	85,27	– 1,51
REPONSE #	18	118,07	...
REGINA RUBEN	0,15	...	– 0,80
SAVEURS DE F	25,50	154,15	...
SILICOMP #	10,40	68,22	– 2,80
SERP RECYCLA	121	793,71	...
STACI #	23,01	150,94	...
STELAX	0,38	2,49	...
SYNELEC #	57	242,70	– 3,89
LA TETE D.L	3,08	20,20	– 7,22
THERMATECH I	28,85	189,30	– 3,50
TITUS INTERA	76,10	499,18	– 4,27
TITUS INTER.	160,80	659,89	...
TRANSICIEL #	40,20	303,05	– 0,84
TR	15	98,39	...

SECOND MARCHÉ

MARDI 2

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ADA	65,50	...	–
AIGLE #	73,50	...	– 3,28
ALCECO #	42	...	+ 2,36
APRIL S.A.#	74,60	...	– 1,12
ARKOPHARMA #	65	426,37	+ 1,64
ASSUR.BQ.POP	97,50	639,56	...
ASSYSTEM #	20	134,03	– 0,21
BELLE JARDIN	17,40	114,17	...
BENETEAU CB#	104,90	684,80	+ 2,19
BIOBLOCK SCT	63	413,22	...
BISC. GARDEI	6,40	41,98	...
BOIRON (LY)#	38	249,25	– 2,41
BOISSET (LY)	49	321,74	– 1,18
BOIZEL CHANO	69,50	455,89	– 0,71
BONDUELLE	17,90	117,41	– 2,48
BOURGEOIS (L	6	39,48	+ 14,28
BRICE	39	255,82	– 4,98
BRICORAMA #	38	249,32	– 2,85
BRIOCHE PASQ	100	655,96	...
BUT S.A.	44	288,62	...
SOLERI	51,80	339,81	– 0,58
CDA-CIE DES	27	177,09	– 0,17
CEGEDIM #	26	170,61	– 0,25
CERG-FINANCE	68	446,06	– 3,48
CGBI	29	190,24	– 1,26
CLAYEUX (LY)	6,50	42,64	– 4,92
CNIM CA#	58	380,46	...
COFITEM-COFI	54	354,23	+ 0,09
CIE FIN.ST-H	54	354,23	– 2,05
C.A. PARIS I	148,90	976,98	– 0,13
CA.ILLE & V	53	347,77	– 0,09
CA.LOIRE/H	42	275,57	...
CA.MORBIHAN	47,90	314,24	+ 0,42
CA.DU NORD#	73	478,95	+ 0,82
C.A. OISE CC	58,40	383,14	– 0,16
C.A PAS DE C	87,80	576,02	– 0,11
CA TOULOUSE	74,70	490	– 1,19
CRCAM CCI NV	41,80	274,18	...
CRCAM TOUR.P	34,01	223,07	– 1,30
CROMETAL	30	196,85	...
DAPTA-MALLIN	...	...	...
GROUPE J.C.D	52,95	347,38	+ 0,48
DAUPHIN OTA	66,50	436,24	...
DECAN GPE NO	40	262,46	...
DU PAREIL AU	59,90	392,94	...
EXPAND S.A.	44	288,64	+ 2,50
L ENTREPRISE	62,50	409,92	– 0,61
ETAM DEVELOP	26,00	170,59	– 3,16
EUROPEENNE C	77	505,09	– 4,93
EUROP.EXTINC	53,50	350,12	+ 3,58
EXEL INDUSTR	53,90	353,01	– 4,02
FACTOREM	52	341,10	...
FACTOREM NV	134,50	882,16	– 4,86
FAIVELEY #	21,60	141,70	– 1,12
FINACOR	3,70	24,27	...
FINATIS(EX.L	72,95	478,62	– 0,68
FININFO	26	170,54	– 0,58
FLO (GROUPE)	38,40	251,90	+ 1,59
FOCAL (GROUP	44	288,64	+ 0,82
FRANKIN 39	52	341,10	– 2,75
FRANKOPARIS	13,95	91,51	...
GARONOR ACT	74,60	489,31	– 2,41
GAUTIER FRAN	67,50	442,77	+ 1,35
GEL 2000	2,60	17,06	+ 2,45
GENERALE LOC	23,90	156,79	– 2,45
GEODIS #	110	721,55	+ 1,85
G.E.P PASQUI	26	170,59	– 4,98
GFI INDUSTRI	37,40	245,30	– 2,85
GFI INFORMAT	104,50	685,48	– 0,28
GO SPORT	67,50	442,77	– 0,88
FINANCIERE G	1,05	6,89	...
GRAND MARNIE	4900,00	32794,57	– 0,01
GROUPE BOURBO	47	308,30	...
GUERBET SA	17,60	115,45	– 2,22
GUY DEGRENNE	38,90	255,18	– 3,85
GUYOMARC H N	58,50	383,83	...
HERMES INTL	23,85	479,18	– 3,76
HYPARLO #0,Y	140,80	650,24	– 1,47
I.C.C.#	35,80	185,84	– 0,35
IMMOB.BATIBA	61,95	349,77	– 0,09
IMSOINT.META	7,70	50,51	...
INFO REALITE	37	242,70	– 2,63
INT. COMPUTE	6,80	45	– 4,96
JET MULTIMED	68	867,86	– 3,58
LATECOERE #	75,90	495,25	+ 0,33
L.D.C.	109	774,03	...
LECTRA SYST.	8,26	37,72	– 0,69
LEON BRUXELL	55,40	293	+ 1,77
LVL MEDICAL	27,20	144,18	+ 7,74
EVE MEDICAL	13,20	...	+ 0,70
MG-METROPOLE	100,50	...	+ 0,62
MEDASYS DIGI	2,34	14,82	...
MANITOU #	102	600,27	– 1,61
MANUTAN	46,90	317,48	– 2,22
MARC ORIAN	110	721,55	– 2,89
MARIONNAUD P	46,75	306,97	+ 0,89
MECATHERM #	39	167,43	...
MGI COUTIER	46,00	299,21	+ 4,70
MICHEL THIER	108	714,98	...
TOUPARGEL (L	9,85	59,36	...
PARIS EXPO	54,50	341,36	– 0,59
PHYTO-LIERAC	15,60	...	+ 0,25
POCHET	90	557,56	...
RADIALL #	25,60	418,50	– 0,93
RALLYE(CATHI	64	482,61	+ 1,62
REYNOLDS	38,10	237,13	+ 3,25
RUBIS #	22,35	144,97	– 1,63
SABATE SA #	128,50	676,20	+ 0,58
SEGUIN MOREA	70	459,17	+ 0,43
SIDERGIE	69	324,77	...
SIPAREX (LY)	20	167,45	...
SOCAMEL-RESC	30,25	107,23	...
SOPRA #	270,50	1742,22	+ 4,98
SPORT ELEC S	1,90	28,50	...
STEF-TFE #	27	288,94	– 4,65
SUPERVOX (B)	0,49	18,14	...
SYLEA	48,05	318,01	– 3
TFI	173	1134,81	+ 1,05
TRIGANO	28,50	191,84	...
UBI SOFT ENT	100,50	700,25	– 0,42
UNILOG	290	2023,83	+ 0,12
VIEL ET CIE	20	131,19	– 0,49
VILMOR.CLAUS	86,50	579,64	+ 1,43
VIRBAC	62,50	419,81	– 0,77
WALTER #	58,50	385,81	– 0,49
GPE S	70	329,72	+ 2,40
AFIBEL	43	295,18	...
AIRFEUR(NS)	59,90	240,01	– 3,71
ALAIN MANOUR	22	144,31	– 4,34
BQUE TARNEAU	69,50	455,89	– 0,57
BIOPAT	101,50	663,17	...
C.A.GIRONDE	52,50	809,71	...
C.A. MIDI CC	53	347,68	...
C.A. SOMME C	51,95	340,83	– 0,09
CR.AG.SUD RH	53,40	350,28	...
CIDER SANTE	43,01	282,18	– 4,73
CODETOUR	57,50	377,30	+ 0,43
COFIDUR #	11,60	76,10	– 1,80
INDUSTR	35,50	232,86	– 0,99
DELACHAUX S	92	603,27	...
DELMON INDUS	36,80	239,42	...
DIGIGRAM #	17,90	117,74	– 1,64
DISTRIBORG G	81	534,64	– 3,22
EMIN-LEYDIER	42	275,50	...

SCIENCES Jeudi 4 février, si le ciel est clément, la nuit brillera d'une nouvelle étoile. Les Parisiens, et plus généralement les Français, devraient être aux premières loges pour la voir en fin de soirée. ■ POUR CETTE OPÉRATION, les cosmonautes de la station Mir vont déployer en orbite un fin miroir de 25 mètres de diamètre. ■ L'OBJECTIF est de vérifier qu'il est possible avec un tel dispositif de concentrer les rayons du Soleil, de les renvoyer vers la Terre et d'éclairer des zones plongées dans de longues périodes de nuit. ● EN 1993, une expérience analogue avait été tentée par les Russes, mais avec un succès mitigé. ■ LES ASTRONOMES craignent aujourd'hui que la multiplication – encore très hypothétique – de tels systèmes, dont les recherches, déjà rendues difficiles par la pollution lumineuse des villes et le nombre grandissant de satellites.

Les Russes s'apprêtent à nous faire vivre la nuit des deux lunes

Les cosmonautes de Mir s'apprêtent à déployer un fin miroir d'aluminium de 25 m de diamètre. Le but de cette expérience est de tester une technique qui pourrait permettre d'éclairer depuis l'espace des zones plongées dans la nuit polaire

« ARRÊTEZ [illegible] » Les cris [illegible] et de quelques-uns de leurs collègues étrangers sur la Toile n'y auront rien fait. *Jeudi 4 février*, le « Bannière » sera déployée par [illegible] station Mir et, si le ciel est clément, la nuit brillera d'une nouvelle étoile. Les Parisiens, et plus généralement les Français, devraient être [illegible] premiers en fin de soirée, vers [illegible] h 45, à recevoir les rayons de cet astre éphémère qui, à en croire son promoteur, le Russe Vladimir Syromyatnikov, directeur général du Space Regatta Consortium (SRC), un groupement d'industriels [illegible] créé en 1990, sera cinq à dix fois plus lumineux que la Lune !

Depuis des décennies, des scientifiques rêvent d'apprivoiser le Soleil. [illegible] pour en récupérer l'énergie à l'aide de gigantesques [illegible] couvrant sur plusieurs hectares, voire plusieurs [illegible] carrés, de photopiles. Soit, si c'est toute l'idée de Vladimir Syromyatkinov, pour éclairer les villes de Sibérie qui connaissent [illegible] arctique pendant les longs mois d'hiver.

De là à imaginer, ironisent certains, que, sous la [illegible] ainsi reflétée, les ours vont sortir de leur période d'hibernation, les glaces du pôle [illegible] et provoquer des inondations catastrophiques et les plantes se [illegible] en hiver, il n'y a qu'un pas... qu'il faut garder de franchir. D'ailleurs, le directeur de l'observatoire du mont Palomar, Robert Brucato, qui redoute [illegible] futurs nombreux miroirs, *« rien ne dit que tous ces gens des zones boréales désirent [illegible] de lumière »*. D'autant que [illegible] projets leur seront imposés, *« n'auront pas la possibilité de fermer l'interrupteur »*.

PROJECTEUR GÉANT

Qu'importe, Vladimir Syromiatnikov est sûr de son affaire et attend avec impatience le déploiement du miroir par les cosmonautes de Mir. D'un diamètre de 25 m, cet objet, fait d'une peau d'aluminium très fine de quelques millièmes de millimètre d'épaisseur, a été envoyé en orbite en octobre 1998 à bord d'un des vaisseaux cargos Progress qui ravitaillent régulièrement la station orbitale russe. Depuis, le miroir a été stocké. Dans les tout prochains jours, les cosmonautes Guennadi Padalka et Serguei Avdeïev devraient sortir Znamia-2 5 – c'est son nom –, l'installer sur le Progress arrimé à la station, le tester et larguer l'ensemble qui s'éloignera à [illegible] de sécurité.

Une fois déployée, la « Bannière » et son vaisseau porteur se livreront à quelques manœuvres [illegible] à orienter le miroir de telle façon qu'il recueille la lumière du Soleil et la renvoie vers la Terre. Si tout se passe bien, Mir et Znamia vogueront de conserve pendant vingt-quatre heures et la « Bannière » illuminera, faiblement, l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et l'Amérique du Nord, peu après le coucher du Soleil. Comme un projecteur géant, dont le spot au sol, de 5 à 7 [illegible] à grande vitesse.

Que les Terriens se rassurent, [illegible] ne dispensera qu'un jour très blême et pendant quelques minutes seulement. Et [illegible]. Si un ciel clair n'est pas au rendez-vous, la nouvelle lune risque de passer d'autant plus inaperçue que l'expérience *Novey Svet* (Nouvelle Lumière) ne doit durer que quelques heures. Malgré les difficultés de financement de cette manœuvre payée en partie – et peut-être pour des [illegible] publicitaires – par le groupe Energia, spécialiste des fusées et des vaisseaux spatiaux habités, et malgré les incertitudes de la météo, Vladimir Syromyatnikov tient bon et balaie d'un revers de main les objections.

Même l'expérience de février 1993 ne l'arrête pas. A l'époque, les [illegible] déployé en orbite le miroir Znamia-2, une structure analogue d'une vingtaine de mètres de diamètre, dont les résultats sont loin d'avoir fait l'unanimité. La tache de lumière de 5 [illegible] réfléchie par cette première « Bannière » a traversé la France à la vitesse de 8 km par seconde, puis avait poursuivi sa course en direction de la Suisse, de l'Allemagne, de la République tchèque, de la Pologne et de la Biélorussie où elle s'était dissipée dans les feux du Soleil levant. Ni le bétail ni les noctambules n'avaient été affectés par cette expérience considérée par beaucoup comme *« un demi-échec »*.

AUTRES PRIORITÉS

Peu importe, rétorquent les promoteurs du Space Regatta Consortium. *« Nous faisons la démonstration qu'une nouvelle branche de la conquête spatiale est sur le point de se développer »*, [illegible] brandissant leur tout nouveau projet, Znamia-3, un miroir de 60 à 70 m de diamètre, qui pourrait être lancé en 2000 pour la somme de 20 millions de dollars (17,5 millions d'euros). Un appel à d'éventuels sponsors a été lancé pour financer cette expérience qui conduirait à modifier *« substantiellement »* le vaisseau porteur Progress.

Vladimir Syromyatnikov sera-t-il entendu ? On peut s'interroger. L'espace russe, exsangue, a d'autres priorités et cherche activement des fonds privés étrangers pour prolonger l'exploitation de la station Mir (*Le Monde* daté 31 janvier-1er février). Coût selon les experts : 250 millions de dollars par an (218 millions d'euros). On voit donc mal comment un projet plus ambitieux visant à la mise en orbite d'un miroir de 200 m de diamètre qui *« éclairerait comme cent lunes »* pourrait trouver un financement.

Pour le moment, cette « Troisième Lumière » brille à peine de la flamme d'une bougie. L'éclairage en continu des villes et des grands chantiers, celui, plus ciblé, des régions frappées par des catastrophes naturelles, ne sont pas pour demain. Mais si l'idée venait à se développer et donnait lieu à la mise en place autour de la Terre d'un collier de miroirs géants visibles à l'œil nu depuis le sol, les opposants seraient nombreux à en juger par l'activité des *newsgroups* qui, sur Internet, militent aux côtés des astronomes pour *« le droit de chacun à la nuit et au ciel étoilé »*.

Jean-François Augereau

L'éclat de cinq à dix Lunes

TROIS QUESTIONS À...

JOHANNES ANDERSEN

1 [illegible] général de l'Union astronomique [illegible] (UAI) [illegible] vous-même, pensez-vous que l'expérience [illegible] peut porter préjudice à la science ?

Il [illegible] a une durée limitée, ce ne sera pas grave. En revanche, si les envois de sources lumineuses dans l'espace se multipliaient, cela pourrait devenir catastrophique pour l'astronomie et endommager certains détecteurs ultra-sensibles. L'UAI est très préoccupée par ces problèmes de pollution lumineuse. Il reste de moins en moins de place sur la Terre pour faire des observations. Dans les villes et les grands centres industriels, les [illegible] sont presque invisibles tant il y a d'éclairage mal maîtrisé. [illegible] gaspillée à éclairer le ciel représente l'équivalent de la production de plusieurs centrales nucléaires... Quant aux gros [illegible] de télécommunications, en réfléchissant les rayons du Soleil, ils émettent des [illegible] qui peuvent ruiner des photos prises par les astronomes.

2 La radioastronomie est-elle aussi [illegible] ?

Elle l'est même davantage. Dans la décennie à venir, 1 100 [illegible] de télécommunications vont être mis en orbite, qui utiliseront une partie de plus en plus grande du spectre électromagnétique. Même si l'attribution des fréquences est réglementée, les émetteurs ne sont pas suffisamment « propres » et empiètent sur les fréquences [illegible] pour les scientifiques. Mais les astronomes font figure de petits par rapport aux forces économiques de l'industrie des télécommunications...

3 Y a-t-il un moyen de préserver l'espace ?

La situation légale actuelle est telle que n'importe quelle agence spatiale, n'importe quelle compagnie privée peut envoyer ce qu'elle veut. Au risque de polluer le ciel de tout le monde pour toujours. J'ai récemment écrit au président du comité de l'ONU sur les usages pacifiques de l'espace pour lui demander d'agir afin d'instituer une réglementation. Tout comme il y a eu un traité pour préserver l'Antarctique, il faut un [illegible] exploitation scientifique ou commerciale de l'espace à un examen et à un accord international.

Propos recueillis par Pierre Barthélemy

Bruxelles ne s'émeut pas des lumières russes

BRUXELLES
de notre correspondant

Si l'expression « tomber des nues » peut être adéquate à une situation, c'est bien celle des autorités belges devant l'information indiquant que la capitale du royaume sera éclairée, le 4 février à 18 h 46, par une parabole déployée à partir d'une station spatiale russe. Celle-ci devrait, si tout marche bien, et si la couverture nuageuse habituellement chère avec constance au-dessus de la ville se dissipe, illuminer quelques instants la nuit bruxelloise.

A la mairie, au service du protocole chargé de mettre en valeur les manifestations, petites ou grandes, qui font la réputation de la ville, l'accueil est à peine poli. *« Qu'est-ce que cette histoire ? C'est une blague ou quoi ? D'abord le bourgmestre est absent. Rappelez demain ! »* Les [illegible] internationales ayant leur siège à Bruxelles, comme l'Union européenne ou l'OTAN, sont tout aussi interrogatives sur l'état mental du journaliste qui se fait un devoir de demander un commentaire sur ciel sur cette initiative.

« L'Europe n'a rien à voir avec cette histoire. Chez nous tout est transparent. Et on n'a pas besoin des Russes pour faire la lumière », explique un porte-parole de la Commission de Bruxelles qui vient de sortir d'une dure semaine de mise en cause de son institution par des journalistes trop curieux.

OTAN SUSPENDUE

A l'OTAN, où la préoccupation essentielle est actuellement de mettre un terme à la crise du Kosovo, les responsables se gardent de tout commentaire pouvant être pris en mauvaise part par une Russie que l'on veut associer à coopérer pour ramener la paix dans cette province. *« S'ils pouvaient nous éclairer, ne serait-ce qu'une demi-heure, sur les chemins de trafic d'armes entre l'Albanie et le Kosovo, cela nous aiderait plus qu'un faisceau de lumière sur Bruxelles »*, commente un diplomate de l'Alliance atlantique.

Les réactions les plus significatives de l'état d'esprit de la population bruxelloises ont pu être recueillies au « Toucan », [illegible] de bonne réputation situé dans le quartier d'Ixelles. Les clients de cet établissement, dûment informés de l'événement dont ils allaient être les témoins, ont réagi avec une placidité toute belge. *« C'est pas demain la veille que je vois écouter les [illegible] Philipulus ! »*, estime Grégor, 68 ans, chauffeur de taxi et tintinophile.

Un aspect de cette lumière russe intéresse néanmoins fortement le [illegible] de l'établissement. Cette illumination serait, paraît-il, semblable à celle dispensée par la pleine lune. Or, dans le folklore populaire bruxellois, la pleine lune incite les hommes à se livrer à des libations plus abondantes que de coutume. Une perspective qui ne déplaît pas à Marc, le patron du « Toucan », qui voit là une aubaine pour augmenter son chiffre de bière.

Luc Rosenzweig

Vincent Courtillot, nouveau directeur de la recherche au ministère de l'éducation

« Pour la recherche, le gouvernement ne veut pas imposer sa méthode »

« Les chercheurs, qui expriment un rejet massif des projets de Claude Allègre, [illegible] un climat national. Pourquoi le refusez-vous ?

– Si le premier ministre avait souhaité organiser un débat national sur la recherche, il l'aurait fait dès le début. Le gouvernement est en place depuis plus d'un an et demi, il a tracé les grandes lignes de la politique de la recherche au cours du comité interministériel du 15 juillet 1998, il doit maintenant discuter dans les établissements. Tout cela n'est pas refusé pour autant. Le ministre doit prendre, dans les jours qui viennent, une initiative sur ce sujet.

– Claude Allègre, dont vous étiez le conseiller spécial, vous a nommé directeur de la recherche et vous chargé de mener à bien les réformes de ce secteur. Est-ce une façon de ne plus s'exposer en première ligne ?

– Le ministre a joué son rôle en avançant des idées et en manifestant une volonté politique. Maintenant que la politique du gouvernement est définie, les messages passés et les impulsions données, il revient au directeur de la recherche d'assurer le suivi de ces dossiers. Cette démarche est tout à fait normale.

– [illegible] pensez-vous sortir de la crise ?

– [illegible] traiter trois problèmes distincts, qui exigent une approche coordonnée, mais qui n'appellent pas la même méthode ni le même calendrier et ne concernent pas tout à fait les mêmes acteurs : d'abord, les statuts du CNRS ; ensuite, le métier des chercheurs ; enfin, les relations entre les organismes de recherche et l'université. Je propose de discuter séparément de ces différents aspects.

– S'agissant du CNRS, on vous reproche de vouloir l'affaiblir au profit de la recherche universitaire...

– Claude Allègre a demandé à Edouard Brézin, *président du* conseil d'administration, de réfléchir à *une évolution des statuts du* CNRS, avec quelques objectifs simples : rapprocher les organismes de recherche et les universités ; rendre l'évaluation plus transparente et plus internationale ; clarifier les rôles du président et du directeur général pour permettre un vrai travail d'équipe ; enfin, rendre les structures administratives plus proches des chercheurs.

» Il n'a jamais été question de modifier les missions fondamentales du CNRS – pas plus que d'aucun autre organisme – ni de le transformer en agence de moyens des universités. Il n'est pas davantage question pour le ministre d'intervenir à tout bout de champ dans la politique ni la gestion des établissements. Il leur appartiendra, dans le cadre de leur règlement intérieur, de définir le nombre et l'intitulé des instituts, des départements et des sections.

– Maintenez-vous le projet de décret qui est à l'origine de la fronde des chercheurs ?

– La forme initiale pour susciter la discussion, celle d'un projet de décret, était trop rigide. Ce que nous proposons désormais du président du CNRS, en concertation avec le directeur général, Catherine Bréchignac, et le Conseil national, c'est un texte non pas juridique, mais de réflexion, dans un délai de trois à quatre mois, à eux de choisir les modalités de débat les plus appropriées.

– Concernant le statut des chercheurs, beaucoup craignent une remise en cause, à travers des incitations à la mobilité forcée...

– Certains ont suggéré d'aller vers un statut unique du chercheur et de l'enseignant-chercheur. Ce n'est pas la voie retenue par le gouvernement. Le statut actuel des chercheurs sera conservé : même s'il est quasiment unique dans les grands pays scientifiques, il présente beaucoup d'avantages, notamment de permettre à des jeunes de s'adonner totalement à la recherche au début de leur carrière. Il est néanmoins souhaitable de développer les échanges réciproques entre les organismes de recherche et l'enseignement supérieur, mais par une mobilité volontaire et non encore forcée.

– Comptez-vous encourager ces mouvements ?

– Je propose plusieurs pistes de travail, nécessitant une discussion et un chiffrage. On peut notamment envisager d'offrir aux chercheurs qui, après une période de mobilité, souhaiteront revenir dans l'enseignement supérieur, une possibilité d'intégration avec promotion. Parallèlement, il faut revoir la charge de travail des enseignants-chercheurs, trop lourde et trop uniforme. Claude Allègre m'a demandé de m'atteler à ce dossier. Je vais rencontrer les syndicats et discuter avec l'ensemble des acteurs, avant la volonté de parvenir à un accord dans un délai d'un an.

– Ces problèmes peuvent-ils être dissociés de la question générale des rapports entre recherche et enseignement supérieur ?

– Ils méritent un examen spécifique. Mais les relations entre les organismes de recherche et les universités, qui ne se limitent pas à des problèmes de statuts, demandent aussi à être précisées. C'est à leurs responsables respectifs – Edouard Brézin et Catherine Bréchignac pour le CNRS, la Conférence des présidents d'université pour l'enseignement supérieur – de réaliser un état des lieux et de faire des propositions, selon les priorités et le calendrier qu'ils souhaitent. Je serai à leur écoute : le gouvernement ne veut pas imposer sa méthode par le haut. »

Propos recueillis par Pierre Le Hir

Une mission parlementaire

Claude Allègre a rencontré, lundi 1er février, des membres de la commission recherche du PS, puis les syndicats de chercheurs. Il a confirmé son intention de proposer au premier ministre, Lionel Jospin, de confier aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (Haute-Garonne) un travail de réflexion et de proposition (*Le Monde* du 2 février).

Cette mission porterait notamment sur la mobilité des chercheurs et les relations entre les organismes de recherche et les universités. Elle pourrait s'achever par un colloque. Cette proposition intervient alors que les représentants du milieu scientifique continuent de réclamer un débat national sur la recherche.

Le peloton des cyclistes professionnels ouvre une saison placée sous haute surveillance

Dopage et interventions policières sont dans tous les esprits

La saison cycliste s'est [redacted] mardi 2 février avec le Grand Prix de *La Marseillaise*. Après les révélations sur des systèmes de dopage généralisé, [redacted] l'été 1998, les cyclistes français sont [redacted] mis à un suivi médical continu. Les organisateurs d'épreuves redoutent [redacted] interventions policières, comme sur le Tour de France. Les sponsors français affirment qu'ils ne toléreront pas le [redacted] dérapage de leurs coureurs.

LE PELOTON cycliste professionnel [redacted] malade. La pathologie *dont il souffre est* [redacted] *pharmaco-dépendance aiguë.* [redacted] *personne n'ose désormais* [redacted] diagnostic. *« Cela* [redacted] *important problème de santé publique »,* confiait [redacted] docteur Gérard Dine (*Le Monde* du 16 janvier), directeur de l'Institut biologique [redacted] Troyes, responsable du [redacted] médical longitudinal. Selon [redacted] premiers résultats d'une étude épidémiologique, publiés récemment par *Libération*, *« la moitié* [redacted] *peloton* [redacted] *professionnels* [redacted] *être mise en arrêt de travail »*.

CYCLISME

Bilans sanguins, [redacted] l'effort, analyses biologiques, pour la première [redacted] des sportifs [redacted] l'obligation de [redacted] soumettre à une [redacted] veulent pratiquer leur sport. Un seul [redacted] unique médecin, dûment estampillé par l'instance dirigeante, la Fédération française [redacted] cyclisme (FFC), [redacted] à leur [redacted] un certificat d'aptitude, sésame indispensable pour s'aligner au départ [redacted] la moindre épreuve.

C'est sur ce fond [redacted] générale [redacted] par [redacted] pouvoirs publics [redacted] formations professionnelles qualifiées en première division – dont cinq françaises –, soit près de 500 coureurs, entament une [redacted] placée [redacted] surveillance.

Tour de [redacted] du dopage obligent, [redacted] organisateurs de courses [redacted] les se[redacted] d'un [redacted] qui depuis [redacted] d'ébranler [redacted] cyclisme. Difficultés [redacted] boucler [redacted] budgets [redacted], investisseurs hésitants, Josette Leulliot, organisatrice [redacted] Paris-Nice, première grande épreuve à étapes [redacted] problèmes [redacted] *« [redacted] partenaires financiers restent, mais [redacted] parvenons pas* [redacted] *attirer de* [redacted] *sponsors. Pour* [redacted] *moment, ils* [redacted] *veulent* [redacted] *d'argent* [redacted] *attendent »*, dit-elle.

« [redacted] AU COMPORTEMENT »

En revanche, [redacted] équipes étrangères [redacted] boudent pas [redacted] France. *« Nous* [redacted] *seize équipes* [redacted] *départ* [redacted] *Paris-Nice le 7 mars, dont dix étrangères, parmi lesquelles deux espagnoles, Once* [redacted] *Kelme.* [redacted] *j'ai refusé* [redacted] *candidatures,* [redacted]*ment italiennes »*, assure-t-elle.

Même constat [redacted] par Lucien [redacted] organisateur du Tour méditerranéen, également interrogé par *Le Monde* : *« [redacted] n'enregis[redacted] pas de défections des équipes étrangères, en revanche nous* [redacted] *sentons préoccupées quant à d'éventuelles opérations policières. »*

Ainsi [redacted] sport cycliste : [redacted] reprennent tandis que [redacted] se poursuivent. [redacted] les argentiers [redacted] ont [redacted] conscience. C'est *« la dernière chance »*, prévient Philippe [redacted], de Casino, concerné [redacted] dopage. L'un [redacted] coureurs qui portait ses couleurs l'an passé, l'Italien [redacted] Massi, [redacted] en examen.

Mais [redacted] les partenaires [redacted] leur image n'a [redacted] atteinte. Et, comme Casino, qui ira jusqu'à fin 1999, ils ont choisi de [redacted] *« On n'abandonne* [redacted] *le navire quand ça* [redacted] *mal, on cherche* [redacted] *flot »*, [redacted] de Gallé, [redacted] La Française des jeux. *« Il* [redacted] *possible et profitable d'associer* [redacted] *nom au vélo »*, [redacted] Guillois, président [redacted] Cofidis.

Au passage, [redacted] sponsors rejettent [redacted] responsabilité dans le dopage. Casino indique n'avoir jamais [redacted] pression [redacted] obtenir des résultats. Bertrand [redacted] Gallé affirme donner la *« priorité au comportement »*. *« Bien sûr* [redacted] *nous sommes* [redacted] *pour gagner*, ajoute-t-il, *mais pas par* [redacted] *moyens. »*

A l'intersaison, certains ont établi une charte. Celle-ci prévoit, entre autres, le licenciement immédiat de tout coureur dopé, la possibilité de faire des contrôles [redacted] inopinés... Reste à savoir quelle sera la portée [redacted] ces déclarations [redacted] principe, paraphées par Cofidis, La Française des Jeux, Festina, BigMat Auber, Crédit agricole, auxquels devrait s'ajouter Casino.

Pour les coureurs, une chose est sûre : les employeurs ne seront pas patients. *« Si cela devient aussi difficile qu'en 1998, on sort de suite »*, résume Philippe Bastien. La situation aurait alors toutes les chances de devenir critique. Car les candidats à un engagement financier dans le vélo ne sont pas légion. L'expérience de La Mutuelle de Seine-et-Marne, qui a arrêté fin 1998, en témoigne. L'entreprise n'a pas trouvé de repreneur, les révélations sur le dopage ayant repoussé d'éventuels candidats. *« Ce n'était plus* [redacted]*dable »*, [redacted] Gourdet, le directeur général.

[redacted] et Philippe Le Cœur

Conférence mondiale sur le dopage [redacted] Lausanne

La Conférence mondiale sur le dopage dans le sport s'est ouverte mardi 2 février [redacted] Lausanne (Suisse), [redacted] du Comité international olympique (CIO) [redacted] de son président Juan Antonio Samaranch. [redacted] de [redacted] conférence, qui s'achèvera le 4 février, avait germé après le grand déballage du Tour de France 1998. *« La lutte est difficile et complexe*, a déclaré dans son allocution d'ouverture le président du CIO. *Ses résultats dépendront des* [redacted] *vigoureuses qui seront prises en* [redacted] *d'infraction ? mais aussi* [redacted] *campagnes* [redacted] *niveaux. »* Dans un entretien au quotidien *L'Equipe*, mardi, Alexandre [redacted] président de la commission antidopage du CIO, a rappelé que sa proposition, en 1989, de créer une agence antidopage avait été rejetée par Juan Antonio Samaranch.

TROIS QUESTIONS À...
LAURENT BROCHARD

1 **[redacted] qui êtes [redacted] depuis [redacted] vécu l'affaire de dopage qui [redacted] équipe alors que vous portiez le [redacted] de champion [redacted] monde ?**

Très mal. Je n'en suis pas encore remis. Depuis six mois, je suis [redacted] tension. Ça a été très dur parce qu'on est habitué [redacted] assisté en permanence et là [redacted] s'est retrouvé tout seul, au milieu d'une tempête qui emportait tout, et les soutiens n'ont pas été nombreux. On peut compter [redacted] appels téléphoniques sur les doigts de la main. Je ne l'oublierai pas. Il me faudra du temps avant [redacted] passer l'éponge.

2 **Festina [redacted] décidé de rester dans le cyclisme à condition de [redacted] plus être confrontée à la moindre [redacted] de dopage. Qu'en pensez-vous ?**

Je ne pense plus grand-chose. Ils veulent se refaire une image, [redacted] logique. Pour [redacted] qui me concerne, j'ai eu une [redacted] avec [redacted] Gorriz (*NDLR : le responsable* [redacted] *l'équipe*) [redacted] ses propositions restaient les plus intéressantes. Je n'en ai [redacted] eu d'autres. Je suis là pour faire [redacted] métier et pour me faire plaisir sur le vélo. [redacted] mon principal objectif depuis [redacted] ans que je suis professionnel. [redacted] année est [redacted] particulière ; [redacted] fait de [redacted] sanction, je ne disputerai pas de course [redacted] mai. Mais cela n'a [redacted] ma motivation. Au contraire, au plan sportif, cette [redacted] m'a [redacted]

3 **L'équipe n'a plus grand-chose à voir avec [redacted] qui animait le peloton en 1997 et [redacted] Etes-vous affecté par les changements, et particulièrement par le départ de Richard Virenque ?**

Evidemment. Je suis [redacted] affecté par l'éclatement de l'équipe [redacted] le départ [redacted] Richard. Il faudra beaucoup de temps pour recréer l'ambiance qui prévalait chez Festina : l'amitié, l'enthousiasme. Nous [redacted] des objectifs précis et nous savions au départ de chaque course ce que nous recherchions. Désormais, c'est différent. Il faudra prendre davantage [redacted] responsabilités [redacted] Cela nous laisse [redacted] plus grands espaces. Je n'ai pas d'inquiétude majeure, sinon [redacted] au comportement des médias. Depuis le mois [redacted] juillet [redacted] c'est nous qui avons tout reçu dans la figure. Je voudrais que cela cesse et que [redacted] nous parle d'autre chose [redacted] du dopage.

Propos [redacted] par Yves Bordenave

Paris-Saint-Germain entretient ses espoirs européens

Les Parisiens ont battu Monaco en Coupe de la Ligue

[redacted]ACO
de notre envoyé spécial

« Dépêchez-vous pour qu'on puisse rentrer. » La complainte du supporter de la principauté n'a fait rire per[redacted] travées du stade Louis-II, [redacted] Monégasques et [redacted] ont prolongé [redacted] du lundi 1er février jusqu'au paroxysme de l'ennui. Le scénario de ce 8e de finale de la Coupe de la Ligue, qui [redacted] finalement souri au Paris-Saint-Germain au terme de l'épreuve des tirs [redacted] but (3-2), n'aura déçu que les doux rêveurs. Les deux mastodontes du football français (320 millions de francs de budget pour Paris, 250 pour Monaco, soit 48,7 et 38 millions d'euros), en perdition dans le championnat de France, ont exposé pendant deux heures, sur une pelouse indigne, la quintessence de leurs insuffisances.

FOOTBALL

Le bilan est navrant : passes [redacted] l'adversaire, erreurs de placement, maladresses devant le but adverse. Rien n'aura été épargné aux 5 000 spectateurs pendant deux heures de jeu conclu sur le score qui s'imposait (0-0) avant l'épilogue des tirs au but. Vendredi 29 janvier, les deux équipes avaient déjà livré, sur le déplorable pré, une partie du même acabit, pour [redacted] compte [redacted] la 22e journée [redacted] championnat. [redacted] pour [redacted] témoins, [redacted] acteurs prirent au moins la peine de marquer [redacted] buts (victoire de Monaco 2-1). Les retrouvailles n'annonçaient rien [redacted] l'enjeu [redacted] vainqueur de la Coupe de la Ligue obtient une qualification pour une coupe d'Europe), les joueurs ont réfréné jusqu'à l'extinction leur source d'inspiration.

Avec un David Trezeguet à des années-lumière [redacted] du Mondial 1998, les Monégasques, de surcroît [redacted] par l'absence [redacted] titulaires, ont attaqué en désordre des Parisiens, tenants du trophée, calfeutrés dans leur moitié de terrain. Avec [redacted] depuis le mois de juillet 1998, le PSG s'est familiarisé avec les [redacted] modestes : le calcul, la prudence. *« Mais il n'y* [redacted] *que vous, les journalistes, qui* [redacted] *que nous formons une grande équipe. On ne reverra pas un PSG flamboyant avant longtemps »*, s'indigne Xavier Gravelaine, qui a rejoint Paris en fin d'année, en provenance de [redacted]pellier.

« Depuis un mois, nous sommes en progrès. Arrêtez d'affirmer que nous avons [redacted] *trouille*, ajoute [redacted] meneur de jeu. *Nous sommes en train de rafistoler les erreurs commises lors des six premiers mois de la saison. Ce qui nous manque, c'est de l'assurance. Il faudra du temps pour la retrouver. »* Curieusement, c'est un abonné du rang des remplaçants qui a montré [redacted] voie, lundi. Dominique Casagrande, le suppléant de Bernard Lama, dispute la Coupe de la Ligue en guise de lot de consolation. En détournant les tirs au but de Robert Spehar et de Julien Rodriguez, il a scellé la qualification des siens, ce qui l'a conforté dans son intention de renoncer au rôle de doublure, lors de la saison 1999-2000.

« TOUT RESTE À FAIRE »

La manifestation de cette ambition stimulera peut-être ce PSG en souffrance et dont on a peine à déchiffrer la ligne de conduite. *« Il n'y a pas de travail en profondeur*, a déploré un membre du club, lundi. *Les terrains d'entraînement sont toujours en piteux état. Quant à la politique de formation, tout reste* [redacted] *faire. Il y a un an, ces travers étaient masqués par* [redacted] *Aujourd'hui,* [redacted] *partir* [redacted] *joueurs.* [redacted] *cadrent pas avec un projet sportif* [redacted] *grande ampleur. »*

Artur Jorge partage le même constat, mais il est du devoir d'un entraîneur d'édulcorer les avatars et d'enjoliver [redacted] Il [redacted] donc gratifié sa troupe d'une salve de félicitations : *« [redacted] avons* [redacted] *très bon match sur un terrain abominable. Davantage* [redacted] *le résultat, c'est* [redacted] *manière qui me réjouit. J'ai vu des enchaînements de grande qualité.* [redacted] *normales, nous aurions fait la différence avant les tirs au but. »* Bruno Rodriguez est déjà sous le charme de ce discours sirupeux. *« Nous allons conserver cette Coupe de la Ligue »*, annonce l'attaquant. Il n'est pas sûr [redacted] la promesse inhibera l'adversaire du PSG en quart de finale.

Elie Barth

Chez Festina, « toutes les victoires ne sont pas bonnes à prendre »

CALPE (sud de l'Espagne)
de [redacted] envoyé spécial

Florent Brard a 23 ans, [redacted] boucle d'oreille piquée [redacted] d'oreille gauche, [redacted] silhouette élancée. Un grand regard éclaire son visage aux traits d'adolescent. Ce soir, comme [redacted] les soirs, il [redacted] un survêtement [redacted]qué Festina, qu'il arbore [redacted] fierté dans le hall de [redacted] hôtel de Calpe, sur la Costa Blanca espagnole, [redacted] quelques kilomètres d'Alicante. Double champion de France amateur du contre-la-montre individuel, ancien du VC Saint-Quentin, il [redacted] un [redacted] sept [redacted] recrutés par Festina pour [redacted] saison 1999. Dans l'esprit du fabricant [redacted] montres catalan, doit incarner [redacted] nouvelle génération [redacted] coureurs, ranimer l'image de l'équipe.

« Nous voulons prouver qu'il [redacted] *possible de pratiquer ce sport* [redacted] *doper*, [redacted] Gines Gorriz, bras droit de Miguel Rodriguez, le patron [redacted] société.

Fin octobre, [redacted] dirigeants de Festina [redacted] expliqué leur philosophie aux [redacted] : *« On ne* [redacted] *demande pas de gagner* [redacted] *mais simplement de respecter* [redacted] *engagement contre le dopage. »*

Ce credo, le docteur Claire Condemine-Piron, que [redacted] dirigeants de la firme [redacted] allés chercher [redacted] urgences [redacted] l'hôpital [redacted] (Rhône), [redacted] recommandations du docteur Gérard Dines, reconnu pour ses convictions [redacted] lutte [redacted] dopage, l'a [redacted] sien. *« Toutes les victoires* [redacted] *sont pas bonnes à prendre »*, dit-elle aux coureurs.

« MAINTENANT, IL FAUT TOURNER LA PAGE »

Depuis [redacted] arrivée, [redacted] décembre 1998, [redacted] rencontré longuement chacun des [redacted] de l'équipe Festina. *« Certains sont soulagés,* [redacted] *disent pleinement satisfaits de l'engagement pris par le sponsor*, rapporte-t-elle. *D'autres sont inquiets pour leur avenir.* [redacted] *craignent de* [redacted] *plus être dans la course en ne prenant rien* [redacted] *peur de perdre leur emploi s'ils n'ont plus de résultats. Enfin d'autres* [redacted] *complètement traumatisés. Ceux-là* [redacted] *disent pas grand-chose. »* Ou le [redacted] par ailleurs. Ainsi [redacted] Hervé s'étonne dans un [redacted] accordé au mensuel *Top* [redacted] daté [redacted] février que *« pour récupérer après une étape de cinq cols »* [redacted] lui ait seulement recommandé de *« boire beaucoup »*. En vérité, le [redacted] ne [redacted] bien [redacted] le docteur Condemine [redacted] certains coureurs de l'équipe. Elle en convient : *« Laurent Brochard et* [redacted] *Hervé m'ont soigneusement évitée durant* [redacted] *dernier stage. »*

Dix anciens coureurs, dont Richard Virenque, et la plus grande partie de la direction sportive de l'équipe ont quitté [redacted] L'encadrement a été entièrement renouvelé [redacted] l'arrivée, en provenance [redacted] l'équipe [redacted] Mapei, de l'Espagnol Juan Fernandez au poste [redacted] directeur sportif, et celle d'Yvon Sanquer, [redacted] la Mutuelle [redacted] Seine-et-Marne, comme adjoint. *« Nous avons rencontré tous les coureurs. Si un* [redacted] *est reconnu positif, il sait la sanction qu'il encourt : il sera immédiatement renvoyé »*, dit Juan Fernandez.

Conséquence de l'affaire [redacted] *juillet 1998,* [redacted] *na démarre la saison avec trois* [redacted] *sanctionnés pour cause de consommation de produits illicites. Laurent Brochard, Didier* [redacted] *Christophe Moreau ne reprendront* [redacted] *compétition qu'en mai, terme* [redacted] *suspension prononcée par* [redacted] *Fédération française de cyclisme. Quoique non sanctionné – il n'est* [redacted] *passé* [redacted] *–, leur collègue Pascal Hervé a* [redacted] *se soumettre au même régime par solidarité. « Maintenant, il faut tourner la* [redacted] répète à l'envi Juan Fernandez. *Notre volonté est de reconstituer une équipe* [redacted] *de remotiver* [redacted] *le monde. »*

Y. Be.

DÉPÊCHES

■ CYCLISME : [redacted] départ du Tour de [redacted] 2000 [redacted] donné depuis [redacted] Futuroscope de Poitiers et non [redacted] Guadeloupe, comme envisagé un temps, a indiqué la [redacted] du Tour de France, lundi 1er février. *« Le projet de départ en Guadeloupe* [redacted] *été différé (...) afin* [redacted] *permettre aux organisateurs de maîtriser les opérations de logistique que réclame un* [redacted] *déplacement »*, précise l'organisateur.

■ FOOTBALL : Zinedine Zidane, milieu de terrain international français de la Juventus Turin (Italie) [redacted] champion du monde 1998, a [redacted] désigné meilleur joueur du monde 1998 [redacted] Fédération internationale (FIFA), lundi 1er février. Il succède au palmarès [redacted] l'attaquant brésilien [redacted] (Inter Milan), élu deux fois consécutivement en [redacted] et 1997.

■ LE TRIBUNAL correctionnel du [redacted] a condamné lundi à 2 000 F d'amende le joueur de l'AS Monaco Djibril Diawara pour *« outrages »* à l'encontre de policiers dans [redacted] ville [redacted] la nuit du [redacted] décembre 1998. Le tribunal [redacted] relaxé le joueur des faits de *« violences »*, [redacted] l'encontre de [redacted] policiers, qui lui étaient initialement reprochés. Le procureur [redacted] la République avait requis 8 [redacted] de prison dont [redacted] avec sursis.

■ SKI : le super G féminin, [redacted] d'ouverture [redacted] championnats du monde [redacted] Vail (Colorado, Etats-Unis), a [redacted] reporté [redacted] mardi 2 février par le jury de [redacted] en raison [redacted] mauvaises conditions [redacted] du manque [redacted] visibilité. Il devrait se courir le même jour que l'épreuve masculine.

■ [redacted] Russe Evgueni Kafelnikov a gagné, dimanche 31 janvier, la finale des Internationaux d'Australie, en battant [redacted] Suédois Thomas Enqvist (4-6, 6-0, 6-3, 7-6 (7/1)).

Le Monde
interactif
http://www.lemonde.fr
« Les nouvelles technologies : les hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXIe siècle. »

Viande ou poisson ?

Second volet de notre enquête sur les chaînes de « restaurants à thèmes ». De La Criée à l'Hippopotamus : « concept » piscivore ou « concept » carnivore pour clientèle jeune

AU DÉBUT [illegible] années 80, avec L'Amanguier, apparaissait une formule originale de [illegible] jardins à [illegible] cuisine rassurante. Patrick Derdérian devait récidiver [illegible] Oh ! Poivrier, une [illegible] tion rapide à la française, [illegible] salades mêlées dans une assiette gourmande, où l'addition [illegible] *100 F (15,24 euros). Une* [illegible] établissements [illegible] *high tech* jalonnent [illegible] carrefours parisiens [illegible] l'on retrouve, mues par le même [illegible] grégaire, [illegible] enseignes [illegible] *chaînes. Sagement*, Patrick Derdérian [illegible] aujourd'hui dans [illegible] gestion du Zebra Square et du Bermuda Onion, qu'il vient [illegible] rénover, [illegible] prodigue [illegible] *investis*[illegible]

Sur [illegible] périlleuses des [illegible] restauration rapide, [illegible] développés sur [illegible] la restauration traditionnelle. Mais, « concept » oblige, il fallait choisir : viande [illegible] poisson ?

A La Criée – une vingtaine d'adresses [illegible] la France entière – on [illegible] fait pas mystère de [illegible] tion marine [illegible] la cuisine, [illegible] un menu [illegible] F, vin compris (21,04 euros). Le banc d'huîtres (Quiberon, Marennes-Oléron, Normandie) est attrayant, mais, à la carte, le poisson [illegible] – bar, sole – fera vite grimper l'addition, avec le vin, [illegible] des [illegible] F fatidiques (30,49 euros). [illegible] cadre est plaisant, [illegible] la [illegible] à la qualité [illegible] la prestation.

Léon [illegible] aligne une vingtaine d'adresses [illegible] Paris et en province *(Tours). Ce nombre devrait* doubler d'ici [illegible] ans. L'origine bruxelloise est une « *frituur* » de [illegible] rue des Bouchers, [illegible] la [illegible] ville. Léon [illegible] Bruxelles [illegible] sa noblesse à la moule de Zélande, au goût [illegible] particulier, qui ne ressemble en rien à la bouchot, ni à la Bouzigues. *Le plat dont nous* [illegible] *régalons en Belgique* [illegible] la moule au vin blanc [illegible] pommes [illegible] couteau, [illegible] arrosé [illegible] bière blanche artisanale. [illegible] Paris, on ne [illegible] moins [illegible] quatorze façons de la servir, dans un cadre mo[illegible] impeccable, [illegible] « belgitude » [illegible] *café* propre [illegible] grâce des années 50. Accueil et ser[illegible] Le décor [illegible] semblable pour [illegible] les succursales. C'est [illegible] mytiliculture *euro !* [illegible] *229,60 F (35 euros)* [illegible] hareng, moules-frites, gaufre et vin [illegible]

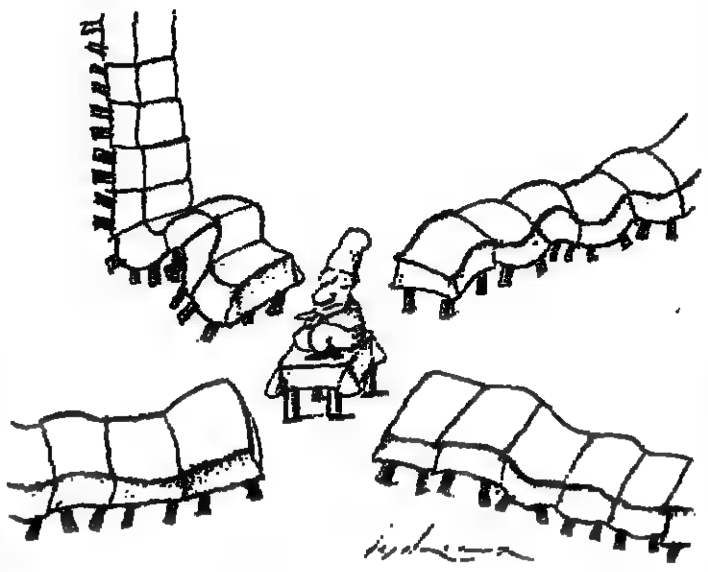
LE DÉCLIN DE [illegible] VIANDE

En quinze [illegible], *les Français* [illegible] presque divisé par deux leur consommation [illegible] viande rouge. Le déclin [illegible] bien [illegible] la crise de la « vache folle ». L'Assiette [illegible] boeuf, [illegible] Oliver, *fut* [illegible] lendemain. Sous l'enseigne de [illegible] Paris, cinq établissements [illegible] mal adapté la formule [illegible] prix modique *imaginée* [illegible] Saint-Louis, rue du Dragon, [illegible] panachée [illegible] noix, [illegible] pavé [illegible] boeuf grillé, émincé, garni de pommes frites, [illegible] fameuse *« sauce entrecôte ». Mais d'entrecôte point !* Ladite sauce [illegible] toujours le [illegible] du Relais [illegible] Venise, porte Maillot, [illegible] lequel plu[illegible] générations [illegible] carnivores [illegible] faire la [illegible]

[illegible] Hippopotamus, on [illegible] du concept, celui qu'entretient [illegible] quinze restaurants parisiens Jean-Paul Bucher, [illegible] belles salles à [illegible]nalité [illegible] nuit et [illegible] D'emblée, on est [illegible] une [illegible] de jolies filles [illegible] de [illegible] et de nuit. Quelques [illegible] insolites et des écrans dispersés dif[illegible] un [illegible] en boucle, pour [illegible] clientèle jeune, bien élevée, [illegible] couples [illegible] aisés, des [illegible]fants. Ce décor [illegible] sub*tilement distingué* [illegible] *impersonnel*. L'éternel menu, une [illegible] pour [illegible] joliment imprimé, [illegible] jours par an 630 [illegible] de viande [illegible] boeuf [illegible] frites.

Le phénomène [illegible] *de voir* [illegible] confronter la [illegible] française à une [illegible] néant culinaire. La rhétorique [illegible] présentation [illegible] la [illegible] emploie le vocabulaire [illegible] *cuisine traditionnelle, mais l'oeuf* mayonnaise (16,50 F, 2,52 euros) [illegible] désespérément lisse. L'entrecôte (99,50 F, 15,17 euros) [illegible] *« moelleuse* [illegible] *racée »*, précise le menu. Eh bien, *c'est vrai ! La viande mûrie, goû*teuse, [illegible] parfaite. La frite, en revanche, insipide [illegible] volonté. [illegible] miracle de cette viande rejoint cependant la qualité de l'addition : 215 F (32,78 *euros*), avec l'*entrée*, un dessert [illegible] pot [illegible] brouilly.

L'un [illegible] deux [illegible] des [illegible] est situé à l'emplacement d'un lieu [illegible] mémoire, [illegible] Mouton blanc, que Boileau, La [illegible] fréquentaient au temps du vieux village d'Auteuil. Le revers [illegible] Batifol, [illegible] l'échec d'une idée : un produit d'appel [illegible] temps [illegible] – [illegible] pot-au-feu – [illegible] *mélancolique et* une [illegible] centrale inadaptée. Ils [illegible] une vingtaine. Les dix derniers viennent d'être rachetés par Buffalo Grill, un [illegible] propriétaire de [illegible] *la périphé*rie de plusieurs villes de France. Restaurant [illegible] d'ailleurs un [illegible] excessif pour qualifier [illegible] lieux où l'on peut [illegible] nourrir [illegible] l'heure [illegible] pas.



LIEUX [illegible] ÂME

Dans l'espace qui sépare les bonnes maisons artisanales des *fast-foods fréquentés par* [illegible] *jeunes*, [illegible] série d'établissements que caractérisent non pas [illegible] les [illegible] servis [illegible] les prix pratiqués que [illegible] souci de paraître « bourgeois » *ou « moderne », exprimé dans* le décor de table, l'ordonnancement du repas, le rituel imposé aux convives [illegible] le choix [illegible] produits. Dans le dernier Batifol [illegible] la rue *d'Auteuil,* [illegible] *fantôme du Mouton* blanc règle le bal, et la même clientèle fait semblant d'y croire. Lieux sans [illegible] privés [illegible] Si l'on se [illegible] à comparer [illegible] additions, on [illegible] que celles des [illegible] conds [illegible] – Savoy, Rostang, Vigato, Cagna – ne [illegible] guère plus élevées. [illegible] aussi [illegible] jeunes [illegible] *qui* [illegible] *relancé la mode* [illegible] *bis*trots : François Pasteau, [illegible] Paquier, [illegible] Fréchon, [illegible] Van Laer, Yves Camdeborde. [illegible] eux, à l'évidence, [illegible] est toujours une [illegible]

Jean-Claude [illegible]

Champignons de Paris

Si personne ne conteste la supériorité gustative de [illegible] *tuber melanosperum* sur l'*agaricus bisporus*, ou plus clairement de la truffe sur le champignon de Paris, il n'en reste pas moins, faute de moyens sans aucun doute, que c'est seulement de [illegible] *dernier que nos compatriotes dégustent* chacun plus de [illegible] kilos par an.

Le champignon [illegible] un sauvage par excellence. [illegible] domestication [illegible] date pourtant pas d'hier. Entreprise depuis le XVIe siècle, [illegible] *du champignon* [illegible] saisonnière, jusqu'à ce qu'en 1810 l'agronome Chambry eut [illegible] de la pratiquer, non pas [illegible] grandes tranchées à l'air libre comme il [illegible] alors l'usage, [illegible] *quelques* [illegible] désaffectées [illegible] entre le XVe arrondissement [illegible] Malakoff. *L'engouement pour ce « champignon* [illegible] *Paris »* fut [illegible] tout au long [illegible] *XIXe siècle. Un* [illegible] [illegible] de [illegible] carrières où l'on pratiquait [illegible] culture en région parisienne, dont cinq [illegible] *l'enceinte* [illegible] la capitale. [illegible] aujourd'hui quasi exclusivement dans [illegible] val de Loire [illegible] au nord [illegible] la France qu'il [illegible] désormais *récolté,* [illegible] *si quelques* champignonnistes demeurent en Ile-de-France, à Carrières-sur-Seine notamment. Le premier producteur mondial [illegible] Saumur. « *Chez France Champignon,* [illegible] Alain Julliet, [illegible] général de l'entreprise, *tout l'élevage* [illegible] *fait* [illegible] *galeries souterraines, à la différence* [illegible] *Pays-Bas, qui cultivent* [illegible] *des hangars appelés* [illegible] *de culture,* [illegible] *qui donne* [illegible] *mon avis* [illegible] *produit plus fade* ». La pique n'est [illegible] gratuite, c'est qu'un [illegible] champignons [illegible] que nous consommons sont en [illegible] néerlandais, un chiffre qui n'amuse pas [illegible] producteurs locaux.

Il faut un [illegible] environ pour [illegible] éclore, sur un mélange pasteurisé [illegible] paille et de crottin de cheval, [illegible] champignons [illegible] Paris. [illegible] *les six semaines qui* suivent on récoltera ensuite par « *volées* » successives ceux d'entre [illegible] qui sont parvenus [illegible] maturité. La cueillette [illegible] manuelle, [illegible] féminine, *et une experte en la matière* [illegible] entre [illegible] et 30 kg [illegible] champignons [illegible] l'heure selon [illegible] tri qu'elle doit effectuer, notamment sur [illegible] critères [illegible] et [illegible] couleur. Le Français [illegible] en effet [illegible] du modèle [illegible] *blanc, pour lui signe* [illegible] *qualité*. En réalité [illegible] « [illegible] blonde » ou « [illegible] » sont plus savoureuses [illegible] Américains l'ont compris, qui font un triomphe à [illegible] variété « Portabella », plus foncée et plus parfumée.

Guillaume Crouzet

[illegible] Champignons de Paris, [illegible] F environ (3,20 [illegible] le [illegible] *en* [illegible] F (4,27 [illegible] barquette.

BOUTEILLE

AOC Chinon

Chinon Beaumont 1996

■ Pierre [illegible] Catherine Breton cultivent un domaine d'une quinzaine d'hec[illegible] Bourgueil et Chinon, selon le mode biologique [illegible] biodynamique. [illegible] Chinon, [illegible] cépage, cabernet franc à [illegible] %, [illegible] situé sur [illegible] coteau de Beaumont-en-Véron. Pour préserver le caractère du terroir, le sol est labouré en hiver, biné au printemps pour ôter la végétation [illegible] employer de désherbant chimique, et le traitement des maladies [illegible] limité [illegible] l'emploi de soufre et de bouillie bordelaise. [illegible] récolte [illegible] manuelle, ce qui permet de trier les *raisins mûrs* [illegible] *sains,* [illegible] *là* [illegible] *d'éviter le sulfitage.* [illegible] *vinification n'uti*lise que les levures naturelles, dites indigènes. Les vins ne sont pas filtrés, mais soutirés et collés, selon leur état. Ce mode [illegible] culture [illegible] de vinification pour « *le respect* [illegible] *sol,* [illegible] *vin* [illegible] *de* [illegible] *qui* [illegible] *boivent* », explique Pierre Breton, [illegible] permet que des rendements [illegible] faibles, une quarantaine d'hectolitres à l'hectare. Là est sans doute la principale raison de la distinction de la cuvée Beaumont, issue [illegible] vignes de cinquante ans d'âge. Un vin équilibré, [illegible] arômes délicats, qualités que l'auteur [illegible] Pantagruel, déjà, reconnais[illegible] cabernet franc, aussi appelé planbreton : « *Le bon vin breton,* [illegible] Rabelais, *poinct ne croist en Bretagne, mais en ce bon pays de Verron.* »

★ Chinon Beaumont [illegible] : 45 [illegible] TTC [illegible] €).
[illegible] Breton, [illegible] Galichets, 8, rue du Peu-Muleau, [illegible] Restigné. Tél. : 02-47-97-30-41. Télécopie : [illegible]

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE POIVRE ROSE

■ Près de la porte [illegible] Saint-Cloud, voici un petit restaurant dont l'aspect *intime* [illegible] *provincial n'a pas changé depuis des lustres. De très petits prix*, un service chevronné ; mais, grâce au nouveau patron, rien que d'excellent [illegible] de simple dans l'assiette. [illegible] belles huîtres de Gillardeau pour commencer, ou bien la [illegible] queues [illegible] langoustines. La modeste [illegible]lade [illegible] lardons [illegible] oeuf poché [illegible] délicieuse. Suivront une daurade grillée [illegible] *herbes* [illegible] *petits légumes, un plat honnête* [illegible] *savoureux, les côtes* d'agneau grillées ou bien [illegible] lapin [illegible] la forestière. Le saint-marcellin [illegible] fourni par [illegible] Richard. Epatant sancerre rouge. Le Poivre [illegible] une des meilleures petites tables d'un quartier bien démuni par ailleurs. Menu : pour 98 F (14,94 €), un plat [illegible] entrée ou dessert [illegible] un [illegible] *de vin* [illegible] *déjeuner* [illegible] *semaine. A la carte, compter* 150 F (22,87 €).

★ 191, avenue de Versailles, [illegible] Paris. Tél. : 01-42-24-49-28. Fermé lundi midi.

LA POULE AU POT

■ Depuis vingt-cinq ans, M. [illegible] dispense les grands classiques immuables de la cuisine [illegible] Halles, dans un établissement encore rutilant. [illegible] 20, [illegible] service empressé. Ce qui pourrait sembler une [illegible] pour touristes noctambules [illegible] une bonne [illegible] où [illegible] oeufs en [illegible] à la crème, les escargots [illegible] Bourgogne, la [illegible] grati[illegible] au [illegible] blanc et [illegible] poule au [illegible] n'ont [illegible] pris une ride. [illegible] d'antan est épaulée, chaque soir, de suggestions, comme l'aile [illegible] aux câpres beurre noisette, un accompagnement devenu rare. Les vins, judicieusement choisis – certains sont servis en carafe – permettent de ne [illegible] alourdir l'addition. [illegible] volonté [illegible] bien faire [illegible] évidente et l'accueil [illegible] Pascale Racat avenant. Menu : 160 F (24,39 €). A la carte, compter 250 F (38,11 €).

[illegible], rue Vauvilliers, 75001 Paris. Tél. : [illegible] Tous les soirs, sauf *lundi (jusqu'à 6* [illegible] *du matin).*

Gastronomie

LE MAXENCE

■ David Van Laer, qui créa le Bamboche, [illegible] cédé son enseigne et vient de s'installer à l'emplacement d'un restaurant japonais. Maxence [illegible] un hommage discret à Van der Meersch, écrivain un peu oublié, habile [illegible] suggérer la calme poésie de sa province natale. Une attitude que partage le *chef dont quelques plats rappellent l'ascendance nordiste*. les noix de saint-jacques en waterzoï, ou [illegible] presskopf [illegible] homard à la vinaigrette d'herbes, un étonnant [illegible] délicieux assemblage de tête de veau [illegible] homard breton [illegible] terrine. La première [illegible] nouvelle adresse fait la transition. On y trouve encore le fameux parmentier de queue de bœuf [illegible] la purée aux truffes. Notre seule crainte serait de le voir disparaître de la [illegible] ! Tout [illegible] le pied de cochon [illegible] quenelle de volaille grillée, ou bien la tourte de pigeon façon bécasse. Le nouvel atout du Maxence [illegible] l'espace qui était chichement compté rue [illegible] Babylone. Un salon en terrasse, de belles salles au décor [illegible] camaïeu d'ocre et de brun Van Dyck, évidemment. Une lumière adaptée à chaque service. Voici [illegible] nouvelle bonne table de la rive gauche qui sait mesure garder [illegible] un menu [illegible] 190 F (28,97 €) et l'épatant cairanne [illegible] Marcel Richaud (90 F, 13,72 €). Menu dégustation : 320 F (48,78 €). A la carte, compter 350 F (53,36 €).

★ 9 *bis*, boulevard du Montparnasse, [illegible] Paris. Tél. : 01-45-67-24-88. Fermé [illegible] midi [illegible] dimanche.

Jean-Claude Ribaut

Publicités

PARIS 6e
La Chope d'Alsace
[illegible]
Menu 16[illegible] F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6e
Vagenende
Maison classée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi [illegible] 1h [illegible] matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 7e
LES MINISTERES
[illegible] 175 [illegible] apéritif et vin compris
Nouveau : [illegible] Mer [illegible]
30, [illegible] - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT [illegible] BELLE EPOQUE

PARIS 8e
FLORA DANICA (165 [illegible] (fiere ou vin))
COPENHAGUE salle climatisée
MENU 240 F (boisson comprise)
HARENG, SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ
142, avenue [illegible] Ch.-Elysées - 01.44.13.86.26

PARIS 11e
Bistrot Paul Bert
"Charmant, réservé, vieux style, ... Les plats sont simples, renouvelés pour [illegible] cave [illegible] vins..." Menu [illegible] 68 F et [illegible]
18, rue Paul [illegible] ☎ 01.43.72.24.01
L'Ecailler du Bistrot
[illegible] et [illegible] sur place [illegible]
22, rue Paul [illegible] ☎ 01.43.72.76.77

PARIS 5e
SUSAN'S PLACE
Tex Mex
(1er prix Européen du meilleur Chili Con Carne)
Spécialité d'or pour le TEXAS NACHOS
Plats végétariens mexicains
51, rue des Ecoles (côté St-Michel)
☎ 01.43.54.23.22 - Sce jsq 23h15

PARIS 5e
"Un [illegible] plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, [illegible] Saint-Germain 5e
127 F - 169 F - [illegible]
01.43.54.26.07 / T.L.J.

LES GRANDES MARCHES
Place de la Bastille
Au pied [illegible] l'Opéra de la Bastille, [illegible] grande adresse pour un repas de qualité.
Huîtres [illegible] l'année, poissons du marché, plats traditionnels [illegible] vins à découvrir.
[illegible] jours [illegible] 11 h [illegible] 1 h [illegible]
Réservation : ☎ 01 [illegible] 90 32
* 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

PARIS 11e
LE JARDIN du CURÉ
Béni [illegible] qui bien y mange !
"Cuisine [illegible] à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Ferm. dim. soir
6 av. Parmentier 11e - 01 43 79 19 61
46 r. Jacques Hillairet 12e - 01 43 42 18 22

PARIS 15e
RESTAURANT LE CIEL
à 200 m d'altitude au 56ème étage (ascenseur direct)
une Vue de Paris à vous couper le souffle !
Tous les jours, déjeuner dîner Bar-Cocktail
Tour Maine-Montparnasse
33, Av. du Maine 15e - Tél. 01 40 64 77 64

Les Frères Blanc
RESTAURATEURS A PARIS
En février, "Menu Etoilé" par Marc Meneau 228 F 34,76 €
"Entrée"
Coquilles Saint-Jacques galette de poireaux fondants
beurre émulsionné [illegible] ciboulettes
"Plat"
Magret de Canard Mulard [illegible] manteau de légumes
figue et endive confites, jus brun au Porto et fines épices
"Dessert"
Poire rôtie parfumée [illegible] Cannelle
glace aux [illegible] de réglisse
*Prix service compris 18% au H.T. hors boissons
[illegible] 12, place [illegible] Clichy - 01 53 20 48 [illegible]
LA FERMETTE MARBEUF 5, rue Marbeuf - 01 53 23 [illegible]
AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 01 40 13 77 [illegible]
BRASSERIE LORRAINE 2, place [illegible] Ternes - 01 42 27 80 [illegible]
LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Elysées - 01 53 [illegible] 97 [illegible]
LE [illegible] 13, rue [illegible] l'Ancienne Comédie - 01 40 46 79 00
[illegible] CAFE CAPUCINES 4, bd [illegible] Capucines - 01 43 12 19 [illegible]

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : ☎ 01.42.17.39.40

هكذا من الأصل

Fréquente grisaille

MERCREDI. Un vaste anticyclone [illegible] pointe bretonne dirige sur notre pays un flux de nord [illegible] nord-est amenant de l'humidité depuis la mer du Nord, [illegible] une douceur de saison. Il [illegible] résulte beaucoup [illegible] grisaille sur [illegible] quarts nord, qui [illegible] trouera par endroits dans la journée.

Bretagne, pays de Loire, [illegible] Normandie. – Les nappes de nuages bas, parfois [illegible] brouillards, fréquentes le matin, maintiendront quelques poches de grisaille jusqu'au soir. Ailleurs, [illegible] soleil fera [illegible] belles apparitions. Il fera de [illegible] 10 degrés.

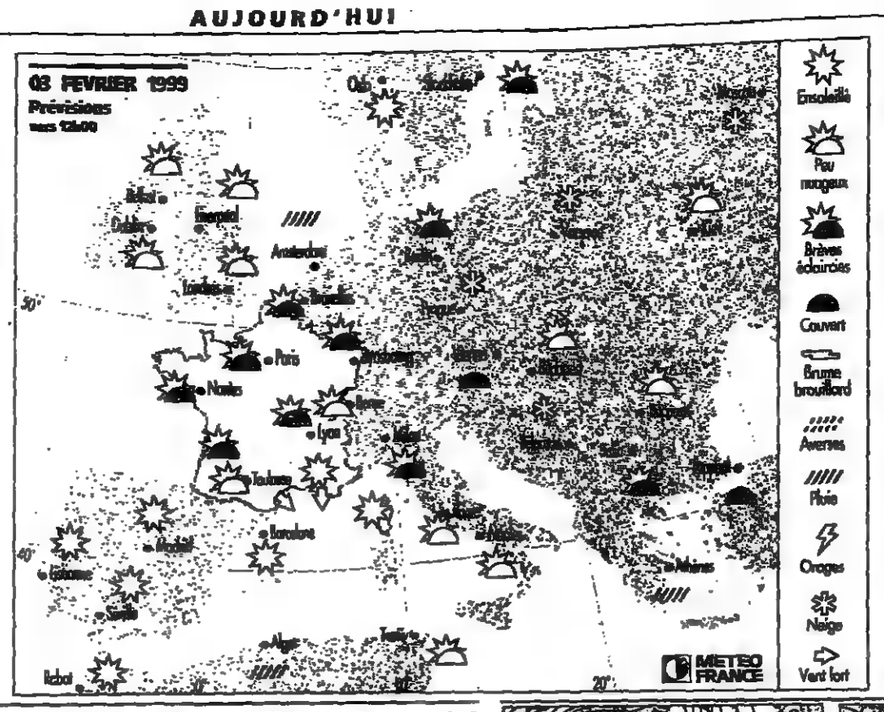
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Des poches de grisaille [illegible] maintiennent par endroits, tandis que des éclaircies gagnent dans la journée çà et là. L'après-midi, [illegible] fera de [illegible] à [illegible] degrés.

Champagne, Lorraine, [illegible] Bourgogne, Franche-Comté. – Le ciel restera souvent couvert du matin au soir, en particulier près [illegible] frontières où quelques gouttes [illegible] pas exclues. Sur la Bourgogne, [illegible] sud de la Champagne, de [illegible] éclaircies pourront se développer. Il fera de 1 à 3 degrés sous les nuages, et 4 à [illegible] soleil.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le ciel est dégagé sur les reliefs, du pied [illegible] Pyrénées à l'ouest du Massif central. Ailleurs, la grisaille matinale [illegible] parfois te[illegible] [illegible] de belles [illegible] ensoleillées se développent par endroits. Il fera [illegible] 4 à 8 degrés.

Limousin, Auvergne, [illegible] Alpes. – La grisaille domine, [illegible] [illegible] trouées, dans [illegible] vallées alpines, le nord [illegible] Massif central et de la vallée du Rhône, tandis que le [illegible] sera généreux [illegible] hauteurs alpines, le sud [illegible] l'ouest du Massif central. Il fera de 3 [illegible] 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le temps sera partout ensoleillé, [illegible] modérément venté. Le [illegible] [illegible] voilera un peu dans la journée. Mistral [illegible] [illegible] souffleront jusqu'à 70 km/h. Il fera de [illegible] [illegible] degrés, localement [illegible].



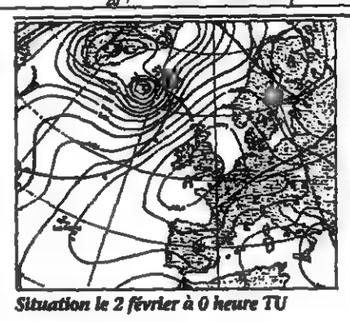
LE CARNET DU VOYAGEUR

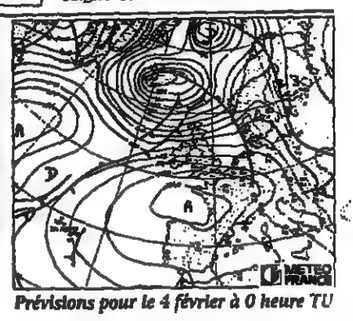
■ **ÉTATS-UNIS.** Dégriftour propose des vols directs Paris-New York au prix de 1 310 F (200 €), départs le [illegible] février, retour [illegible] la date choisie par le passager. Pour réserver, taper le 3615 DT ou composer le 08-36-68-28-27 (2,23 F, 0,33 € la minute).

■ **MALDIVES.** La chaîne hôtelière Le Méridien inaugure le 15 février un nouveau complexe (100 villas dont 12 sur pilotis) sur l'île [illegible] Kihaadhuffaru, dans l'archipel des Maldives. Situé à 35 minutes de l'aéroport de [illegible] (en hélico ou en hydravion), [illegible] bord d'un lagon, l'établissement s'inscrit dans l'en[illegible] naturel [illegible] reflète l'architecture locale. Pendant sa période d'ouverture, il propose, du 15 février [illegible] [illegible] avril, un tarif spécial : 5 nuits pour le prix de 4 soit environ [illegible] F [illegible] par personne [illegible] [illegible] nuit, en chambre double [illegible] petits déjeuners [illegible] [illegible]. Renseignements au 0-800-40-22-15.

PRÉVISIONS POUR LE 03 FEVRIER [illegible]
*Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. [illegible] : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : [illegible]*

FRANCE métropole				PAPEETE	[illegible] C	KIEV	-9/-6 N	VENISE	2/9 S	LE CAIRE	11/21 S
AJACCIO	[illegible] S	NANCY	-3/4 N	POINTE-A-PIT.	18/28 S	VIENNE	-3/2 C	MARRAKECH	3/14 S		
BIARRITZ	-4/8 N			ST-DENIS-RÉ.	[illegible] C	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/27 S		
[illegible]	[illegible] N	PARIS	[illegible] N	**EUROPE**		LONDRES	[illegible] N	PRETORIA	20/27 P		
BOURGES	[illegible] [illegible]	PAU	-4/7 S	[illegible]	5/8 P	[illegible]	1/5 N	[illegible]	21/29 N	RABAT	3/15 S
BREST	4/11 N	[illegible]	4/11 S	[illegible]	7/12 P	[illegible]	-7/12 S	[illegible]	0/7 C	TUNIS	4/10 N
CAEN	4/9 N	[illegible]	1/10 N	[illegible]	4/12 S	MILAN	2/10 N	[illegible]	20/25 P	**ASIE-OCÉANIE**	
CHERBOURG	2/10 N	ST-ETIENNE	[illegible] N	[illegible]	[illegible]	[illegible]	-23/-20 *	LIMA	[illegible]	BANGKOK	22/28 N
[illegible]	-7/4 [illegible]	[illegible]	[illegible] N	[illegible]	-7/-4 N	[illegible]	-5/-1 N	[illegible]	[illegible]	BOMBAY	17/28 S
DIJON	[illegible] N	TOULOUSE	[illegible] [illegible]	[illegible]	-2/2 N	[illegible]	1/8 S	[illegible]	[illegible]	DJAKARTA	26/29 P
GRENOBLE	-7/4 [illegible]	[illegible]	[illegible] N	[illegible]	2/4 N	SEVILLE	1/15 S	[illegible]	-2/0 N	DUBAI	16/26 S
LILLE	3/8 N	**FRANCE outre-mer**		DUBLIN	8/12 N	[illegible]	-13/-6 [illegible]	WASHINGTON	4/12 S	HANOI	13/18 N
LIMOGES	-2/8 N	[illegible]	23/27 [illegible]	FRANCFORT	2/4 N	ST-PETERSB.	-21/-16 N	**AFRIQUE**		HONGKONG	10/16 S
LYON	-4/6 N	FORT-DE-FR.	[illegible] S	[illegible]	0/4 S	STOCKHOLM	-3/2 S	ALGER	6/11 P	JERUSALEM	9/20 C
MARSEILLE	-3/9 S	[illegible]	[illegible] [illegible]	HELSINKI	-12/-9 *	[illegible]	10/14 S	[illegible]	16/22 S	NEW DEHLI	8/19 S
				ISTANBUL	[illegible] C	[illegible]	-3/-2 *	KINSHASA	22/30 P	SYDNEY	20/25 N
										TOKYO	-2/5 N
										PEKIN	-8/4 S
										SEOUL	-10/-3 N
										SINGAPOUR	25/30 C


Situation le 2 février à 0 heure TU



Prévisions pour le 4 février à 0 heure TU

PRATIQUE

Dégâts des eaux, expertises et réparations au domicile

LORSQUE Pierre D. a [illegible] suinter le plafond de sa [illegible] de bains, il a tout de suite soupçonné la canalisation de chauffage encastrée dans le sol de l'appartement du dessus. L'incident s'était déjà produit dans l'immeuble. Il connaissait donc la marche [illegible] suivre : envoyer à son assureur le constat amiable « dégâts des eaux ». Malheureusement, le locataire de l'appartement d'où provenait l'inondation a refusé de remplir le constat, arguant qu'il n'était [illegible] rien responsable [illegible] la fuite d'une canalisation enterrée [illegible] le carrelage. Le propriétaire de l'appartement concerné a eu la même réaction [illegible] renvoyé [illegible] responsabilité au syndic.

Tous deux ignoraient visiblement l'existence de [illegible] convention d'indemnisation directe et renonciation [illegible] [illegible] dégâts des [illegible] (convention Cidre). Selon cet accord signé en 1991, l'assurance du sinistré (qu'il [illegible] locataire ou copropriétaire occupant) prend [illegible] charge les dommages pour les dégâts des [illegible] d'un [illegible] inférieur [illegible] 10 000 francs hors taxes (1 524 euros), ainsi que les « dommages immatériels » (impossibilité pour l'assuré d'utiliser temporairement tout ou partie des locaux inondés, perte [illegible] loyer) dans la limite de 5 000 francs hors taxes (762 euros). Ce système repose sur deux principes : les sociétés d'as[illegible] se remboursent mutuellement [illegible] renoncent à exercer tout [illegible] entre elles.

Selon la nature des biens endommagés, il y a quatre catégories de « lésés » : la collectivité des copropriétaires représentée par le syndic, le propriétaire, le copropriétaire et le locataire. L'assu[illegible] du propriétaire – ou celle de l'immeuble, s'il s'agit d'une copropriété – prend [illegible] charge les parties immobilières (murs, carrelages et parquets) sauf si le [illegible] des dommages est inférieur [illegible] 15 % du montant du plafond de la convention (soit 1 500 francs, 228 euros). Pour les biens mobiliers (tous revêtements agrafés ou cloués) et les [illegible] embellis[illegible] (peintures, vernis, miroirs fixés au mur, éléments fixes de cuisine et salles de bains aménagées, revêtements collés aux murs et au plafond) c'est l'assurance de l'occupant qui joue.

Dans le [illegible] d'un appartement en location, si c'est le propriétaire qui a effectué [illegible] embellissements, l'assurance du locataire interviendra uniquement si celui-ci fournit un accord écrit de son propriétaire, et s'engage [illegible] tra[illegible]. En cas de refus ou de non-réponse du propriétaire dans un [illegible] d'un mois, ce sera à l'assureur de [illegible] dernier de prendre en charge les dommages.

Si c'est le locataire qui a réalisé les embellissements, il doit, pour recevoir une indemnisation de son [illegible] demander par lettre recommandée un désistement [illegible] propriétaire, et s'engager [illegible] exécuter les [illegible]. Sans réponse dans les quinze jours, [illegible] considère que le propriétaire a donné son accord pour le versement de [illegible] au locataire. Si le propriétaire [illegible] de se désister, le locataire devra justifier de l'exé[illegible] des travaux pour percevoir les [illegible]. Le locataire est tenu de réparer les dégâts avec l'indemnité versée par son [illegible]. Selon un [illegible] de la Cour de cassation du 11 octobre 1994, un locataire qui avait quitté l'appartement sans effectuer les réparations a été condamné à restituer l'indemnité.

Dans les cinq jours ouvrés suivant le sinistre, [illegible] a fait sa déclaration à l'assurance qui a désigné un expert. Mais Pierre a commis l'erreur [illegible] ne pas être présent le jour du [illegible] de l'expert. Il n'a donc pas pu lui faire remarquer que l'enduit et le plâtre étaient à refaire, d'autant qu'il avait entièrement rénové son appartement six mois auparavant. Au passage, signalons que pour les embellissements [illegible] les petits dommages immobiliers, il n'est pas [illegible] application d'un coefficient de vétusté, [illegible] [illegible] dépasse 25 % [illegible] montant [illegible] dommages, ou si [illegible] locaux présentent un défaut notoire d'entretien.

En l'absence de devis (l'entreprise pressentie ayant [illegible] plus d'un mois à [illegible] celui-ci), l'expert n'a accordé que 1 500 [illegible] (228 euros)... soit 550 francs (83 euros) de moins [illegible] le devis. Pierre a signifié [illegible] désaccord à l'assureur. Un second devis, demandé à une société indiquée par l'expert, s'élevait à [illegible] 200 francs ! En fin de compte, l'assureur a fini par accepter le devis initial.

TRACTATIONS LABORIEUSES

Pour éviter cette [illegible] aux devis et les tractations laborieuses qui en résultent, [illegible] compagnies d'assurances [illegible] mis au point [illegible] concept de « la réparation au domicile, ou réparation en nature ». L'assuré victime d'un dégât [illegible] peut choisir [illegible] percevoir une indemnisation ou [illegible] faire effec[illegible] [illegible] par un réparateur agréé [illegible] directement rémunéré par [illegible].

[illegible] Maintenance [illegible] (FMB, filiale du GAN-Groupama), qui [illegible] pionnière [illegible] 1983, travaille avec 400 entreprises. Assurys Services, filiale de Zurich Financial Services, qui a notamment pour partenaires Abeille, Zurich-Zuritel et Le Continent, [illegible] constitué en [illegible] un réseau d'entreprises [illegible] d'[illegible] présentant [illegible] garanties (le label Qualibat) et s'engageant à respecter une charte [illegible] qualité : rapidité d'intervention, respect des délais. En contrepartie, ces professionnels bénéficient d'un volume de travail correspondant [illegible] 15 % de leur chiffre d'affaires. Elvia offre également ce service depuis 1997. D'autres compagnies [illegible] Europ-Assistance-Général, mettent progressivement en place un dispositif similaire. Etant donné le succès [illegible] cette initiative (40 % des victimes de sinistres choisissent [illegible] formule), [illegible] pour assurer des commandes régulières à ses prestataires, Assurys Services envisage d'étendre [illegible] activité en direction [illegible] clients (les copropriétés [illegible] tamment) qui auraient besoin de [illegible] effectuer des travaux [illegible] rénovation. Moyennant une commis[illegible] de 5 %, Assurys [illegible] chargerait [illegible] la mise en relation avec les entreprises, du suivi des travaux [illegible] de la gestion des conflits.

[illegible] Bobasch

A savoir

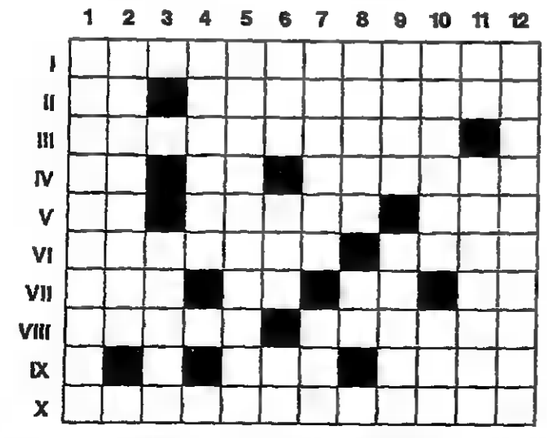
● **A lire.** *Le règlement d'un dégât des eaux. Les conventions* : fiche [illegible] (février 1996), [illegible] par le Centre de documentation [illegible] d'information [illegible] l'assurance (CDIA, 26, boulevard Haussmann, 75311 Paris-Cedex 09) ; Minitel : [illegible] CDIA.

● [illegible] Nombre de contrats d'assurances [illegible] multirisques habitation : [illegible] 895 millions. Coût des sinistres : 11,97 milliards [illegible] francs. Fréquence des dégâts des eaux : 43,7/1 000. Coût moyen d'un sinistre : 5 300 francs [illegible] euros). Source : Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA, 1997).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99029

● SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Convient mieux aux serviettes qu'aux torchons. – II. Informateur [illegible] On [illegible] peut [illegible] dire qu'elle [illegible] raté son cou. – III. Evite les points [illegible] suspension. – IV. Pour choisir le bon morceau. Un inconnu déjà rencontré plus haut. Bonnes actions. – V. Un peu de pudeur. Laisses échapper les [illegible]. Va directement dans les caisses [illegible] Bercy. – VI. Broussailleux. Ouverture sur l'extérieur. – VII. Se lança. Lettres de licenciement. Chaleur divine. Dans une suite. – VIII. Modifie la précédente. Dans une succession. – IX. Pour les intimes du père de Burma. Siège parmi les Quarante. – X. Apportent leurs soins pour améliorer [illegible] situation.

VERTICALEMENT

1. Touche celui qui voit le mal partout. – 2. Que l'on pourra trouver. – 3. Préparât les pois. – 4. Apparences parfois trompeuses. – 5. Prêt pour la prière. – 6. S'avale en mangeant, pas en buvant. Bercy y trouve [illegible] compte. Conjonction. – 7. Bien montée. Personnel. – 8. Ardents. Rattachée au continent. – 9. Transmis [illegible] suivants. Gras une fois l'an. – 10. Protège les fosses dans la descente. Prépare le coup. – 11. Préposition. Echappement libre. – 12. Reflets de l'extérieur [illegible] l'intérieur.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° [illegible]

HORIZONTALEMENT

I. Protège-dents. – II. Lémure. A-coup. – III. Eden. Ornière. – IV. Urge. Me. Bc. – V. Réargenté. Oi. – VI. Es. Satie. Eta. – VII. Use. Trésor. – VIII. Saluée. Trahi. – IX. Egara. Celtes. – X. Sensuels. Ope.

VERTICALEMENT

I. Pleureuses. – 2. Redressage. – 3. Oméga. Elan. – 4. Tuners. Urs (sûr). – 5. Er. Gâteau. – 6. Géomètre. – 7. Renié. Cl. – 8. Dan. Testes. – 9. Ecime. ORL. – 10. Noé. Erato. – 11. Turbot. Hep. – 12. Spécialisé.

SCRABBLE [illegible]

PROBLÈME N° 107

Le quatrième mot

1. Tirage : A E G R S U U

a) Trouvez et placez un [illegible] sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez un nonuple qui s'appuie sur [illegible] E de VOYANCE.

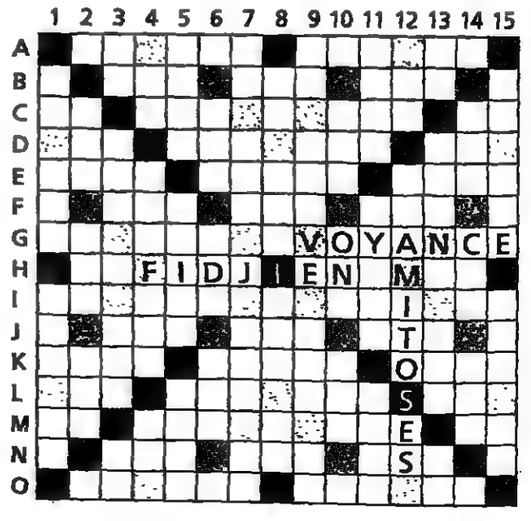
c) Avec ce même tirage, trouvez 5 autres [illegible] de huit lettres en le complétant [illegible] 5 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.

N. [illegible] Dès que [illegible] trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation [illegible] la grille [illegible] [illegible] prochaine.

d) A A C L O R T. Trouvez [illegible] sept-lettres, dont un d'origine anglaise. A D E F O T U. En utilisant 2 lettres différentes du ti[illegible] précédent, trouvez 2 huit-lettres, dont un d'origine portugaise.

Michel Charlemagne



Solutions dans *Le [illegible]* du 10 février.

Solutions du problème n° [illegible] paru dans le *Monde* du 27 janvier.

Chaque solution [illegible] localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par [illegible] lettre, le mot [illegible] horizontal ; lorsqu'elle [illegible] par un chiffre, le mot est vertical.

a) OEUVRER. 3 C. 86, faisant EVIDURES

[illegible] EPROUVER, A 8, 176, ou, pour moins cher, l'anagramme REPROUVE- REVOYURE, B 5, 74-RECOUVRE, C7, 78-OUVRIERE, E 5, 94-REVOQUER, I 5, 72-DEVOREUR, 6 H, 72.

c) AMITOSE, *processus [illegible] division cellulaire.*

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : [illegible]
Vice-président : Gérard Worms
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
[illegible] : 01.42.17.39.00 - Fax : [illegible] 17.39.26

CINÉMA Symbole de [redacted] résistance gauloise [redacted] l'envahisseur hollywoodien, *Astérix* [redacted] *Obélix contre* [redacted] de Claude Zidi, sort mercredi *3 février sur les écrans nationaux.* Son budget, de 274 millions de francs, [redacted] le plus important jamais investi dans un film de langue française. ● APRÈS un démarrage [redacted] laborieux, malgré une interprétation chevronnée (Depardieu, Piéplu, Benigni), cette superproduction trouve une porte de sortie... en accumulant les effets spéciaux à l'américaine. [redacted] L'UTILISATION [redacted] techniques numériques, confiée à Jean-Christophe Comar, dit Pitof, [redacted] *ainsi* la potion magique du film, permettant de projeter les Romains dans les airs, dupliquer les [redacted] ou renverser un éléphant. [redacted] SUJET *D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES,* [redacted] *Gaulois de Goscinny et Uderzo incarnent un conservatisme paisible,* [redacted] *marge d'un « roman way of life* [redacted]

Obélix [redacted] l'écran ou le coup de l'éléphant

Astérix et Obélix contre César. Image de la résistance face [redacted] l'impérialisme cinématographique américain, cette superproduction trouve une réponse aux défis posés par l'adaptation de la bande dessinée et déploie un arsenal d'effets spéciaux avec la volonté de toucher tous les publics

Film français de [redacted] Zidi. Avec Gérard Depardieu, Chris[redacted] Clavier, Roberto Benigni, Gottfried John, Jean-Pierre Castaldi. (1 h 45.)

Rarement bande-annonce [redacted] aperçus promotionnels [redacted] télévision auront [redacted] aussi nécessaires. La transposition [redacted] l'écran [redacted] la [redacted] en [redacted] un problème [redacted] Adapter les fameux [redacted] suppo[redacted] d'adapter [redacted] *leurs lecteurs,* de [redacted] acclimater [redacted] tout : [redacted] l'appa[redacted] *générale* [redacted] « vrai » Astérix, [redacted] la [redacted] dessinée, n'est pas [redacted] grand), [redacted] aux voix (comment s'exprime un centurion ?), [redacted] musiques (comment chante le [redacted] ?), [redacted] (à quelle vitesse se délivre [redacted] paire [redacted] aux Romains ?), aux choses qui ne peuvent plus être stylisées (un [redacted] glier rôti, une légion romaine, etc.). On pouvait s'interroger [redacted] l'aspect [redacted] *visages, naturellement* empreints des traces [redacted] laisse la vie, une [redacted] pas [redacted] ces [redacted] en aplats roses que dessine [redacted] depuis quarante ans. [redacted] film de [redacted] Zidi, [redacted] distribution [redacted] à [redacted] chevronnés, d'un âge pour [redacted] tous déjà avancé, [redacted] ressortir combien les [redacted] de la BD étaient « jeunes ». [redacted] Agecanonix.

Pierre Palmade, dans « Astérix et Obélix [redacted] », de [redacted] Zidi : comment chante le barde Assurancetourix ?

ETIENNE GEORGE/H ET K

GAGS POUR MAL-ENTENDANTS

Dès [redacted] premières séquences, il est pourtant [redacted] que le tir de barrage préparatoire [redacted] pas suffi. C'est, [redacted] qu'il faut trouver une histoire, [redacted] un ton. En fait d'histoire, on assiste à un bout-à-bout *pas trop maladroit,* [redacted] *guère* palpitant, d'épisodes piochés dans les différents volumes [redacted] la [redacted] Le ton [redacted] celui qu'on adopterait pour s'adresser à [redacted] malentendants : en appuyant [redacted] et [redacted] haussant les volumes sonores plus que de raison. On s'embête – un peu –, [redacted] l'on s'inquiète. C'est que l'affaire est d'importance : on [redacted] rait point un spectateur français [redacted] ce nom, ni *ipso facto* un amateur du Gaulois inventé par Goscinny, si on ignorait qu'il se joue [redacted] une affaire nationale [redacted] la plus haute importance.

Ce petit village qui [redacted] *toujours à l'envahisseur est,* [redacted] si, celui du [redacted] français [redacted] manipules hollywoodiens. Et l'an [redacted] après Jésus-Christ ayant [redacted] une manière d'Alésia de la part de marché nationale, la supermégaproduction (à [redacted] gauloise) [redacted] Claude [redacted] figure [redacted] dernier carré.

Pourtant, durant [redacted] première heure, percent quelques lueurs d'espoirs, [redacted] à l'interprétation. Piéplu est parfait en [redacted] mix, mais ce n'est pas une nouvelle : Claude Piéplu n'est-il [redacted] toujours parfait ? Les [redacted] habitants [redacted] village s'imposent peu [redacted] peu, [redacted] *semble rétrospectivement* que Bonemine et la femme d'Agecanonix avaient [redacted] dessinées pour Marianne Sägebrecht et Arielle Dombasle. César [redacted] mieux qu'acceptable sous [redacted] traits [redacted] l'acteur allemand [redacted] John, Benigni [redacted] méchant [redacted] mélodrame, le centurion Castaldi est [redacted] seul qui ait [redacted] *l'air dessiné* [redacted] *l'écran,* [redacted] fait ce pour quoi on [redacted] fait venir : mettre en évidence les [redacted] que lui [redacted] la [redacted]

Et si Christian [redacted] se [redacted] à faire d'Astérix une réincarnation du Jacquouille [redacted] *Visiteurs* (« son » personnage), Gérard Depardieu [redacted] *peu* [redacted] *peu* [redacted] fausse bedaine d'Obélix et affine la personnalité complexe, [redacted] de charme [redacted] de balourdise, [redacted] celui qui [redacted] indéniablement [redacted] héros du film – comme il l'est devenu peu à peu [redacted] les albums. L'élégance des « enveloppés » et [redacted] jeu autour des archétypes (de *Cyrano* à *Monte-Cristo)* [redacted] parmi *les talents* les mieux avérés du comédien, qui trouve ici toute latitude de les employer. Ainsi les [redacted] de [redacted] de la résistance contre [redacted] l'adaptation, jusqu'à ce [redacted] le film [redacted] par trouver une, et même deux issues – paradoxales – [redacted] *l'impasse où il paraissait* embourbé.

La première [redacted] à trahir en rase campagne la vocation [redacted] dière du projet, pour piquer sans vergogne aux Américains quelques [redacted] spectaculaires. Il [redacted] même adroit que [redacted] soit pendant [redacted] passage à l'ennemi d'Obélix que [redacted] *produise ce phénomène,* d'une scène [redacted] à une séquence [redacted] *jeux* [redacted] *cirque dont la* [redacted] échappe résolument à la gentillesse rigolarde de la BD, jusqu'alors la[redacted] reproduite.

Au cours [redacted] séquence, voici qu'un éléphant [redacted] expédié [redacted] airs, [redacted] qu'il retombe planté sur [redacted] *défenses.*

Un éléphant, au cinéma, image [redacted] *synthèse* [redacted] *pas, c'est un éléphant,* [redacted] dessin d'éléphant. [redacted] de le voir empalé tête en bas ne fait plus du [redacted] le même effet que sur [redacted] coloriées : c'est [redacted] la [redacted] beaucoup plus extraordinaire, [redacted] légèrement gênant.

SADISME AVOUÉ

Autour de [redacted] *éléphant* [redacted] qui [redacted] nourrir [redacted] deuxième partie du film, [redacted] sortir de l'ornière. D'une part, les gestes outrés, en particulier [redacted] gestes de violence, suscitent un trouble qui [redacted] croissant jusqu'à la séquence finale – l'offrande « amusante » d'un paquet d'humains [redacted] à se faire *taper dessus – qui n'est pas dépour*[redacted] d'un [redacted] qui s'avouerait *soudain comme* [redacted] *D'autre part,* et symétriquement, en jouant tout le comique [redacted] un pari habile : la potion magique, pour [redacted] film, ce [redacted] les [redacted] spéciaux. Or, ceux-ci prennent [redacted] une importance [redacted]

De gags [redacted] en [redacted] savon sentimentales, ils permettent à [redacted] Zidi – [redacted] *qui* jamais [redacted] se prit pour Orson [redacted] *et qu'il* [redacted] *prétendre* juger à cette aune – de résoudre les [redacted] équations [redacted] auxquelles il était [redacted] Il [redacted] le passage du dessin à la prise de vues réelle, en utilisant [redacted] tages [redacted] celle-ci [redacted] en [redacted] sa *particularité.* Et, [redacted] *et* originalité, respect des [redacted] du genre et emprunts [redacted] d'autres imageries, il [redacted] voie capable [redacted] satisfaire [redacted] la fois un public imprégné d'Astérix et ceux – un grand nombre d'adolescents, principaux usagers des [redacted] obscures – qui s'en fichent.

Jean-Michel Frodon

Des Gaulois en lutte contre le « roman way of life »

[redacted] L'EXPLORATION [redacted] *mythologies nationales,* [redacted] *Gaulois* occupent une place [redacted] part. D'abord par leur « invention » récente : c'est [redacted] qui, de Chateaubriand et Bellini jusqu'au *Vercingétorix* de l'historien Camille Jullian (1899), [redacted] le rôle déterminant du manuel des écoles primaires [redacted] Lavisse (1884), a imposé [redacted] *généalogie* politique, aussi populaire que contestée. *Mais aussi parce que « nos ancêtres les Gaulois »,* lieu commun dont les champions [redacted] la décolonisation ont souligné le grotesque, survit dans la conscience collective grâce [redacted] bande dessinée. Les programmes *scolaires, plus prudents,* [redacted] *dé*sormais renoncé à mettre en [redacted] un peuple *présenté* [redacted] situation d'admirable vaincu [redacted] mais [redacted] vaincu, l'essentiel [redacted] nos ferments [redacted] civilisation étant revendiqués comme gréco-romains.

Alix, Jugurtha, Taranis, [redacted] héros de Jacques Martin, Jean-Luc Ver*nal* [redacted] *Victor Mora, ont* depuis longtemps nourri l'imaginaire [redacted] jeunes. La liberté [redacted] au scénariste sur [redacted] temps exotiques à force d'éloignement, [redacted] promesse [redacted] faciles clins d'œil qui [redacted] autant de connivences culturelles, le *souci didactique d'accompagner* [redacted] programme scolaire du jeune apprenti citoyen (histoire, latin, éducation civique, [redacted] champ [redacted] échos [redacted] vaste) [redacted] suffisent pas à expliquer [redacted] succès phénoménal de l'univers d'Astérix.

Le petit Gaulois inventé par René Goscinny [redacted] devenu un sujet d'études universitaires – André [redacted] publia [redacted] un éloquent *Astérix, l'épopée burlesque de la France* (Complexe) et André Simon analysa dans un [redacted] premiers numéros du *Débat* (nº 16, novembre 1981) « Les Gaulois [redacted] B.D. » – dont les fruits prennent une résonance nouvelle [redacted] la transposition cinématographique de Claude Zidi.

CONSERVATISME PAISIBLE

[redacted] animés [redacted] long métrage ont [redacted] opéré le transfert du livre à l'écran, l'incarna[redacted] stéréotypes humains ren[redacted] la « gallicité » [redacted] un simple comportement. Hâbleurs, ripailleurs, bagarreurs, [redacted] villa*geois héroïques aspirent* [redacted] un conservatisme paisible que n'entame aucune perspective politique, aucune réelle contestation même puisque par trois [redacted] Astérix [redacted] romain, gladiateur, légionnaire ou compétiteur olympique.

Cette « réserve » en marge d'une [redacted] qui innove [redacted] in[redacted] – [redacted] « *roman way of life* » – peut sans doute porter un idéal de résistance, bien [redacted] pour alimenter un chauvinisme satisfait, même [redacted] *la nécessité d'une* potion magique pour le réaliser [redacted] la leçon toute théorique ; elle [redacted] plus sûrement un [redacted] compensatoire à [redacted] défaite [redacted] aux [redacted] d'indépendance, [redacted] peine [redacted] Gageons que le parallèle ne vaudra pas pour le cinéma français assiégé par la toute-puissance hollywoodienne.

Philippe-Jean Catinchi

Un film dopé aux effets spéciaux

LE FILM [redacted] Claude [redacted] a largement fait appel à une nouvelle potion magique, [redacted] d'un [redacted] qui pourrait s'appeler Supernumérix. [redacted] techniques [redacted] qui accompagnent [redacted] jeu [redacted] comédiens, [redacted] du numérique, collages [redacted] fragments de [redacted] animé, et l'apport des effets spéciaux ont permis de prendre le relais [redacted] la bande dessinée.

Dans la scène des jeux du cirque, où les Astérix [redacted] animaux menaçants, serpents, lions, crocodiles [redacted] mygales, plusieurs [redacted] pèces [redacted] d'images [redacted] synthèse. Au [redacted] tournage, [redacted] Depardieu mime l'exploit de [redacted] *un éléphant, absent sur* [redacted] *plateau.* L'animal a [redacted] conçu virtuellement sur ordinateur [redacted] ajouté sur la pellicule. Les projections [redacted] Romains à la force du poing des Gaulois mêlent des techniques classiques (les cascades) [redacted] plans animés en trois dimensions. Quant à la duplication [redacted] personnages sous l'effet d'un excès [redacted] potion magique, dans la dernière partie du film, [redacted] procédés numériques plus simples *qui* [redacted] *également* [redacted] *multiplier artificiellement* les [redacted] dans [redacted] scènes [redacted] bataille, la production cherchant à limiter [redacted] nombre de figurants.

Ces fantaisies [redacted] occupé soixante-cinq per[redacted] pendant neuf mois, pour truquer « *deux cent cinquante plans, soit près de* [redacted] *minutes du film* », explique Jean-Christophe Comar, dit Pitof, [redacted] Duboi, [redacted] auteur [redacted] effets spéciaux [redacted] *La Cité des enfants perdus,* de [redacted] Jeunet, et d'*Alien IV.* Il a dirigé l'ensemble [redacted] spéciaux numériques, tandis que des trucages mécaniques étaient assurés par un trio versaillais, Olivier Gleyze, Yves Domenjoud [redacted] Jean-Baptiste [redacted]

« LA PELLICULE VA DISPARAÎTRE »

Une partie de l'équipe de Pitof se charge du [redacted] film et numérique : [redacted] pellicules tournées [redacted] converties, [redacted] d'un scanner, [redacted] images numériques maniables sur ordinateur. Après incorporation [redacted] effets, elles sont gravées sur une nouvelle pellicule, fournissant [redacted] nou[redacted] négatif qui [redacted] réinséré dans celui du film. D'autres collaborateurs de [redacted] s'occupent du « compositing », assemblage d'images composites, en deux et [redacted] trois dimensions (2 D et 3 D). Un noyau [redacted] spécialistes fabrique [redacted] images de synthèse, en 3 D.

« *Mon métier de spécialiste des effets spéciaux va disparaître,* assure tranquillement Pitof. *L'arrivée du numérique dans* [redacted] *cinéma constitue* [redacted] *évolution aussi importante que le passage du* [redacted] *parlant.* » Dans un premier temps, [redacted] ce pionnier, [redacted] tournages [redacted] continuer à [redacted] faire en 35 mm, en utilisant une pellicule. Mais celle-ci sera [redacted] convertie en numérique pour [redacted] travaillée.

« *D'ici une dizaine d'années, la pellicule va disparaître pour laisser place* [redacted] *tournage* [redacted] *caméra numérique.* » [redacted] Pitof, l'essor [redacted] spéciaux [redacted] films [redacted] tel que [redacted] plupart [redacted] professionnels s'y formeront. « *Ce seront les hommes de métier, décorateurs, cascadeurs, qui développeront leur propre service intégré de 3 D.* [redacted] *jeunes décorateurs y sont déjà prêts.* »

Catherine [redacted]

De la BD au cinéma, des chiffres records

[redacted] 276 millions d'albums [redacted] d'Astérix avaient été vendus *à la fin 1996 et les éditeurs* estiment que le [redacted] aujourd'hui plus proche de 280 millions. [redacted] plus grande [redacted] France [redacted] dans [redacted] francophones (95 millions), juste devant l'Allemagne [redacted] *millions), la Grande-Bretagne* [redacted] Pays-Bas [redacted] millions chacun), l'Espagne (17 millions), la [redacted] et l'Italie (5 millions chacun), la Finlande, [redacted] Norvège, [redacted] Danemark [redacted] la [redacted] millions chacun), le [redacted] (3 millions) [redacted] le Portugal (2 millions). [redacted] *millions* d'albums [redacted] vendus [redacted] monde, dont [redacted] asiatiques.

[redacted] **Langues et** [redacted] Astérix [redacted] traduit en quatre-vingt-cinq *langues ; compte* [redacted] *de* l'importance du marché allemand, [redacted] dernières traductions ont [redacted] faites [redacted] divers [redacted] germaniques : le souabe, le frison de l'est, le palatin, [redacted] badois, etc., ainsi que [redacted] schwyzerdüsth, un *patois* [redacted] *Suisse alémanique.*

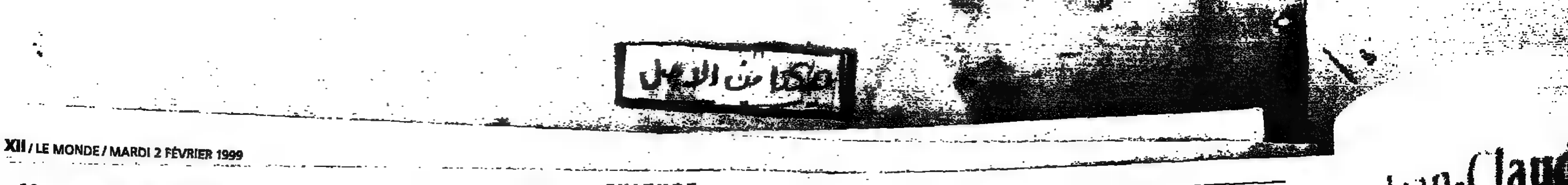
[redacted] **Éditeurs.** Les vingt-quatre premiers albums d'Astérix [redacted] par Hachette-Livre, après qu'une décision de [redacted] cour d'appel [redacted] Paris [redacted] a retirés à Dargaud Editeur, à l'automne [redacted] (*Le* [redacted] *27 octobre 1998). Six* [redacted] albums [redacted] par [redacted] éditions Albert-René, fondées par Albert Uderzo après [redacted] mort [redacted] René Goscinny en 1977.

● **Tournage.** Il a duré 21 semaines ; 60 comédiens [redacted] requis et 1 495 figurants.

● [redacted] Avec *un devis de* 274 millions de francs (42,81 millions d'euros), le film de Claude Zidi [redacted] plus gros budget jamais [redacted] dans un film [redacted] langue française. La part française du financement représente la [redacted] *du budget global, aux* [redacted] l'Allemagne [redacted] l'Italie. [redacted] risque [redacted] partagé entre Renn Productions, filiale de Pathé, [redacted] Katharina, société créée par Claude Berri en 1996, le groupe [redacted] investissant également *massivement dans* [redacted] *film* [redacted] filiales AMLF et Pathé Vidéo.

[redacted] **Lancement.** Les producteurs du film [redacted] de ne pas vendre [redacted] film [redacted] l'étranger (à l'exception de l'Italie et [redacted] l'Allemagne) avant [redacted] sortie en France. Les premières projections du film en version *sous-titrée* [redacted] *acheteurs étrangers* auront [redacted] l'American Film Market [redacted] partir du [redacted] février). *Astérix et* [redacted] lancé par son distributeur AMLF sur plus [redacted] 764 copies ; [redacted] d'ores et déjà prévues pour la deuxième *semaine.* [redacted] film [redacted] Claude Zidi sera sans aucun [redacted] premier de l'histoire à [redacted] 800 salles en France.

● **Livre** [redacted] **disque.** Un livre [redacted] Pierre Billard *(Astérix et* [redacted] *César, l'histoire d'un tournage)* sort chez Plon, tandis que la bande originale du film, composée par Jean-Jacques Goldman, [redacted] chez Sony.



Sundance entre artistes et commerçants

Films non américains et documentaires ont été les points forts du 15e Festival du cinéma indépendant organisé par Robert Redford aux Etats-Unis

PHOTOS LFI-COSMOS

Douze mille festivaliers ont pu découvrir cent vingt films à Park City. Tout en souhaitant préserver la notion d'« indépendance » par son fondateur Robert Redford (ci-dessus), le festival Sundance n'élimine pas les avant-premières de films commerciaux.

PARK CITY (Utah)
[redacted] envoyée spéciale

[redacted] une sélection abondante, éclectique, mais un peu décevante, [redacted] 15e Festival du cinéma indépendant [redacted] Sundance, qui s'est tenu à Park City (Utah) du 21 [redacted] 31 janvier, réservait quand même quelques [redacted] surprises. C'est le [redacted] *Three Seasons* (qui [redacted] présenté en sélection [redacted] prochain Festival [redacted] Berlin). [redacted] par Tony Bui, un jeune Californien d'origine vietnamienne, [redacted] premier film – tourné au Vietnam et [redacted] vietnamien – [redacted] cumulé le Grand Prix du jury [redacted] celui du public [redacted] catégorie fiction, tandis que Lisa Rinzler, [redacted] chef-opérateur, rece[redacted] Prix [redacted] la cinématographie.

Entre néoréalisme [redacted] lyrisme, *Three Seasons* réunit des person[redacted] finement campés, un chauffeur de cyclo-pousse, [redacted] prostituée, [redacted] petit vendeur [redacted] marchande [redacted] fleurs [redacted] vétéran de la guerre du Viet[redacted] (interprété par Harvey Keitel) [redacted] la recherche de [redacted] fille qu'il n'a jamais vue. Le projet a [redacted] fignolé [redacted] laboratoire pour scénaristes de l'Institut Sundance [redacted] financé par October Films.

La catégorie World Cinema s'est imposée cette année comme un des atouts de la programmation. Pour [redacted] première fois, des films étrangers avaient droit à un prix du public. Les festivaliers [redacted] plébiscité deux films européens : *Train de vie*, de [redacted] Mihaileanu et *Cours Lola cours* (sortie en France [redacted] 7 avril) de Tom Tykwer (Allemagne). *Serial Lover*, [redacted] James Huth, [redacted] fait rire son public américain, tandis [redacted] l'accueil fait à *Seul contre* [redacted] de Gaspar [redacted] était, de l'aveu de son auteur, « [redacted] cellent ». Ce dernier figure d'ailleurs [redacted] un autre Français, Erick Zonca, [redacted] une [redacted] liste [redacted] « réalisateurs [redacted] suivre », [redacted] distinction remise pendant [redacted] par le quotidien spécialisé *Variety*. Deux [redacted] films non américains [redacted] impressionné [redacted] spectateurs : *Les Amants du cercle polaire*, un film espagnol [redacted] Julio Medem, [redacted] beau *Baja California*, premier [redacted] jeune [redacted] Carlos Bolado, qui a signé là un *road movie* à l'écart des clichés [redacted] genre.

[redacted]

L'autre catégorie reflétant encore une vision artistique indépen[redacted] celle [redacted] documentaires, qui ont toujours [redacted] un [redacted] points forts du [redacted]. Le Prix du jury [redacted] *American Movie*, [redacted] Chris Smith, qui [redacted] noir [redacted] blanc et [redacted] force humour [redacted] tribulations d'un cinéaste indépendant dans [redacted] fin fond [redacted] l'Amérique. Le public lui [redacted] préféré *Genghis Blues*, [redacted] Roko Belic, [redacted] la découverte, par un musicien [redacted] aveugle, d'une technique [redacted] chant pratiquée [redacted] confins [redacted] la Mongolie.

D'autres documentaires [redacted] particulièrement remarqués : *The Black Press : Soldiers without Swords* de Stanley Nelson, sur la presse afro-américaine ; *Hitchcock, Selznick and the End of Hollywood*, où [redacted] Epstein [redacted] légendes hollywoodiennes [redacted] différends ; [redacted] *Ropes*, [redacted] Na[redacted] Morgan suivent pendant [redacted] an trois boxeurs ; *The Source*, de Chuck Workman, sur [redacted] poètes beat. *Regret to Inform* [redacted] valu le prix de la meilleure mise [redacted] scène à sa [redacted] satrice Barbara Sonneborn, veuve [redacted] qui repart au [redacted] sur [redacted] son mari. *American Pimp*, le documentaire [redacted] frères Hughes, [redacted] d'autant plus déçu qu'il [redacted] fort attendu. [redacted] réalisateurs de *Menace 2 Society* et *Dead Presidents* [redacted] parler d'authentiques maquereaux [redacted] se [redacted] retomber dans les films [redacted] « Blaxploitation » des an[redacted] 70.

Avec [redacted] 120 films programmés, [redacted] Festival de Sundance [redacted] grossir. L'organisation a fait [redacted] réels progrès – il était temps. Mais en cherchant [redacted] concilier la [redacted] initiale de liberté artistique voulue par son fondateur Robert Redford et la fièvre marchande des agents, distributeurs, studios et sponsors, [redacted] responsables [redacted] formule schizophrène aux 12 000 fes[redacted] journalistes. [redacted] trouve-t-on, en première [redacted] diale, des films qui puisent [redacted] une [redacted] strictement [redacted] ciale.

L'AFFAIRE « HAPPY TEXAS »

Ce compromis n'a pas échappé [redacted] Doug Liman, qui présentait *Go* (rave et techno [redacted] la génération MTV, produit par le [redacted] Columbia) : *« Mon avis [redacted] moitié [redacted] films sélectionnés sont [redacted] le nôtre, avec des acteurs à la mode*, explique [redacted] qui [redacted] découvert ici [redacted] en 1996 avec *Swingers*, [redacted] [les responsables] *compensent* [redacted] *une* [redacted] *moitié de films d'avant-garde et à petit budget. »* Quant à *Sugar Town*, un [redacted] produit [redacted] laboratoire [redacted] réalisé par Allison Anders (*Gas Food Lodging*), le critique de cinéma de *Variety*, [redacted] McCarthy, le qualifie [redacted] *« pudding* [redacted] *substance ». « De* [redacted] *nos festivals, celui-ci est le moins ouvertement commercial »*, prétend pourtant Robert Redford.

840 longs métrages et 1 700 [redacted] métrages ont [redacted] soumis cette année ! On [redacted] souvient qu'avec *7 000 dollars* [redacted] Rodriguez tournait *El Mariachi* et devenait [redacted] du [redacted] pendant, contribuant au dangereux [redacted] chercheur d'or [redacted] milliers [redacted] jeunes Américain(e)s. Cela explique pourquoi [redacted] tant [redacted] projets mal ficelés, immatures, déprimants, qui n'ont d'expérimental que leurs maladresses. Avec [redacted] appel d'offres, [redacted] a [redacted] pour effet d'encourager, [redacted] diluer, la production indépendante [redacted] compliquer [redacted] projets.

« L'affaire » *Happy, Texas* [redacted] exemplaire. Miramax [redacted] enchères, pour plus de 10 millions [redacted] dollars (un record), [redacted] réussie [redacted] Ilsley [redacted] retrace, avec un humour évoquant le *Fargo* [redacted] frères Cohen, [redacted] cavale [redacted] prisonniers forcés de jouer au couple homosexuel.

Miramax a laissé entendre [redacted] la famille du réalisateur [redacted] mis tous ses biens au [redacted] aider leur enfant qui ne trouvait pas de [redacted]. Sauf que... le [redacted] teur et son père ont démenti. Le mythe « indépendant » [redacted] vendeur, mais, cette fois, [redacted] dirigeants [redacted] Miramax, les puissants [redacted] Weinstein, vont devoir trouver une [redacted] stratégie de marketing.

Claudine Mulard

Robert Redford ouvre des cinémas indépendants

Encouragé par [redacted] réussite [redacted], la chaîne câblée consacrée au cinéma indépendant qu'il [redacted] lancée en 1996 en partenariat [redacted] Showtime et PolyGram, l'Institut Sundance de Robert Redford s'apprête à ouvrir, [redacted] l'exploitant General Cinemas, des multiplexes de six [redacted] huit [redacted] à la distribution [redacted] films indépendants.

[redacted] premier de ces [redacted] Cinema Centers doit [redacted] inauguré cet automne [redacted] Philadelphie. [redacted] suivants à Miami, [redacted], Boston, Chicago, et une ville du Texas. *« Dans chaque centre, au moins* [redacted] *écran sera réservé aux documentaires »*, promet Redford. Et une place sera [redacted] aux films expérimentaux.

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE : Ariane Mnouchkine** participera, lundi 15 [redacted] 18 heures, à un débat au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, sur le thème *Quel corps pour quel(s) théâtre(s)*. Elle [redacted] ra accompagnée par le metteur en scène Eugenio Barba, fondateur de l'Odin Teatret et le comédien Yoshi Oida. Marcel Bozonnet, directeur du Conservatoire, mènera [redacted] débat. (Conservatoire, *2 bis, rue du* Conservatoire, Paris [redacted]. Entrée libre sur réservations, *tél. : 01-53-24-90-16*.)

■ **Le Théâtre national allemand** [redacted] **Weimar** [redacted] rouvert samedi 30 janvier, après un an [redacted] demi de travaux qui ont coûté 20 millions d'euros, [redacted] une représentation du *Faust*, [redacted] Goethe, mis en scène par [redacted] Gruner. La ville de Weimar, qui [redacted] 250e anniversaire [redacted] la naissance [redacted] en 1749, sera à partir du 19 février la capitale culturelle [redacted] l'Europe.

■ **La Comédie-Française, qui joue** [redacted] ***Dandin*** au Vieux-Co[redacted] Paris, [redacted] qu'elle en [redacted] une représentation supplémentaire, [redacted] dimanche 14 février en soirée, dont la recette sera intégralement versée [redacted] l'association Aides-Ile-de-France. [redacted] places [redacted] un tarif unique de 160 F (24,4 euros).

■ **MUSIQUE : un** [redacted] **musique pop** se tiendra, du 7 [redacted] 18 février, à Téhéran [redacted] le cadre [redacted] célébrant le vingtième anniversaire [redacted] la révolution islamique [redacted]. Depuis plusieurs mois, [redacted] guitare ou [redacted] piano se multiplient [redacted] Téhéran. [redacted] station [redacted] radio privée, Radio-Peyam, [redacted] extraits de musique pop, anglaise [redacted] américaine, bannie sur les [redacted] d'Etat.

■ **Le gouvernement indien a** [redacted] **la plus haute récompense** civile nationale, le Bharat [redacted] (« joyau [redacted] l'Inde »), au célèbre joueur de sitar [redacted] Shankar, [redacted] de soixante-dix-huit ans. Parmi [redacted] précédents récipiendaires [redacted] rat [redacted] Indira [redacted] Mère Teresa et un haut responsable du [redacted] indien, A. P. J. [redacted]

■ **ART : le sculpteur français Arman** a été chargé d'édifier un *Hom*[redacted] Leipzig (Allemagne). Cette œuvre devrait être inaugurée en l'an 2000. Arman, soixante-dix ans, [redacted] pour *« trouver l'inspiration »* le samedi 30 janvier, [redacted] la ville où Jean-Sébastien Bach a été cantor [redacted] l'église Saint-Thomas de [redacted] mort en 1750.

■ **CINÉMA : le** [redacted] **cain** [redacted] **Spielberg** présentera à la [redacted] (du 10 au 21 février) le premier film documentaire réalisé [redacted] sa Fondation sur la Shoah, [redacted] en [redacted] *Last Days*, [redacted] par James Moll, [redacted] l'histoire [redacted] cinq juifs hongrois avant, pendant et après [redacted] seconde guerre mondiale, sur la base d'interviews.

■ **ARCHITECTURE :** [redacted] **sixième Salon international de l'architecture** [redacted] aura lieu, du 2 au 7 octobre 1999, à la Grande Arche de Paris-la-Défense. Ouvert [redacted] professionnels, [redacted] maîtres d'ou[redacted] au grand public, le SIA, fon[redacted] en [redacted] présenter [redacted] projets. Plus [redacted] quarante mille [redacted] par France Convention, qui organise le [redacted] (55, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16. Tél. : 01 [redacted] 52 00).

Informatique en progrès et atmosphère tendue [redacted] la Bibliothèque nationale de France

CE N'EST RIEN de [redacted] l'ouverture, le [redacted] octobre [redacted] la Bibliothèque nationale de France (BNF) [redacted] s'est pas déroulée dans l'ordre [redacted] l'harmonie : système informatique bloqué, lecteurs [redacted] pérés, personnel traumatisé, direction désemparée, dix-huit jours [redacted] grève. Trois [redacted] mois plus tard, le public [redacted] familiariser [redacted] glaciales de Tolbiac ; il apprend [redacted] apprivoiser [redacted] machines [redacted] et, surtout, s'arme [redacted] patience.

La bibliothèque du haut-de-jardin, en libre accès, [redacted] au plus grand nombre, [redacted] désormais saturée [redacted] week-end. Comme on pouvait s'y attendre, elle [redacted] fréquentée par [redacted] étudiants. Le rez-de-jardin, réservé [redacted] chercheurs (plus de dix millions [redacted] volumes), reçoit en moyenne 1 000 lecteurs par jour, un [redacted] supérieur [redacted] celui [redacted] l'ancienne BN. Pourtant les problèmes [redacted] loin d'être [redacted] réglés.

Seul le déménagement [redacted] collections s'est achevé [redacted] encombre, le 17 décembre, avec quelques jours d'avance. Côté informatique, le catalogue général (sept millions [redacted] notices) n'a [redacted] connu d'incidents majeurs. Mais, pour l'instant, il ne permet pas [redacted] recherches croisées (qui devraient être opérationnelles fin mars) et ne peut [redacted] consulté à [redacted]. Les syndicats estiment que certains documents en stock [redacted] introuvables à l'écran.

[redacted] *embouteillages* [redacted] *blocages* constatés lors [redacted] la délivrance des [redacted] *informatisées (entrée, réservation* [redacted] *places et sortie* [redacted] *lecteurs)* [redacted] *quasiment surmontés.* [redacted] nombreux points noirs. *Pour la communication* [redacted] *documents*, [redacted] lecteurs doivent encore commander leurs [redacted] la [redacted] pour [redacted] lendemain. Normalement, [redacted] les trouveront [redacted] leur place, [redacted] leur arrivée. [redacted] dans tous [redacted]. Certaines [redacted] – rares – [redacted] avalées *« par un dysfonctionnement de l'affichage »*, explique-t-on [redacted] Tolbiac.

En dépit de [redacted] aléas, *« jour après jour, le système s'améliore*, affirme François Stasse, directeur général [redacted] la BNF. *Les* [redacted] *problèmes qui surgissent* [redacted] *çà et* [redacted] *dus* [redacted] *montée en charge. Ce sont des problèmes d'exploitation, qui* [redacted] *liés* [redacted] *logiciel lui-même* [redacted] Est-ce plus [redacted] ?

90 MINUTES EN « TEMPS RÉEL »

Les [redacted] informatiques qui subsistent seraient surtout liées aux retards de livraison de la société [redacted] Cap-Gemini, titulaire [redacted] marché « logiciel » et qui, estime-t-on [redacted] Tolbiac, a livré un produit imparfaitement fini. Ce que confirme, dans [redacted] réponse au rapport de la Cour des comptes (*Le Monde* du 22 janvier), [redacted] ministère des finances. Du coup, [redacted] BNF n'a [redacted] jours [redacted] réceptionné [redacted] – et [redacted] l'a donc [redacted] entièrement payé. Ce retard de [redacted] au point explique que [redacted] documents [redacted] soient [redacted] encore disponibles [redacted] temps réel. *« Cette disponibilité* [redacted] *sera effective* [redacted] *lorsque* [redacted] *fonctionnera, c'est-à-dire dans quelques semaines »*, indique François Stasse. Une étape importante devrait [redacted] franchie dans [redacted] domaine courant mars. [redacted] la [redacted] ac[redacted] de l'informatique n'occulte-t-elle [redacted] d'autres dysfonctionne[redacted] ?

Actuellement, [redacted] communication *d'un document* [redacted] temps [redacted] demande... 90 minutes. La commande *informatique prend quelques minutes*, au lieu de quelques [redacted] condes. [redacted] 80 [redacted] *minutes.*

Elles sont dévorées par le manie[redacted] des *compactus* électriques (les armoires compactes où sont stoc[redacted] partie [redacted] imprimés) dont un tiers tombe régulièrement en [redacted] (aussi le [redacted] de mainte[redacted] vient-il d'être doublé), [redacted] le nombre [redacted] de [redacted] automatiques qui transportent les livres, par les embouteillages – pourtant prévisibles – qui affectent certains magasins (ceux qui [redacted] le [redacted] historique, [redacted] exemple), par les [redacted] erreurs [redacted] manipulation d'un personnel pas toujours bien formé (270 personnes [redacted] débarqué la veille [redacted] l'ouverture [redacted] BNF).

[redacted] des revendications du personnel en grève avait [redacted] constitution de commissions chargées de pointer [redacted] dysfonctionnements de l'établissement : [redacted] la signalétique [redacted] l'organisation du circuit des documents en passant par l'hygiène, [redacted] conditions de travail et le statut des vacataires. Ces neuf commissions ont remis un rapport [redacted] 31 janvier. Un inspecteur général [redacted] bibliothèques, Albert Poirot, en [redacted] actuellement la synthèse [redacted] Rue de Valois. Certaines des demandes [redacted] déjà été prises en compte [redacted] l'installation [redacted] chauffages complémentaires.

Un architecte, Jean-Luc Bichet, [redacted] nommé par [redacted] direction [redacted] envisager certaines améliorations de l'architecture intérieure. Mais il [redacted] pourra ni raccourcir [redacted] distances, ni [redacted] la place des magasins. Quant [redacted] recommandations des groupes de travail, la direction ne pourra les avaliser que dans la mesure de ses possibilités budgétaires.

Un [redacted] important a été *repoussé sine die*, sans [redacted] réglé pour [redacted] celui de la fermeture [redacted] *lundi. Le rez-de-jardin* [redacted] être fermé le dimanche et ouvert le lundi tandis que le haut-de-jardin, ouvert le dimanche, est fermé le lundi. Ainsi la BNF serait, avec un décrochage, ouverte sept jours sur sept.

DES LECTEURS CONTRE LE PERSONNEL

Depuis [redacted] grèves d'octobre, [redacted] salles destinées à la recherche sont *« provisoirement »* closes le lundi. Cette mesure aurait [redacted] levée en partie le 1er février et définitivement supprimée à partir du 30 juin. [redacted] des syndicats, [redacted] tamment de la CFDT, qui [redacted] toujours la fermeture du haut et du rez-de-jardin, le lundi, au [redacted] de la bibliothèque [redacted] du personnel, [redacted] aussi pour permettre la maintenance du bâtiment et la formation du personnel [redacted] de bonnes conditions. Devant l'ampleur des [redacted] qui sub[redacted], François [redacted] a demandé, le 15 janvier, lors d'une réunion d'étape qui [redacted] syndicats [redacted] la culture, [redacted] ouverture. Reste que celle-ci [redacted] insis[redacted] lecteurs, qui [redacted] fait [redacted] une pétition, signée par des [redacted] ou Emmanuel Le Roy Ladurie ou [redacted] représentants au [redacted] d'adminis[redacted] la BNF. L'atmosphère reste [redacted] à la [redacted]. *« On marche sur des œufs »*, [redacted] Alain Veinstein, directeur [redacted] la [redacted] de la BNF, qui [redacted] quel thème communiquer...

[redacted]

La musique française réhabilitée par La Folle Journée de Nantes

NANTES
de [redacted] correspondant

« Hector, Gabriel, Maurice [redacted] autres » seront, les 6 et 7 février, [redacted] invités de [redacted] cinquième édition de La [redacted] Journée, à Nantes. *« Après Mozart, Beethoven, Schubert* [redacted] *Brahms,* [redacted] *aurions pu faire cette année Chopin, Schumann* [redacted] *Liszt.* [redacted] *avons voulu installer La Folle Journée* [redacted] *un projet musical en soi, permettant* [redacted] *prendre* [redacted] *risque* [redacted] *consacrer à* [redacted] *musique française. Tout le monde connaît Debussy ou Ravel, mais* [redacted] *n'entend jamais* [redacted] *œuvres de Caplet* [redacted] *Leken »*, explique [redacted] Martin, créateur de [redacted] événement [redacted] équivalent, qui [redacted] poussé la coquetterie jusqu'à [redacted] mettre que quelques prénoms à [redacted] dont l'intitulé [redacted] ré[redacted] au [redacted] Claude Sautet. Dans le patrimoine français des années [redacted] à 1930, qu'il juge « inouï » [redacted] que méconnu, [redacted] Martin a puisé avec sa jubilation habituelle dans [redacted] vingt-huit compositeurs : [redacted] Berlioz, Gabriel Fauré, Maurice [redacted] autres, qui s'appellent notamment Francis Poulenc, Olivier Messiaen, Ca[redacted] Saint-Saëns, Jacques Offenbach, Erik Satie, [redacted] Debussy, Henri Duparc, Ernest Chausson, [redacted] Dukas, César Franck...

« Le public [redacted] *La* [redacted] *Journée vient découvrir* [redacted] *musique classique ou, s'il* [redacted] *déjà mélomane, des musiciens* [redacted] *des* [redacted] *qu'il* [redacted] *connaît pas. Cette année,* [redacted] *aura encore moins* [redacted] *références que lors des* [redacted] *éditions. Si* [redacted] *gagnons* [redacted] *pari, le concept* [redacted] *La* [redacted] *Journée* [redacted] *vraiment installé »*, [redacted] René Martin, chiffres [redacted] l'appui : [redacted] personnes venues [redacted] La [redacted] Journée Brahms, en février 1998, n'avaient jamais [redacted] à un concert de musique classique, 30 % avaient moins [redacted] trente-cinq [redacted] 15 % avaient [redacted] seize [redacted] vingt-cinq ans.

Les cent vingt [redacted] (soit vingt de plus qu'en 1998) donnés par neuf [redacted] cinquante artistes en [redacted] jours, [redacted] la Cité [redacted] congrès de Nantes, feront le plein [redacted] 65 000 tickets mis en vente. La plupart de [redacted] artistes [redacted] français et [redacted] appris [redacted] du répertoire national au cours de leur formation, pour [redacted] jouer ensuite qu'en [redacted] très [redacted].

[redacted] EN L'AN 2000

Mais attention : *« Il ne suffit pas d'avoir* [redacted] *œuvres* [redacted] *les meilleurs artistes pour que* [redacted] *marche, il faut que* [redacted] *gens soient disponibles grâce* [redacted] *qua*[redacted] *d'audition assurée dans* [redacted] *salles,* [redacted] *c'est* [redacted] *à* [redacted] *Cité des congrès* [redacted] *Nantes »*, prend soin d'assurer [redacted] Martin, [redacted] l'adresse de [redacted] qu'inquiète la dimension prise par La Folle Journée. Et [redacted] l'édition [redacted] ne sera-t-elle rien [redacted] ce que celui-ci prévoit pour l'an [redacted] une Folle Jour[redacted] Bach, [redacted] trois jours, avec 100 [redacted] places mises [redacted] pour [redacted] concerts.

Le succès [redacted] la manifestation nantaise a d'ailleurs donné des idées [redacted] plusieurs villes d'Europe [redacted] lesquelles [redacted] Martin [redacted] l'équipe technique [redacted] la Cité [redacted] congrès [redacted] Nantes négocient actuellement pour « exporter [redacted] concept » [redacted] en main avec armes, bagages, techniciens [redacted] musiciens.

Dominique Luneau

★ Renseignements [redacted] réservations : 02-51-88-22-68.

THÉÂTRE DE LA VILLE
THÉÂTRE MUNICIPAL POPULAIRE • PARIS DIRECTION GERARD VIOLETTE
SAMEDI 6 FÉVRIER 17H
SANJAY SUBRAHMANYAN
CHANT CARNATIQUE — INDE DU SUD
• un passeur de la tradition à la modernité
• une voix de ténor : passion et lucidité
LOCATION 01 [redacted] 74 [redacted] 77 • [redacted] PL. DU CHÂTELET PARIS 4
95F

Avec Jean-Claude Gallotta, huit danseurs célèbrent « l'ingénieux hidalgo de la Manche »

Après Douai, le chorégraphe présentera « Presque Don Quichotte » à Chambéry

Le titre de la [redacted] chorégraphie de [redacted] Claude Gallotta, *Presque Don Quichotte*, comme une [redacted] un peu bancale, [redacted] à sa danse : frôleuse, toute dans l'esquive et la pi[redacted]. S'il [redacted] laisser au [redacted] le chef-d'œuvre de Cervantès, *L'Ingénieux Hidalgo* n'en rôde pas moins dans le spectacle. Le dan[redacted] grenoblois revendique [redacted] liberté : [redacted] d'[redacted] toujours.

PRESQUE DON QUICHOTTE, de Jean-Claude Gallotta. Claude-Henri Buffard (dramaturgie). Sylvain Fabry [redacted] Jean-Claude [redacted] (lumières).
HIPPODROME, place du Barlet, [redacted] Douai. Jusqu'au 2 février, [redacted] 20 h 45. Tél. : 03-27-99-66-66. De [redacted] F à 100 F (de 9 € à 15 €). Autres représentations : les 3 [redacted] mars, [redacted] l'Espace Malraux, à Chambéry.

[redacted]
de [redacted] envoyée spéciale

« Prenez [redacted] plateau de la Mancha [redacted] Don Quichotte [redacted] Sancho, soufflez [redacted] deux silhouettes reconnaissables entre toutes et [redacted] vous retrouvez avec un trou béant qu'il s'agit de remplir. » Cette confidence de Jean-Claude Gallot[redacted] comme avertissement [redacted] tout spectateur de *Presque Don Quichotte*. Tout [redacted] donc dans ce « presque ».

Ce titre, comme [redacted] boutade un peu bancale, [redacted] la danse du chorégraphe : frôleuse, toute dans l'esquive et la pirouette. On se souvient de Gallotta, grand dadais tombé du [redacted] dans *Mammame* (1985), où il caracolait après [redacted] tribu émoustillée en poussant des cris d'oiseaux, de [redacted]. Mal foutu, volontairement gauche, son corps [redacted] point d'interrogation [redacted] le doute. Pour nous émouvoir [redacted] à la fois, le faune-scout [redacted] Grenoble n'a ja[redacted] forcer [redacted] naturel anxieux. Toujours [redacted] passer d'un pied sur l'autre pour ne [redacted] camper [redacted] positions. Jean-Claude [redacted] ne [redacted] plus depuis cinq ans. Dommage, [redacted] son physique, [redacted] regard allumé, auraient parfaitement incarné [redacted] *Presque Don Quichotte*.

S'il [redacted] mieux laisser au [redacted]taire les deux [redacted] chef-d'œuvre [redacted] littérature espagnole, *L'Ingénieux Hidalgo* n'en rôde pas [redacted] les coulisses. Quelques allusions émaillent le spectacle : une [redacted] coupée (Cervantès [redacted] manchot), une [redacted] de Rossinante en polystyrène, [redacted] épée en bois, des [redacted] en pagaille (à trop lire [redacted] de chevalerie, [redacted] Quichotte perd [redacted] tête), [redacted] quatre Dulcinées : blonde, rousse, brune [redacted] même japonaise.

Lorsque [redacted] dernières barbouillent [redacted] à raser leurs partenaires, [redacted] fantôme facétieux du vieux barbu [redacted] une jeunesse. Sur un air [redacted] Mahler joué au piano, les couples jouent [redacted] *« Je [redacted] tiens par [redacted] barbichette, [redacted] tires par [redacted] bout [redacted] ».* L'amour, comme en rêvait notre [redacted] la douce dinguerie consume les huit danseurs. [redacted] debout suce son gros orteil et [redacted] lâche avec un bruit de bouchon ; un garçon fait glisser un ballon de basket entre [redacted] mains.

SECOUER, RELANCER, DÉSTABILISER

Quand la fièvre grimpe, les corps [redacted], [redacted] tremblent, [redacted] comme des boxeurs trop nerveux, tournoient et galopent avec *une vitalité enfantine*. Ces déflagrations [redacted] désir [redacted] Jean-Claude Gallotta [redacted] secouer ses habitudes, de relancer sa donne. Ainsi ce virtuose des circulations éclatées [redacted] des contrepoints se plaît-il, [redacted] fois-ci, à rassembler ses troupes dans des danses frontales, des unissons en guirlandes.

Cette volonté de déstabilisation se retrouve dans le choix de [redacted]veaux complices. [redacted] Pelly, di[redacted] Centre dramatique [redacted] Grenoble, son voisin au Cargo, signe [redacted] costumes. Pyjamas à [redacted] et [redacted] en nylon blanc, vestes de costumes sombres, une élégance déjetée [redacted] confort-maison [redacted] débraillé-hôpital.

La bande-son, [redacted] la houlette d'Antoine Strippoli [redacted] du chorégraphe, [redacted] elle aussi d'improbables chocs : musique classique [redacted] fanfare aux accents felliniens catapultent des variétés latinos des années 50. Ces chansons à [redacted]tagnettes d'une certaine Imperia Argentina, Jean-Claude Gallotta les tient [redacted] sa petite enfance. [redacted] mère les adorait, [redacted] avait peur. L'ami de toujours, l'écrivain Claude-Henri Buffard, l'épaule [redacted] *fois de plus. Sa présence rappelle* [redacted] fameux cycle DTM (danse-théâtre-musique) lancé au début des années 90. Deux spectacles – *La Légende de Don Juan* [redacted] *La Légende de Roméo et Juliette* – virent [redacted] jour. Ces comédies musicales à la fibre populaire valurent [redacted] Gal[redacted] le désaveu des programmateurs. Certes, *Presque Don Quichotte* [redacted] s'apparente que de loin [redacted] ces [redacted] explosées, mais il [redacted]dique en filigrane la même liberté. Celle d'évoluer toujours. Un [redacted] que [redacted] *Presque Don Quichotte* impose… presque.

Rosita Boisseau

Post-modernisme québécois à Radio-France

Le Nouvel Ensemble Moderne de Montréal a présenté cinq œuvres de compositeurs contemporains

PRÉSENCES 99. Jean Lesage : LES SENSATIONS CONFUSES ([redacted] française) ; Isabelle Panneton : [redacted] ET JEUX DE GRAVITÉ (création mondiale) ; Bruce [redacted] AUSONE (création française) ; [redacted] Gonneville : CHUTE-PARACHUTE ; Denys [redacted]liane : DU FOUET ET DU PLAISIR. Guy Pelle[redacted] (flûte), Jacques Drouin (piano), Nouvel Ensemble Moderne, Lorraine [redacted] (direction). Maison [redacted] Radio-France, le 30 janvier.

Le Nouvel Ensemble Moderne de Montréal compte – au [redacted] titre que l'Ensemble [redacted] de Bruxelles [redacted] l'Ensemble [redacted] Francfort – parmi les formations étrangères les plus appréciées en France pour [redacted] diffusion [redacted] la musique contemporaine. Régulièrement [redacted] au service de compositeurs européens, il [redacted] aussi parfois le champion d'un particularisme québécois auquel [redacted] Festival Présences [redacted] une large place. Pour l'occasion, il [redacted]rait d'ailleurs pu changer son nom en Nouvel Ensemble Post-Moderne, tant les œuvres proposées aux concerts [redacted] Radio-France affichaient un retraitement licencieux [redacted] références historiques !

Une cadence [redacted] *do* majeur résolu un demi-ton « à côté » ouvre par exemple *Les Sensations confuses*, [redacted] Jean Lesage. [redacted] écrite à partir d'un principe de la discontinuité inspiré [redacted] compositeurs baroques Girolamo Fresco[redacted] Buxtehude, l'œuvre se plaît [redacted] déformer, par dilatation ou par compression, des corps musicaux [redacted] symboliques (unissons, accords parfaits, [redacted]). Le [redacted] *événement consonant en devient suspect, et,* conformément [redacted] le titre, l'oreille se trouble. Captivante [redacted] l'instant, [redacted] *situation s'épuise* [redacted] la longue.

DU ROUGE AU [redacted]

La sensation de déjà entendu prédomine également à l'écoute de *Travaux et Jeux de gravité*, d'Isabelle Panneton. Sans s'accompagner, [redacted] l'ambiguïté produite par Jean Lesage. Pris [redacted] points de départ, les quatuors à cordes et les [redacted] pour piano [redacted] Joseph Haydn induisent ici une expression passable[redacted] académique qui vire au [redacted] lors des deux derniers [redacted] à caractère élégiaque puis théâtral.

Les mutations d'*Ausone*, [redacted] Bruce Mather, [redacted] pas moins déconcertantes. [redacted] le patronyme d'un [redacted] château [redacted] Saint-Emilion, [redacted] trio, composé en 1979 (millésime qui a mieux vieilli que la musique qui s'en re[redacted] !), repose sur le goutte-à-goutte d'une [redacted] appelée à vivre un curieux phénomène de décantation au contact de deux harpes cristallines. Une fois [redacted] processus achevé, [redacted] grand rouge possède un curieux goût de *saké*, [redacted] la flûte sonne [redacted] un *shakuachi* et les harpes comme des *kotos* plus japonais que bordelais…

Seule œuvre véritablement enivrante d'un programme nettement mieux composé que chacune des parties réunies, *Chute-Parachute*, de Michel Gonneville, s'apparente [redacted] un [redacted]reux numéro de bateleurs [redacted] aux prises un pianiste-funambule (remarquablement incarné par Jacques Drouin) et une bande qu'aurait pu concevoir un clown [redacted] de gadgets électroniques. [redacted] *fouet et du plaisir* (présenté à tort [redacted] une création française, puisque déjà interprété à Royaumont par Lorraine Vaillancourt et ses musiciens – voir *Le Monde* du 24 septembre 1997) participe également d'une intention ludique. Denys Bouliane tente [redacted] la réaliser alternativement dans une activité rythmique issue du *be-bop* [redacted] une expression lascive à base de glissandi. Comme les [redacted] Québécois, il privilégie le contenu au détriment de [redacted] forme pour un résultat anecdotique.

Pierre Gervasoni

Les coq-à-l'âne de Joël Jouanneau [redacted] la maison loup-phoque

LES DINGUES DE KNOXVILLE, [redacted] Joël Jouanneau (Actes Sud-Papiers, 72 p., 68 F, 10,5 €). [redacted] en scène : [redacted] Jouanneau. [redacted] Alain Aithnard, Philippe Bérodot, Michel Bompoil, Rémy Carpentier, Philippe Demarle, Daniel Laloux, Judith Magre, Jacques Mathou, Mireille [redacted] THÉÂTRE DU GYMNASE, 4, rue du Théâtre-Français, [redacted] Tél. : 04-91-24-35-24. 70 F [redacted] 170 F (10,84 à 26,32 €). Durée : 1 h 40. Mardi, vendredi et [redacted] 20 h 30 ; mercredi et jeudi [redacted] heures. Jusqu'au 6 janvier. Ensuite [redacted] Saint-Etienne-du-Rouvray ; Lyon ; Saint-Etienne ; [redacted]trouville ; Nice ; Angers ; Lausanne-Vidy.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

L'humoreux Alphonse Allais [redacted] trouvé un jour au courrier un [redacted] façon signé par un dénommé Phoque. Il avait inventé sur-le-champ pour [redacted] auteur une raison commerciale : la maison loup-phoque. Avec *Les Dingues* [redacted] *Knoxville*, Joël Jouanneau tente d'intégrer [redacted] exigeante société. [redacted] un [redacted] coq-à-l'âne incessants, il évoquera fugitivement [redacted] le loup et le phoque. Et c'est bien le principe d'associations folles, [redacted] *leur croisement*, [redacted] leur développement que cultive l'auteur-metteur [redacted] scène. Elles mêlent un imaginaire américain, daté pour l'essentiel [redacted] années 60, avec le *terroir français* ; *jumellent* Hollywood et Aubervilliers, dans [redacted] dégustation bon enfant du Big [redacted] *guignolet-kirsch*, [redacted] protection d'une bouée réchappée du *Pourquoi-pas*.

[redacted] un décor entre décharge [redacted] banlieue [redacted] carton-pâte [redacted] s'affrontent un [redacted] aveugle, mi-figue-mi-cactus ; un cow-boy en recherche d'emploi chez Mickey ; un dénommé Foxy, inspecteur Clouzeau de [redacted] une Daisy jamais [redacted] de [redacted] rencontrés. Au dehors, [redacted] monde va son cours [redacted] manière de la rubrique « En vue » [redacted] *Monde*. C'est [redacted] moment [redacted] supplanter l'étoile du [redacted] par celle du clown, pour [redacted] de [redacted] par l'absurde, [redacted] qui peut l'être.

[redacted] alors l'enfance (et [redacted] critique sociale) [redacted] le bon géant Yoyo (Alain Aithnard) [redacted] la lilliputienne Lily (Mireille Mossé) – [redacted] familiers de l'imaginaire de Joël Jouanneau. Ailleurs, [redacted] loufoquerie, [redacted] vraie [redacted] vraie, celle des frères Marx ou de Jerry Lewis (dont [redacted] « fils » [redacted] sosie trône [redacted] milieu [redacted] la pièce), piétine derrière des acteurs restés figés [redacted] place [redacted] marché [redacted] la commune imaginaire [redacted] Saint-André-du-Loing.

PARODIER LA PARODIE ?

Ce Jerry Lewis entre guillemets (Philippe Bérodot) conduit sur la mince frontière qui sépare l'imita[redacted] copiste, lequel [redacted] pour un autre, à jouer [redacted] comédie. Sa prestation suppose une [redacted] *savoir-faire qui ne* présente *a priori* aucun [redacted] plan artistique, à moins qu'elle ne prenne incidemment quelque distance [redacted] l'original, qu'elle le triture, le dénonce, le parodie. [redacted] comment parodier [redacted] parodie ? Il lui faut des complices – ou des dupes. Et c'est le [redacted] ici, pour une simple raison, qui [redacted] à l'ou[redacted] dans lequel [redacted] plongé Jerry Lewis. On voit [redacted] spectateurs applaudir vigoureusement un ballet qui reprend geste pour geste un numéro fameux [redacted] l'auteur [redacted] *Docteur Jerry* [redacted] *Mister Love*, s'extasiant devant [redacted] copie [redacted] était l'original, [redacted] rien n'est [redacted] pour les démentir. Cela serre [redacted] petite tromperie dont chacun serait complice.

Jean-Louis Perrier

Idylle à Oklahoma
Un spectacle de Claude Duparfait
[redacted] Franz [redacted]fka
29 janvier - 20 février
Théâtre de Gennevilliers
Location 01 41 32 26 26

Du 4 au 14 février
ŒDIPE
LE TYRAN
Sophocle - Hölderlin
[redacted]
Jean-Louis MARTINELLI
[redacted]mi[redacted]lle de France
LES GEMEAUX/SCEAUX
SCEN[redacted]ATIONALE
01 46 61 36 67

SORTIR

PARIS

Olu Dara
Bluesman de l'âge ancien, guitariste, cornettiste, Olu [redacted] vit [redacted] Natchez (Mississippi). C'est à presque soixante ans qu'il s'est laissé convaincre d'aller enregistrer un disque à New York. *In the world : from* [redacted] *New York* (WEA) [redacted] un ravissement auquel participe The Okra Orchestra.
[redacted] Morning, 7-9, [redacted] *Petites-Ecuries, Paris 10e. Mº Château-d'Eau. Le 2, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41.*

SAINT-DENIS

Utopia ruralis
L'auteur-metteur en scène Olivier Perrier [redacted] ont émigré [redacted] la lointaine Hérisson (Allier) en *compagnie* [redacted] *leur truie Bibi* [redacted]. Sur la scène [redacted] Théâtre Gérard-Philipe [redacted] Saint-Denis, ils [redacted] *en* [redacted] qu'il faudra la vie [redacted] la mort de la campagne [redacted] toujours, via un léger détour chez [redacted] Roumanie.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, [redacted] *Saint-Denis. Mº Saint-Denis-Basilique.* [redacted] *mardi* [redacted] *samedi,* [redacted] *20 h 30 ; le dimanche, à* [redacted] *heures.* [redacted] *: 01-48-13-70-00. 50 F. Jusqu'au* [redacted] *février.*

ARCUEIL

Pachora, Fred Van [redacted]
Pianiste du mouvement [redacted] de la rupture, Fred Van Hove [redacted] l'un des improvisateurs les plus importants du jazz européen, [redacted] par sa présence depuis le milieu des années [redacted] par l'intensité poétique de sa musique. Il [redacted] seul au clavier [redacted] l'accordéon lors d'une soirée du festival « [redacted] *d'hiver » qui permettra d'entendre* le quartette Pachora, assemblée [redacted] jeunes New-Yorkais inventifs.
Espace Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, 94 Arcueil. Le 2, [redacted] *h 30. Tél. : 01-46-15-09-75. De* [redacted] *F* [redacted] *80 F.*

VAL-DE-MARNE

[redacted] édition du festival Ciné Junior [redacted] du Val-de-Marne
Dix-sept cinémas du Val-de-Marne présentent, en compétition, huit films inédits sur la jeunesse. L'attribution du prix « Ciné Junior », d'une valeur de 50 000 F, est destinée à aider la distribution du film lauréat en France. Un [redacted] sur « *l'accessibilité du cinéma au* jeune public » ouvre la manifestation (le 2 février, [redacted] 18 h 30, au [redacted] Romain-Rolland, à Villejuif), suivi [redacted] trois films d'animation du [redacted] *Garri* [redacted] hommage au cinéma allemand, un documentaire suisse, *Rolling* [redacted] Peter Entell, [redacted] films [redacted] des films [redacted] comme *Danse de* [redacted] *poussière* de l'Iranien Abolfazl Jalili (Léopard d'argent [redacted] festival [redacted] Locarno) complètent [redacted] programmation.
Du 2 [redacted] *16 février. Tél. : 01-47-57-38-76.*

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

[redacted]
de Woody Allen (Etats-Unis, 1 h 50).
[redacted]
de Bharat Nalluri (Grande-Bretagne, 1 h 30).
La Nouvelle Eve
de Catherine Corsini (France, 1 h 34).
Psycho (*)
de Gus Van Sant (Etats-Unis, 1 h 44).
La révolution sexuelle n'a pas eu lieu
de Judith Cahen (France, 2 h).
Rush Hour
de Brett Ratner (Etats-Unis, 1 h 35).
Sombre (**)
de Philippe Grandrieux (France, 1 h 52).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

[redacted]

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, [redacted] ou tél. : [redacted] (2,23 F/mn)

[redacted]

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues [redacted] moitié prix (+ [redacted] F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Alice au pays des merveilles
de Marina Alledri et Nicola Lusuardi, d'après Lewis Carroll, mise en scène de Maurizio Bercini et Fabrizio Montechi, avec la compagnie Teatro delle Briciole et la compagnie Giocco [redacted].
Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Le 2, à 20 h 30 ; le 3, à 15 heures. Tél. : 01-64-62-77-77. 35 F et 60 F.
La [redacted]
d'Anton Tchekhov, mise en [redacted] de Georges Wilson, [redacted] Marina Vlady, Georges Wilson, Bernard-Pierre Donnadieu, Roger Dumas...
Espace Pierre-Cardin, 1, avenue Gabriel, Paris 8e. [redacted] *Champs-Elysées -* [redacted] *Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-42-65-27-35. De 100 F à 250 F. Jusqu'au 30 juin.*
Lettre d'une inconnue
de Stefan Zweig, mise en scène de Luc Martin Meyer, avec Ethel Houbiers et Luc Martin Meyer.
Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14e. Mº Montparnasse-Bienvenüe. Le 2, à 19 heures. Tél. : 01-43-27-88-61. 80 F et 100 F. Jusqu'au 13 mars.
Lorenzaccio
d'Alfred de Musset, mise en scène de Gérard [redacted] avec [redacted] de Witte, Amalric [redacted]
Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, Paris 20e. Mº Pelleport. Le 2, à 20 h [redacted] *Tél. :* [redacted] *90 F et 140 F. Jusqu'au 18* [redacted]
José Van Dam (baryton-basse)
Maciej Pikulski (piano)
Œuvres de Schumann, Mozart et Verdi.
Opéra-Théâtre, place France, 91 Massy. Le 2, [redacted] *20 h 30. Tél. : 01-60-13-13-13. De 250 F* [redacted] *315 F.*
Elizabeth Streb
Streb, chorégraphie.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4e. Mº Châtelet. Le 2, à 20 h 30. Tél. : [redacted]*-74-22-77. 95 F.*
The Gustavo Beytelmann Trio
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14e. Mº Gaîté. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F.
Francesca Solevilla
Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92 Malakoff. Mº Malakoff - Plateau-de-Vanves. Le 2, [redacted] *20 h 30. Tél. :* [redacted] *De 85 F à* [redacted]
Pepe Linares
La Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe, Paris 11e. Mº [redacted] *Les 2 et 3,* [redacted] *20 h 30. Tél. : 01-43-57-24-24. De 60 F à 80 F.*
Tayfa
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mº Bastille. Le 2, [redacted] *20 h 30. Tél. : 01-*[redacted]

PROLONGATION

Le comédien Hugues Quester remplace Philippe Clévenot dans le rôle-titre du *Marchand de Venise*, la pièce de Shakespeare mise en scène par Stéphane Braunschweig et présentée au Théâtre des Bouffes du Nord jusqu'au 27 février. Philippe Clévenot doit arrêter provisoirement de jouer pour des raisons de santé.
Bouffes du Nord, [redacted] *bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Tél. : 01-46-07-34-50.*

RÉSERVATIONS

Jonathan Richman
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 20 février. Tél. [redacted]
Fabulous Trobadors
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Le 25 février. Tél. : 01-40-21-70-70 et [redacted]

DERNIERS JOURS

[redacted] février :
Ça respire toujours
Brassens, chansons
de Jean-Louis Hourdin, mise en scène de l'auteur.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
La Tour de Tübingen
d'après Friedrich Hölderlin, mise en scène de Patrick Olivier.
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3e. Tél. : 01-44-54-53-00. De 40 F à 80 F.
Jean-Pierre Raynaud, Antonio Manuel
Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 01-42-60-69-69. 38 F.
Bourdelle et ses élèves
Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Tél. : 01-49-54-73-73. 27 F.

Théâtre Rive Gauche
Loc 01 43 35 32 31
Philippe Avron
Je suis [redacted] *saumon*

Du mardi au samedi 21 h, dimanche 15 h.
« Philippe Avron sublime l'art périlleux du spectacle à une voix » LE FIGARO
« Talent et générosité » L'HUMANITÉ
RADIO FRANCE VAUCLUSE
LA MARSEILLAISE
FIP Télérama

EN VUE

■ Dimanche 31 janvier, une mère de Tirana confiait au quotidien albanais *Shekulli* : « *J'ai vendu* [redacted] *deux couples italiens deux enfants que j'avais mis au monde,* [redacted] *premier pour m'acheter une maison, le second pour m'offrir une Mercedes.* »

■ [redacted] **Hoddle**, entraîneur de l'équipe d'Angleterre de football, influencé depuis son adolescence par **Eileen Drewery**, son gourou, laissait entendre, samedi 30 janvier, dans le *Times*, que les handicapés ne font que payer des péchés commis dans une vie antérieure.

■ D'après **Erik Matser**, neurologue néerlandais, les footballeurs professionnels qui font des milliers [redacted] têtes par saison, obtiendraient de piètres résultats aux tests de mémoire, de représentation spatiale et de capacité à planifier.

■ Les télévisions britanniques n'ont pas diffusé, mercredi 27 janvier, les images éblouissantes du **prince Charles** et de [redacted] **Parker-Bowles** mitraillés par les flashes devant un palace londonien, pour [redacted] pas déclencher de crises chez les épileptiques.

■ *Golagha*, journal satirique iranien qui n'a pas le droit de plaisanter [redacted] les « *sujets érotiques* », le Guide suprême, le président, le chef du pouvoir judiciaire, le président du Parlement, les ministres des renseignements [redacted] l'intérieur, se rabat sur [redacted] « *grand Satan* », les députés laïques et les hauts fonctionnaires, pour prouver [redacted] humour décapant.

■ Lundi 25 janvier, **Julie** [redacted] **Djamila** pour ses coreligionnaires, surveillante d'externat au collège [redacted] Bogny-sur-Meuse, fille de **Jean-Claude**, ouvrier ardennais, néophyte, président [redacted] l'association Ahl Ul Bayt France, militant de « *l'école chiite duodécimain* », a perdu son poste *pour garder son foulard.*

■ Lundi 1er février, bravant l'Eglise luthérienne norvégienne qui interdit [redacted] homosexuels vivant en partenariat légal la célébration des baptêmes, des mariages [redacted] des enterrements, [redacted] **Koehn**, femme évêque d'Hamar, a rétabli dans [redacted] fonctions **Siri Sunde**, femme pasteur, « *mariée* » [redacted] **Eleanor Brenna**, femme pasteur.

■ « *Les informations sur les homicides seront évidemment les mieux rémunérées* », a précisé la police de Kielce [redacted] Pologne, en ouvrant, lundi 1er février, [redacted] « *ligne verte* » aux indicateurs anonymes.

■ **Serafin Cuevas**, ministre philippin de [redacted] justice, refuse à **Leo Echegaray** la guitare qu'il a demandée pour accompagner ses dernières heures avant son exécution [redacted] février : le condamné pourrait se pendre [redacted] les cordes de l'instrument.

Christian Colombani

La Flandre s'inquiète de la montée des eaux de la mer du Nord

A en croire le quotidien populaire « Het Nieuwsblad », le plat pays sera partiellement englouti au XXIe siècle, victime, si rien n'est fait, de l'élévation générale du niveau des mers sous l'impact du réchauffement de la planète

IL Y A QUELQUES LUSTRES, Raoul de Godewaersvelde, un chanteur originaire [redacted] la Flandre française, hélas trop [redacted] disparu, avait connu un succès national avec [redacted] chanson *Quand la mer monte* [redacted] immortel refrain : « *Quand la mer monte/J'ai honte, j'ai honte/Quand elle descend, je t'attends* ».

De l'autre côté de [redacted] frontière, en Flandre belge, la réflexion sur la montée des [redacted] la mer du Nord ne provoque pas le rouge de la honte, mais les [redacted] de l'angoisse. Les lecteurs [redacted] quotidien populaire *Het Nieuwsblad*, publié à Bruxelles dans la langue d'Hugo Claus, ont eu l'occasion, vendredi [redacted] janvier, d'alimenter leurs soucis pour l'avenir de leur province.

Se fondant sur les études les plus sérieuses relatives au réchauffement de [redacted] planète, [redacted] journal [redacted] eu l'idée de publier la carte de la Flandre telle qu'elle serait dans cent [redacted] lumière de [redacted] données. [redacted] le résultat [redacted] terrifiant. Etant donné que l'aug-

mentation de la température [redacted] la planète, due notamment à l'effet de serre, provoquera immanquablement une fonte [redacted] glaces polaires, [redacted] conséquence une élévation générale [redacted] cinq [redacted] du niveau [redacted] mers, le plat pays [redacted] trouver réduit [redacted] portion congrue. Ostende, Knokke-le-Zoute, Dixmude, stations balnéaires prisées de la bonne société belge, aussi [redacted] flamande que francophone, devraient, avant [redacted] fin du [redacted] siècle, subir le [redacted] la légendaire ville d'Ys, [redacted] englouties [redacted] jamais [redacted] flots.

En revanche, Bruges, jadis port [redacted] mer, aujourd'hui ensablé, retrouverait sa place sur le littoral, tout comme Anvers, qui, rappelons-le, n'est [redacted] un port maritime, mais est situé [redacted] l'estuaire de l'Escaut. *Het Nieuwsblad* ne voit pourtant pas que [redacted] inconvénients à cette nouvelle donne géographique, en constatant que « [redacted] *embouteillages traditionnels en été* [redacted] *les routes conduisant* [redacted] *la côte seront notablement plus courts* ».

DISCRÉTION FRANCOPHONE

[redacted] observateurs [redacted] la vie politique belge [redacted] pu constater que la presse francophone, même [redacted] *plus viscéralement critique* à l'égard des Flamands, n'a pas (pas [redacted] ?) utilisé cet argument pour demander le nécessaire rééquilibrage [redacted] pouvoirs [redacted] communautés au sein du royaume.

La province du Limbourg n'a [redacted] genre de souci. Située au nord-est [redacted] la Flandre, [redacted] une altitude lui permettant de voir [redacted] plusieurs siècles [redacted] réchauffement [redacted] la planète, elle regarde l'avenir avec confiance. Pour le prouver, le quotidien régional *Het Belang van Limburg* a publié, afin de saluer l'entrée dans l'année 1999, [redacted] photo de chacun des 2 700 bébés nés dans la province au [redacted] l'année 1998. Une dizaine de pages de frimousses roses composent ce que *Le Soir* de Bruxelles considère comme « *le trombinoscope le plus fou... et le plus commercial qu'on ait glissé depuis longtemps dans les kiosques* ».

Luc Rosenzweig

DANS LA PRESSE

BFM

Philippe Alexandre

■ Comptés, décomptés, recomptés avec les procédés technologiques les plus fiables, les manifestants anti-PACS étaient un peu moins de 100 000 avant-hier à Paris. Mais, [redacted] nez de promeneur parisien, c'était une très grosse manifestation, la plus grosse [redacted] coup sûr depuis celle pour la défense de l'enseignement privé du temps de Mitterrand. D'ailleurs, c'étaient [redacted] doute les mêmes familles qui s'étaient mobilisées dans [redacted] deux [redacted] contre un projet socialiste. Bizarrement, [redacted] fois, [redacted] partis de [redacted] droite républicaine, libérale, centriste [redacted] brillaient par leur absence. Cette démobilisation autour du PACS – [redacted] projet [redacted] loi qui n'est [redacted] au bout du chemin puisqu'il doit passer [redacted] par le Sénat, avant *de revenir à l'Assemblée* – traduit le malaise qui règne à droite. L'élection [redacted] présidence [redacted] la région Rhône-Alpes, les déchirures [redacted] propos des élections européennes [redacted] l'impossibilité [redacted] former une liste unique, le fiasco de l'Alliance, pourtant parrainée par Jacques Chirac, montraient déjà [redacted] quel point l'opposition manque d'ardeur [redacted] révèle incapable d'exploiter [redacted] les occasions que, jour après jour, le gouvernement lui sert pourtant sur un plateau.

RTL

Michèle Cotta

■ L'annonce devrait en [redacted] faite le [redacted] février. Après [redacted] avoir longuement débattu [redacted] lui-même, c'est bien François Hollande qui devrait conduire [redacted] du Parti socialiste [redacted] élections européennes. Le premier secrétaire du [redacted] a bien songé un moment que Jack Lang *pourrait* [redacted] *faire à* [redacted] place. D'ailleurs, Jack Lang [redacted] *rencontré discrètement* [redacted] *premier* ministre, [redacted] semaine dernière, mercredi après-midi. A l'ancien ministre [redacted] la culture [redacted] François Mitterrand, qui s'ennuie beaucoup hors du gouvernement [redacted] qui [redacted] comprend toujours [redacted] pourquoi il a [redacted] écarté [redacted] 1997, Lionel Jospin a affirmé qu'il n'avait aucun ostracisme à son égard. Mais sur le sujet qui amenait Jack Lang à Matignon, la [redacted] de liste socialiste, Jospin n'a pas caché [redacted] préférence : selon lui, François Hollande, bien que sa notoriété [redacted] encore fragile, [redacted] meilleur chef [redacted] file [redacted] socialistes. Lui seul peut incarner l'identité du parti d'aujourd'hui, que Jospin [redacted] précisément différent [redacted] celui qu'a [redacted] François *Mitterrand en 1995. L'ab*[redacted] François Hollande [redacted] d'autant moins envisageable [redacted] *yeux de Lionel Jospin que, si* François Bayrou maintient le *7 février sa* [redacted] de prendre la [redacted] d'une liste centriste en solo, [redacted] les chefs [redacted] parti, [redacted] Robert Hue [redacted] Philippe Séguin, en passant par [redacted] Laguiller, l'inévitable, [redacted] en numéro un [redacted] leur liste.

FINANCIAL TIMES

■ Au plus fort [redacted] la crise financière internationale [redacted] l'an dernier, Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, faisait savoir que les Etats-Unis ne pouvaient pas [redacted] « *une oasis de prospérité* » [redacted] une économie mondiale [redacted] à [redacted] et croissantes. [redacted] tel a bien été le cas : 1998 [redacted] une [redacted] supplémentaire [redacted] remarquable croissance *aux Etats-Unis,* [redacted] *un cycle qui* dure depuis huit ans.

www.fednet.net

Les multiples activités du Congrès des Etats-Unis en direct et en différé

MALGRÉ son nom apparemment officiel, FedNet [redacted] une petite société indépendante de cinq employés, créée en 1994 par Keith Carney, ancien ingénieur possédant une double formation en science politique et télécoms. Son produit [redacted] base, qui lui vaut une certaine notoriété sur [redacted] Web, [redacted] la diffusion gratuite, intégrale et en direct des séances plénières du Sénat et de la Chambre des repré[redacted] des Etats-Unis.

FedNet [redacted] également une couverture plus complète de la vie du Congrès, grâce [redacted] propres équipes de tournage et moyens de transmission mobiles. Pendant les sessions, on compte chaque jour en moyenne 70 à 80 audiences de commissions [redacted] sous-commissions, [redacted] une vingtaine de conférences de presse. FedNet sélectionne quotidiennement une quinzaine de [redacted] événements, [redacted] fonction de l'intérêt des débats pour [redacted] public d'internautes : développement de la société de l'information, affaires budgétaires et financières, re-

cherche médicale [redacted] scientifique, défense nationale, politique commerciale à l'étranger... Selon [redacted] cas, FedNet diffuse [redacted] vidéo ou [redacted] contente du son, pour des programmes [redacted] « radio en ligne ».

A ce jour, les diffusions en direct restent gratuites, car la [redacted] des grands médias est forte. En revanche, FedNet [redacted] payer l'accès à ses archives. Sa banque de programmes en ligne contient presque [redacted] conférences de presse et audiences tournées depuis mai 1997, [redacted] les séances plénières pendant une [redacted] deux semaines. L'abonnement est de 114 dollars par [redacted] (101 euros) pour un particulier.

[redacted] FedNet [redacted] décidé de faire une exception pour l'affaire qui monopolise depuis des semaines l'attention de Washington : le procès en destitution du président Clinton. L'ensemble des séances du Sénat, des audiences [redacted] des conférences [redacted] presse resteront [redacted] accès libre [redacted] gratuit jusqu'au jour du verdict final. Keith Carney assure que, depuis le [redacted] du procès, [redacted] site reçoit plus [redacted] 000 visiteurs par jour [redacted] pays, dont beaucoup restent en ligne pendant des heures : « *Nos* [redacted] *sont* [redacted] *surchauffe,* [redacted] *le trafic continue* [redacted] *augmenter. Si le dernier témoignage de Monica* (enregistré le 1er février) *est rendu public, et sur*[redacted] *si elle* [redacted] *appelée à comparaître en personne devant le Sénat,* [redacted] *machines risquent d'exploser.* »

Yves [redacted]

SUR LA TOILE

MUSIQUE

■ La [redacted] Sony [redacted] Entertainment *travaille sur un projet* [redacted] vente [redacted] musique *via* Internet. Les clients seraient facturés selon la durée des [redacted] téléchargés, qui pourraient être stockés [redacted] des mini-disques. – *(AP.)*

PIRATAGE POLITIQUE

■ Un Israélien [redacted] quatorze ans affirme avoir détruit un site Web pro-irakien (www.iraq.com) hébergé [redacted] un serveur américain grâce [redacted] un virus transmis par courrier électronique. Le web[redacted] du site visé, un étudiant égyptien vivant dans l'Etat de New York, a déclaré qu'il avait déjoué la tentative. – *(AP.)*

ARABIE SAOUDITE

■ Après une période d'essai d'un mois, le gouvernement saoudien [redacted] autorisé 37 sociétés privées [redacted] proposer des connexions Inter[redacted] au public. Tout le trafic devrait transiter par [redacted] de la Cité des sciences et de la technologie, équipés d'un système [redacted] contrôle interdisant « *l'accès* [redacted] *sites proposant des informations contraires* [redacted] *valeurs islamiques et nuisibles à notre sécurité* ». – *(AFP.)*

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'[redacted]conomie soit **7** semaines de lectur[redacted] **GRATUITE***

Offre valable jusqu'au 31/12/99.

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU *MONDE*

Pour tout abonnement d'une durée de 1 an.

Oui, je souhaite m'abonner [redacted] *Monde* pour la [redacted] :

☐ **3 MOIS - 562 F** au lieu de 585 F* ☐ **6 MOIS - 1 086 F** au lieu de 1 170 F* ☐ **1 AN - 1 980 F** au lieu [redacted]

* Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ______ F 901 MQ 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*

☐ par carte bancaire N° ____ ____ ____ ____

Date [redacted] validité ____ Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

Localité : ______ Code postal : ______

TARIFS HORS FRANCE

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
			- Le Monde - (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year - Le Monde - 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y Box 15-18, Champlain N.Y 12919 1518. Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03
1 AN	2 190 F	2 950 F	
3 mois	598 F	790 F	

Offre valable jusqu'au 31/12/99

• Pour tout renseignement [redacted] : le portage à domicile, le prélèvement *automatique, les tarifs d'abonnement etc.*
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro [redacted] : 0 803 022 021

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement [redacted] LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

Fan de Cosette Deviers-Joncour

par Alain Rollat

DANS *le rôle misérabiliste de* l'ingénue Cosette exploitée par les Thénardier d'Elf, traquée *par* les juges Javert-Joly et délaissée par l'ingrat Valjean-Dumas, la nouvelle coqueluche du Tout-Paris politico-judiciaire, Christine Deviers-Joncour, a fait, lundi soir, [redacted] direct, [redacted] ni avocat-conseil, sur le plateau de LCI, en duo [redacted] Ruth Elkrief, des débuts époustouflants. Son interprétation télévisuelle de la Putain de la République fera référence.

Après l'essai de [redacted] réalisé, il y a quinze jours, chez Karl Zéro, et la répétition générale de [redacted] medi soir chez Thierry Ardisson, [redacted] première a tenu toutes [redacted] promesses. Il [redacted] difficile de faire plus larmoyant. Tout était parfait dans [redacted] jeu : [redacted] texte, romanesque à souhait ; [redacted] ton, d'une bouleversante sincérité ; [redacted] mimiques, alternant [redacted] merveille regards [redacted] biche aux [redacted] sourires [redacted] forceps : [redacted] *tume, d'une élégance ascétique* ; et même le maquillage, d'un dépouillement rare. Tout était si criant de naturel qu'on ne savait plus très bien, à la fin, [redacted] elle jouait la comédie ou si elle [redacted] la vérité.

Soyons donc bon public. L'histoire [redacted] Cosette Deviers-Joncour [redacted] celle d'une ouvrière modèle mal récompensée de son emploi amoureux au service de l'Etat. « *Je suis fatiguée, j'en ai assez...* [redacted] *a mis des scellés sur les affaires de* [redacted] *enfants... Qu'ai-je fait de répréhensible ? Je n'ai été qu'un petit agent public* [redacted] *service d'une* [redacted] *de l'Etat...* [redacted] *travail* [redacted] *bon pour* [redacted] *France... Oui, j'ai accepté* [redacted] *commissions payées en Suisse, mais je n'avais pas le choix. Faut* [redacted] *honnête : qui, aujourd'hui, refuse ça ?... Oui, j'ai* [redacted] *photos personnelles* [redacted] Paris- Match, *mais il fallait que je paye ma caution et je n'avais pas trouvé de* [redacted] *Samaritain... C'est terrible d'étaler sa vie privée* [redacted] *ça... Non, je n'ai jamais manipulé Roland Dumas.... Oui, je suis tombée amoureuse de cet homme, il a un charme fou... Est-ce un crime de tomber amoureuse ?... Nous n'avons plus le droit de* [redacted] *voir, je le regrette...* »

Ne jetons plus la pierre à cette héroïne ! Elle n'était [redacted] per[redacted] mais perfectionniste. Il n'y a pas d'affaire d'Etat, simplement un roman-photo. [redacted] sort ému jusqu'aux larmes. En ayant envie de chanter *Fan de maman*, le tube de Yan [redacted] les Abeilles, le groupe musical dont [redacted] « Tournée des ardoises » vient de [redacted] un tabac dans [redacted] bis[redacted] parisiens. Et, surtout, de recommander au metteur en [redacted] un titre plus [redacted] pour [redacted] chef-d'œuvre de poésie enfantine. [redacted] préférence va [redacted] une expression du folklore languedocien : « la pute vierge », forme galante du juron « pute borgne ».

REPRODUCTION INTERDITE

mer du Nord

gne

MARDI 2 FÉVRIER

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Ultimatum ■■
John et Roy Boulting (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min). Ciné Classics

20.30 L'Aventure de Catherine C. ■■
Pierre Beuchot (France, 1990, 100 min). Ciné Cinémas

du Louvre ■■■
Michel Mitrani (France, 1974, 105 min). Festival

20.30 Silverado ■■
Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1985, 130 min). Cinéstar 1

20.50 Papy fait de la Résistance ■■
J.-M. Poiré (F., 1983, 120 min). TF 1

20.55 ▶ Le petit prince a dit ■■■
C. Pascal (F., 105 min). France 2

22.10 Lucky Jo ■■
Michel Deville (France, 1964, N., 90 min). Ciné Classics

Fargo ■■
Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min). Ciné Cinémas

Sid and Nancy ■■
Alex Cox (Grande-Bretagne, 1986, v.o., 115 min). Paris Première

Perceval le Gallois ■■
E. Rohmer (F, 78, 135 min). Cinétoile

Arizona junior ■■
Joel Coen (Etats-Unis, 1987, v.o., 95 min). Ciné Cinémas

Riff-Raff ■■
Ken Loach (Grande-Bretagne, 1991, v.o., 95 min). Cinéstar 1

Judex ■■■
G. Franju (., N., 95 min). Canal +

1.25 Miller's Crossing ■■■
Joel et Ethan Coen (Etats-Unis, 1990, v.o., 110 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

et 21.00 Le Grand Journal. LCI
18.30 Nulle part
19.00 Archimède.
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : LCI
20.00 20h Paris Première. Nathalie Baye. Paris Première
20.50 Les Chemins de l'impossible. Aruinbold, le médecin du désert de Gobi. Bolivie, mineurs du diable. M 6
21.00 Le Gai Savoir. Faut-il brûler l'Internet ? Invités : Claude Allègre, Finkielkraut, Fumaroli, Yann Queffélec, Dombasle.
Temps présent. granule et Mon est
22.55 ▶ La Vie à l'endroit. Le palais des mille et femmes. France 3
23.20 Nimbus. Météo : Alerte aux toxiques ! Invités : André Picot, Michel Boisser, Jean Descamps, Jean-Luc Trancart. France 3
0.15 Zone interdite. d'héritage.
0.50 Le Cercle. France 2

DOCUMENTAIRES

19.00 Le Musée d'Orsay. *L'art nouveau.* Odyssée
19.05 Les Années Kopa. Planète
19.55 Boje.
20.00 Les Tribus indiennes. [6/20]. Les Planète
20.15 360°, le reportage GEO : Portraits de femmes. [2/4]. Femme au Bangladesh. Arte
20.35 Soldats de la paix à Sarajevo. Planète
20.45 ■ La Vie en face. Divorce à Piranienne. Arte
20.45 Sissi, impératrice d'Autriche. Histoire
20.45 Cyd Charisse. Mezzo
20.50 Le Gardien des ours. Odyssée
21.25 Gerrie et au pays de l'apartheid. Planète
21.45 La Conquête du cosmos. [2/2]. Objectif Mars. Histoire
22.30 Lonely Planet. [1/39]. Indonésie.
23.30 Mer de Barents, renouveau de la vie. Odyssée
23.00 *L'Egypte.* [3/5]. *L'âge d'or.* Histoire
23.25 thématique. hyperboréens. Le polar en Scandinavie. Arte
0.40 Le Cartable de Big Brother. France 3

SPORTS EN DIRECT

Ski. Championnats du Super G Eurosport
20.35 Football. Coupe de la Ligue. Le Havre - Lens. France 2
22.00 Boxe. Jean-Marc Mormeck - Joe Stevenson. A Pont-Sainte-Maxence. Eurosport

MUSIQUE

20.15 Peña Tio José De Paula. Mont-de-Marsan 98. Muzzik
Symphonie nº 8 en do mineur, de Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez. Muzzik
22.25 Symphonie nº 6, de Bruckner. l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Sergiu Celibidache. Muzzik
22.45 Les Vêpres à la Vi de Monteverdi. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.40 Le Signe du singe. *Fabiero Rosati.* Canal +
22.15 Saint-Exupéry, la dernière mission. Robert Enrico.
Les de la peur. Jorge
1.00 Bonjour Timothy. Wayne Tourell. Arte

SÉRIES

Ellen. The Promotion. RTL 9
20.40 The Practice. Episode pilote. Episode nº 1. Série Club
21.00 Grandeur et décadence. Canal Jimmy
21.45 *Ally McBeal.* Being There (v.o.). Alone Again (v.o.).
22.15 Twin Peaks. Episode nº 5 (v.o.). Série Club
Les Grandes Marées. [4/8]. TV 5
22.50 High Secret City. Le témoin. Cinquante après. TF 1
Fallen Angels. Mortelle attente (v.o.). Canal Jimmy
23.10 Millennium. Anamnase. TSR
23.20 Galactica. [2/2]. Les Cydons 1ère Star Trek, la génération. Etat d'esprit (v.o.). Canal Jimmy
23.30 Star Trek, Deep Space Nine. Avec des si (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

et Club

The Practice

A l'instar d'un Steven Bochco dans années 80, David E. Kelley marqué la fiction TV américaine années 90. Créateur producteur exécutif de trois remarquables séries, policière (« Picket Fences » – « La Ville du grand secret » –, sur TF 1), médicale (« Chicago Hope » – « La Vie tout prix » –, sur TF 1 »), sitcom (« Ally McBeal », sur M 6), il lui manquait genre judiciaire. Kelley, qui exerça un temps les fonctions scénariste de producteur exécutif sur « La Los Angeles », l'aborde « The Practice », qu'il a situé très loin des luxueux californiens des yuppies. Bobby Donnell (Dylan McDermott, remarquable), jeune installé Boston, choisi de défendre *les petites gens qui n'ont pas les moyens* s'offrir les du barreau. Régulièrement en cessation de paiement, menacé d'expulsion, appel à un ami pour obtenir un prêt bancaire. Donnell s'est entouré d'une équipe d'associés efficace : Ellenor Frutt (Camryn Manheim), une femme de forte constitution, drôle, une solitaire qui passe des petites annonces pour trouver un compagnon ; Eugene Young (Steve Harris), un Noir qui prend très à cœur et n'hésite agresser physiquement un époux qui terrorise femme ; Lindsay (Kelli Williams), la cadette, un brillant élément fraîchement sorti de la faculté qui connaît la législation sur le bout des doigts. Elue en tête de liste des meilleures séries par *TV Guide US*, « The Practice » a remporté en l'Emmy Award de la dramatique, et Camryn Manheim celui de la meilleure actrice second plan. – *J.-J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.30 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal,
20.50 Papy fait de la Résistance ■■ Film. Jean-Marie Poiré.
22.50 High Secret City. Le Cinquante
0.35 Mode in France. Hommes :
TF 1 nuit, Météo.
1.50 Reportages. Pitbulls, nés pour tuer ?

FRANCE 2

Et un, et trois.
19.15 *1 000 enfants* qui ?
Qui qui ?
20.00 Journal, Météo.
Le petit prince a dit ■■■ Film. Christine Pascal.
Bouche à
▶ à l'endroit. Le mille femmes.
0.30 Journal,

FRANCE 3

Questions pour un champion.
18.50 Un livre, jour.
19-20 l'information,
20.05 Cosby.
20.35 Coupe la Ligue. Le Havre - Lens.
Météo, Soir 3.
23.10 Le Journal
Nimbus. Météo : Alerte aux toxiques !
Magazine olympique.
Le Cartable de Big Brother.
Saga-Cités.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Le Signe du singe. Téléfilm. Fabiero Rosati.
22.20 Supplément détachable. *Surveiller les tortues.*
22.40 L'Ultime Film. Kjell (v.o.).
0.30 Judex ■■■ Film. Georges Franju.

ARTE

Archimède.
Météo, info.
360°, le Portraits de femmes. [2/4].
20.45 ▶ La Vie en face. Divorce à Piranienne.
Soirée thématique. hyperboréens.
21.45 La Lionne Film. Berglund.
23.25 métaphysique. nouvelle littérature scandinave du crime.
0.25 Jan Guillou, le polar politique en Suède.

M 6

et Clark.
enfants.
Le Minutes, Météo.
Notre belle famille.
Décrochage info, E =
Les Chemins de l'impossible. Aruinbold, le médecin du Gobi. Bolivie, mineurs du
la peur. Téléfilm. Jorge Montesi.
0.15 Zone interdite. Histoires d'héritage.

RADIO

FRANCE-CULTURE

Agora. Jacques
21.00 studio. poétiques. Jean-Michel Maulpoix.
22.10 genres. A l'occasion du la BD Angoulême.
Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Festival Présences 99. Par le Chœur Accentus, dir. Laurence Equilbey et l'Ensemble Ars Nova, dir. Philippe Nahon. Œuvres de Dusapin.
Musique pluriel. Œuvres de et Giroudon.
Dialogue des muses. Christie.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Œuvres de Danzi.
20.40 Récital de György Sebök, Piano Jacobins. Œuvres de Mozart, Chopin, Liszt.
22.26 Les (suite). de Bartok, Liszt.

MERCREDI 3 FÉVRIER

FILMS DU JOUR

13.55 Irma la douce ■■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 145 min). Cinétoile

15.05 Total Recall ■■
Paul Verhoeven (Etats-Unis, 1990, 110 min). Ciné Cinémas

17.50 L'Ultime Randonnée ■■
Sidney J. Furie (Etats-Unis, 1970, 100 min). Cinétoile

19. La Peur ■■
Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, N., v.o., 75 min). Ciné Classics

Le Train ■■
John Frankenheimer (Fr.- EU, 1965, N., 145 min). Cinétoile

20.30 Les Passagers de la nuit ■■
Delmer Daves (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 110 min). Ciné Classics

20.30 Miller's Crossing ■■■
Joel Coen (Etats-Unis, 1990, 115 min). Ciné Cinémas

21.25 Les Ripoux ■■
Claude Zidi (France, 1984, 110 min).

21.55 Les Maudits ■■
René Clément (France, 1946, N., 100 min). Cinétoile

22.25 Le Fou de guerre ■■
Dino Risi (France - Italie, 1985, 105 min). Ciné Cinémas

22.25 Swing Kids ■■
Thomas Carter (Etats-Unis, 1992, 115 min). Cinéstar 1

22.30 Le Petit Homme ■■
(Etats-Unis, 1991, 100 min). RTL 9

22.35 Jardins de pierre ■■
Francis Ford (Etats-Unis, 1987, v.o., 110 min). Cinéstar 2

22.50 La Charge victorieuse ■■
John Huston, 1951, N., v.o., 70 min). Ciné Classics

23.35 Marie ■■
John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 120 min). Cinétoile

A cause d'un assassin ■■
Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1974, v.o., 105 min). Cinétoile

2.35 Batman ■■
Tim Burton (Etats-Unis, v.o., 125 min).

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.30 Les Dossiers de l'Histoire. *Les petites Indes.* Histoire
16.10 Saga-Cités. De gré ou de force : enquête sur mariage des jeunes filles africaines. 3
Le LCI
18.00 en stock. Taylor. Paris
18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI
Nulle part *ailleurs.* Invités : Chris Stein,
et 0.10 Le Rendez-vous. LCI
20.00 20h Première. Invité : Laurent Malet. Paris Première
20.10 Strip-tease. Faux mage ou désert ? *La course de l'échevin.* Le chagrin de ou on n'aime RTBF 1
Les Mercredis de l'Histoire. Iran, Arte
20.45 Les de l'Histoire. Les
Des racines des neiges. Jérusalem : de l'Apocalypse. De mes ailes. 3
21.05 Au nom de la loi. Turbulences. Entre répression TV 5
22.40 Ça discute. Peut-on une vie d'enfant avec un ? France 2
Le Magazine de l'Histoire. : Anne-Martin Fugier. Histoire
23.10 52 la Une. TF 1
0.15 l'impossible. Aruinbold, le du Gobi. Bolivie, du diable. M 6
0.20 ▶ Un d'écrivains. Marquez. L'écriture sorcière. France 3
0.45 Le savoir. Lire Chateaubriand avec Jean d'Ormesson. Paris Première
0.50 Le Cercle. France 2

DOCUMENTAIRES

17.05 Les Grandes Expositions. *Le* Planète
Born Swing. Muzzik
Cinq colonnes à la une.
L'Egypte. [3/5]. *L'âge d'or.*
19.00 Connaissance. Le Sang, essence de la vie.
[4/5]. Le XIXe siècle
La Chine, dragon millénaire. La naissance d'une
Les Grands Compositeurs. [4/7]. Puccini.
19.55 the Road Again. Iran. Odyssée
, le reportage GEO : Portraits de femmes. [3/4]. Des bébés sur mesure.
20.25 Mariage en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
Les Années Kopa.
20.55 *Femmes et matonnes.*
21.15 De feuilles et de terre.
21.25 Kanaky, paroles de femmes. Téva
Les Tribus indiennes. [6/20]. Les Comanches.
21.45 Chroniques hongroises. [1/2]. Histoire
22.05 Soldats de la paix à Sarajevo. Planète
22.05 La Dernière Moisson. Odyssée
22.50 Gerrie au pays de l'apartheid. Planète
23.25 Profil. A la de «J'accuse». Arte
23.25 ancestral. Odyssée
La sont les jours Arte
0.45 L'Epopée des [4/13]. La course est

SPORTS EN DIRECT

Football. Coupe de la Ligue. Rennes - Troyes. France 2
20.30 Basket-ball. Asvel - Zadar. Sport

MUSIQUE

20.45 Kahdja Nin, Takfarinas et Angélique Kidjo. La Rochelle 1997. Mezzo
22.00 *Natalia Trull joue Chopin. Sonate en si bémol mineur,* op. 35. Muzzik
Black Sessions. Belle and Sebastian. Paris Première
0.30 Egberto Gis d Trio. *Montréal 1998.* Muzzik

TÉLÉFILMS

18.30 La Granier-Deferre.
20.30 soufre. Raymond Vouillamoz.
Cœur tourmente. Linda
Chantage à Washington. Steven Spielberg. 13ème
L'Enfant François Luciani.
20.55 Un bonheur si fragile. Jacques Otmezguine. 2
Rachmaninov, Tony Palmer.
La noire. Uribe.

SÉRIES

Les Repentis. *L'art funeste.*
ppy Days. original. Série Club
20.00 Dharma & Greg.
20.00 Larry et Balki. Non, mais on rêve. TMC
20.05 Cosby. Almight. France 3
20.13 Hitchcock présente. Dernière volonté. 13ème
20.15 Ellen. *The Refrigerator.* RTL 9
20.30 Star Trek, la nouvelle génération. Etat d'esprit. Canal Jimmy
20.40 Homicide. Impasse. Série Club
20.55 Le Chinois. Le Pachyderme. TMC
Two. Que justice soit faite. Série Club
22.10 La Rédac. chat et la souris. Disney Channel
22.13 New York Undercover. Piqué vif. L'amour aveugle.
22.15 Oz. L'indice (v.o.). Série Club
22.25 Friends. One Where Phoebe (v.o.). Canal Jimmy
22.30 Urgence. TV 5
22.35 Ally McBeal.
Absolutely en (v.o.). Canal Jimmy
3e planète après and Single Girl (v.o.). Série Club
23.25 Dharma & Greg. Je voyais déjà...
23.25 The meilleur gagne (v.o.). Canal Jimmy
23.30 Townies. Things That Go Bump in the (v.o.). Série Club
! Ton perdra Susan.
0.25 New Police Je ne pas mourir (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

17.55 Canal +
les !

Les chanteurs du groupe de rock U2 *guest* dans l'épisode de la « Les Simpson », dans « C + Cléo – Homer se présente aux *élections municipales* pour révolutionner la collecte des ordures. Il s'invite à un concert de U2, arrache micro des mains de Bono expose son programme, qui résume en une phrase : « *Est-ce que quelqu'un d'autre peut pas le faire ?* » Elu, il rhabille le personnel, réorganise le ramassage des poubelles, chorégraphié comme une comédie musicale, dépense en un mois le budget de l'année... – *S. Ke.*

22.30 RFO-Sat
Outremers : Justice

A Madagascar, ne plaisante pas avec la loi. Olivier Ballande a suivi Victorien, 17 ans, et Joseph, 15 ans, dès leur arrestation. Le premier a volé un châle et, peut-être, 20 F malgaches, soit 20 F français, le second a pris une montre, qui était sous son nez alors qu'il brossait le parquet chez un employeur. Conduits « *où il y a la bonne loi* », c'est-à-dire au commissariat de police, leur interrogatoire s'accompagne de coups. Ils ont beau reconnaître les faits, demander pardon, pleurer, l'inspectrice de la brigade des mineurs ne se laisse pas attendrir et les oblige à « *faire la chaise sans le siège* », les mains en l'air, pour mieux les battre un bâton. Leur sort est décidé avant même la comparution chez le juge des enfants. Joseph arrive dans le bureau, accompagné de sa mère, mais elle n'a qu'à se taire et prendre la place comme la sienne. Joseph est envoyé dans un centre de rééducation, lieu appelé « *l'enfant est sacré* » où pense le remettre dans le droit chemin à coups de « *garde-à- fixe !* », de travaux manuels de prières. Victorien, lui, seul devant le juge. L'inspectrice n'a pas prévenu ses parents (« *ils habitent trop loin* »). Les deux gamins ont quitté très tôt l'école faute d'argent. L'un a l'autre oublié le jour et le mois de leur naissance, Victorien se souvient vaguement d'une année. La justice, après examen médical, décide de le considérer comme majeur, donc bon pour ce lieu qu'on appelle « *là c'est facile* », la prison. 4 000 détenus s'y dans 800 places on compte un décès tous les deux jours du fait du manque d'hygiène de la malnutrition. – *C. Me.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.40 25e sud.
15.30 Cinq sur 5 !
16.25 Extrême limite.
16.45 Medicopter.
17.40 Beverly Hills.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Drôle de zapping.
23.10 Les Magazines du mercredi. 52 sur la Une. Madame est servie.
0.15 Minuit sport.
1.15 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.47 et 16.35 Un livre, des livres.
Derrick.
14.50 Soko.
15.45 Tiercé.
16.00 La Chance aux chansons.
16.40 Football. Coupe de la Ligue. Rennes - Troyes.
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 l'an 2000.
qui ?
19.55 20.45 Tirage du
20.00 Journal,
Un bonheur si fragile. Téléfilm. Jacques Otmezguine.
Ça se Peut-on concilier une vie d'enfant avec un ?
0.30 Journal,
0.50 Cercle.

FRANCE 3

13.25 d'Expert.
14.25 Mère et fils.
14.58 Questions au gouvernement.
16.10 Saga-Cités.
16.40 Les Minikeums.
17.45 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
Un livre, un jour.
l'information,
20.05 Cosby.
20.35 Tout le sport.
20.50 Des racines et des ailes.
22.45 Météo, Soir 3.
23.15 Le Journal de Vail.
23.25 Football. Coupe de la Ligue. des matches.
0.20 ▶ Un d'écrivains. Márquez. l'écriture sorcière.
1.10 Nimbus. toxiques !

CANAL +

Les Forces de la terre.
14.25 Le Journal du cinéma.
14.35 H.
15.00 Blague à part.
15.25 Spin City.
15.45 Décode pas Bunny.
16.15 Toonsylvania.
16.35 *C+ Cléo.*
▶ En clair jusqu'à
Nulle part ailleurs.
Le Journal du cinéma.
21.00 Le Temps d'aimer Film. Richard Attenborough.
22.50 Supplément détachable.
Clermont-Ferrand. *Bob.*
23.25 Le Guerrier d'acier. Film. (v.o.).
0.55 Park. La grenouille mexicaine hypnotique du sud du Sri Lanka.
1.20 Spin City. Un nouveau départ.
in Paris. Film. Anne Goursaud.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 Le
Modes vie, modes d'emploi.
En juin,
Au de la
17.30 100 %
Le des effets spéciaux.
18.25
Le Monde animaux.
19.00 Connaissance. Le Sang, essence de la vie.
19.45 Météo, Arte info.
360°, le reportage GEO : [3/4].
Les de l'Histoire. Iran, 1979-1999.
Les du Staline et Guelfo, Kalashnikov (1936).
21.55 Rachmaninov, souvenirs. Tony Palmer.
23.25 Profil. A la lumière l'accuse.
0.30 La Lucarne. Où les jours anciens ?
1.00 La Lionne blanche Film. Berglund.
2.40 Court Circuit. *Fiancée.* métrage. Julien Cunitiera.

M 6

M 6 Kid.
17.05 Des clips et des bulles.
17.40 Fan de.
Sports
19.20 Mariés,
19.54 Les Minutes,
20.10 l'amille.
20.40 Décrochage info, Une journée avec...
20.50 L'Enfant rues. *François Luciani.*
22.35 *Ally McBeal.* [10/23]. combat.
23.25 *Dharma* Greg. Je voyais déjà...
Susan ! Ton cœur te perdra Susan.
Les Aruinbold, le médecin du de Bolivie, mineurs du
1.55 clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.02 de la musique. [3/5].
20.30 Agora. *Œuvres de Tanizaki.*
21.00 Philambule.
22.10 *Le Murmure des* de Edouard von Keyserling [2/2].
23.00 Nuits magnétiques. Laupin.
Du jour au lendemain. Véronique *(Privée).*

FRANCE-MUSIQUE

18.06 ouverte, à toutes voix. Œuvres de Obrados, Ravel.
lexique la musique baroque. Nuit.
19.40 Prélude.
20.00 Quatuor Takacs : Œuvres Schubert, Dvorak, Beethoven.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Harvey.
23.07 mémoire. Charles Koechlin.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Soirées. Œuvres de Beethoven. *La Damnation de Faust.* Opéra en quatre actes Chœur *Philharmonia,* le Chœur Garçons du collège d'Eton et l'Orchestre Philharmonia, dir. Myung-Whun Chung.
22.50 (suite). Œuvres de J. Strauss fils, Schubert, Schumann.

Le Monde

MERCREDI [illegible] FÉVRIER [illegible]

Les comiques voyageurs

par Pierre Georges

DANS LA LUTTE héroïque que mène le village du [illegible] français assiégé par [illegible] centurions hollywoodiens, enfin vinrent [illegible] et Obélix. Dieu, quel tapage ! Quel raffut ! Tout petits déjà, l'un comme l'autre étaient tombés [illegible] la potion magique de la promotion. Matin, midi, minuit, du levant au couchant, Zig [illegible] Puce, Laurel et Hardy, Jacquouille [illegible] Depardouille occupaient le terrain. Une cuillerée [illegible] liqueur pour papa, une cuillérée pour maman-ménagère-de-moins-de-cinquante balix, une cuillerée pour les petits n'enfants, une cuillerée pour Idéfix ! Si [illegible] les chaines du monde voulaient [illegible] donner la main. Elles se la donnent, en effet, [illegible] PAF, qui, en l'occurrence, [illegible] plus [illegible] une bulle [illegible] qu'à un moulin [illegible] vendre.

Zim-boum, zim-boum ! Entrez, entrez [illegible] rirez ! Sont-ils drôles les drôles ! Toujours l'air d'entre deux rires. Potion magique [illegible] ficelles. Toujours farces, champions de Gaule des tournages où l'on s'est fendu la gueule. A coups de hache évidemment. Clavier-Depardieu, comique dessus, comique dessous, buvons un coup l'ami, cervoise pour tout le monde, ne cessent de vendre [illegible] de vanter l'héroïque [illegible] hilarante entreprise de résistance.

Cadences infernales de la promotion. Acteur, [illegible] n'est plus un métier. C'est un double métier. [illegible] et faire savoir. Jouer et jouer à jouer. Question originale : « *Alors, Christian, alors Gérard, vous semblez vous être bien amusés lors du tournage* [illegible] Réponse originale : « *Vas-y toi !* » « *Non toi* » « *Bon alors j'y vais* » « *C'est cela,* [illegible] *y va* ». Hi ! Hi ! Hi ! Ah ! Ah ! Ah ! Pince-mi, Pince-moi sont dans [illegible] chaudron. Le premier [illegible] fou rire [illegible] l'autre !

Le numéro avant le numéro. Oui, il [illegible] admirer, ces [illegible] d'ainsi [illegible] boute en train aux [illegible] cinématographiques, avant-goût du plaisir avant le plaisir, [illegible] train pour mise en [illegible] Jacquouille [illegible] Depardouille [illegible] la « promo » comme les [illegible] plaine. En fanfare, [illegible] et gros rires, [illegible] vendent, vendent, vendent comme chante, chante, chante [illegible] Assurancetourix. Eux sur [illegible] PAF dressés, lui sur son chêne perché.

Et tout cela [illegible] faux, [illegible] cela [illegible] parfois vrai. [illegible] et [illegible] gliers, [illegible] grand village audio-[illegible] français. Tant [illegible] réussissent [illegible] ce numéro exténuant [illegible] Zidi. [illegible] suivent en [illegible] démarche tragique [illegible] prévue par [illegible] qui [illegible] quand [illegible] potion magique [illegible] la boire, [illegible] nous la faire boire, jusqu'à la lie, jusqu'hallali.

Faire et faire [illegible] répétition, comme il [illegible] un comique. [illegible] Pas un effet spécial, tous purs Gaulois [illegible] France, Monsieur. [illegible] un bouton [illegible] chausse. [illegible] un [illegible] un sou du mirifique budget, 274 millions de francs, c'est dire [illegible] la résistance [illegible] cassé sa tirelire pour l'oeuvre salvatrice.

On lit, il se [illegible] que [illegible] film est bon. C'est bien le moins. Il n'au-[illegible] plus manqué qu'il [illegible] mauvais, que nos deux acteurs s'exténuent à vendre une piquette [illegible] fagots. Déjà qu'il [illegible] assez pénible [illegible] s'entendre ra-[illegible] un film avant que de le voir ou un livre avant que [illegible] lire, c'eût [illegible] la mort [illegible] comiques voyageurs !

M. Jospin réaffirme sa volonté de développer la « police de proximité »

Le premier ministre réclame « une plus grande mobilité et des facultés d'adaptation accrues »

LIONEL JOSPIN [illegible] réaffirmé, lundi 1er [illegible] Paris, [illegible] Assises de la formation [illegible] recherche [illegible] la police nationale, [illegible] du gouvernement [illegible] développer [illegible] « *police* [illegible] *proximité* ». S'exprimant devant un millier de personnes, dont sept [illegible] policiers, [illegible] premier ministre a déclaré que « *faire de la police nationale une police de proximité* [est] [illegible] *premier objectif* [illegible] *politique de sécurité* [illegible] *gouvernement* ». « *Nos concitoyens souhaitent dans leurs quartiers une police plus présente et plus* [illegible] *pour réprimer* [illegible] *actes* [illegible] *aussi pour les entendre et les rassu-*[illegible] », [illegible] expliqué [illegible] Jospin.

Pour [illegible] premier ministre, une police [illegible] proximité « *doit* [illegible] *une police qui construit dans la durée une* [illegible] *de confiance* [illegible] *la popula-*[illegible] ». Elle doit en conséquence [illegible] « *toujours aux* [illegible] *concitoyens, à leur écoute et, plus souvent, à leur image* ». Lionel Jospin a ainsi [illegible] qu'il [illegible] « [illegible] *jeunes* [illegible] *quartiers, et ceux qui sont issus de l'immigration, soient présents* [illegible] *l'ensemble des services publics, y compris dans les services* [illegible] *sécurité* ».

FORMATION CONTINUE

En [illegible], il [illegible] rejoint le [illegible] de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, qui a jugé nécessaire de conduire, [illegible] police, un [illegible] de recrutement « *à l'image de la population française* [et] [illegible] *quartiers difficiles* ».

S'agissant de la répartition géographique des effectifs policiers, le premier ministre a réaffirmé qu'elle [illegible] au profit [illegible] la délinquance [illegible] la plus forte. Il [illegible] prévenu que [illegible] réaffectation [illegible] décidée lors du Conseil [illegible] sécurité intérieure du 27 janvier, [illegible] sept mille policiers et gendarmes [illegible] vingt-six départements [illegible] plus sensibles, demandera [illegible] « [illegible] *plus grande* [illegible] *facultés d'adaptation* [illegible] » [illegible] l'ordre. Le chef du gouvernement a promis qu'un « *effort important de formation* » [illegible] pour « *accompagner l'adaptation, aussi bien quantitative que qualitative,* [illegible] *effectifs* » policiers. Auparavant, le [illegible] l'intérieur [illegible] notamment l'accent sur la [illegible] policiers, qui permet [illegible] « *préparer chacun* [illegible] *l'exercice de* [illegible] », et [illegible] la formation continue, qui permet [illegible] « *s'adapter constamment à* [illegible] *missions nécessairement évolu-*[illegible] ».

Par ailleurs, *Le Parisien* [illegible] du 2 février publie les conclusions d'un rapport dénonçant les mauvaises conditions [illegible] travail [illegible] policiers et remis récemment [illegible] M. Chevènement. [illegible] document rédigé par Jean-Marie Alexandre, président du Crédit social [illegible] fonctionnaires et conseiller régional (MDC), à la suite notamment d'une [illegible] visites [illegible] Lille, Garges-lès-Gonesse [illegible] Paris, « *les policiers semblent* [illegible] *plus* [illegible] *attendre* [illegible] *l'administration* [illegible] *restent très sceptiques quant* [illegible] *projets et* [illegible] *efforts faits* ». [illegible] rapport, qui pointe notamment la vétusté [illegible] locaux et [illegible] manque [illegible] moyens, préconise la [illegible] d'une Direction [illegible] l'action sociale.

Les pompiers dénoncent les risques liés aux incendies de voitures

LYON

de [illegible] *correspondant régional*

Deux jours après l'explosion, sur [illegible] plateau des Minguettes à [illegible]sieux (Rhône), d'une voiture équipée d'un réservoir de [illegible] de pétrole liquéfié (GPL), les services [illegible] police n'ont toujours pas déterminé l'origine de cet incident qui a fait [illegible] blessés dont un grave parmi [illegible] pompiers venus, [illegible] 31 janvier, [illegible] Toutefois, une source judiciaire indiquait, lundi soir, qu'il s'agit « *a priori d'un incendie criminel* ». [illegible] afin de prévenir les risques d'explosion sur les voitures [illegible] le [illegible] comme carburant, une [illegible] de crise a été [illegible] autour [illegible] préfet du Rhône, Michel [illegible]

Survenue dans un quartier dit sensible de l'agglomération lyonnaise, où se produisent régulièrement de tels événements, l'explosion [illegible] surpris les pompiers qui ignoraient qu'ils avaient à traiter une [illegible] disposant d'un réservoir rempli de gaz. Des morceaux métalliques [illegible] projetés [illegible] plusieurs dizaines de mètres, blessant gravement l'un des sapeurs-pompiers qui a dû être par la suite amputé.

UNE PROPOSITION DE LOI

L'incendie [illegible] provoqué [illegible] une double réaction des profession-[illegible] du [illegible] D'une part [illegible] les véhicules GPL, qu'ils accusent d'être [illegible] « *bombes roulantes* ». Ces voitures ne présentent généra-[illegible] aucun signe distinctif par rapport aux autres véhicules, à l'exception d'un bouchon [illegible] remplis-[illegible] carburant difficilement vi-[illegible] en [illegible] sinistre. Depuis [illegible] années, [illegible] syndicats [illegible] pompiers [illegible] de [illegible] pouvoirs publics. Ils plaident pour un renforcement de la législation sur les véhicules fonctionnant au gaz liquéfié.

Les pompiers [illegible] Rhône ont, d'autre part, fermement dénoncé, à l'occasion [illegible] Vénissieux, [illegible] multiplication [illegible] de voitures dans l'agglomération lyonnaise. En 1998, neuf cent quatre-vingt-quatorze véhicules ont été in-[illegible] le [illegible] « [illegible] *en* [illegible] *marre* [illegible] *prendre* [illegible] *pierres* [illegible] *d'être* [illegible] *lors* [illegible] *nos interventions* », [illegible] Duval, délégué CGT des pompiers, qui rappelle que [illegible] membres de [illegible] profession [illegible] toujours « *en première ligne lorsque* [illegible] *tension monte dans les banlieues* ».

[illegible] côté, le député-maire de Vénissieux, André Gérin (PC), engagé depuis plusieurs mois dans la lutte contre la violence urbaine, plaide pour que soit « *criminalisé* » dans le code pénal l'incendie [illegible] [illegible] à [illegible] Il déposera pro-[illegible] une proposition [illegible] loi destinée [illegible] porter à quinze ans [illegible] réclusion et [illegible] un million de [illegible] peines encourues par les [illegible] de [illegible] en zone urbaine, « *qui créent un danger pour* [illegible] *population riveraine* ».

Claude Francillon

Sous la pression de Bruxelles, le gouvernement est contraint de trancher le dossier de la chasse

DEUX MILLE chasseurs sur le platier d'Oye (Pas-de-Calais), trois cents [illegible] la Hague [illegible] une centaine à Valenciennes lors des déplacements [illegible] Daniel Cohn-Bendit. Trois [illegible] dans la baie de Somme lors [illegible] la venue [illegible] place de Marie-Anne Isler-Béguin, deuxième sur la liste des Verts pour les élections européennes... La dernière quinzaine de janvier a vu brusquement [illegible] la température du côté des [illegible] de chasseurs. Au-delà du harcèlement programmé des candidats Verts, c'est un mécontentement plus profond qui s'exprime.

Ces derniers jours, en effet, plusieurs tribunaux administratifs (Pau, Caen, Dijon, Grenoble, Montpellier [illegible] Marseille) [illegible] sommé les préfets de treize départements de prendre des arrêtés de fermeture [illegible] chasse aux oiseaux migrateurs au 31 janvier, réduisant de trois semaines la chasse dans [illegible] départements, conformément [illegible] la réglementation européenne. Or, c'est dans [illegible] départements que [illegible] trouvent les fédérations les plus radicales de l'Union nationale des fédérations [illegible] chasseurs (UNFC). A l'inverse, six autres tribunaux ont tranché en faveur d'un maintien des dates de chasse telles qu'elles ont [illegible] fixées dans la [illegible] du [illegible] juillet 1998 (*Le Monde* du 26 décembre). Cette loi, censée, [illegible] yeux [illegible] défenseurs, [illegible] fin aux batailles juridiques, n'a fait que renforcer la détermination des associations de protection de [illegible] nature, [illegible] l'origine de la soixantaine de recours jugés aujourd'hui. Le texte adopté par les députés, contre la volonté du gouvernement, a fixé pour chaque département [illegible] chaque espèce des [illegible] de chasse échelonnées du 14 juillet au [illegible] février [illegible] a ainsi allongé la durée de [illegible] chasse dans cinquante-neuf départements.

LE VENT TOURNE

[illegible] Luxembourg, les actions en justice engagées par la Commission européenne suivent leur cours. Le 2 décembre 1998, la Commission a introduit un re-[illegible] contre la France auprès de la Cour de justice européenne (CJE) pour non-respect de la directive « [illegible] ». A trois mois du scrutin européen, la condamnation attendue du gouvernement français par le tribunal de Luxembourg [illegible] à inquiéter le gouvernement. Ainsi, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, [illegible] Pierre Moscovici, ministre délégué aux [illegible] européennes, ont adressé, le 24 décembre 1998, une lettre au premier ministre dans laquelle ils rappellent qu'un compromis est possible à partir de « *l'important travail réalisé par Dominique Voynet* » [illegible] demandent que « *le gouvernement montre sa volonté d'avancer rapidement en ce sens* ».

De son côté, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a souhaité, samedi 30 janvier, que soit trouvé « *un juste compromis, dans les semaines à venir* » [illegible] les députés socialistes, le « groupe chasse » réclame, quant [illegible] lui, la constitution d'une délégation auprès de [illegible] Commission de Bruxelles. « *Un compromis est possible* [illegible] *les dates de chasse* », as-[illegible] Rivasi, députée de la Drôme et pressentie pour mener [illegible] délégation.

L'Union nationale des chasseurs sent, elle aussi, [illegible] vent tourner : inquiète d'une base qui lui reproche de plus [illegible] plus [illegible] volonté de négocier avec la Commission européenne – les fédérations du Sud-Ouest veulent organiser [illegible] réunion nationale mercredi [illegible] février [illegible] Toulouse –, l'UNFC a appelé, le 30 janvier, le premier ministre [illegible] prendre « *une initiative rapide* ».

Celle-ci pourrait venir du ministère [illegible] l'environnement. Jean-François Collin, [illegible] directeur de cabinet de Mme Voynet, chargé fin décembre [illegible] par Lionel Jospin d'auditionner l'ensemble des partenaires, doit rendre [illegible] avis [illegible] semaine. La solution semble résider dans [illegible] compromis élaboré [illegible] juin 1998, [illegible] vote [illegible] la loi, par [illegible] de réflexion du ministère. La [illegible] s'ouvrirait au plus tôt [illegible] 25 août [illegible] fermerait le 31 janvier, et un plan [illegible] chasse européen serait [illegible] point en fonction des études scientifiques disponibles. [illegible] condition : que le gouverne-[illegible] revienne sur [illegible] loi de juillet. Il lui faut, pour cela, saisir [illegible] Conseil constitutionnel, [illegible] ha-[illegible] décider que les disposi-[illegible] sont, en réalité, [illegible] réglementaire.

Sylvia Zappi

Michel Péricard est mort

DÉPUTÉ (RPR) [illegible] Yvelines [illegible] maire [illegible] Saint-Germain-en-Laye, Michel Péricard [illegible] décédé. La nouvelle a [illegible] donnée, mardi 2 février, [illegible] terme [illegible] la conférence [illegible] présidents de l'Assemblée nationale. Vice-président [illegible] l'Assemblée nationale, Michel [illegible] âgé [illegible] soixante-neuf [illegible]

[illegible] le 15 septembre [illegible] Saint-Germain-en-Laye, Michel [illegible] avait commencé sa carrière [illegible] journaliste [illegible] la Radio-Télévision française (RTF) en 1954. Il présente le journal [illegible] de [illegible] s'engager progressivement sur le plan politique. C'est [illegible] qu'à partir de [illegible] il occupe différentes fonctions auprès [illegible] ministres gaullistes, François Missoffe, Yves Guéna [illegible] Bernard [illegible] Directeur [illegible] l'information [illegible] Radio France de 1975 [illegible] 1979, il [illegible] maire [illegible] Saint-Germain [illegible] 1971, puis député [illegible] Yvelines [illegible] 1978. Michel Péricard avait présidé le groupe [illegible] l'Assemblée nationale de 1995 à 1997.

Tirage [illegible] *Monde* daté mardi [illegible] février : 501 042 exemplaires

Sida : de nouveaux outils permettent d'analyser les résistances croissantes du VIH aux trithérapies

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Jamais les spécialistes de virologie [illegible] n'avaient œuvré aussi vite. Quelques années seulement après [illegible] découverte du virus d'immunodéficience humaine (VIH), il y avait eu celle des premiers médicaments antirétroviraux, rapidement suivis [illegible] premiers essais, réussis, de l'administration simultanée de plusieurs d'entre [illegible] qu'il est aujourd'hui [illegible] d'appeler les « trithérapies ». On avait parallèlement assisté, [illegible] années, [illegible] point d'une technique essentielle – [illegible] mesure de [illegible] « *charge virale* » – qui, en calculant les [illegible] réplication du [illegible] dans le [illegible] circulant des malades, permet de situer, au fil du temps, l'efficacité [illegible] les échecs des trithérapies. C'est [illegible] une [illegible]cée technique d'une importance comparable que l'on [illegible] jourd'hui [illegible] développement des procédés techniques sophistiqués permettant d'identifier les bases moléculaires des phénomènes [illegible] résistance que [illegible] VIH peut, très souvent, développer contre les molécules [illegible] pour le détruire.

[illegible] technique [illegible] tâtonnante. [illegible] autant, elle ouvre d'ores et déjà de nouvelles perspectives, [illegible] l'ont montré les nombreuses communications scientifiques présentées sur [illegible] dans le cadre [illegible] conférence sur les rétroviraux et les maladies opportunistes, orga-[illegible] à Chicago du 31 janvier au [illegible] février.

Cette nouvelle approche de l'analyse des résistances du VIH [illegible] médicaments antirétroviraux [illegible] double. Le premier procédé – dit « génotypique » – consiste [illegible] séquençage de certaines fractions du patrimoine génétique viral ; le second – dit « phénotypique » – consiste à observer *in vitro* [illegible] devenir de cultures cellulaires infectées par des souches virales [illegible] en présence [illegible] diffé-[illegible] médicaments antirétroviraux. Il s'agit [illegible] d'une [illegible] d'« antivirogramme », par analogie [illegible] technique [illegible] l'« antibiogramme » [illegible] depuis longtemps par [illegible] les laboratoires [illegible] microbiologie pour adapter [illegible] traitements antibiotiques prescrits contre [illegible] in-[illegible] d'origine bactérienne.

> « Difficile de préciser quand et de quelle manière les résultats obtenus pourront aider les cliniciens à améliorer leurs thérapeutiques »

« *Ce domaine,* [illegible] *bien des égards passionnant,* [illegible] *aujourd'hui en grande effervescence, même s'il* [illegible] *bien difficile de préciser quand* [illegible] *quelle manière les résultats obtenus pourront aider les cliniciens à améliorer leurs thérapeutiques*, explique Sabine Yerly (laboratoire [illegible] virologie, hôpitaux universitaires de Genève). [illegible] *ne dispose* [illegible] *d'aucune démonstration fournie par* [illegible] *clinique prospective que la présence* [illegible] *mutations* [illegible] *niveau* [illegible] *gènes impliqués* [illegible] *phénomènes* [illegible] *résistance –* [illegible] *de* [illegible] *protéase virale et de* [illegible] *transcriptase inverse – permet* [illegible] *prédire* [illegible] *réponses virologiques* [illegible] *cliniques. On a, en revanche,* [illegible] *à démontrer dernièrement que le nombre des mutations présentes sur ces deux gènes pouvaient, dans certains cas, prédire la réponse des patients* [illegible] *traitement antirétroviral qui leur est administré.* »

Les communications faites [illegible] Chicago rejoignent les premières conclusions faites par [illegible] spécialistes de [illegible] nouvelles techniques : l'analyse génotypique est, grâce notamment à la banalisation des techniques de génétique moléculaire, relativement aisée [illegible] en œuvre, mais ses résul-[illegible] ne permettent pas, pour l'heure, d'en tirer [illegible] conclusions thérapeutiques standardisées. L'analyse phénotypique, quant [illegible] elle, fournit [illegible] précieux éléments quant à la conduite [illegible] tenir, mais demeure une technique excessivement lourde [illegible] mettre en œuvre et, jusqu'à présent, fort onéreuse. Différents travaux prospectifs [illegible] d'ores et déjà annoncés ici [illegible] là (notamment en France, sous la direction du docteur François Clavel, à hôpital Bichat-Claude Bernard [illegible] Paris) qui tenteront [illegible] situer la place exacte qu'il faut réserver [illegible] nouvelles approches dans [illegible] prise [illegible] charge thérapeutique des malades du sida.

A [illegible] lumière des résultats présentés [illegible] Chicago, il semble que la recherche du profil [illegible] résistances du VIH [illegible] d'ores [illegible] déjà [illegible] mise en [illegible] chez tous [illegible] pa-[illegible] victimes d'une infection très récente (primo-infection), ainsi que chez [illegible] l'on observe – *via* [illegible] mesure de la charge virale – une diminution [illegible] l'efficacité des trithérapies. Ces nouvelles techniques, qui commencent [illegible] être commercialisées par quelques firmes, devraient [illegible] un développement d'autant plus grand que l'on observe une multiplication fort inquiétante [illegible] phéno-[illegible] résistance du VIH.

Plus d'une centaine [illegible] muta-[illegible] de ce virus ont déjà été recensées [illegible] des souches virales multirésistantes ont récemment été identifiées aux Etats-Unis comme en Suisse.

Jean-Yves [illegible]

SPORTS

Athlétisme, Cyclisme
Football, Rugby, Tennis...

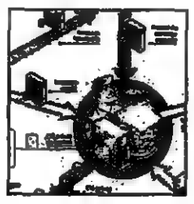
RÉSULTATS, RECORDS
et PALMARÈS

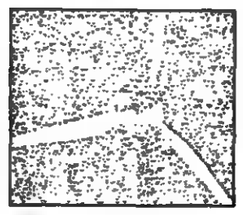
3615 LE MONDE

Le Monde INTERACTIF

PORTRAIT
Ollivier Robert, l'homme qui a droit de vie et de mort sur les newsgroups francophones. P. III

E-MAILS
Comment fonctionne le codage des données sur Internet et comment les pirates forcent les verrous. P. VI

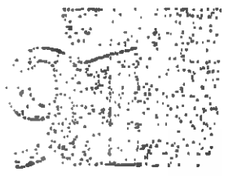




BUTINAGE
Eoliennes, éclipses, systèmes d'exploitation... Une sélection de sites techno sur le Web. P. III

LA GUERRE DES ÉTOILES
L'adaptation de la nouvelle saga de George Lucas sort sur Nintendo 64. P. III

ENTREPRISES
A Evry (Essonne), Génopole agrège les *startups spécialisées* dans l'exploitation de recherches en génétique. P. IV



PETITES ANNONCES
8 pages d'offres d'emploi.
P. VII à XIV

Infogrames, Cryo Interactive, Ubi Soft : état des lieux des relations sociales chez les trois principaux éditeurs français

L'enfer des jeux

Des salariés règlent en ligne leurs différends avec leurs employeurs

« ILS CROYAIENT être des travailleurs indépendants, engageant librement leurs compétences dans une aventure passionnante, pour laquelle ils ne comptaient pas leur temps ; ils se découvrent salariés, subordonnés à un patron, dont ils vont créer du profit du fruit de la performance collective. Il leur arrive même d'être licenciés... »

C'est ainsi qu'Yves Lasfargues, directeur du Crefac, un organisme de formation et d'étude des mutations informatiques, décrit la déception qui peut atteindre de jeunes ingénieurs, techniciens, graphistes, créateurs, maquettistes, chefs de projet, commerciaux, travaillant dans les fameuses *startups* créées, ces dernières années, dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Éditeurs de CD-ROM ou de logiciels, concepteurs de sites Web ou d'Intranet fonctionnent à peu près tous sur le même schéma : autour de deux ou trois créateurs de l'entreprise, s'agrègent, le plus souvent par cooptation, des jeunes gens dont la passion pour ces nouveaux métiers conduit à accepter une charge de travail extrêmement lourde pour des rémunérations plutôt faibles. L'organisation par « équipes de projet » pour créer et développer un nouveau produit, généralement dans des conditions d'extrême urgence, installe entre la « famille » de ces professions très « charrettes » de nuit et de week-end, les contrats à durée déterminée (CDD) et l'absence de définition des postes ou des grilles de salaire sont la règle plutôt que l'exception.

« En phase de démarrage, lorsque le sort de l'entreprise est incertain, les salariés peuvent accepter ce type de contraintes, note Alain Bloch, professeur à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP). *Mais, lorsque l'équilibre est atteint, le patron et les actionnaires continuent sur leur lancée, alors que les troupes réclament un retour à des horaires et des conditions de travail raisonnables, sinon normaux, ainsi que la reconnaissance de leurs efforts. »* Lorsque des telles revendications naissent le jour, l'employeur, toujours plongé dans la culture pionnière, se trouve totalement pris au dépourvu et réagit bien souvent de façon maladroite, aggravant le conflit.

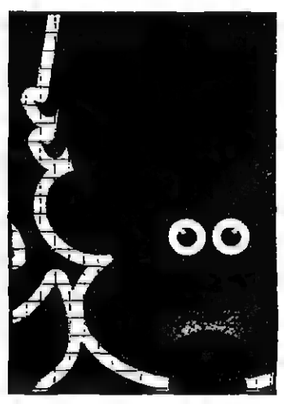
Pendant longtemps, les différends entre salariés et patrons se sont terminés par le départ des mécontents chez d'autres employeurs. Aujourd'hui, parce que les entreprises doivent se préoccuper de conserver les compétences nécessaires à leur développement, face à une concurrence de plus en plus vive, la résolution des conflits par le dialogue social devient une priorité. Il s'agit aussi de privilégier la qualité de l'expérience. Mais les « entreprises à forte croissance » du secteur des NTIC peuvent-elles se couler sans risques dans le moule de l'actuel droit du travail ? Ou doivent-elles créer de nouvelles formes de régulation sociale ? Les avis sont partagés.

« Il n'y a pas de meilleur outil de protection des salariés que la législation en vigueur », confirme Marie-Noëlle Blancheteau. Professeur de gestion des ressources humaines à l'Institut national des télécommunications, elle ajoute cependant que les spécificités du secteur offrent des instruments inédits. Ainsi, constate-t-elle, les « sites en colère » sont utilisés aux États-Unis pour pousser les directions à négocier sous la menace d'une détérioration de l'image de l'entreprise auprès du grand public, actionnaire et consommateur.

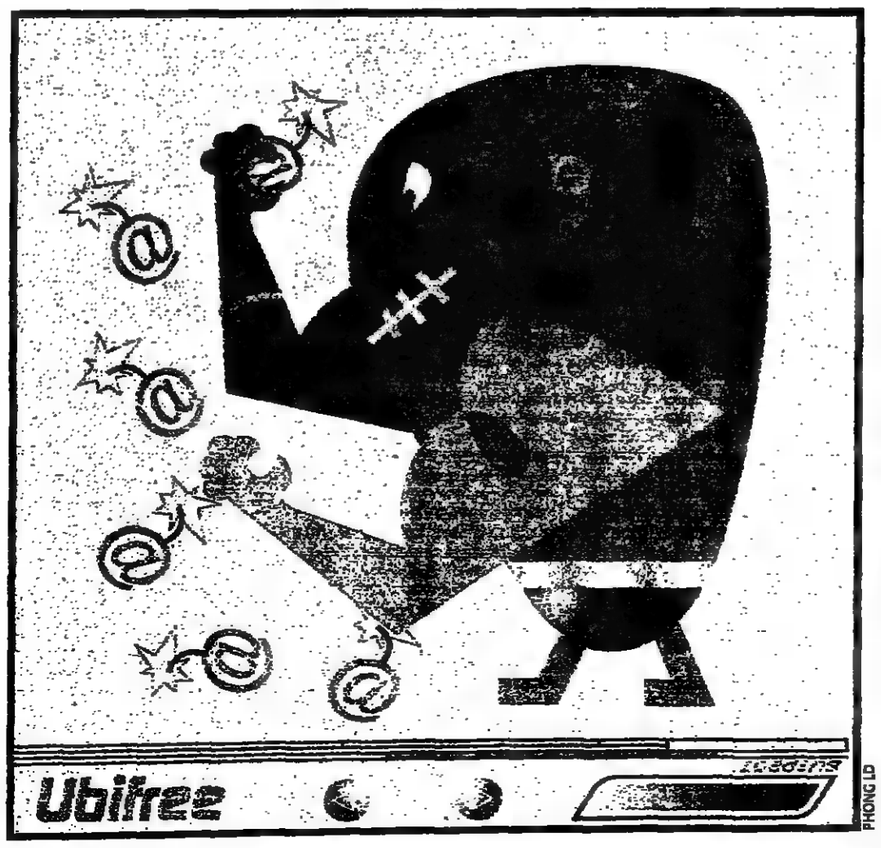
En France, les déçus de l'éditeur de jeux Ubi Soft ont ouvert le forum Ubifree, et les contractuels de France Télécom ont créé leur « site en colère » parce qu'ils estimaient ne pas être soutenus par les syndicats traditionnels, défenseurs des seuls fonctionnaires. En revanche, chez Bull, les syndicats ont négocié et obtenu une présence institutionnalisée sur l'Intranet de l'entreprise.

« Les employeurs disposent d'un instrument décisif de régulation des conflits, estime Marie-Noëlle Blancheteau, *en l'espèce la participation aux fruits financiers de leur croissance. »* Ce n'est pas un hasard si les travailleurs intérimaires de Microsoft France viennent d'assigner leur patron en justice pour bénéficier des stock-options que celui-ci se vante de distribuer à l'ensemble de son personnel permanent. *« Les histoires de secrétaires devenues millionnaires en vendant leurs parts au moment de l'entrée sur le Nasdaq* [National Association of Securities Dealers Automated Quotations, la bourse américaine des entreprises de haute technologie] ne sont *pas des mythes*, affirme Alain Bloch. La fiscalité française ne permettant pas de manier cet instrument avec autant de souplesse qu'outre-Atlantique, il suggère d'*« imaginer, pour ces entreprises, un environnement juridique, social et fiscal particulier qui ne soit pas une simple dérégulation, mais un véritable entrepreneurial original »*. Un groupe de travail du Commissariat du Plan réuni autour de Didier Livio, ex-président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, planche aujourd'hui sur cette hypothèse.

Antoine Reverchon



SOCIAL
Sous un pseudonyme, Albert a créé Ubifree, le premier syndicat virtuel français : il n'existe qu'en ligne, mais suffit à mettre en rage les dirigeants d'Ubi Soft.
P. II



PHONG LD

Le 9 février s'ouvre à Cannes le Marché international des programmes interactifs, sixième du nom. Et la première édition du Milia Games, réservé aux créateurs, développeurs, producteurs et éditeurs de jeux

هكذا من الإعمل

Cartes d'identité

Infogrames Entertainment

83-84, rue du Premier-Mars-1943, [illegible] Villeurbanne
(installation prochaine dans le IXe arrondissement de Lyon)
Créée en 1983
PDG : Bruno Bonell
[illegible] personnes en France ; 379 personnes dans le monde (57 pays)
Chiffre d'affaires 1998 : *1,46 milliard de francs* (222,6 millions d'euros)
Résultat net [illegible] : 84 millions de francs (12,8 millions d'euros)
Héros emblématiques : Starshot, Cutter Slade
Jeux [illegible] plus vendus : V-Rally (près de 3 millions d'exemplaires dans le monde) ; Mission : Impossible : 1 million sur N64
Licences exploitées : *Paramount Viacom (Mission : Impossible)*
Warner Luney Toons (Bugs Bunny [illegible] consorts)
Albert Rene pour Astérix
Lucky Licensing pour Lucky Luke
Peyo IMPS pour les Schtroumpfs
Nike pour Ronaldo
Distributeur pour : Canal plus Multimedia, Capcom, Lego, Cryo Interactive, Funsoft...

Cryo Interactive Entertainment

24, rue Marc-Seguin, [illegible]
Créée en 1992
Directeur général : Jean-Martial Lefranc
195 salariés, dont 5 en Grande-Bretagne
Chiffre d'affaires prévisionnel (annonce lors de l'introduction en Bourse le *8 decembre 1998*) : plus de 150 millions de francs (22,9 millions d'euros)
Jeux les plus vendus : Megarace pour PC [illegible] 1995, plus [illegible] 1 million d'exemplaires [illegible] Atlantis pour PC avec 350 [illegible] copies vendues en 1997.

Ubi Soft

28, rue Armand-Carrel, [illegible] Montreuil
Créée en 1986
PDG : Yves Guillemot
1 100 salariés, dont 470 en France (15 pays)
Chiffre d'affaires 1998 : 632 millions de francs (96,3 millions d'euros)
Résultat net [illegible] : 29 millions de francs (4,4 millions d'euros)
Jeux [illegible] plus vendus : Rayman [illegible] POD
avec plus de 3,5 millions d'exemplaires chacun
Héros emblématique : Rayman
Licence exploitée : Playmobil
Distributeur pour : LucasArts, 3 DO, Europress.

Deux ans d'élaboration

CHAQUE ANNÉE des dizaines [illegible] jeux [illegible] sur le marché. Généralement juste avant Noël, meilleure période [illegible] pour ces cartouches utilisables sur micro-ordinateur [illegible] console. Tout [illegible] plus tôt...

Avant d'arriver dans les rayonnages, Zelda, Sonic et autres ont déjà effectué un long parcours. En cinq étapes, voici l'envers de l'enfer

Conception

A l'origine, une équipe de développement [illegible] chargée d'imaginer le jeu. A partir soit d'une idée originale, soit d'une licence – comme *c'est de plus en plus souvent le cas. Mission : Impossible, GoldenEye, Les Schtroumpfs, Astérix* ou [illegible] *Tintin* font parti des films [illegible] des héros [illegible] bande dessinée qui [illegible] re[illegible] *transformés en jeux* vidéo. Cette équipe, composée généralement d'un chef de projet technique, de designers et d'un chef [illegible] projet graphique, élabore [illegible] *script de* [illegible] *quatre* pages. Au [illegible] de [illegible] première étape, qui dure environ quatre mois, un premier prototype du jeu [illegible] présenté.

Développement

Vient ensuite la phase la plus longue, celle du développement. Pendant dix-huit mois, graphistes, programmeurs et designers [illegible] en piste pour donner vie aux personnages. Les [illegible] prennent forme, [illegible] décors s'animent [illegible] l'aventure [illegible] des lignes de codes informatiques. Régulièrement, l'équipe vérifie si [illegible] jeu correspond toujours à [illegible] cible visée et si la licence [illegible] respectée. Impossible, en effet, de [illegible] porter un pantalon rouge à Tintin ou de voir un gentil Schtroumpf massacrer [illegible] la hache [illegible] terrible Gargamel [illegible] une explosion d'hémoglobine. [illegible] ne badine pas avec les symboles de la jeunesse.

Test

Après [illegible] à dix mois de développement, [illegible] jeux passent [illegible] les mains du service « [illegible] », qui les passe au crible la « jouabilité » du produit :
– Est-ce que les [illegible] héros sont cohérents ?
– Est-il facilement maniable ?
– Y a-t-il des séquences trop répétitives, trop dures [illegible] trop faciles ?
Autant de questions [illegible] qu'il faut se poser à ce moment-là [illegible] conception pour [illegible] futur succès du jeu.
Les services marketing interviennent, eux aussi, dès cette phase de la production pour commencer à préparer les plans de communication, les jaquettes [illegible] imaginer les futures campagnes [illegible] publicité.

Re-test

Quelques mois [illegible] [illegible] sortie, une version « bêta » – qui fonctionne mais n'est pas jugée apte à la commercialisation – du jeu [illegible] réa[illegible] [illegible] soumise une nouvelle fois [illegible] pires traitements. Là, il s'agit [illegible] d'éventuels bogues qui pourraient nuire au bon fonctionnement. Le jeu [illegible] testé dans les conditions [illegible] plus extrêmes : [illegible] mémoire enlevée pendant le déroulement de l'action, tests des commandes... Une fois passé l'épreuve [illegible] vérité, une version « master » – [illegible] – [illegible] jeu [illegible] envoyée pour [illegible] auprès [illegible] [illegible] consoles [illegible] jeux : Sony pour [illegible] PlayStation, [illegible] pour [illegible] Nintendo [illegible] (N64) et la Gameboy, [illegible] Sega pour [illegible] Saturn.

Fabrication

Tout va ensuite très vite. La fabrication d'un jeu ne demande [illegible] [illegible] [illegible] deux mois – selon [illegible] machine pour laquelle il est développé. Au final, de la conception à [illegible] arrivée [illegible] la console, le jeu [illegible] ra coûté en moyenne entre 6 [illegible] 15 millions de francs (1 million à 2,3 millions d'euros).
Une exception : le dernier succès d'Infogrames, Mission : Impossible, lui [illegible] coûté au total 30 millions de francs (4,6 millions d'euros).

G. F.

128 bits pour Sega

SEGA c'est plus fort que toi ! Le slogan de la firme japonaise pourrait bien revenir à la mode dans les prochains mois. Distancé par Sony et Nintendo dans la bataille sur les consoles 64 bits, Sega passe [illegible] la vitesse supérieure et proposera à l'automne 1999 la première console de jeux 128 bits, la Dreamcast. Deux innovations majeures pour cette machine du XXIe siècle : une compatibilité réseaux pour jouer sur Internet et le VMS (pour Visual Memory System).

SEGA

Ce périphérique [illegible] présente [illegible] la forme d'un petit moniteur qui [illegible] à la fois de cartouche mémoire [illegible] sauvegarde et d'enregistreur de données personnelles. Il fonctionne [illegible] [illegible] couplé à la Dreamcast que de manière autonome [illegible] une [illegible]le portable après téléchargement d'un jeu. Avec cette nouvelle machine, Sega entend bien mettre à mal l'hégémonie de la PlayStation et de la Nintendo 64. Disponible depuis le mois de [illegible]bre 1998 au Japon, la Dreamcast sortira en Europe avec un catalogue de jeux important pour espérer s'imposer rapidement face à ses deux petites [illegible] rivales.

Les règles du jeu

Infogrames « sociale », Cryo « réaliste » : deux visions opposées de la gestion du personnel

NI INFOGRAMES ni Cryo – deux éditeurs français [illegible] jeux vidéo – ne se reconnaissent dans l'image de la startup aux conditions de travail désastreuses dépeinte par l'equipe d'Ubifree, le syndicat virtuel d'Ubi Soft. Chez Infogrames, le dialogue reste le maître mot : « *Nous sommes la société de jeux la plus ancienne, donc la plus structurée*, explique Bruno Bonnel, PDG. *Ici tout le monde peut* [illegible] *demander et obtenir un rendez-vous s'il y a un problème.* » Et de rappeler que le personnel y est embauché en contrat à durée indéterminée (CDI) plutôt qu'en contrat à durée déterminée (CDD) et qu'il dispose de cahiers de doléances. « *Nous sommes* [illegible] *industrie qui s'invente, mais il faut que se soit dans le respect de la loi. Il y* [illegible] *une faute historique* [illegible] *départ. On* [illegible] *associé* [illegible] *métiers de l'édition alors que nous* [illegible] *plus proches de la production audiovisuelle. Et il n'existe aucun convention collective pour notre branche* » Preuve flagrante de cette absence, les salariés d'Infogrames travaillent sous la convention de la métallurgie.

« [illegible] S'ÉCLATE »

Richard Bottet, le secrétaire du comité d'entreprise (CE) et représentant du personnel chez Infogrames, souligne que « *la société est allée au-delà de la législation* » : les entreprises qui dépendent de la maison mère figurent au CE, même celles qui ont moins [illegible] cinquante salariés. Les employés semblent bien percevoir l'amélioration de la situation : « *Suite à un certain malaise général, il y* [illegible] *deux ans, la direction a accordé des primes de fin de projet, réévalué les salaires, et chaque salarié* [illegible] *désormais droit* [illegible] *un entretien annuel pour faire le point avec son supérieur. Les choses avancent donc, mais il reste beaucoup à faire.* »

Jean-Martial Lefranc, lui, n'a pas d'états d'âme. A la tête de Cryo Interactive Entertainment depuis [illegible] creation en 1992, il annonce d'emblée ne pas avoir fixé de grille salariale et [illegible] s'être préoccupé d'embaucher un directeur de [illegible] humaines que depuis deux [illegible]. « *Cela* [illegible] *faisait pas partie de nos priorités* », lance-t-il [illegible] complexes.

Pour lui, l'entreprise est avant tout un monde lourd de « réalités économiques » : « *Nos jeunes employés s'imaginent qu'ils vont pouvoir vivre dans l'entreprise,* [illegible] *s'épanouissant d'un point de* [illegible] *professionnel et personnel. Ils en attendent trop.* » Ou encore : « *Cryo est* [illegible] *société qui croît vite, dans* [illegible] *monde concurrentiel exacerbé. Je* [illegible] *peux pas* [illegible] *lever le matin* [illegible] *me disant que nous avons des idées de jeux géniales, mais* [illegible] *disant que nous allons faire des succès certains. Le jeu vidéo est un environnement dur, difficile à gé*[illegible] *pour des artistes, peu habitués* [illegible] *monde du travail. Ils* [illegible] *plaignent souvent d'un manque de liberté créative, mais ils oublient la chance qu'ils* [illegible] *d'êtres salariés* [illegible] *de ne pas vivre dans la précarité. Nos projets* [illegible] *définissent pour des durées bien définies, le temps de concevoir et de développer un jeux, mais nous* [illegible] *pouvons pas faire appel à des pigistes* [illegible] [illegible] *des intermittents du spectacle. La tentation est forte alors de prendre beaucoup de CDD* [illegible] *de les faire passer d'une société à l'autre au gré des projets.* » Et [illegible] conclure [illegible] forme de profession de foi : « *Nous faisons le plus beau métier du monde :* [illegible] *s'éclate* [illegible] *on gagne de l'argent !* »

Guillaume Fraissard et Eve Lenglart

« *UBIFREE, c'est une prise de parole, pas une prise de pouvoir.* » Albert ne cherche pas, a priori, [illegible] confrontation [illegible] son patron. C'est juste un jeune homme plutôt bon chic, [illegible], sans [illegible] moindre passé militant. Avec quelques comparses, il a pourtant fondé, en novembre [illegible] Internet, le premier syndicat virtuel français, Ubifree. Une [illegible] de l'indignation face aux méthodes de management [illegible] [illegible] direction de la société de conception [illegible] d'édition de jeux [illegible] Soft. Une révolte à visage caché, aussi, qui [illegible] déjà [illegible] couler beaucoup d'encre [illegible] suscité pas [illegible] [illegible] au sein [illegible] l'entreprise, qui, avec près de 1 200 employés implantés dans 15 pays, est devenue [illegible] une douzaine d'années l'une des plus grosses de sa branche. Ses fondateurs – cinq frères bretons, Yves, Gérard, Michel, Claude et Christian Guillemot – n'ont pas souhaité répondre aux questions du « Monde Interactif ».

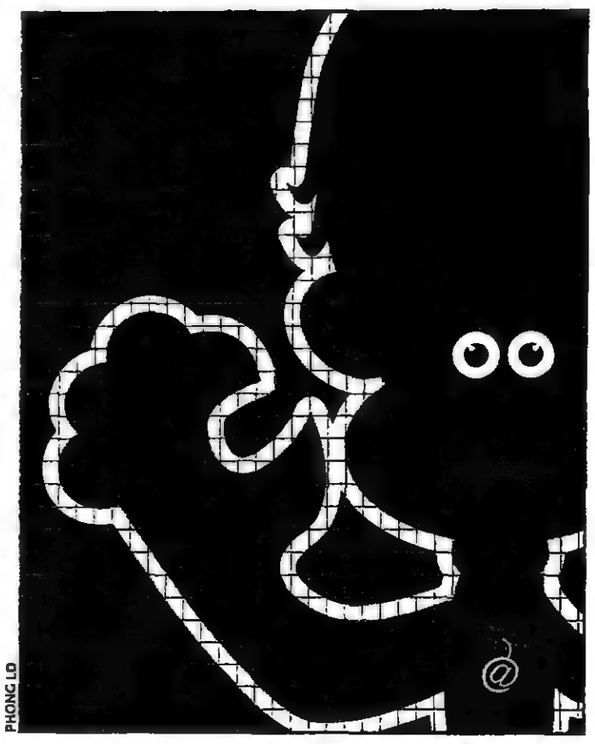
« *Les frères Guillemot sont persuadés que c'est* [illegible] *machination pour couler l'entreprise. Ils ont pris ça comme une claque, et je pense qu'ils sont sincèrement désolés de la situation.* » Lui aussi, à vrai dire. Malgré le ton posé [illegible] le calme de la voix, les gestes traduisent une certaine anxiété, voire une pointe de tristesse. « *C'est vrai qu'en être réduit à faire* [illegible] *site comme* [illegible] *dessine un graffiti dans les toilettes d'un lycée, c'est ridicule ! Mais, pour* [illegible] *fois, j'ai l'impression d'avoir* [illegible] *parole, d'être écouté.* »

Chaque soir, en sortant [illegible] travail, Albert [illegible] [illegible] bande [illegible] retrouvent donc clandestinement pour faire vivre le site, apprendre le droit du travail, répondre aux courriers, et surtout sentir qu'ils [illegible] sont pas seuls dans leur combat.

Les témoignages d'employés d'autres sociétés de jeux vidéo s'accumulent, [illegible] [illegible] débat s'envenime parfois – d'autres employés d'Ubi Soft ont demandé à publier [illegible] [illegible] dans laquelle ils se déclaraient solidaires [illegible] la direction. Ambiance. « *Mais dans l'ensemble,* [illegible] *n'avons reçu que peu de messages d'injures.* »

Selon Albert, le plus [illegible] [illegible] vivre, finalement, quand on [illegible] à peine franchi [illegible] quart de siècle, c'est l'anonymat de sa révolte. Apprendre [illegible] gérer la duplicité, à être [illegible] ses gardes en permanence pour [illegible] pas être pris. « *Au fond de moi, pourtant, peu m'importe d'être démasqué. J'assumerai. J'ai d'autres cordes à mon* [illegible] *Est-ce que je pourrais aller dans le bureau des frères Guillemot pour leur dire : "C'est moi" ?...* » La réponse [illegible] perd dans ses pensées. Quoi qu'il en dise, la peur demeure depuis le jour du lancement d'Ubifree.

Albert, syndicaliste malgré lui


PHONG LO

« *Ma famille aussi a* [illegible] *peur, mais ils m'ont compris. Ils* [illegible] *surpris* [illegible] *été surpris que ce soit moi qui le fasse, en fait ! Je n'ai jamais été rebelle.* » Tout juste Albert faisait-il partie du flot des lycéens [illegible] colère lors des manifestations [illegible] 1986 [illegible] loi Devaquet. Alors douze ans plus tard, Ubifree [illegible] l'occasion de faire changer les choses, modestement, [illegible] l'endroit où l'on travaille [illegible] la [illegible]maine. « *On se bat pour exiger le minimum de respect que l'on doit* [illegible] *des adultes. Nous* [illegible] [illegible] *pas de grands gamins qui approuvent niaisement les décisions des patrons. Le problème, c'est que, pour beaucoup à* [illegible] *Soft, c'est leur premier poste, alors ils s'écrasent.* »

Le gentil garçon s'emporte [illegible] la candeur [illegible] [illegible] rades, préférant se taire plutôt que [illegible] risquer de « *cracher* [illegible] *vi*[illegible] *de* [illegible] *maîtresse* ». « *Ce qui* [illegible] *donne vraiment le cafard*, poursuit Albert, *c'est de voir deux générations l'une contre l'autre. Une génération, celle des frères Guillemot avec leur vision* [illegible] *monde en retard de cinquante* [illegible], [illegible] *la nôtre, incapable de se prendre* [illegible] *charge et de dire "nous". Moi y compris.* »

Car [illegible] doute demeure sur [illegible] bien-fondé [illegible] [illegible] énergie déployée souvent à vide. « *Est-ce que* [illegible] *cela en vaut* [illegible] *peine ?* » Albert se demande comment sortir d'une ombre aussi protectrice que frustrante pour s'expliquer clairement [illegible] éviter que l'expérience Ubifree ne se retourne contre l'ensemble [illegible] employés d'Ubi Soft. « *Nous voulions provoquer un dialogue et, finalement, c'est le contraire qui* [illegible] *produit. Les élections du personnel n'ont toujours pas eu lieu, personne* [illegible] *souhaite d'ailleurs s'y présenter,* [illegible] *en guise de dialogue* [illegible] *direction agite* [illegible] [illegible] *de délocalisation.* »

Désabusé, [illegible] doute aussi dépassé [illegible] la tournure des événements, Albert songe à franchir enfin [illegible] porte du bureau [illegible] Guillemot. Un pas qu'il voudrait salutaire pour la pérennité de la [illegible]ciété. Car, [illegible] il [illegible] [illegible] beaucoup de franchise : « *Ubi Soft, ce n'est pas l'enfer, c'est juste le bordel.* »

G. F.

[illegible] perso.club-internet.fr/ubifree

Des Mac changés en consoles

La [illegible] [illegible] Connectix a développé l'émulateur Virtual GameStation, qui [illegible] [illegible] nouveaux ordinateurs Apple [illegible] d'un processeur G3 – [illegible] et [illegible] cintosh [illegible] – en consoles de jeux PlayStation [illegible] Sony. Ce logiciel n'est [illegible] pour l'instant compatible avec les cartes de mise à jour G3 et fonctionne [illegible] le système d'exploitation [illegible] [illegible] 8.5. [illegible] l'ouver[illegible] de MacWorld Expo, en janvier, [illegible] visiteurs [illegible] la queue pour acheter ce logiciel, [illegible] [illegible] dollars [illegible] euros, 280 francs), qui [illegible] [illegible] compatible [illegible] une centaine de jeux PlayStation américains.
[illegible] www.connectix.com

Rayman sur petit écran

RAYMAN, le plus célèbre héros d'Ubi Soft, 3,5 millions d'exemplaires, arrivera sur les écrans de té[illegible] en septembre 2000 [illegible] la forme d'un [illegible] animé. La réalisation des 13 épisodes de 26 minutes a déjà commencé dans les ateliers [illegible] [illegible] Divertissement, la filiale canadienne [illegible] l'entreprise. Les premières images seront dévoilées mardi 2 février lors d'une conférence de presse du vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, en [illegible] en France, et l'épisode-pi[illegible] de 11 minutes sera présenté [illegible] [illegible] février, [illegible] Cannes, à l'occasion du Milia.
Cette annonce intervient dans le [illegible] d'un plan de subvention de 8 milliards de francs (1,2 milliard d'euros) consenti par le Québec pour inciter [illegible] entreprises étrangères du secteur des nouvelles technologies [illegible] du multimédia à venir s'implanter sur son territoire et plus particulièrement dans sa future cité du multimédia de Montréal. Avec [illegible] [illegible] travaillant pour sa filiale québécoise, Ubi [illegible] confirme son implantation internationale en délocalisant la réalisation de [illegible] nouvelle série, dont le pilote a, lui, été réalisé en France dans les stu[illegible] de Montreuil. [illegible] frères Guillemot, créateurs d'Ubi [illegible] profiteront aussi [illegible] cette conférence de presse pour annoncer l'installation [illegible] Montréal, [illegible] Guillemot Corporation, une [illegible] spécialisée dans la fabrication [illegible] périphériques [illegible] [illegible]

chapitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET
"Tous les livres francais même les introuvables"
350 000 livres neufs et 50 000 introuvables
www.chapitre.com - minitel 3615 ALIR
Paris • Fax : 01 42 97 95 96

Profil

John Race, « designer » chez Berkeley Systems

GRAND, MINCE, avec un filet [illegible] barbe, John Race [illegible] légèrement voûté, comme pour cacher [illegible] 31 ans. « *Pour ce métier je suis un vieux* », reconnaît-il.

Avec son équipe, il s'efforce de faire passer [illegible] animaux virtuels du stade du simple jouet [illegible] celui [illegible] véritable jeu. [illegible] premier souci [illegible] concepteur [illegible] de bien expliquer [illegible] [illegible] équipe de dix personnes, qu'il réunit [illegible] deux jours. [illegible] il arrive que [illegible] technique ne suive [illegible] ou que les finances *renâclent*. « *Je voulais [illegible] départ que l'usager, après avoir joué seul sur [illegible] PC, se [illegible] qui le reconnaîtrait aussitôt [illegible] lui permettrait de continuer [illegible] identité passée [illegible] échanger des tuyaux [illegible] d'autres. Je rêvais d'un environnement social autour d'un jeu, ce qu'on appelle [illegible] "méta-jeu". Mais les ingénieurs [illegible] dit que cela demanderait [illegible] énorme investissement pour le [illegible] pour la base [illegible] données qu'il aurait fallu entretenir.* » Trop difficile [illegible] trop cher.

John [illegible] travaille pour Berkeley Systems, dont les fondateurs ont inventé les « grille-pain volants », un économiseur d'écran qui a fait leur succès. Rachetés il [illegible] peu par Cendant, l'entreprise vient de tomber dans l'escarcelle de Havas.

« *J'ai des images dans [illegible] tête mais je pars d'une [illegible] littéraire. Je ne cesse de lire et de relire les livres [illegible] question et toute la difficulté pour moi consiste [illegible] rendre l'atmosphère* », explique John Race, qui surfe abondamment [illegible] la Toile [illegible] la recherche [illegible] qui s'est dit [illegible] les livres qu'il adapte.

Le graphisme, l'animation peuvent s'imposer à la narration. « *L'art consiste à trouver l'équilibre [illegible] le contrôle qu'on donne [illegible] joueur [illegible] les rails [illegible] lesquels [illegible] le [illegible]. Si on lui donne trop de choix [illegible] risque de perdre le [illegible] de l'histoire, mais [illegible] veut qu'ils aient l'illusion du choix.* » Le travail d'équipe est alors essentiel. Pour lui, « *Le bon designer n'est en fait qu'un scribe qui sait retenir les meilleures idées.* »

L'essentiel d'un jeu [illegible] qu'il soit « *fun* ». La qualité artistique « *chère [illegible] Français* » lui importe beaucoup, mais « *si un jeu n'est pas "fun" [illegible] qualités artistiques [illegible] servent à rien* ». Il [illegible] convaincu qu'on peut concilier les deux et explique [illegible] passion par son ambition de participer [illegible] maturation d'un genre qui doit gagner en subtilité « *sans perdre [illegible] clients d'aujourd'hui* ». Ou comment rêver [illegible] changer [illegible] monde [illegible] devenir riche dans [illegible] tentative. On [illegible] à Berkeley, en 1999.

Francis Pisani

[illegible] **www.bezerk.com**

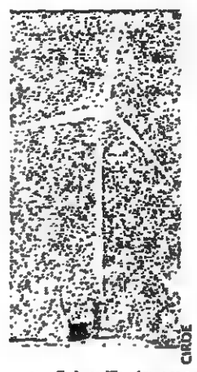
www.multimedia.com/megaland/win98/accueil.htm
En attendant la mise sur le marché du système d'exploitation Windows 2000, ce site amateur lève le voile sur les secrets du dernier-né de la maison Microsoft, Windows 98. Comment personnaliser les écrans de chargement et d'arrêt, désactiver les animations des menus et des fenêtres, éviter [illegible] ralentissement provoqué par l'étirement d'une image en fond d'écran ou obtenir le signe de l'euro... Le site fourmille de trucs et astuces destinés à répondre aux nombreuses et épineuses questions que se posent et dont débattent, dans un forum de discussion, les utilisateurs de Windows 98.

nmp.jpl.nasa.gov/ds2
La vie existe-t-elle ou a-t-elle existé [illegible] Mars ? La NASA (l'Agence spatiale américaine) vient de lancer un nouveau programme d'investigation, Deep Space 2, qui fait le point sur l'état d'avancement des recherches. A la fin de 1999, des sondes microscopiques doivent être installées à la surface de la Planète rouge. Enfouies jusqu'à [illegible] mètres de profondeur, elles devront, explique [illegible] site, détecter, à l'aide de multiples capteurs, [illegible] présence d'eau sous forme de glace, puis de mesurer la température et l'activité sismique de la planète. De multiples schémas et animations en réalité virtuelle permettent de visualiser et de comprendre le fonctionnement de ces sondes, véritables laboratoires miniatures combinant des microtechnologies de pointe dans les domaines des télécommunications, de l'électronique ou de l'informatique.

www.eole.org
Parmi les sources d'énergie écologiques, la force du vent reste peu utilisée. Pourtant, à l'en croire, Eole, site québécois, offre de nombreux avantages. Des moulins [illegible] vent d'antan aux éoliennes les plus perfectionnées, celui-ci montre le fonctionnement d'engins aujourd'hui capables d'alimenter jusqu'à 800 maisons en électricité, comme Cap-Chat, [illegible] plus grande éolienne à axe vertical du monde (110 mètres de hauteur), installée sur les bords du Saint-Laurent, ou de ces éoliennes qui captent les vents d'où qu'ils viennent par l'intermédiaire d'un microprocesseur. Le site explique en outre comment fabriquer des éoliennes et, pour les moins bricoleurs, où s'en procurer.

le. top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter


CNRDE

A Cap-Chat, une éolienne [illegible] axe vertical peut *alimenter jusqu'à* 800 maisons en [illegible]

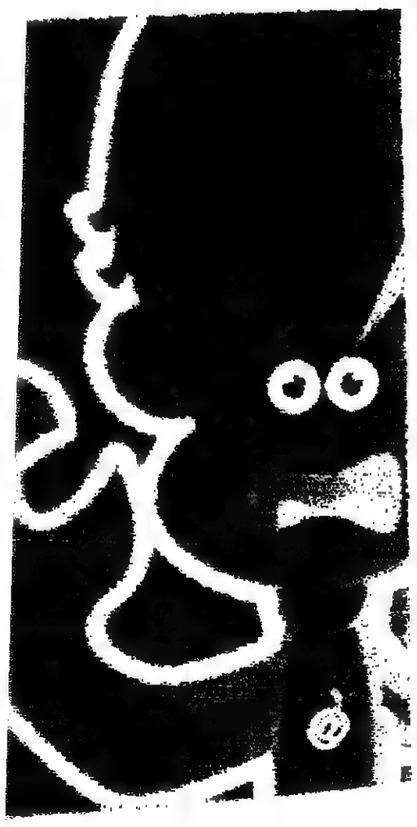
SERGE [illegible] ETCHEMYAP-CNRS

cairanne.iap.fr/eclipse99
Le 11 août 1999, à la mi-journée, le [illegible] a rendez-vous avec [illegible] Lune. Réalisé par la Société astronomique [illegible] France, en collaboration avec l'Institut d'astrophysique [illegible] Paris [illegible] le CNRS, [illegible] site a pour ambition d'aider [illegible] [illegible] avertis [illegible] les néophytes [illegible] préparer l'observation de la dernière éclipse de [illegible] du siècle [illegible] depuis la France. Le site fournit un tableau qui récapitule, minute par minute et ville par ville, la trajectoire et [illegible] durée de l'éclipse, [illegible] oublier [illegible] mentionner les meilleurs endroits pour l'observer. L'internaute [illegible] également invité [illegible] comprendre le système qui régit [illegible] phénomène d'éclipse [illegible] [illegible] calculer ses caractéristiques [illegible] l'aide d'une série de formules mathématiques. Le tout accompagné [illegible] nombreuses illustrations graphiques, géométriques [illegible] photographiques.

provar.stanford.edu
[illegible] [illegible] californiens [illegible] l'université technologique Stanford [illegible] récemment ouvert une page Web pour présenter leur dernier bébé : le robot ProVAR. Conçu pour permettre [illegible] personnes invalides d'acquérir une plus grande autonomie [illegible] programmant [illegible] en effectuant elles-mêmes leurs tâches domestiques, ProVAR [illegible] un robot [illegible] commande vocale relié [illegible] Internet [illegible] capable de recevoir des ordres par téléphone ou par fax. Composé d'un bras articulé muni de capteurs, il combine la force physique [illegible] [illegible] proche [illegible] celle du [illegible] humain. [illegible] infographies relativement simples en expliquent le fonctionnement [illegible] des démonstrations en [illegible] virtuelle offrent au visiteur [illegible] possibilité de [illegible] tester.

Une sélection de Stéphane Mandard

caliste malgré lui



« Star Wars » contre-attaque

QUELQUES MOIS avant la sortie, annoncée pour octobre 1999, [illegible] les écrans français [illegible] premier épisode de [illegible] de *La Guerre des étoiles*, [illegible] sociétés LucasArts et Nintendo éditent un [illegible] jeu sur console Nintendo [illegible] inspiré [illegible] la trilogie de George Lucas.

Star [illegible] Rogue Squadron, disponible en France depuis [illegible] 22 janvier, est [illegible] une bande dessinée [illegible] aux Etats-Unis, dont le héros [illegible] Luke Skywalker.

C'est [illegible] ce personnage [illegible] le joueur va s'identifier pour [illegible] le combat face aux forces de l'Empire.

Il s'agit de quinze missions au [illegible] desquelles le joueur pourra *accéder au* poste de pilotage du *Faucon Millenium*, le vaisseau étendard [illegible] l'alliance rebelle.

Tirant parti [illegible] l'extension de *mémoire vive de 4 Mo, Star Wars* Rogue Squadron [illegible] un exemple brillant des possibilités offertes [illegible] *la Ram* [illegible] de Nintendo : graphisme haute résolution qui supprime [illegible] les imperfections induites par la très grande fluidité [illegible] jeu ; qualité [illegible] l'ambiance sonore, qui évolue en fonction [illegible] séquences [illegible] jeu.

Star [illegible] Rogue Squadron n'en [illegible] [illegible] moins un [illegible] *de déjà-vu.*

Sans l'extension de mémoire (qui n'est pas obligatoire pour jouer), [illegible] *n'est* plus que l'adaptation d'un succès, tel Wing Commander, [illegible] il y a déjà quatre [illegible].

L'absence de [illegible] spatial et [illegible] monotonie [illegible] [illegible] aériennes font ressentir le manque d'une session permettant [illegible] piloter à plusieurs, qui aurait notamment renforcé l'intérêt pour [illegible] péripéties qui [illegible] malgré tout répétitives.

Sans doute a-t-on voulu éviter les critiques [illegible] à *Shadows of Empire* – [illegible] précédent jeu également inspiré [illegible] Lucas –, parce [illegible] *plusieurs styles de jeu*, [illegible] combat spatial au combat [illegible] sol, y étaient mélangés.

Or ce dernier *péchait* [illegible] tout par le manque de [illegible] jouabilité » [illegible] une *réalisation parfois trop complexe.*

Olivier Puech

[illegible] **Star Wars [illegible] Squadron, [illegible] 64, compatible Rumble Pak et Memory extension pak, Nintendo et LucasArts, [illegible] F (65,4 €).**

Star Wars Rogue Squadron semble être une synthèse des trois films déjà réalisés, préparant l'avènement de *la Menace du fantôme*, le tout premier épisode de la saga qui racontera l'enfance de Luke Skywalker

NINTENDO

Bientôt sur les écrans

DU 9 AU 12 FÉVRIER, le [illegible] Games va être l'occasion pour les grands éditeurs de jeux vidéo [illegible] présenter leurs nouveautés. [illegible] les sorties les plus attendues [illegible] chez Infogrames : [illegible] Pro [illegible] pour PlayStation, UEFA Stricker [illegible] PC [illegible] PlayStation , ainsi qu'une [illegible] voitures sur le thème [illegible] 24 Heures du [illegible] pour PC [illegible] PS; **V-Rallye** [illegible] lui [illegible] le jour [illegible] 1999, [illegible] **Looney tunes Space** [illegible] [illegible] 64, [illegible] course [illegible] prises Bugs Bunny, Titi [illegible] Willy le coyote, [illegible] concurrent sérieux pour Super [illegible] Kart !

Chez Cryo, la tendance est à l'aventure [illegible] à [illegible] stratégie.

En [illegible] sortira **Les Gardiens [illegible] ténèbres**, un jeu d'arcade *mystico-futuriste* [illegible] trois dimensions [illegible] [illegible] temps réel.

Suivra en mai, [illegible] PC, **Les Chroniques de la lune** [illegible], inspirée [illegible] la [illegible] Froideval et Ledroit.

Enfin, [illegible] de connaître la gloire sur le petit écran, **Rayman 2 The** [illegible] **Escape**, d'Ubi Soft, [illegible] présenté à Cannes pour une toute nouvelle [illegible]. Le jeu sortira *sur tous les supports*, y compris la [illegible] de Sega, dont [illegible] l'un des [illegible] premiers jeux en *Europe.*

L'homme aux clés d'or

DENIS DARZACQ

Ollivier Robert, 31 ans, possède le sésame des groupes de discussion francophones

IL EST [illegible] Usenet, comme [illegible] dirait d'un *autre qu'il* [illegible] d'une contrée lointaine, haute [illegible] à défricher. Imprégné [illegible] entier de [illegible] culture un [illegible] à part des pionniers [illegible] [illegible] partis à [illegible] conquête [illegible] ces nouveaux espaces vierges électroniques avec quelques grands principes solidement chevillés à [illegible] où il n'est question [illegible] de coopération, d'échange, [illegible] partage et de communication. Une contrée qui ne *ressemble décidément* à aucune [illegible]. Il est [illegible] Usenet, jusque [illegible] neutre et discrète, le geste sobre de *celui qui* œuvre [illegible] l'ombre.

Ollivier Robert a 31 ans. Il endosse, le jour, le costume de responsable de la sécurité informatique chez Eurocontrol, organisme européen chargé de la sécurité [illegible] trafic aérien [illegible] le Vieux Continent. Le reste du temps, il est [illegible] quelque sorte l'homme aux clés d'or des news- [illegible] de langue française, [illegible] hiérarchie « fr. » du tentaculaire Usenet. Une fonction qui porte [illegible] nom [illegible] « control ». « *Un rôle purement exécutif* », précise-t-il, penaud.

Explications. Lorsque la [illegible] d'un nouveau groupe de discussion est entérinée, selon une procédure démocratique bien établie, [illegible] Robert [illegible] contente de transmettre un [illegible] comportant une clé d'identification. Les milliers de serveurs [illegible] travers le monde qui s'échangent les contributions des newsgroups créent alors le nouveau répertoire, [illegible] nouvelle [illegible] qui recueillera les [illegible] (news). [illegible] pour la destruction d'un groupe, lorsque celui-ci a cessé de vivre. [illegible] c'est tout. Jamais Ollivier Robert ne porte de jugement [illegible] [illegible] fond, la forme, [illegible] charte d'un forum. Ce rôle est dévolu [illegible] un « comité » de quatre personnes – Pascal Petit, [illegible] Demeester, Sylvain Nirvez et [illegible] Guillou –, garantes, elles, de [illegible] conformité des appels à voter, [illegible] servant de médiateurs éventuels aux postulants créateurs.

« Control » et « comité » [illegible] cooptés, [illegible] autoproclamés et acceptés. Ils sont bénévoles, [illegible] tirent aucune gloire ni aucun avantage de leurs attributions. Tous, [illegible] Ollivier Robert, sont [illegible] par [illegible] simple plaisir de participer, de coopérer, de communiquer et de permettre [illegible] [illegible] de partager passions, angoisses, expériences. Parce que Usenet fonctionne ainsi, sur aucun autre modèle connu, sinon celui de l'antique agora, [illegible] qu'il [illegible] pour- [illegible] résolument moderne [illegible] en préservant contre [illegible] [illegible] marées des us et traditions gentiment désuets. Parce que Usenet repose surtout sur la contribution de bonnes volontés, qui plus est désintéressées. « *Si personne [illegible] fait rien, rien ne se passe.* » *CQFD.*

C'est d'ailleurs pour cela qu'il a accepté cette tâche, Ollivier Robert, voici un peu moins d'un an, quand [illegible] précédent « control » a passé la main. La hiérarchie « fr. » venait de traverser quelques turbulences. Ce Parisien discret, titulaire d'un DESS d'informatique, participait assidûment [illegible] forums depuis huit ans ; il était reconnu et apprécié pour ses *contributions. Homme de consen-*sus [illegible] de devoir, il avait su conquérir la confiance des principaux gestionnaires *de* [illegible] *de news*. [illegible] nom s'imposa rapidement.

Et lui s'est dit que, « *si cela* [pouvait] *rendre service, après tout, la mission n'*[était] *ni trop lourde ni trop compliquée* ». Il serait donc le *French control*. Une heure par jour, en moyenne, [illegible] observer la vie de la branche francophone de Usenet, *et*, parfois, à tourner la clé cryptée dans la serrure virtuelle du Réseau. Sans états d'âme jamais. *Les garde-fous du comité* [illegible] éviteront sans doute [illegible] [illegible] retrouver devant ce dilemme : si d'aventure, *il devait envoyer* le message de création d'un groupe heurtant [illegible] morale ? Ollivier Robert n'hésite pas : « *Ce jour-là, je rendrai la clé.* »

Olivier Zilbertin

Agoras

NEWSGROUP
La création d'un groupe de discussion est soumis au vote. Un gestionnaire recueille les suffrages, publie la [illegible] des votants et les résultats. Si la création recueille 80 « oui ». de plus que de « non » et que les « oui » représentent plus des trois quarts des suffrages exprimés, alors la création du- [illegible] [illegible] entérinée, après une semaine de délai pour permettre les contestations.

SERVEUR
Tout ordinateur relié au Réseau peut être [illegible] [illegible] *mais certains*, par leur taille et le nombre [illegible] newsgroups qu'ils accueillent, jouent un *rôle prépondérant*, [illegible] celui [illegible] l'université [illegible] Jussieu ou [illegible] des prestataires d'accès [illegible] Internet (Club-*Internet, Wanadoo, ...) qui dépendent* d'un gestionnaire de [illegible] de news.

AMELIOREZ VOTRE PRATIQUE DE L'ANGLAIS POUR 149 Frs TTC

BRANCHEZ-VOUS SUR LA CHAÎNE INTERACTIVE VOICEbook

✔ [illegible]book, une collection de plus de 300 Thèmes, plébiscitée par le public : 1 200 000 CD-Roms vendus

✔ Saluée par toute la presse :
- Un excellent outil interactif L'EXPANSION - [illegible] efficace, un large éventail [illegible] niveaux VOCABLE - Idéal pour travailler la compréhension orale TÉLÉRAMA
- Pédagogiquement efficace INFO PC - Une méthode relaxante, intéressante [illegible] - Inclus [illegible] la sélection [illegible] MONDE

✔ MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE :
" D'un intérêt pédagogique [illegible] après examen [illegible] [illegible] commision d'experts linguistes, professeurs, et inspecteurs "

✔ 3 [illegible] : [illegible] Général (3 niveaux,6 CD-Roms) – Anglais Culture (5 CD-Roms) - Anglais [illegible] (7 CD-Roms)

Demandez le catalogue complet de [illegible] collection VOICEbook en écrivant à ATTICA, [illegible] librairie [illegible] Langues, Département Multimédia).

Bon à retourner à ATTICA - 64, rue de la Folie-Méricourt BP 239 75524 PARIS Cedex 11
Nom :---------- Adresse :----------
❑ [illegible] recevoir gratuitement le catalogue, je [illegible] qu'ATTICA m'offre les frais de port sur ma première commande.

Cellules mères

Cinq personnes animent la technopole

Bernard Barataud et Daniel Cohen, les scénaristes

L'anecdote [redacted] *qu'à l'inauguration* de Génopole un chercheur ait lancé [redacted] remarque [redacted] Bernard Barataud : *« C'est bien de ta faute si nous* [redacted] *là. »* Et le président [redacted] l'Association française contre les myopathies aurait répondu : *« Pas du tout ! C'est celle de Daniel. Je n'ai jamais fini d'exposer une idée qu'il est déjà* [redacted] *train de la réaliser. »* Daniel Cohen, médecin [redacted] généticien, [redacted] reconnu par [redacted] pairs comme l'homme qui introduisit [redacted] méthodes industrielles dans [redacted] biologie moléculaire. Aujourd'hui directeur général de Genset, il était l'élève [redacted] Jean Dausset, prix Nobel de médecine, [redacted] l'a naturellement suivi au Centre d'étude du polymorphisme humain (CEPH) pour réaliser [redacted] les premières cartes du génome humain. Bernard Barataud, lui, [redacted] le « fou » qui le premier a voulu voir [redacted] Gene Valley [redacted] Evry, l'homme qui a importé [redacted] « Téléthon » américain en France [redacted] a [redacted] l'argent pour créer le Généthon. Il [redacted] convaincre et retenir les chercheurs qui venaient frapper à la porte de l'AFM *pour financer leurs projets.*

AFM

Bernard Barataud

GENSET

Daniel Cohen

Pascal Brandys, le producteur

C'est au cours d'un dîner ou d'une réception que Marc Vasseur, directeur général de Genset, [redacted] rencontré Pascal Brandys, PDG [redacted] la même société. Le professeur de biologie moléculaire et de virologie de Paris-VII [redacted] de suite [redacted] impressionné par la personnalité de celui qu'on cite comme un pionnier du capital-risque en France, du moins pour les biotechs. Une des rares per[redacted] qu'on [redacted] capable de *« dialoguer avec les scientifiques pour créer d*[redacted] *startups »*, d'*« inscrire les idées nouvelles dans* [redacted] *stratégie »*. X-Ponts parti faire [redacted] MBA [redacted] Stanford, passé par [redacted] pays du Soleil-Levant pour [redacted] Datar (délégation [redacted] l'aménagement du territoire et [redacted] l'action régionale), Pascal Brandys est aussi connu pour avoir siégé [redacted] la commission [redacted] pour [redacted] réforme des grandes écoles. En juin 1997, il a fondé avec [redacted] dirigeants de sociétés comme Gemplus [redacted] Business Objects une association baptisée Croissance Plus, qui a produit un Livre blanc « Pour la création d'un environnement favorable aux entreprises [redacted] croissance ».

GENSET

Pascal Brandys

Jean Weissenbach, le chef opérateur

Quand le Génoscope, [redacted] national de séquençage, fut créé à Evry en 1997, c'est naturellement à Jean Weissenbach qu'en revint la direction. [redacted] lui aussi de Jean Dausset, l'homme [redacted] installé depuis [redacted] dans [redacted] laboratoires du Généthon. Il y travaillait à la mise [redacted] point de [redacted] première carte du génome humain jusqu'à [redacted] que l'AFM choisisse en [redacted] de réorienter ses recherches [redacted] la thérapie génique. Entre-temps, ce fils de pharmacien strasbourgeois au[redacted] acquis [redacted] grande notoriété puisqu'on [redacted] qu'il [redacted] aujourd'hui *« le scientifique le plus* [redacted] *cité pour* [redacted] *dans les revues spécialisées »*. Au Génoscope, il se re[redacted] à la tête de 120 per[redacted] réparties sur 4 600 m², avec [redacted] budget [redacted] fonctionne[redacted] de 80 millions de francs (12 millions d'euros) par an [redacted] dix ans. Le centre doit se partager entre ses propres projets de décryptage et [redacted] collaborations avec d'autres laboratoires publics ou des entreprises par le biais de contrats.

ROLLE/MARFUSI

Jean Weissenbach

Pierre Tambourin, le réalisateur

En janvier 1998, Claude Allègre charge Pierre Tambourin, [redacted] directeur des sciences de [redacted] vie [redacted] CNRS, d'une mission : animer [redacted] coordonner Génopole. Il accepte [redacted] condition de pouvoir monter [redacted] parc d'entreprises [redacted] des laboratoires. Car [redacted] beaucoup [redacted] chercheurs [redacted] travailler [redacted] Evry, il s'intéresse [redacted] près [redacted] biotechs américaines, [redacted] *« petites entreprises qui font de la recherche* [redacted] *haut niveau, permettent* [redacted] *faire le tri, et sont financées par d'autres capitaux que publics* [redacted] *privés »*. Quatre mois après son arrivée, il [redacted] dit étonné de la rapidité avec laquelle son environnement a évo[redacted]. L'Île-de-France devrait bientôt totaliser près [redacted] chercheurs [redacted] bioinformatique, postgénomique, etc. A l'université, trois [redacted] professeurs [redacted] en [redacted] re[redacted]. Et pour [redacted] entreprises, Pierre Tambourin explique qu'au rythme auquel les premières startups ont été sélectionnées, [redacted] pari de créer [redacted] sociétés par [redacted] d'être tenu.

ROLL[redacted]MA[redacted]SS

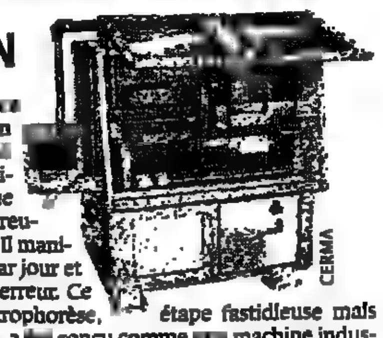
Pierre Tambourin

Dompteurs de puces

■ Le CEA entend découvrir quels sont les effets des radiations [redacted] faible dose sur nos gènes. Les cartes du génome dressées à Evry serviront de base aux travaux des deux laboratoires en cours d'implantation qui se pencheront sur la reprogrammation des cellules souches, spécialisées dans la production d'autres cellules. Et l'outil le plus efficace pour analyser de grandes quantités de matériel génétique est aujourd'hui la « puce à ADN », technologie dominée par les Américains. Aussi le CEA a-t-il décidé de se donner les moyens de l'indépendance : le Leti (Grenoble) s'occupera de la robotisation et le CEA d'Evry s'attachera à la bioinformatique.

■ Les biopuces, décrites par deux chercheurs du MIT dans le numéro du 29 janvier de la revue *Nature*, quant à elles, permettent aux généticiens d'aller plus loin et plus vite pour déchiffrer le génome et mettre au point des médicaments adaptés. Elles peuvent déposer les médicaments au bon endroit, et surtout au bon moment. Remplacer le comprimé ou la seringue, en somme ! Dans ces puces de silicium ont été insérés des microréservoirs, d'une capacité de 25 millionième de millilitre. Les réservoirs sont recouverts de membranes d'or qui se dissolvent lorsqu'un courant de faible intensité passe entre la cathode et l'anode (l'or). Les chercheurs ont montré que, sur une même puce, les réservoirs pouvaient libérer leur contenu [redacted] différents moments, ce qui laisse imaginer toute sorte [redacted] combinaisons dans le cadre d'une thérapie.

L'attrape-ADN



CERMA

DEUX ***battants s'ouvrent*** [redacted] qu'on pourrait prendre pour un attrape-nigaud, ces machines [redacted] foire qui descendent leur bras articulé vers des merveilles pour ne [redacted] brasser que l'air. Autogel [redacted] heureusement plus [redacted] plus précis ! Il manipule jusqu'à 30 000 échantillons par jour et ne peut se permettre la moindre erreur. Ce [redacted] d'analyse d'ADN par électrophorèse, étape fastidieuse mais [redacted] obligatoire [redacted] séquençage, a [redacted] conçu comme [redacted] machine industrielle. Une [redacted] qui, [redacted] de son créateur, [redacted] plutôt [redacted] dans [redacted] laboratoires [redacted] l'époque [redacted] sa conception. Autogel réalise l'ensemble de la manipulation. [redacted] bras, équipé d'une caméra, vient [redacted] échantillons, en prélève [redacted] partie [redacted] dépose [redacted] plaque qu'il [redacted] sortie des rayonnages. Prête, la plaque [redacted] en place, soumise [redacted] un champ électrique [redacted] plongée [redacted] un réactif. Le technicien n'a plus qu'à l'exposer aux ultraviolets pour la révéler. Cette machine, l'une [redacted] plus rapides, [redacted] été faite sur mesure pour le Généthon par le Cerma, un centre de ressources technologique rattaché [redacted] l'université d'Evry.

Une Genomics Valley à Evry

Visite guidée de Génopole, un centre de recherche sur le génome et ses applications

[redacted] préfecture de l'Essonne, Nationale 7. Le carrefour du génome est à l'un de ces [redacted]breux ronds-points dont les ingénieurs de Ponts et Chaussées abusent pour fluidifier la circulation. En l'occurrence, le système permet de continuer [redacted] tourner [redacted] qu'on n'a pas déchiffré tous les panneaux. Car si Génopole-Industrie, le nom de la pépinière d'entreprises de biotechnologies [redacted] rajouté, [redacted] doute subsiste : que va-t-on trouver derrière les arbres, au fond de cette voie [redacted] issue ? Un bâtiment moderne, encore vide pour partie, mais aménagé de façon à faciliter la survie des startups. Le vide, d'ailleurs, n'y [redacted] que provisoire. Dans quelques mois, d'autres « élues » viendront rejoindre Neurotech, [redacted] première société [redacted] avoir brillamment passé la sélection. Sur la friche voisine, un panneau annonce [redacted] construction prochaine d'un [redacted] bâtiment pour les accueillir.

Passage de l'autre côté du carrefour. A droite, l'Association française contre les myopathies (AFM) et [redacted] centre de recherche, le Généthon, *« associé à l'Inserm et au CNRS »*, rappelle [redacted] panneau à l'entrée. Puis, passé la Snecma (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation), Genset, l'entreprise *cas d'école*, comme la définissent [redacted] dirigeants. Chez le leader européen de la génomique, tout n'est qu'ordre, luxe, calme [redacted] technologie. Les différentes activités ont été regroupées par aile et l'optimisation n'est [redacted] un vain mot. Amplificateurs et séquenceurs travaillent [redacted] relâche pour localiser, [redacted] la demande [redacted] industriels de la pharmacie, les gènes impliqués dans le cancer ou les maladies cardio-vasculaires. A terme, l'étude de leur polymorphisme permettra de développer des médicaments mieux adaptés à chacun. Ce qu'on appelle la pharmacogénétique.

GILLES [redacted]

MORVAN/PROUF/AFM

Pour poursuivre la visite de [redacted] campus en devenir, il faut reprendre la voiture. Les transports en commun sont à l'étude.

C'est une des missions que s'est fixées le conseil général de l'Essonne pour Génopole, en essayant de créer une association de [redacted] plus forte que celle qui existe entre les quatre agglomérations de la ville nouvelle. En trois minutes, [redacted] rejoint le Centre national de séquençage – ou Génoscope – et celui de génotypage (CNG) qui lui fait face et qui [redacted] en travaux. Le premier héberge dans [redacted] locaux un [redacted] département de recherche chez Rhône-Poulenc Rorer. Baptisé Genomics, il emploie [redacted] personnes qui tra[redacted] sur les maladies psychiatriques et cardio-vasculaires, avec des préoccupations équivalentes [redacted] celles de Genset. Pourquoi Evry ? *« Parce que* [redacted] *avions* [redacted] *collaboration de longue date avec l'AFM* [redacted] *programme dénommé gen cell »*, répond Patrice de Nèfle, [redacted] responsable du département. Un tiers des chercheurs recrutés pour cette nouvelle activité vient d'ailleurs du Généthon.

Génopole, c'est donc ça, plus une université qui ne devait pas [redacted] de biologie, pour ne [redacted] d'ombre [redacted] celle d'Orsay. Finalement, on aura ouvert à Evry-Val-d'Essonne un institut universitaire professionnalisé (IUP) de biotechnologie et bioindustrie, ainsi qu'un diplôme d'université (DU) [redacted] génétique appliquée, [redacted] les élèves préparent en alternance après un DEUG.

Côté entreprises, les choses semblent plutôt bien [redacted] passer. [redacted] Tambourin, [redacted] chargé [redacted] mission du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, s'est adjoint les services [redacted] trois [redacted] pour [redacted] les idées [redacted] chercheurs prennent corps dans des startups. Avec un fonds de préamorçage de 600 000 F (91 463 €, dont la moitié de l'Agence nationale de valorisation de la recherche [Anvar], un tiers apportés par l'association Génopole et [redacted] reste en apport personnel du créa[redacted] d'entreprise), ils [redacted] un dossier qui [redacted] soumis à un comité d'experts, industriels pour [redacted] et chercheurs sensibles [redacted] l'industrie pour l'autre. Si [redacted] est acceptée, la startup pourra s'installer [redacted] la pépinière d'entreprises [redacted] en place [redacted] la chambre [redacted] commerce et d'industrie de l'Essonne.

C'est sur les statuts que butent aujourd'hui [redacted] partenaires. La [redacted] associative qui regroupait l'AFM, [redacted] conseil général [redacted] l'Essonne et la [redacted] a [redacted] son temps. Pour aller plus loin, construire des bâtiments [redacted] louer [redacted] exemple, un [redacted] cadre juridique [redacted] nécessaire : une société d'économie mixte ou un groupement d'[redacted] économique. L'association prendrait alors d'autres fonctions, celles d'une [redacted] *réflexion* [redacted] *laquelle* pourraient [redacted] entreprises. Et par laquelle surtout, [redacted] Tambourin, espère lancer un [redacted] autour des biotechnologies.

Corinne Manoury

Les mots bio

GÈNE
Séquence d'ADN [redacted] pour une protéine donnée. La [redacted] d'un caractère est commandée par *un ou plusieurs gènes.*

GÉNOME
Ensemble des gènes d'un organisme. Chez l'homme, les 23 paires de chromosomes. On le décrypte en établissant la succession [redacted] sur laquelle repose le « message » du gène. Puis on cartographie, en replaçant les gènes sur les chromosomes pour comprendre [redacted] deux caractères sont transmis ensemble.

GÉNÉTHON
[redacted] recherche ouvert en [redacted] par l'Association française [redacted] myopathies (AFM), financé par le « Téléthon ». Les premières [redacted] du génome humain y ont [redacted] à partir de travaux lancés par le Centre [redacted] du polymorphisme humain (CEPH). En 1996, le Généthon a réorienté ses recherches [redacted] la thérapie génique.

GÉNOTYPAGE
Chaque gène [redacted] sous [redacted] formes, qu'on appelle « [redacted] », [redacted] qui peuvent être responsables d'une maladie. Le « génotypage » consiste à [redacted] ces variantes, après le séquençage [redacted] cartographie.

GÉNOMIQUE
[redacted] outils qui permettent d'explorer [redacted] génome.

Profil

Jérôme Quinonéro, fondateur de Neurotech

IL PEUT [redacted] montrer opiniâtre pour lever des capitaux [redacted] imposer ses choix, [redacted] pour le matériel que pour la conception [redacted] laboratoires dont il dispose [redacted] la pépinière d'entreprises CCI-Genopole Industrie. [redacted] revanche, Jérôme Quinonéro reste réservé sur [redacted] parcours. La recherche en biologie [redacted] un petit monde [redacted] Neurotech, la société qu'il [redacted] créée [redacted] deux autres thésards [redacted] un chercheur [redacted] l'Institut national de la santé [redacted] la recherche médicale (Inserm), doit faire [redacted] preuves. [redacted] du concept notamment, puisque la startup prétend utiliser une lignée [redacted] cellules particulière comme [redacted] thérapie génique.

CELLULES ENDOTHÉLIALES

L'aventure [redacted] l'entreprise commence [redacted] ce jeune diplômé de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), par une frustration, un sentiment d'échec. Après un [redacted] neurosciences, il [redacted] lance dans une thèse, mais [redacted] trouve rapidement bloqué sur son sujet : les greffes intracérébrales. *« Impossible* [redacted] *résoudre le problème avec les* [redacted] *expérimentaux disponibles. »* Il se met à réfléchir [redacted] le sens de [redacted] et, comme il n'est [redacted] dans sa nature [redacted] penser [redacted] *« les choses s'arrangent de façon spontanée »*, il agit !

Le voilà qui compulse la *« littérature »*, histoire de voir si l'on n'a jamais songé à utiliser les cellules endothéliales, qui ont la propriété de s'intégrer dans les vaisseaux comme dans [redacted] tissu cérébral. Il [redacted] trouve rien [redacted] en conclut [redacted] voie [redacted] à explorer.

Grâce à John Tchélingérian, qui travaille [redacted] un sujet proche, il rencontre Pierre-Olivier Couraud, qui a développé [redacted] l'Inserm une lignée cellulaire susceptible [redacted] prêter [redacted] l'expérience. [redacted] résultats alimenteront sa thèse, passée [redacted] 1996. Entre-temps, il [redacted] une société anonyme [redacted] Tchélingérian, Couraud [redacted] un [redacted] doctorant, Lionel Vignais. *« On n'avait pas un sou ! »*, lâche-t-il. Désillusions, petites combines pour disposer du matériel nécessaire, la période [redacted] vaches maigres prend fin [redacted] la première levée de fonds : 15 millions de francs (2,3 millions d'euros).

Neurotech s'installe à Gif-sur-Yvette [redacted] les locaux du CNRS, recrute, [redacted] son propre matériel [redacted] se trouve vite confrontée à un problème de place, d'autant plus épineux que, si le capital [redacted] singulièrement augmenté [redacted] de 82 millions [redacted] francs (12,5 millions d'euros) supplémentaire, [redacted] société [redacted] peut toujours pas se payer [redacted] laboratoire. L'offre de s'installer dans l'incubateur d'Evry tombera à pic. *« Ici,* [redacted] *disposons du soutien du bailleur*, dit-il. *La gestion du courrier,* [redacted] *l'accueil* [redacted] *tous les problèmes techniques* [redacted] *réglés par Jean-François* [redacted] *»*.

PÉPINIÈRE

Sur la pépinière, la chambre de commerce [redacted] d'industrie a délégué [redacted] expert pour l'environnement, qui s'occupe [redacted] la collecte [redacted] déchets, s'assure du [redacted] fonctionnement [redacted] laboratoires communs, chambres froide ou chaude, animalerie, etc. Les chercheurs, eux, [redacted] consacrent qu'à leurs travaux. Pour Neurotech, c'est le moment de la préparation d'un essai clinique, la recherche d'une équipe médicale candidate à [redacted] réalisation de son protocole. L'heure de vérité, qui ne rend Jérôme Quinonéro pas plus prolixe sur l'avenir que sur [redacted] passé.

Co. M.

Délit de Faces

Un logiciel professionnel de création de portraits-robots est près d'être lancé dans le grand public. Malaise...

CE POURRAIT être un simple logiciel de création d'images, permettant de combiner 3 000 nez, yeux, mentons, pour obtenir un portrait-robot. Mais Faces – un logiciel développé par la société canadienne InterQuest – est trop performant, et c'est là que le bât blesse : le logiciel permet aussi de retoucher des éléments – écartement ou rapprochement des yeux –, d'ajouter des accessoires – lunettes et chapeau – et même des rides pour vieillir le tout. La composition obtenue est alors associée à un code chiffré, qui, transmis *via* Internet, en permettra la consultation par d'autres utilisateurs équipés du même logiciel.

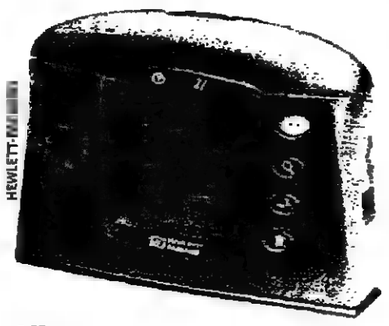
Des milliards de visages d'adultes âgés de 17 à 60 ans, hommes et femmes, peuvent être ainsi construits ! On n'est alors plus très loin du CHAO, la chasse à l'homme assistée par ordinateur. Le FBI ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui, selon le concepteur du programme, Pierre Côté, aurait commandé 50 000 avis de recherche en Amérique du Nord par ce biais. Plus que l'émission télévisée américaine « America's Most Wanted », spécialisée dans la reconstitution de crimes, qui en fait la promotion sur son site Web et propose même une version d'évaluation gratuite et des portraits-robots de criminels complétés par leur code.

En France, à la société Softime, qui a le projet de distribuer le logiciel, on tente de dédramatiser, arguant que *« les écoles peuvent être intéressées dans le cadre d'un programme éducatif favorisant la prise en main d'outils informatiques, stimulant la mémoire visuelle et la créativité »*. Noble credo. *« Les enfants s'amuseront à la maison à reconstituer les portraits de leurs grands-parents. »*

On peut imaginer pourtant les applications : le voisin de palier à une tête qui ne nous revient pas ? Vous reconstituez chez vous son visage et allez pianoter sur un site spécialisé, officiel ou non, pour voir si, par hasard...

Juliette Régnier-Paoli

■ InterQuest : www.facesinterquest.com
■ « America's Most Wanted » : www.amw.com



Libre

A peine plus grand qu'un paquet de cigarettes, le scanner à main HP Capshare 910 peut numériser des documents à plat (les résultats étant moins bons sur des livres). Après balayage d'une page, l'image reconstituée par des capteurs s'affiche sur le petit écran à cristaux liquides situé sur la face avant de l'appareil. Grâce au port infrarouge, le document peut être envoyé à une imprimante, un micro-ordinateur (pas indispensable) et même à certains téléphones mobiles. Le prix – pas encore définitivement fixé – devrait se situer autour de 5 000 F (760 €).
■ Hewlett-Packard : 01-45-62-20-00
■ www.france.hp.com

Créatif

Compact (54 × 118 × 86 mm), le Caméscope NV-EX1 fait aussi office d'appareil photo numérique. Orientable vers soi pour se filmer, l'écran à cristaux liquides servant à contrôler la prise de vue affiche des images de bonne taille (4 cm) malgré les dimensions réduites de l'appareil. Le NV-EX1 est doté d'un capteur performant (570 000 pixels) et d'un zoom optique (× 10). Neuf effets spéciaux (transition, mixage etc.), à choisir lors de l'enregistrement ou de la lecture, agrémentent votre film.
■ 13 990 F (2 130 €). Panasonic : 01-49-46-43-00
■ www.panasonic.com

mini, mini...

Des objets malins qui tiennent dans le creux de la main

Dense

Le plus petit disque dur du monde ! Par rapport à sa taille (42,8 × 36,4 mm) et à son poids (20 g), la capacité de stockage du Microdisque (340 Mo ou 170 Mo) est énorme. Inséré dans un appareil photo numérique, il mémorise jusqu'à 700 photos. Il s'introduit aussi dans un micro-ordinateur portable miniature, pour l'instant un prototype, de la taille d'un portefeuille (12 × 8 cm) et ne pesant que 449 g. Disponible au quatrième trimestre.
■ www.ibm.com/storage/microdrive

Itinérant

L'ordinateur portable Palmax P-1000 a des dimensions et un poids largement en dessous de la moyenne des autres notebooks. Il pèse 945 g et a la taille (21,4 × 12,4 cm) d'une cassette vidéo. Assez puissant (processeur Cyrix cadencé à 166 MHz et mémoire vive de 32 Mo), doté d'un clavier à larges touches et d'un écran tactile avec stylet, livré avec Windows 98, il bénéficie des « prêt-à-brancher » (port USB), carte à mémoire, système de communication infrarouge, etc.
■ 8 990 F (1 370 €).
Fujitsu Communication : 01-69-83-68-00

Minuscule

De la taille d'une carte de crédit, l'agenda Rex PC Compagnon, qui fait aussi office de calepin, de répertoire et de montre (heure locale et fuseaux horaires), vous rappelle par un signal sonore vos rendez-vous importants. Inséré dans le lecteur PCMCIA d'un portable ou dans une station d'accueil, il mémorise les informations saisies et organisées sur un PC, mais ne dispose pas d'un système d'entrée des données. Plus puissante (6 000 entrées au lieu de 1 000), la version Rex Pro est prévue pour février.
■ 999 F (152,30 € ; Rex 3) et 1 348 F (205,50 € ; Rex3 DS, avec station d'accueil).
Franklin : 01-48-13-13-48.
■ www.franklin.com

Rythmé

Très léger (70 g), le baladeur numérique est plus petit qu'une cassette audio (96 × 66 × 1,6 cm). Connecté à un micro-ordinateur, il stocke, sur une mémoire, une heure de musique téléchargée sur Internet ou enregistrée à partir du lecteur de CD-ROM. Livré avec des écouteurs, le s'utilise en déplacement ou avec une chaine hi-fi.
■ 1 490 F (227,15 €). Diamond Multimedia : 01-55-38-16-00
■ www.diamondmm.com

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

Le baladeur numérique Rio

Surnumérotation pour tous

De petits boîtiers à brancher sur la prise de téléphone évitent de composer les codes des opérateurs de télécommunications

AVEC la libéralisation du marché des télécommunications, les offres des opérateurs se multiplient, qui proposent des appels à moindre coût. Des offres généralement destinées avant tout aux entreprises. Les unes permettent des économies sur les appels longue distance. Les autres sur des communications locales. D'autres encore proposeront des rabais en fonction de l'heure des appels. Pas toujours facile de s'y retrouver. D'autant que les sociétés désireuses de profiter d'un maximum de réductions se voient alors contraintes de jongler avec les différents opérateurs en fonction des caractéristiques de chaque appel (durée, distance, horaire...). Sauf à s'équiper d'un nouveau genre d'appareils, nés avec l'ouverture du marché : les surnumérotateurs.

Ceux-ci se branchent – généralement – sur la prise de téléphone et gère tout seuls, à la volée, la surnumérotation liée à chaque opérateur. C'est le principe du Digital Phone Converter, proposé par la société française INS Technologie. Un petit boîtier programmable, qui permet ainsi de disposer de plusieurs opérateurs de manière totalement transparente. Autrement dit, une fois installé, il suffira de composer normalement les numéros (pour un appel national par exemple) de son correspondant, sans avoir cure d'autre chose. Le Digital Phone Converter se charge de se connecter directement à la plate-forme, sans retarder, de surcroît, la durée de la numérotation. Mais il ne s'arrête pas là : cet appareil a pour premier mérite de convertir les données analogiques en données numériques. C'est-à-dire qu'il ne pourra se brancher que sur une prise téléphonique de type Numéris, mais permettra ensuite d'y relier n'importe quel appareil analogique (combiné téléphonique, fax).

Les particuliers ne sont pas oubliés : avec Phone Rider, ils pourront également disposer d'un surnumérotateur évitant la saisie fastidieuse des nombreux codes que réclament certains opérateurs qui n'on pu obtenir un préfixe à un seul chiffre, ou bien encore des codes des cartes téléphoniques. Phone Rider peut en outre être mis à jour à distance par l'opérateur, en cas de changement de préfixe ou de code d'identification, sans intervention de l'usager.

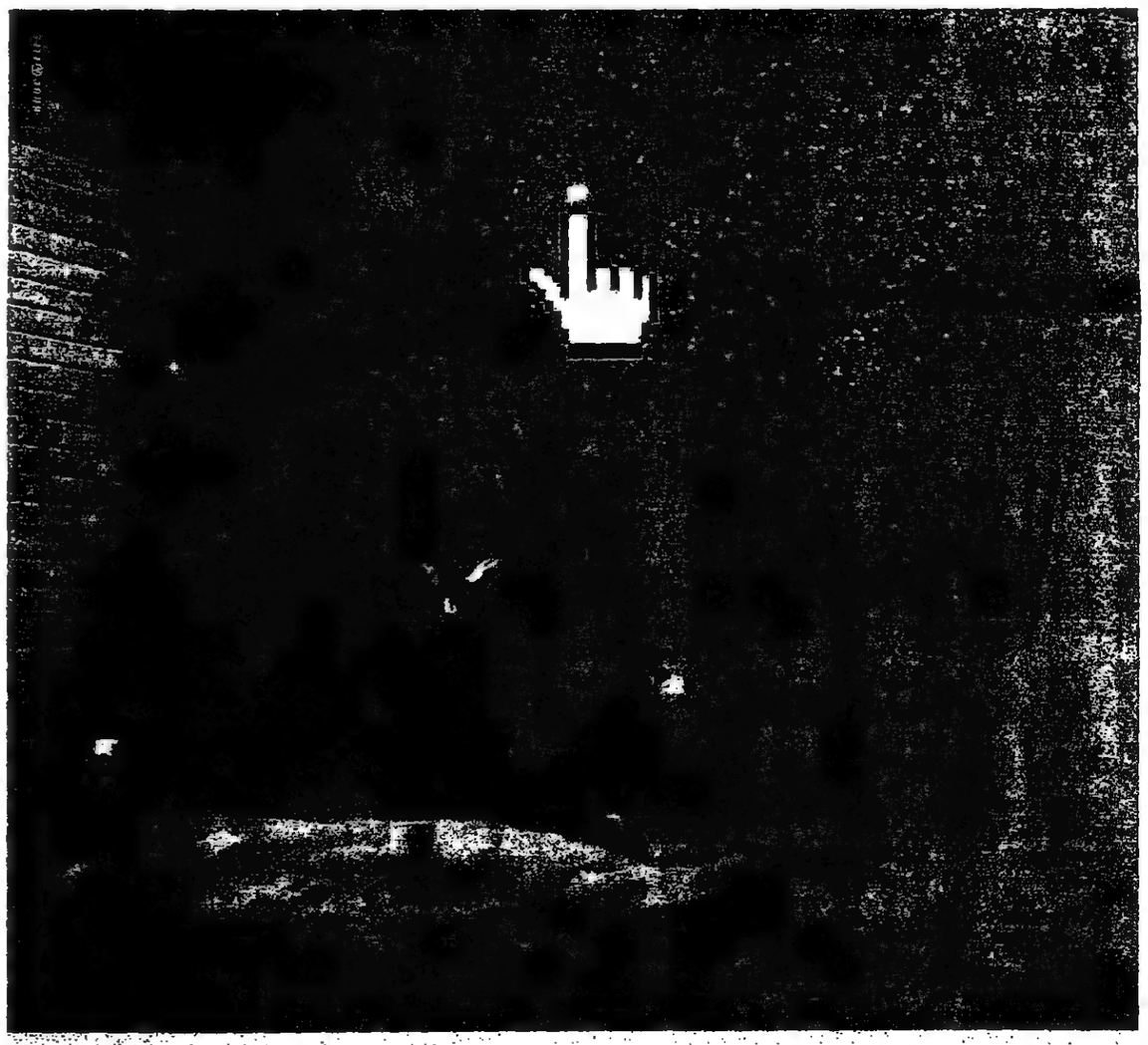
Ce petit appareil ressemble à s'y méprendre à une prise gigogne, qu'il convient simplement d'intercaler entre la prise murale et celle du téléphone. Phone Rider ne nécessite aucun raccordement puisqu'il est autoalimenté en énergie par le réseau. Il devrait être commercialisé dans le courant de l'année au prix d'environ (45,73 euros).

O. Z.

■ ins-technologies.com/French/produits/telephonie.html
■ Renseignements : 01-69-57-43-41-42

Préfixes

Depuis le 1er janvier 1998, l'utilisateur du téléphone en France peut choisir son opérateur de services téléphoniques longue distance grâce au premier chiffre du numéro composé. Chaque opérateur d'envergure nationale s'est [illegible] par son préfixe :
– Le 0 signifie que l'on s'en remet à l'opérateur dont on est l'abonné.
– Le 1 et le 3 seront réservés aux services d'urgence et au Minitel.
L'Autorité de régulation des télécommunications (ART) a attribué :
– le numéro 2 à Siris,
– le 4 à Tele 2 France,
– le 5 à Omnicom,
– le 6 à Esprit Telecom,
– le 7 à Cegetel,
– le 8 à France Télécom
– le 9, enfin, à Bouygues.
La loi a aussi prévu l'attribution de préfixes à quatre chiffres commençant par 1 qui, pour les opérateurs visant une clientèle d'entreprises, peuvent être préprogrammés dans un central téléphonique. A partir de 2000, le client devra souscrire des abonnements différents pour les communications locales et longue distance. Mais la sélection au cas par cas restera toujours possible.



Agenda

RENCONTRES

Du 2 au [illegible] février
Forum [illegible] technologies de l'information
Salon [illegible] acteurs et des [illegible] technologies [illegible] l'information.
■ Paris-Nord Villepinte
■ www.dasar.fr/index2.phtml

Le 3 février de 10 à 12 heures
Les [illegible] informatiques : conception [illegible] programmation
Troisième cycle [illegible] conférences [illegible] Mercredis [illegible] la [illegible] sciences et [illegible] l'industrie [illegible] La Villette, en partenariat [illegible] l'Inria. Programme [illegible] la matinée : « [illegible] Web et les [illegible] de données », par Anne-Marie Vercoustre. Les conférences [illegible] gratuites [illegible] accessibles [illegible] priorité aux inscrits.
■ www.cite-sciences.fr/new/ agendas/inria. htm

Le 3 février
Forum [illegible] Bretagne
Une soixantaine d'entreprises [illegible] pour rencontrer [illegible] futurs ingénieurs [illegible] enseignants du secteur des télécommunications [illegible] l'informatique.
Organisateur : ENST-Bretagne
■ www.enst-bretagne.fr/forum

Du 3 au 5 février
Intel Com [illegible]
Deuxième conférence internationale sur les stratégies du câble.
■ *Cannes*
■ www.telecoms-mag.com/catv.html

Le 6 février
Envol de la [illegible] NASA
Stardust [illegible] la première sonde américaine chargée [illegible] *rapporter* de la poussière de [illegible] sur la Terre. [illegible] lancement [illegible] *prévu* [illegible] février. Une webcam permet de suivre [illegible] préparatifs [illegible] direct.
■ stardust.jpl.nasa.gov/

Du 9 au 12 février
Milia 1999 [illegible] Milia Games [illegible]
La sixième édition du Milia, le Marché international des programmes interactifs, se tiendra [illegible] chaque année à Cannes. A suivre également, le premier Milia Games, réservé [illegible] *créateurs, développeurs*, producteurs [illegible] éditeurs [illegible] jeux.
■ *www.milia.com*

Compusearch
Le Salon Compusearch nouvelle formule ouvre [illegible] portes pour [illegible] jours à Paris. [illegible] occasion pour

Les rendez-vous de février

[illegible] professionnels expérimentés [illegible] jeunes diplômés spécialistes des nouvelles technologies à la recherche d'un emploi d'entrer [illegible] une cinquantaine d'entreprises. Un CV [illegible] exigé [illegible] l'entrée.
■ Paris-porte de Versailles, hall 1
■ www.lml.fr/compusearch/

Semaine européenne [illegible] technologies [illegible] l'information
Une douzaine de [illegible]festations informatiques [illegible] la porte de [illegible]. Quatre journées-marathons pour visiter IT Comdex, Network Solutions, Micad, On Line, PAO [illegible] bien d'autres [illegible] 000 visiteurs [illegible] attendus cette année.
■ www.groupesolutions.fr/f_seti.htm

Le 10 et le 16 février
[illegible] d'Adobe
L'éditeur de logiciels de création graphique organise une série de séminaires d'information dans ses locaux de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Au [illegible] des deux prochaines sessions : la publication technique en entreprise, Illustrator 8 [illegible] la création vidéo numérique. l'inscrition peut se faire sur le site.
■ www.adobe.fr

Jusqu'au 30 avril
Francexpo [illegible]
Premier Salon français des [illegible] en ligne.
Francexpo 99 donne la possibilité aux entreprises de s'afficher sur Internet sous une seule et même adresse.
■ www.francexpo99.com/

CINÉMA

Du 29 janvier au 6 février
Festival du court-métrage
Le 11e Festival international [illegible] court-métrage de Clermont-Ferrand se [illegible] du 29 janvier [illegible] 6 février ; 70 films d'une cinquantaine de pays sont au [illegible] cette année. [illegible] 4 février, une [illegible] ronde [illegible] images numériques.
■ shortfilm.gdebussac.fr/1999

DIALOGUES EN DIRECT

Le 3 février à 3 heures du matin (heure de Paris)
Perry Barlow
Quarante-cinq minutes en direct avec un des gourous [illegible] l'Internet, John Perry [illegible]. Créateur de l'Electronic [illegible] Foundation (EFF), une association chargée de promouvoir la liberté d'expression sur Internet, cet ancien parolier du Grateful Dead travaille actuellement au développement d'Internet en Afrique. L'inscription est gratuite.
■ www.zinezone.com

Le 5 février à 2 heures du matin (heure de Paris)
Histoire des technologies
L'équipe de Beyond Computers [illegible] chaque [illegible] une [illegible] en vidéo sur Internet. [illegible] jours après [illegible] première diffusion, sont organisées des [illegible] autour du sujet. Cette semaine, le thème du « chat » est consacré à l'histoire des technologies.
■ computingcentral.msn.com/

Le 6 février à 5 h 30 du matin (heure de Paris)
Web Tour
[illegible] rendez-vous [illegible] pour bien commencer sa cyberjournée. Une initia[illegible] d'une heure – *HTML, CGI*, technologies Java –, avec des exemples [illegible] l'appui. L'enregistrement au « *chat* » est gratuit. La [illegible] appartiendrait-elle [illegible] ceux qui se lèvent tôt ?
■ www.talkcity.com/calendar/events/event409.htmpl

Rendez-vous [illegible] par [illegible] Bourcier

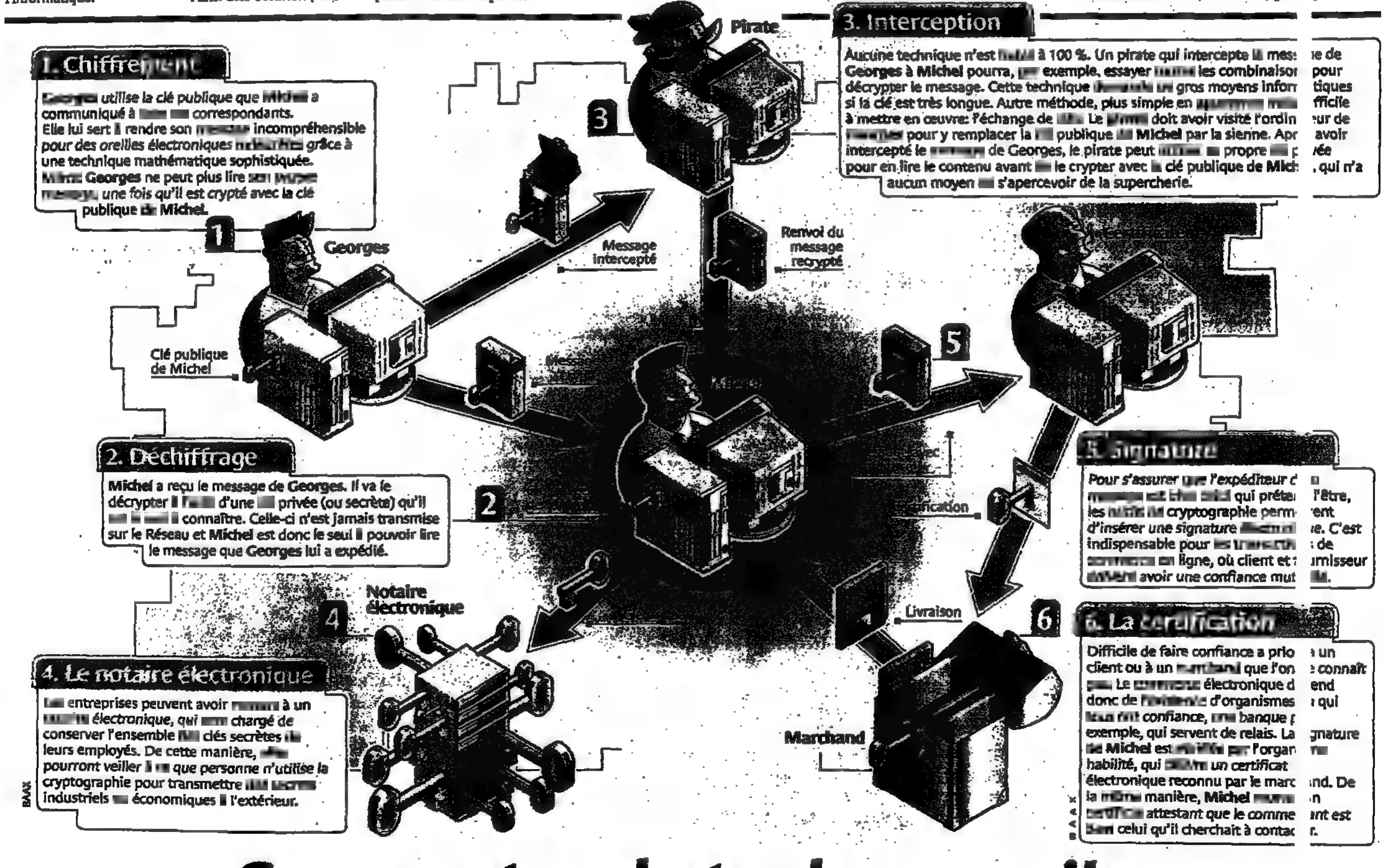
Manchettes

Echec à la vente forcée
Geoffrey Bennet, un Australien utilisateur du système [illegible] Linux, vient de se faire rembourser 110 $ (95 €, 625 F) par sc[...] de PC, Toshiba, parce qu'il avait refusé d'accepter les terme[...] Windows, le système [illegible] Microsoft préinstallé dans la qua[...] PC de la planète. La revue *InfoWorld Electric (www.inforw[...]* révèle [illegible] information [illegible] livraison du 25 janvie[...] plusieurs associations d'utilisateurs aux Etats-Unis s'appré[...] [illegible] pression sur la firme de Bill Gates afin que ce[...] [illegible] systématique pour [illegible] qui le souhaitent. [...]xploitation [...]ournisseur [...]e la licence [...]otalité [illegible] [...].com), qui [...]ssure que [...]t à exercer procédure

Carnet d'adresses
[illegible] Street Journal s'inquiète, mardi [illegible] janvier, [illegible] ma[...] financiers du premier système [illegible] téléphonie mondiale Iridium. La veille, la société [illegible] annoncé des trimestrielles de [illegible] millions de dollars (380 millions [illegible] de francs) [illegible] annuelle de 2,16 milliards [illegible] dollar[...] d'euros, 12 milliards de francs) en [illegible]. Pour combler [illegible] re[...] difficultés technologiques (qualité de réception) [illegible] comme [illegible] livraison), Edward F. [illegible] d'Iridium, a ann[...] 600 plus [illegible] démarché lement [illegible] 28 membres du conseil d'administration. [...]is [illegible] [...]ur mobile [illegible] euros, 2,5 [...]1,9 milliard [...]d, lié [illegible] (délais [illegible] que [illegible] personnel-

Opérateurs locaux
Le [illegible] *Jose Mercury* [illegible] revient, mardi [illegible] janvier, sur [illegible] Cour suprême [illegible] Etats-Unis, qui a réhabilité [illegible] Telecomm[...] [illegible] Federal Communications [illegible] (FCC). [illegible] le monopole [illegible] opérateurs téléphoniques locau[...] [illegible] dollars (86 milliards d'euros, 5[...] francs), la Cour suprême a autorisé la FCC à fixer le prix [...] réseaux des opérateurs locaux et, malgré l'opposition d[...] Circuit Court of Appeals, qui regroupe les grands opéra[...] *Cette décision en faveur d'une institution* [illegible] réglementation favorable [illegible] Etats dans le domaine [illegible]. [...]cison [illegible] la [...]ication Act [illegible] un marché milliars de l'accès aux la Heighth [...]urs locaux. [...]fin à une téléphonie

Correcteurs virtuels
Le *Washington Post* relève, lundi [illegible] janvier, que le galop [illegible] grand [illegible] d'admission [illegible] Graduate Management [illegible] Test (GMAT), passé par 400 000 candidats, sera corrigé à l'aide [illegible] logiciel [illegible] pa[...] [illegible] remplaçant l'un des deux correcteurs de chaque copie développé par la firme [illegible] Testing Service, [illegible] org[...] l'épreuve pensent [illegible] substantiellement son [illegible] atteint actuellement 50 [illegible] (43 €, 284 F) par [...] au plus [...]ricaines, [illegible] [...]uellement [...]r de février. [...]r l'E-Rater, [...]isateurs [illegible] [...]ection, qui [...]ple.



Comment cacheter les e-mails

La France va bientôt libéraliser l'usage de la cryptographie. Une aubaine pour le commerce et le courrier électroniques

LES DÉFENSEURS des droits *civiques en rêvaient. Le premier* ministre s'est engagé [illegible] le faire. Après le Canada début octobre, la *France va bientôt libéraliser* l'usage de la cryptographie, l'en[illegible] des outils qui permettent de masquer le contenu des docu[illegible] électroniques [illegible] l'aide de méthodes mathématiques sophistiquées. *La France avait toujours* conservé [illegible] législation [illegible]trictive, sous la pression [illegible] *taires et* [illegible] *services de renseignement*, qui craignent qu'une libéralisation n'engendre un développement [illegible] terrorisme [illegible] la criminalité.

[illegible] trafiquants en tout genre *n'ont jamais cessé* [illegible] *détourner* [illegible] cryptographie [illegible] leur avantage, [illegible] citoyens et [illegible] entreprises incapables de [illegible] prémunir [illegible] « oreilles » électroniques, [illegible] celles mises [illegible] place par les Etats-Unis dans le cadre du programme Echelon. L'annonce [illegible] la libérali[illegible] prochaine de la cryptographie pourrait donner un coup [illegible] fouet au [illegible] électronique et à l'utilisation du courrier électronique [illegible] la correspondance privée et professionnelle dans l'Hexagone.

La cryptographie repose sur la difficulté [illegible] factoriser [illegible] grands nombres. S'il [illegible] le produit de 167 [illegible] 257, il est plus difficile [illegible] déterminer que ces deux nombres [illegible] diviseurs de 42 919, un nombre qui peut [illegible] représenté [illegible]. Chaque [illegible] ajouté [illegible] (le nombre à factoriser) double la puissance [illegible] calcul né[illegible] pour déchiffrer le [illegible].

Jusqu'à présent, la longueur [illegible] *clés utilisables* sans restriction [illegible] fixée, [illegible] France, [illegible] 40 bits. [illegible] on extrapole les performances [illegible] *machine à décrypter mise* [illegible] point par [illegible] spécialistes [illegible] l'Electric Frontier Foundation (EFF), [illegible] *association américaine qui* milite pour la [illegible] droits civiques [illegible] réseaux, une clé de 40 [illegible] peut aujourd'hui être cassée [illegible] moins d'une minute. [illegible] telle machine pourrait [illegible]jourd'hui être fabriquée pour moins [illegible] 70 000 F (10 600 €). Avec [illegible] investissement [illegible] 4,2 millions de francs (640 000 €) – une somme à la portée [illegible] n'importe quelle organisation criminelle ou service d'espionnage –, une [illegible] décrypter pourrait fracturer une clé [illegible] chaque seconde, une durée diminuée d'un facteur deux [illegible] les dix-huit mois en raison du progrès technolo[...] tendant la [illegible] cryptographie seuil de libre utilisat[...] vé [illegible] qu[...] dire que [illegible] outils [illegible] commerciales faisan[...] *clés* [illegible] *bits* [illegible] disponibles : les na[...] ternet de Netscape [illegible] d'un [illegible] curité restent l'exportation par [illegible].

La signature, [illegible] accord [illegible] Wassena[...] sur le contrôle [illegible] tographie utilisant plus [illegible] bits devra paradoxe : leur ex[...] désormais interdit[...] trois pays, dont [illegible] la France...

[...]que. En at[...] [...]n complète [...] France, le [...] a [illegible] rele[illegible] [...]ansactions [...]ppel [illegible] [...]apidement [...]gateurs Internet de Microsoft [illegible] de sé[...]terdits à [...]ats-Unis. [...]mbre, d'un (Pays-Bas) [...]ils de cryp[...] clefs [illegible] [...]enforcer le [...]tation [illegible] [...]par [illegible] [...]ats-Unis [illegible]

De[...]s Delbec[...]

Formez-vous aux nouvelles technologies
L'INA est le premier centre européen de formation professionnelle à l'audiovisuel, au multimédia et aux images de synthèse
Pour tout renseignement :
Tél. 01 49 83 24 24 - Fax 01 49 83 31 73
Email : formation@ina.fr - Web : www.ina.fr/INA/Formation
formons votre avenir
INA
INA [illegible] INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

Le monde
[...]RATEC
Ingé[...]
E[...]
en C[...]
[...]éments-[...]
[...]cté[...]
Pour constru[...]
[...] Intel. [...]
[...]n rubrique [...]
[...]toutes [...]

REPRODUCTION INTERDITE

Le monde de l'industrie et de la recherche

VIBRATEC

Notre société développe son expertise dans la réalisation d'études techniques en vibration et acoustique. Référence auprès de grands comptes internationaux, grâce à la compétence de nos équipes, et à notre forte capacité d'innovation, nous recherchons

Ingénieur Expert en Calcul Eléments-Finis

LYON

Au sein de notre équipe technique Calcul, vous réalisez des études en vibratoire. Parallèlement, vous animez le pôle technique Calcul de Structures, en apportant votre expertise et votre soutien technique, et en développant et transmettant le savoir-faire.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ou 3ème cycle, vous souhaitez valoriser vos 5 à 10 années d'expérience acquises en modélisation. Vous maîtrisez au moins un code éléments-finis (IDEAS, ANSYS, NASTRAN). La connaissance du logiciel cinématique ADAMS est un plus.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature sous référence LM à **VIBRATEC** - Bâtiment - Dardilly cedex

.Ingénieurs Systèmes Electroniques

France

Valeo ECLAIRAGE SIGNALISATION

Par sa dimension, Valeo offre à des candidats ambitieux et qui veulent l'opportunité de développer une carrière dans un contexte international. Notre Branche s'est fixé comme objectifs prioritaires la Qualité Totale et le développement de sa capacité d'innovation. Notre Site de BOBIGNY (93) recrute des Ingénieurs Systèmes Electroniques.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire qui conçoit et développe des systèmes innovants, vous serez chargé de définir, développer et valider les fonctions électroniques des systèmes d'Eclairage et de Signalisation. Vous assurerez l'interface avec nos clients et rédigerez les documents techniques inhérents aux projets.

Votre dynamisme, votre créativité et votre goût de la communication vous permettront d'être un acteur déterminant dans le développement de nos projets.

Electronicien ou Electrotechnicien issu d'une Grande Ecole, vous possédez une première expérience acquise dans une fonction similaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable ; l'allemand serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant la référence ISE/LM à VALEO ECLAIRAGE SIGNALISATION - Jean-Claude HELMER Direction des Ressources Humaines - rue Saint André 93012 BOBIGNY Cedex.

http://www.valeo.com

Sur les marchés de l'équipement automobile, Valeo conçoit, fabrique et commercialise des produits et systèmes pour tous les constructeurs. Avec plus de 50 000 personnes, Valeo réalise un CA supérieur à 40 milliards de Francs, dont plus de 75 % hors de France.

Valeo L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Important Centre Technique Industriel avec 700 personnes à la pointe des nouvelles technologies, notre vocation est d'améliorer la compétitivité des entreprises de la mécanique.
Nous recherchons pour SENLIS (40 km nord de Paris)

Responsable de notre Laboratoire d'Essais de Fatigue

Ingénieur confirmé Mécanique/Matériaux, vous avez une solide expérience dans le domaine des essais de fatigue - rupture et une bonne connaissance du milieu industriel de la mécanique.

Vous aurez en charge la gestion, l'organisation et l'animation du laboratoire d'essais (5 pers.) et assurerez les contacts avec les industriels et les autres laboratoires de notre Centre.

Merci d'adresser CV à CETIM - Département Gestion - BP 80067

CETIM CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES

Filiale d'un grand groupe industriel international, notre société (400 personnes), spécialisés dans un produit de haute technologie, connaît un fort développement (30 % de croissance par an). Pour l'une de nos unités, nous recherchons notre :

Directeur d'usine

Basé Région Est

Directement rattaché au Directeur Général et dans le cadre d'une large délégation, vous devrez prendre en charge la totalité des *responsabilités habituellement dévolues* à une Direction d'Unité :

- vous assumerez la responsabilité de la production, de la maintenance, des procédés et méthodes, des expéditions, en explorant *toutes les options nécessaires à l'optimisation* de la productivité, de la qualité, des délais et des coûts.
- Vous proposerez les investissements ;
- vous animerez et présiderez les réunions avec les partenaires sociaux.

En outre, vous assurerez l'interface avec les équipes de Développement, l'Assurance Qualité et les départements Commercial et Marketing.

A 35/40 ans environ, de formation Ingénieur Généraliste (Mines, Centrale, AM...), vous avez une expérience prouvée dans une unité de production similaire et vous *disposez également d'une solide connaissance* de la « maîtrise des processus », de la GPAO et d'ISO 9001. Vous parlez couramment l'anglais, l'allemand serait un plus. Une expérience réussie dans ce poste peut déboucher sur des responsabilités de type Direction Générale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 79709 à Press Emploi, BP 513, 75423 Paris Cedex 09, qui transmettra.

PRODUCTION DE MAGAZINES

Directeur de Fabrication

Notre client : Hachette à Paris est un des leaders de la presse en France avec plus de 40 magazines. En pleine expansion, ce groupe recherche son Directeur de Fabrication. Ce dernier aura comme *fonction principale* d'établir et de coordonner les plans de production entre les *imprimeurs et les rédactions*. Profil recherché : Bac+2/3, une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une expérience dans les domaines de l'imprimerie ou de la presse ainsi qu'une mobilité à l'échelle européenne et de bonnes connaissances informatiques seraient un avantage certain. Les entretiens auront lieu à Paris, cependant les curriculum vitæ et les *lettres de candidature rédigés* en anglais devront être envoyés à l'adresse ci-dessous. Les *candidats souhaitant* des informations complémentaires peuvent contacter l'associé **M. Michael Jackson au + 44 860 44 1936**, dans la journée, le soir et le week-end.

Ducheyne Executive, The International Ressource Group
Runnymede Malt House, Egham, Surrey TW20 9BD, Angleterre
Fax : +44 1344 E-mail : michaeljackson@ducheyne.co.uk
www.ducheyne.co.uk

Pour construire votre carrière avec Intel, retrouvez-nous en rubrique Internationale.

CADRES ON LINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :
INTERNET • http:/www.cadresonline • http:/www.lemonde.fr/emploi
MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

C MIS N

Nous sommes le **Comité National** chargé de la certification du Matériel **d'Incendie et de Sécurité**, mandaté par l'AFNOR, par d'autres Organismes (Assurances) et par le Ministère de l'Intérieur. Notre activité se développe dans la certification des entreprises d'installation de matériels et systèmes de Sécurité Incendie et, d'une façon générale, vers la promotion de la qualité et de la sécurité dans ces domaines. Notre croissance (de 5 à 10 MF en 4 ans) requiert la création d'un poste d'

INGENIEUR ELECTRONICIEN SENIOR H/F,

Bilingue Anglais

RESPONSABLE CERTIFICATION - Paris

Vos responsabilités seront élargies :
- Vous gérez les certifications d'Installateurs de systèmes de sécurité incendie.
- Vous participez à la gestion générale de l'Association (10 collaborateurs) : suivi des prestations, comptabilité, contrôle de gestion, évolution des outils informatiques mais aussi publication de documents en français et en anglais.

Votre diplôme d'Ingénieur en Electronique ou électrotechnique et a permis d'acquérir une expérience (8 à 15 ans) en étude, développement, et installation de systèmes de la sécurité, de préférence dans un domaine Bâtiment. Votre anglais écrit doit affronter la lecture des "natives".

HLB HERVE LE BAUT CONSULTANTS

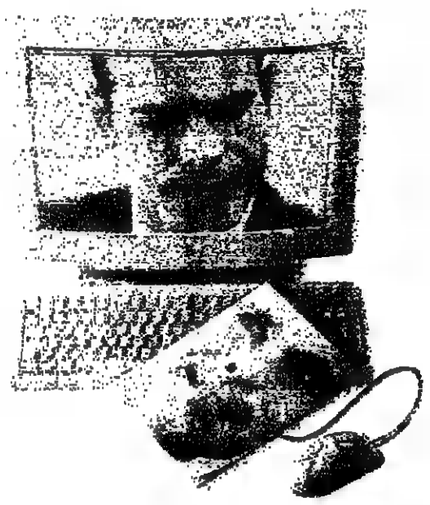
Merci d'adresser votre dossier (CV détaillé, lettre manuscrite, salaire actuel) à **HERVE LE BAUT - CONSULTANTS,** rue Aristide Briand, 92300 LEVALLOIS

هكذا من الاصل

Achats - Logistique - Organisation

INGENIEURS DE VENTE SYSTEMES DE PRODUCTION

Voyez toute notre évolution...



...et maintenant imaginez la vôtre.

Dans le monde numérique d'aujourd'hui, les [illegible] ne cessent de [illegible] l'écran au papier [illegible] versa. Leader sur le marché global du document, Xerox permet de tout traiter, quel [illegible] support, papier ou écran. [illegible] une [illegible] large gamme de produits numériques, de logiciels, de services [illegible] d'applications, [illegible] présence dans les environnements très professionnels [illegible] que Banque/Assurance, Arts Graphiques, Production industrielle,...
C'est tout un monde d'opportunités qui s'offre à vous !

Diplômé d'une Grande Ecole [illegible] Commerce ou d'Ingénieur, [illegible] êtes actuellement en poste chez [illegible] constructeur ou un revendeur [illegible] valeur ajoutée. Vous avez un tempérament de négociateur à haut niveau et aimez [illegible] les défis. A l'[illegible] du [illegible] exercez [illegible] adéquation avec les problématiques clients. [illegible] ouverture d'esprit, votre curiosité [illegible] avec une expérience professionnelle d'un ou plusieurs secteurs d'activités vous permettent une approche affinée de la solution client. Les [illegible] Xerox vous ouvrent [illegible] perspectives [illegible] la mesure de vos compétences.

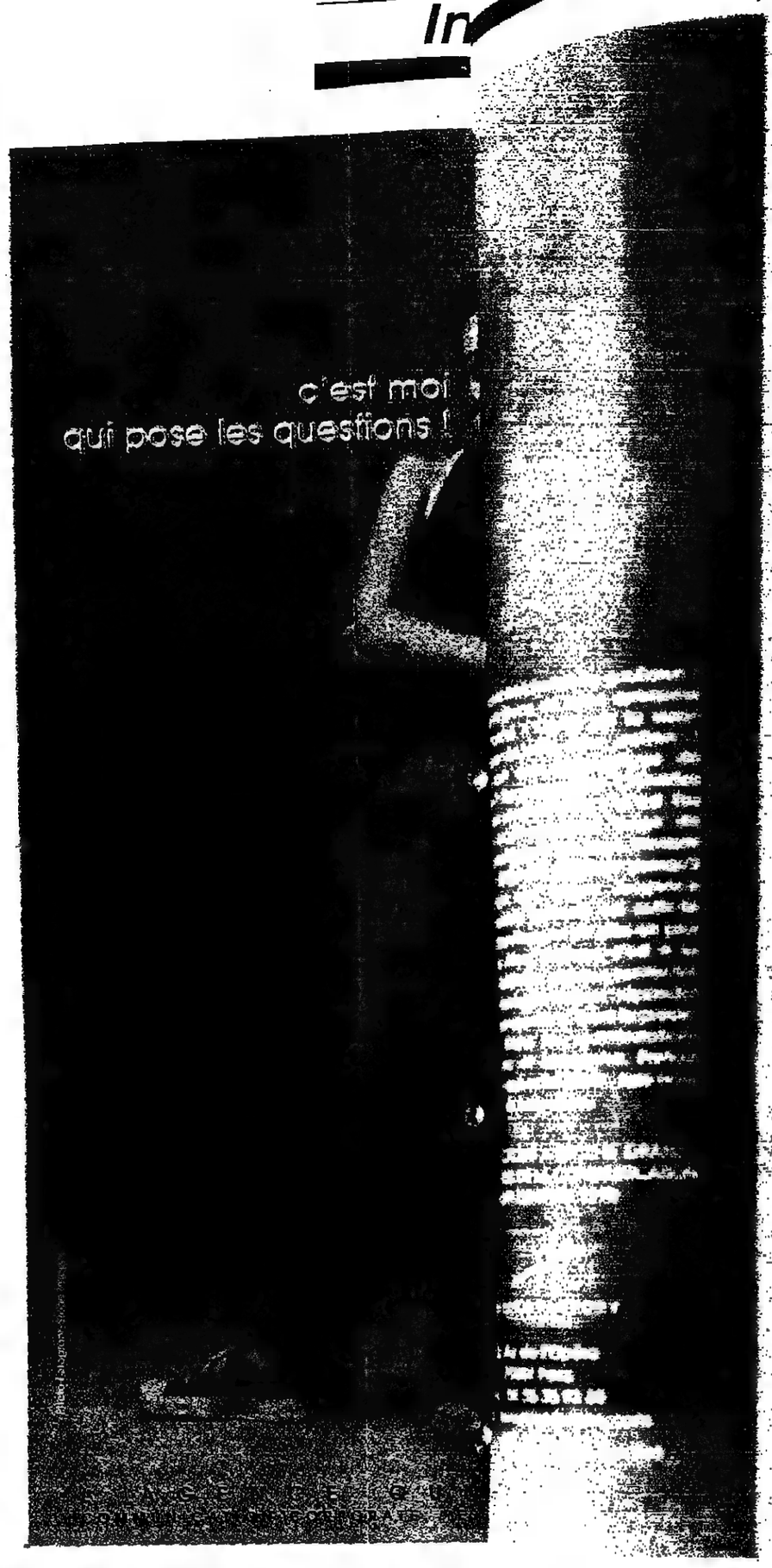
Ces postes, [illegible] également à des jeunes diplômés de talent, sont à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser [illegible] candidature [illegible] réf. IV/2LM [illegible] Xerox - MBE 153 - [illegible] bd Jean Jaurès 92100 Boulogne [illegible] déposer [illegible]

http://www.xerox.fr

THE DOCUMENT COMPANY

XEROX



NANTES

Groupe industriel international, leader dans le [illegible] des biens d'équipements grand public, [illegible] la fonction [illegible] Europe dans le cadre de sa réorganisation européenne et recherche :

Chef de Projets Achats Europe

Interlocuteur privilégié de l'ensemble de nos centres de recherche européens, vous saurez rapidement vous imposer comme Chef de Projets Achats Europe auprès de nos équipes de développement, en proposant de nouvelles sources pour nos composants et sous-ensembles mécaniques, plastiques [illegible] électriques.

Votre curiosité technique et [illegible] activité de sourcing pour nos projets [illegible] ainsi que votre culture européenne vous permettront de devenir [illegible] véritable force de proposition [illegible] apportant des solutions techniques innovantes, dans le respect des coûts, qualité et délais.

Ingénieur diplômé en mécanique, la trentaine, vous justifiez d'une expérience de 5-7 ans en développement et/ou [illegible] achats, qui vous a conféré une bonne maîtrise des exigences industrielles et des achats dans un contexte international.

De tempérament entrepreneur, [illegible] aspirez à plus d'autonomie dans la définition et l'organisation de [illegible] missions, ainsi qu'à des contacts interculturels, riches et variés.

La réussite dans cette fonction d'interface au cœur des évolutions futures de notre groupe constituera un tremplin pour votre avenir.

Bien entendu, vous êtes bilingue anglais [illegible] maîtrisez une ou plusieurs autres langues européennes.

Pour ce poste basé à Nantes, nécessitant de nombreux déplacements à l'international, merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo [illegible] prétentions, [illegible] précisant la référence LM.402.SDCA. [illegible] [illegible] Conseil : MIREILLE PROUST CONSULTANTS, Hélène MAUGIN.

MIREILLE PROUST
CONSULTANTS
NANTES - ANGERS - PARIS

MIREILLE PROUST CONSULTANTS
1, rue Haute Casserie - 44000 NANTES.
http://www.mireilleproust.com

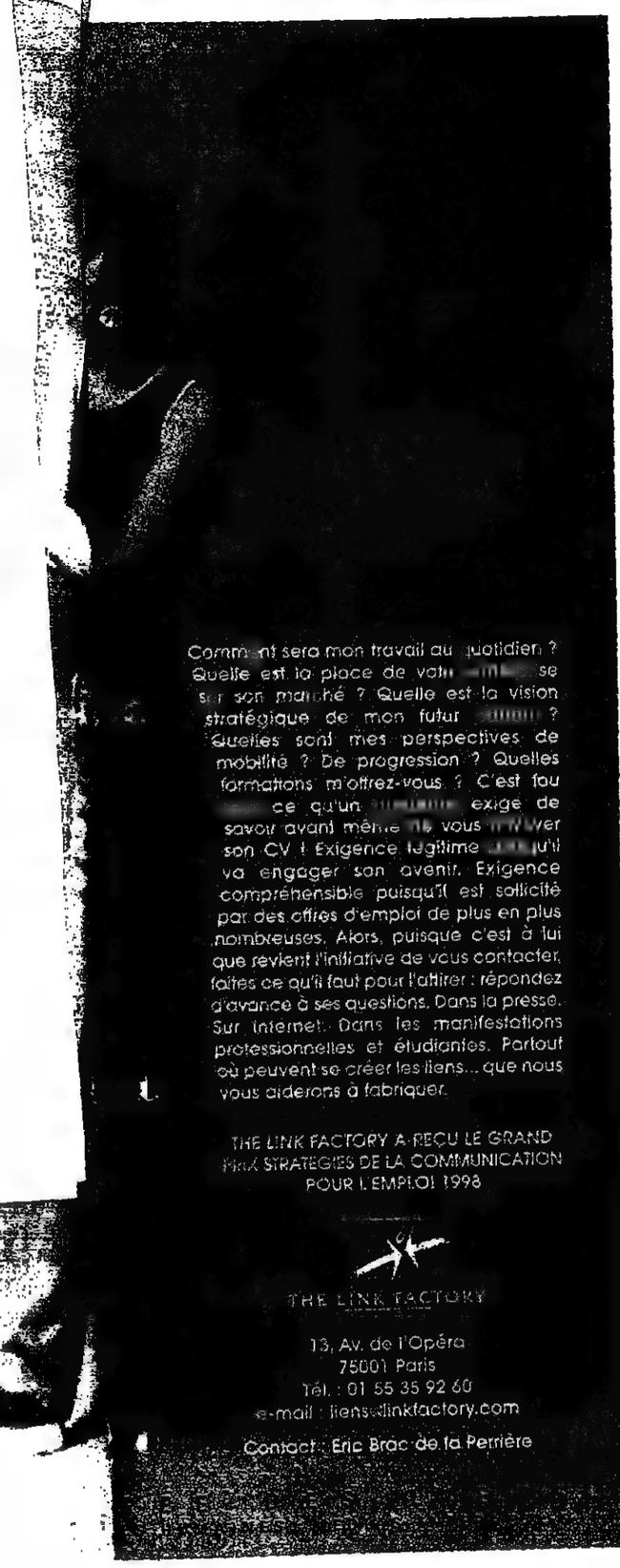
Ce n'est pas seulement po
que vous

En [illegible] Europe Informatique épouse l'évolution de [illegible] : elle devient Syntegra. Une union placée [illegible] signe [illegible] nouvelles ressources technologiques, de l'international [illegible] d'une expertise qui marie [illegible] services, notamment sur l'intégration [illegible] systèmes.
Aujourd'hui, Europe Informatique [illegible] Alcoria, qui l'a rejoint en 1997, prennent le nom de Syntegra et concrétisent cette logique de progrès dans un groupe de [illegible] personnes.

Notre département client
une forte croissance qui
DIRECTEUR DE P
Au sein [illegible] notre activ
chargé de déterminer
les cahiers [illegible] charg
techniques. [illegible]
opérationnelle du proje
A 30/35 ans, vous avez
succès. Une connaiss
technologies Internet/I
CHEF DE PROJET
Avec une expérience de
client/serveur, vous dé
d'équipes sur des pr
De plus, vous possédez

Europe informatiq

Informatique - Réseaux Télécommunications



Comment sera mon travail au quotidien ? Quelle est la place de votre société sur son marché ? Quelle est la vision stratégique de mon futur employeur ? Quelles sont mes perspectives de mobilité ? De progression ? Quelles formations m'offrez-vous ? C'est fou ce qu'un recruteur exige de savoir avant même de vous rencontrer son CV ! Exigence légitime puisqu'il va engager son avenir. Exigence compréhensible puisqu'il est sollicité par des offres d'emploi de plus en plus nombreuses. Alors, puisque c'est à lui que revient l'initiative de vous contacter, faites ce qu'il faut pour l'attirer : répondez d'avance à ses questions. Dans la presse. Sur Internet. Dans les manifestations professionnelles et étudiantes. Partout où peuvent se créer les liens... que nous vous aiderons à fabriquer.

THE LINK FACTORY A REÇU LE GRAND PRIX STRATEGIES DE LA COMMUNICATION POUR L'EMPLOI 1998

THE LINK FACTORY

13, Av. de l'Opéra
75001 Paris
Tél. : 01 55 35 92 60
e-mail : liens@linkfactory.com

Contact : Eric Brac de la Perrière

Projets internationaux

SAP
Consultants en applications
Consultants Basis

PeopleSoft
Consultants en applications
Consultants techniques

Oracle
Consultants en applications
Consultants techniques

Une voie. De nombreuses destinations.

Nous avons fixé un objectif de croissance ciblé et recrutons des spécialistes en progiciels SAP, Oracle et PeopleSoft dans toute l'Europe pour travailler sur des projets locaux, paneuropéens et mondiaux.

En notre qualité de société de services professionnels leader dans le monde, nous recherchons les candidats les plus brillants et les plus performants. Nous vous proposons des opportunités de développement personnel qui respectent la diversité et les préférences de chacun. Comme nos employés travaillent en étroite collaboration avec nos clients et doivent donc comprendre leur culture, nous recherchons des personnes possédant un sens commun exceptionnel, des connaissances techniques, de fortes compétences interpersonnelles et la capacité de s'épanouir dans un environnement d'équipe.

Si vous pensez comme nous que PricewaterhouseCoopers peut vous ouvrir la voie de nombreuses destinations, nous serions ravis de nous entretenir avec vous. Nous sommes en mesure d'offrir des perspectives professionnelles locales, paneuropéennes et mondiales à des spécialistes dans une gamme vraiment diversifiée de projets. Nous organisons des sessions de recrutement dans toute l'Europe réparties sur l'ensemble de l'année universitaire. Pour engager votre carrière sur la bonne voie et en savoir plus, consultez notre site à www.pwcglobal.com/erp

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Copyright. PricewaterhouseCoopers.

tre nom
direz

...nes, spécialisé en architectures ouvertes et nouvelles technologies connaît ...rcher :

réf. DP 256
...ivre, vous serez ...ient, d'analyser ...s propositions ...e, ... gestion ...responsabilité. ...équipes avec ...objet ... ...alus.

réf. CP 258
...cture de projet ...l'encadrement ...technologies. ...

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL réf. TC 259

Manager d'une équipe de 30 personnes, votre responsabilité sera de leur donner les moyens de mener à bien votre intervention auprès de votre clientèle. Vous participerez aux actions de recrutement pour renforcer vos effectifs. De plus, vous serez chargé de la gestion des projets au forfait dans votre secteur d'activité.

...ingénieur et maîtrisez l'anglais. Adressez votre candidature à notre conseil CyriaSelection
103, rue de la Boétie - 75008 Paris.
Fax : 01 53 89 19 50. cyriaselection@wanadoo.fr
www.syntegra.com
Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

Syntegra

CONSULTANTS

Nicholson International est un groupe de Conseil en Ressources Humaines qui place les hommes au centre de sa stratégie. Nous avons créé une culture orientée client où l'excellence est la norme et où rien n'est jamais acquis.

Notre vocation est d'accompagner les entreprises dans leur développement en France et à l'international. Nous offrons à nos clients du monde entier des solutions innovantes en matière de Recherche de cadres dirigeants et de Conseil en Ressources Humaines.

En 10 ans, nous avons établi un réseau intégré de 31 filiales dans 24 pays, avec 330 consultants experts dans leurs secteurs d'activités.

Pour nous signifie la liberté d'exprimer votre talent à l'échelle au sein d'équipes professionnelles.

Etre consultant chez Nicholson International, c'est développer une offre de services de consulting auprès de grands groupes internationaux.

Pour réussir avec nous, vous valoriserez votre expérience commerciale internationale et votre expertise confirmée dans un secteur d'activité (IT-TELECOM, INDUSTRIE, AERONAUTIQUE, AUTOMOBILE, SANTE).

Diplômé de l'enseignement supérieur, bilingue anglais, la maîtrise d'autres langues est un atout. Lorsque vous nous rejoindrez, notre programme de formation intégré vous familiarisera avec nos valeurs. Et à partir de là, le rythme de votre évolution ne dépendra plus que de vous.

Si vous voulez contribuer à notre succès, adressez en toute confidentialité votre CV et votre lettre de motivation, sous référence FS 841LM à Nicholson International, 14, rue Pergolèse, 75116 Paris. Fax : 01 45 00 03 20.
E-mail : nifrance@nicholsonintl.fr

NICHOLSON INTERNATIONAL
31 Offices • 24 Countries • One Vision

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

PARTICIPEZ AU GRAND PROJET DE TRANSFORMATION DU SYSTÈME D'INFORMATION D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL LEADER DANS SON DOMAINE. TEL EST LE CHALLENGE QUE NOUS PROPOSONS À UN

Responsable d'Exploitation Informatique

- participerez au déploiement de la retenue sur l'ensemble (plus de cent
- L'exploitation de l'application externalisée, suivi du contrat d'hébergement les comparaisons les prix du marché.
- Vous l'interface le fournisseur en charge de l'exploitation de l'application et superviserez : helpdesk, scheduling, (centrales locales), contrôle d'accès, backup/recovery, qualité facturation...
- Ingénieur informaticien, expérience l'exploitation des grands préférence au d'un grand international.
- La de considérée un supplémentaire.
- Une bonne de l'anglais professionnel indispensable. poste région Parisienne.

Merci de candidature sous réf.H10134 - 78, Boulevard la République - 92514 Boulogne cedex, qui

Notre client (600 collaborateurs, 25% de croissance), met ses compétences, son expérience et sa vision globale des télécoms au service de ses clients dans une logique de partenariat et dans une recherche constante de la qualité pour une satisfaction totale du client. Il intervient en France et à l'étranger et recherche un

RESPONSABLE
D'UN CENTRE DE PROFIT TELECOM

Vous serez en charge de la création d'une "Business Unit" Télécom : développement des comptes clients, recrutement et management de l'équipe. Vous serez responsable de la mise en place de votre plan d'actions, en accord avec votre hiérarchie, pour atteindre vos objectifs. Agé de 30-35 ans, vous avez déjà eu une expérience en tant qu'Ingénieur Commercial dans une société spécialisée en prestations de High-Tech. Votre connaissance du marché, votre capacité d'analyse, alliés à un excellent relationnel, vous permettront de cette nouvelle activité avec succès. Réf. TAC836LM

CONSULTANT CONFIRMÉ
ARCHITECTURE RÉSEAU OPÉRATEUR

Vous intervenez chez les clients comme expert réseau et les aidez dans l'élaboration de leur stratégie. Vous avez aujourd'hui entre 30 et ans et disposez d'une grande compétence télécoms avec une solide expérience réseau opérateur orienté "data". (IP, ATM et Frame Relay). De préférence vous justifiez déjà d'une expérience chez un opérateur ou une société de conseil en télécommunications. Réf : TAC837 LM

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo prétentions en précisant Tanya OHL, NICHOLSON INTERNATIONAL, Consultants 14 rue Pergolèse – 75116 Paris. Fax : 01 45 00 03 20. E-mail : tcoc@nicholsonintl.fr

NICHOLSON INTERNATIONAL
11 Offices • 24 Countries

Directeur des Projets Informatiques (H/F)

groupe UNICOPA

Groupe agro-alimentaire se situant parmi les leaders européens (4.200 personnes, 8 mds de CA), nous poursuivons notre croissance : dans le cadre de la refonte des systèmes d'information de nos activités, nous recherchons notre directeur des projets informatiques.

Rattaché au directeur informatique, vous avez pour mission le cadrage et la conduite de projets, le conseil technique et la définition des budgets dans une relation client/fournisseur.

Promoteur des idées du Groupe, et véritable architecte, vous évaluez les besoins et coordonnez les ressources (développement interne ou progiciel). En optimisant l'emploi des compétences internes et en les complétant par le recours à la sous-traitance, vous conduisez les opérations dans le respect des délais et des objectifs fixés.

Par ailleurs, véritable interface avec le terrain, vous êtes l'interlocuteur unique des responsables des systèmes d'information des branches.

A 30-35 ans, de formation supérieure type grande école d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience réussie de conduite de projet et de management d'équipe. Vous avez développé dans ce cadre une forte personnalité, un sens aigu de la diplomatie et de la négociation et une solide autonomie.

Des connaissances en matière d'AGL ou d'un cadre équivalent constituent un avantage.

Poste basé Mortain (29). Déplacements fréquents.

Merci d'adresser un dossier complet, sous référence 7800092, à notre conseil Mercuri Urval - 20 place de la Gare - CS 35411 35064 Rennes cedex.

Tracer l'Avenir Ensemble

Construisez l'avenir dans un grand groupe bancaire européen

Organisateur Informatique h/f

Filiale française du Groupe le bancaire européen leader du financement collectifs. de France est spécialisé le financement projets à l'amélioration

France. Il est premier partenaire financier des collectivités locales. Il a exporté savoir-faire à l'étranger au ses implantées en Europe et aux

Depuis son accroissement de ses a conduit aujourd'hui à renforcer l'expertise équipes.

Au sein de l'équipe la production bancaire en charge du système d'informatisation (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre micro), vous assurerez la conduite d'organisation et du développement du système d'information. A ce vous serez chargé de la réalisation des de l'existant, l'analyse et des études d'opportunité.

Vous les cahiers des charges des applicatifs de gestion, les de participerez à la documentation des procédures.

Vous participerez également à la formation des utilisateurs.

De formation supérieure (Ecole d'ingénieur, Miage) vous justifiez d'une première expérience réussie dans un environnement informatique/organisation idéalement acquise au sein d'un établissement financier.

Vous possédez une bonne maîtrise des mathématiques financières avez acquis une connaissance technique et pratique micro informatique.

Autonome et disponible, vos qualités rigueur, d'analyse de synthèse, capacité d'adaptation et esprit d'équipe essentiels à réussite.

CRÉDIT LOCAL FRANCE DEXIA

Nous vous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature complet (CV, motivation, rémunération actuelle) en rappelant la référence CLF98025 à :

Crédit local de France - Direction des Ressources Humaines
7/11, Quai André Citroën - 75901 Paris cedex 15.

Rejoignez une SSII de dimension mondiale...

Négociateur Grands Projets

500-700 KF **PARIS-RP** **H/F**

Vous intégrez l'une de (700 collaborateurs), en charge du secteur industriel, en appui de (environ 25 p. – Directeurs Commerciaux ingénieurs d'Affaires), en relation étroite nos Directeurs Projets. Dans le cadre propositions de ampleur (5 à 200 MF par affaire), chargé de : • périmètre nos engagements • négocier avec les clients au plus • optimiser et l'établissement contrats.

A ans environ, formation supérieure (Grande École ou équivalent), possédez une expérience l'intégration systèmes et/ou informatiques, une de développement d'affaires haut niveau, management de grands projets avez négocier complexes disposez si possible connaissances juridiques. Idéalement, vous aujourd'hui un intégrateur de premier plan. L'anglais courant impératif.

L'enjeu stratégique ce poste rechercher un professionnel premier plan, à la fois fin stratège, habile négociateur et gestionnaire rigoureux. Le Groupe connaît un fort développement vous ouvre un champ d'opportunités, à l'international.

Merci d'adresser complet à MERCURI URVAL, 14 08, 59.8824/LM portée sur enveloppe ou E-mail : rk@mercuri-urval.fr http://www.mercuri-urval.fr

Mercuri Urval

Un bon choix se fait rarement seul.

Un bon choix ne se fait pas sans exigence.
Notre objectif : *garantir l'adéquation des hommes* et de leurs fonctions.

Un bon choix ne se fait pas sans dialogue.
Notre objectif : favoriser un échange complet et sincère, pour évoluer dans la confiance.

Un bon choix ne se fait pas sans efficacité.
Notre objectif : vous faire gagner du temps et de l'argent, grâce à la qualité des moyens d'évaluation et l'efficacité des services.

LE LABEL DE LA QUALITÉ EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Le label des annonces Syntec, c'est le talent de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS
www.syntec-recrutement.org

Un leader qui agit comme un challenger Vous suivez ?

COMPAQ FRANCE RECRUTE 600 PERSONNES à suivre...

Directeurs de projets, chefs de projets, consultants. Au sein de notre division intégration de systèmes, vous pilotez auprès de nos clients la mise en œuvre de leurs solutions autour de technologies de pointe : Intranet, ERP, DataWarehousing... Bac + 5, de 3 à 10 ans d'expérience dans la conduite de projets informatiques dans une SSII ou chez un constructeur, vous êtes passionnés et animés d'un sens aigu du service. Réf.DCC/LM

Responsables clients. Vous êtes l'interlocuteur technique privilégié des clients dont vous avez la responsabilité. Vous assurez le suivi et la qualité de l'ensemble des prestations de service. Bac + 2 à Bac + 5, vous avez une première expérience du service. Réf. RC/LM

Ingénieurs systèmes, réseaux, architectes, administrateurs. Expert dans votre domaine (NT, UNIX, Open VMS, réseaux, SGBD, Internet, Intranet, messageries, groupware...), vous intervenez pour nos activités d'intégration de système, d'infogérance, de support clientèle applications critiques, de maintenance critique et d'informatique interne. De formation Grande Ecole, vous avez une expérience de 3 à 10 ans acquise au sein d'une SSII, d'un éditeur ou d'un constructeur. Réf. ISRA/LM

Techniciens de maintenance et support technique.

- **Techniciens de maintenance systèmes (Windows, NT, Alpha, Open VMS, UNIX...)**
- **Techniciens de maintenance réseaux**

Bac + 2 à Bac + 5, vous avez une première expérience de la maintenance dans les systèmes et/ou les réseaux. Réf. TMST/LM

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence du poste qui vous motive sur l'enveloppe et sur la lettre à Compaq, BP 784, 75827 Paris cedex 17 ou par Mail à : *recrutement@compaq.com*

COMPAQ **à suivre...**

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications

Etre consultant autrement.

Etre consultant chez Microsoft, c'est rejoindre une équipe solidaire de 100 personnes s'appuyant sur le réseau mondial de compétences Microsoft afin d'élaborer et de construire les solutions les plus innovantes pour nos clients. Ces échanges avec ce réseau qui débouchent sur une formidable entr'aide ainsi que les formations dispensées aux Etats-Unis permettent de renforcer l'expertise et d'échanger largement entre les pays où Microsoft est présent.
Etre consultant chez Microsoft, c'est accompagner les entreprises dans la mise en œuvre et la gestion des nouvelles technologies nécessaires à leurs projets informatiques les plus ambitieux. Ces projets, qu'ils concernent l'infrastructure informatique des entreprises (systèmes communicants, messageries, développements intranet et client-serveur) ou le développement de solutions métiers applicatives, concourent à la création de valeur ajoutée ou au support de nouveaux processus organisationnels.
C'est pour cela que vous serez consultant autrement.

Si de plus, vous êtes passionné par les nouvelles technologies et vous avez 2 à 7 années d'expérience acquises en cabinet de conseil, dans une SSII ou au sein d'une direction informatique d'entreprise, alors, écrivez nous sous la référence CO/LM à :
Microsoft France
Direction des Ressources Humaines
18, avenue du Québec - 91957 Courtaboeuf Cedex
ou consultez notre site www.microsoft.com/france/recrute

Microsoft

Voyageurs DU MONDE

Voyageurs du Monde, l'un des leaders des Tours Opérateurs français, recherche un **informaticien**

Vous êtes dynamique, rigoureux, vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique (Word, Excel, NT, gestion de parc micro) et UNIX (serveur HP). Une connaissance des réseaux (IP, NETBEUI) est fortement recommandée.

Venez nous rejoindre à la **Cité des Voyageurs,** la plus grande agence de France située au cœur de Paris.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à :
Fabrice Lepelletier - Voyageurs du Monde - 55, rue Ste-Anne - 75002 PARIS

Bourges (18)

GROUPAMA ASSURANCES

2e Assureur Généraliste Français

JEUNES INGÉNIEURS

1999 : DES OPPORTUNITES DE CARRIERE EN INFORMATIQUE POUR 12 JEUNES INGENIEURS

Le Centre de Développement des progiciels Assurances Dommages de Groupama, fonctionnant sur grands systèmes IBM (bases de données, télétraitement...) et micros, développement intranet et internet, renforce ses équipes d'études et recherche des ingénieurs et/ou diplômés bac +5 scientifique, débutants ou avec une première expérience.
Ces postes sont basés à Bourges. Après une formation initiale aux techniques mises en œuvre par Groupama et aux spécificités de notre système d'information (6 mois), vous serez intégré à l'une de nos équipes de développement à Bourges. Vous aurez la possibilité d'évoluer à moyen terme sur d'autres sites informatiques de Groupama à Lyon (69) ou Montpellier (34).
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous la référence CA/99/01/JI à notre Conseil : SCOREMAN Consultants, Antélios C, Pôle d'activité Les Milles, 13858 Aix-en-Provence Cedex 3.

SCOREMAN Consultants
SYNTEC Recrutement Qualité OPQCM

Ingénieurs radiocommunications

Rejoignez-nous pour créer un monde sans fil

Pour avoir plus d'informations sur LORRIS et sur les postes proposés, merci d'adresser votre dossier (CV et lettre de motivation) par fax, e-mail, ou courrier à :
Mme N. CORDIER
LORRIS Consulting
90, avenue du Général-Leclerc
92100 Boulogne France
Fax : +33 1 48 25 30 58
E-mail : lorris@worldnet.net
Les entretiens individuels se tiendront de février à mai 1999 dans différents pays d'Europe.
Si les défis vous attirent, LORRIS Consulting vous propose une carrière motivante à l'international.

Nous sommes une entreprise de télécommunications européenne, ayant des bureaux à Paris et à Barcelone, spécialisée en conception et en déploiement de réseau cellulaire. Nous conseillons et assistons techniquement des opérateurs et des constructeurs de renommée mondiale, à tous les stades de développement d'un réseau.
Nos projets sont situés principalement en Europe mais aussi en Asie et en Amérique. Nos équipes sont internationales (plus de 9 nationalités représentées).

Dans le cadre de notre expansion internationale, nous recrutons actuellement de nouveaux ingénieurs pour intégrer ou encadrer des équipes opérationnelles dans plusieurs nouveaux réseaux en Europe et en Amérique.

Nous recherchons des jeunes ingénieurs ayant une première expérience professionnelle ou des compétences affirmées dans les postes suivants :
- Ingénieurs en conception et en planification radio (RF design)
- Ingénieurs en optimisation radio
- Ingénieurs transmission (conception et déploiement de faisceaux hertziens)
- Ingénieurs spécialisés en mesures radio
- Ingénieurs/ Responsables d'installation et commissioning BSS
- Ingénieurs/ Responsables d'intégration et recette BSS
- Ingénieurs mise en œuvre (implémentation) et recette NSS.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

LORRIS CONSULTING

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières internationales

LCIE

Nous sommes l'une des principales sociétés européennes de services dans les domaines électrique et électronique. Notre vocation est d'être le partenaire des industriels dans le processus d'innovation technique et d'évaluation de la conformité aux normes françaises, européennes et internationales. Nos prestations s'exercent dans les domaines des essais et mesures, la certification, l'audit/inspection, la métrologie, l'assistance technique et la formation. Nous recherchons aujourd'hui un

ADJOINT AU DIRECTEUR CERTIFICATION POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

Vous contribuez personnellement, par votre rôle de représentation et de négociation dans des instances internationales, à renforcer notre position d'organisme de certification leader offrant aux industriels des services d'assistance à l'exportation de leurs produits électriques ou électroniques.

Vous travaillez à la préparation et l'évolution d'accords multilatéraux ou bilatéraux permettant l'accès de nos clients aux marchés internationaux.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience de dix ans minimum en milieu industriel dans un environnement international et concerné par l'assurance qualité. Vous êtes reconnu pour vos talents de négociation et votre force d'engagement ; bien sûr, vous maîtrisez la langue anglaise dans toutes ses formes d'application.

Ce poste, basé en proche banlieue sud de Paris, requiert pour environ la moitié du temps, des déplacements à l'étranger.

Merci d'écrire sous référence 1135 à GC Conseil - 42, avenue Montaigne 75008 Paris.

GENEVIÈVE CHARLES CONSEIL
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Build your career with Intel

With revenues of $26.3 billion in 1998, Intel is one of the leading movers and shapers in the evolving Information Society. More than 60,000 highly motivated Intel employees are engaged in pushing the limits of computing, creating and communicating, continuously expanding into new territories of both products and markets. To meet the challenges of future markets we are offering excellent career opportunities for experienced and open-minded professionals for various areas of the business.

HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT REPRESENTATIVE
EMEA Mergers & Acquisitions – based in Paris

In this new role, you will proactively support acquisitions by creating systems and processes for present and future requirements. This includes responsibility for designing, implementing and managing the Organisational and Employee integration plans, liaising closely with senior managers, M&A teams, and regional HR functions.

You will have a business degree plus 4-6 *years of experience in the HR field with pan-*European exposure and strong emphasis on HR development. You will have proven ability to identify trends, analyse data, and develop proactive strategies in the areas such as training and organisational development. You will have *demonstrated competency in organisational assessment and development,* coaching, consulting and employee relations, together with the capability to work effectively in a multicultural environment. Excellent interpersonal and communication *skills are fundamental to the job. Fluency in* English is essential and competence in another European language is an advantage.

English, French, Italian, German, Spanish
TECHNICAL CUSTOMER SUPPORT ENGINEERS
based in Swindon, UK

You will provide 2nd level technical support to our European customers for a *wide range of Intel products. For all* customer technical requests, mainly received via phone and e-mail, you will ensure that these problems are professionally resolved to the full satisfaction of the customer. Your activities are supported by modern tools such as a knowledge based system and a call tracking system. Additionally, you will provide assistance to the sales and marketing team with regard to product demonstrations and customer training.

You will have a degree in an IT related discipline plus some years of experience in *technical support for computing platforms* including Windows 95/98 & NT. Proven working knowledge at the PC and server motherboard level and an understanding in data communication technologies, (TCP/IP, ISDN, LAN/WAN) are preferable. Strong service orientation, outstanding communication and team player skills together with a problem solving attitude and hands-on working style are essential. Fluency in English and at least one other European language such as French, and/or German is essential, additional languages are a strong plus

English, French, German, Scandinavian, East European, Italian
CUSTOMER BUSINESS ANALYSTS
based in Swindon, UK

Providing the highest level of service to customers in the Europe/Middle East and Africa regions, the CBA (Customer Business Analyst) makes a vital contribution to Intel's overall sales effort. The CBA is the customers' primary day-to-day contact for a wide variety of inquiries regarding products, price, availability, as well as being responsible for the successful management of the customer demand forecast, backlog and ensuring all *orders are delivered on time. Actively* managing the product supply line, analysing account activities to support programmes to increase coverage efficiency consistent with Intel strategies will be part of your role.

The successful candidate will be effectively managing the customer relationship as well as influencing and driving changes needed to meet changing customer expectations. This role requires a confident and articulate individual, able to organize and balance a variety of tasks, capable of working efficiently within a team and have strong analytical skills. Ideally, the candidate will be a native German, French, Italian, Spanish or Russian speaker with a fluency in English. PC skills in the standard office *applications are a must.* Constant interface with a wide variety of departments offers a wide career choice and potential for future development.

Ambitious graduate candidates with a technical and/or business degree offering the desired skills are welcome to apply.

These are challenging and rewarding opportunities for personal development and will allow successful candidates to join highly professional and motivated teams. Relocation assistance is available.

For further information please call Marion Erber-Ludwig, **telephone ++49 89 13 06 82-0** or submit your full career details in English to our consultants.

Additional information on Intel and other job openings can be found at: http://www.intel.com

Erber-Ludwig & Partner GmbH
Recruitment Advertising & Selection
Nymphenburger Str. 148
D-80634 München
Fax: ++49 89 13 06 82-25
E-Mail: erber-ludwig@t-online.de

intel.

The Intel Inside Logo and Pentium are registered trademarks of Intel Corporation

Une personnalité dotée d'un véritable esprit de pionnier trouvera encore son Eldorado dans cet environnement marqué par le succès. Vous définissez ici des piliers stratégiques et vous les réalisez ensuite. Vous êtes entouré d'une équipe de 20 ingénieurs. Avez-vous encore le cœur d'un développeur ? Avez-vous renforcé vos compétences au niveau stratégique et d'économie d'entreprise ? Etes-vous un chef qui enthousiasme et motive? C'est alors le moment d'étudier ce défi. *Votre profil: formation technique supérieure, formé à la conduite. Plusieurs années de pratique* dans 1. Le développement de systèmes de télécommunications HW/SW, de réseaux digitaux et de composants électroniques 2. La conduite d'un département de développement. Langues: anglais écrit et parlé. Idéalement français/allemand. Age 33-49.

Directeur développement / Système télécom / Suisse

Connaisseur HW+SW, manager orienté globalement / défi stratégique et opérationnel / entreprise d'avant-garde

Le succès "colle" pratiquement aux "chaussures" de cette multinationale suisse bien connue. Cela n'est pas le résultat du hasard. Il est ici vécu différemment des autres. Notre mandant est une filiale de ce groupe active dans le monde entier. Les performances de cette société indépendante de 100 employés basée à Neuchâtel dépassent même les taux de croissance pourtant brillants de la maison-mère. Le domaine spécialisé est constitué par les solutions de systèmes de management des synchronisations numériques des réseaux digitaux de télécommunications. Un marché de niche hautement spécialisé qui connaît un développement en flèche en raison de la vague de libéralisation. On est depuis des années l'entreprise d'avant-garde qui place sans cesse de nouveaux standards de performances.

Le titulaire actuel du poste a bénéficié d'une promotion. Vous gérez stratégiquement et opérativement le développement. En étroite collaboration avec le marketing/PM, vous définissez les profils des nouvelles générations de produits. Conjointement avec votre équipe, vous réalisez tous les développements, y compris ceux spécifiques aux clients, sans perdre de vue les aspects de profits et de pertes. Vous apportez votre soutien aux ventes pour toutes les questions importantes touchant les produits, ce qui implique des voyages sporadiques chez les clients. Vous faites rapport au CEO et vous *être membre du management* des centres de profits. Etes-vous intéressé? Envoyez-nous alors votre dossier accompagné d'une photographie. Rolf A. Meier, ALTRUWIN AG. Discrétion absolue.

Badenerstr. 329
Postfach / CH-8040 Zürich

Altruwin
UNTERNEHMENSBERATUNG

Telefon +41/1/401 28 00
Telefax +41/1/401 28 18

Contrôleur Financier International

Pour le compte d'un des acteurs majeurs au niveau mondial dans le métier de l'environnement.

Paris **H/F** **350-400 KF**

Rattaché au Directeur du Contrôle Financier du siège mondial de l'activité, vous prenez en charge le suivi opérationnel d'un portefeuille de filiales étrangères.

Vous contrôlez et suivez les éléments financiers: reporting, budget, prévisions, ratios clés et tableaux de bord. Vous assistez les directeurs généraux dans l'atteinte de leurs objectifs financiers et contribuez à la croissance interne et externe de l'entreprise.

Agé de 29 à 33 ans, et de formation supérieure, vous avez acquis une double expérience d'environ 5-6 ans de l'audit et du contrôle financier au sein d'un environnement **résolument** international.

Vous parlez couramment l'anglais et le *français et si possible une troisième* langue européenne.

Vous serez amené à vous déplacer à l'international et à envisager votre carrière professionnelle sous l'angle de la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence **FID22998** à **Amaury Destailleur.**

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
3617 code MPage (Comcho 3,48F/Min) **http://www.mpfrance.com**

Michael Page
FINANCE INTERNATIONAL SERVICE

EXPERTEAM SOFTWARE ENGINEERING

SESYS Software Engineering

Sociétés internationales de consultants en informatique spécialisées dans l'intégration de produits logiciels dans les systèmes d'information clientèle des grandes entreprises.

Nous recherchons

• ***Des ingénieurs informaticiens***

Vous réaliserez des systèmes informatiques dans le domaine du "customer care" pour nos clients du secteur bancaire et du *secteur des télécommunications.*

• ***Notre responsable commercial***

Agé d'environ 30 ans avec une expérience réussie dans la vente de produits ou services informatiques, vous prendrez en charge la promotion de nos services de "Software Engineering" auprès des directions informatiques des grandes entreprises. Vous serez aussi un partenaire dans notre strategie de développement.

Envoyez vos candidatures à EXPERTEAM, 363 av. Louise, B-1050 Bruxelles ou SESYS, 2 place Malraux, 75001 Paris, par E-mail à info@experteam.be ou Sesys@wanadoo.fr

UNIVERSAL COMMUNICATION

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1er quotidien français à l'étranger

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens

La mairie de Paris
organise un concours pour le recrutement de

4 INGÉNIEURS
des services techniques (génie urbain)

DIPLÔMÉS DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES

■ INSCRIPTIONS du 11 janvier au 11 février 1999.
Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des dispositions légales

■ CONCOURS à partir du 6 avril 1999.

■ FORMATION rémunérée et assurée à l'école nationale des ponts et chaussées.

Un dossier d'inscription vous sera remis sur place ou envoyé par courrier sur demande (merci de joindre une enveloppe format 32,5 x 22,5 affranchie à 11,50 f)

Mairie de Paris,
bureau du recrutement,
2 rue Lobau,
75196 Paris RP (précisez la réf : LM)

MAIRIE DE PARIS

Ville contemporaine jeune (35 ans)
Cité d'avenir avec le parc d'activités technologiques et tertiaires CITIS
Cité de communication interactive avec Internet Citoyen
2ème ville du Calvados, membre du District du Grand Caen
La Ville d'HÉROUVILLE SAINT-CLAIR
25 000 habitants - 565 agents
recherche le

CHEF DE PROJET DU CONTRAT DE VILLE H/F

Collaborateur privilégié du Maire, membre de l'équipe de Direction sous la responsabilité du Directeur Général des Services, votre mission sera de construire le futur CONTRAT DE VILLE 2000 - 2006 en :
- utilisant l'amplitude des champs d'application de la problématique urbaine : enjeux urbains, habitat, économie, action sociale, développement du lien social et de la citoyenneté ;
- mobilisant les différents dispositifs mis en place par les Pouvoirs Publics ;
- assurant les débats nécessaires entre les Elus, les associations, les habitants, les responsables du District du Grand Caen (élaboration du contrat d'agglomération), de la Région, de l'Etat (préparation du Contrat de Plan) et de l'Europe (réforme des fonds structurels européens liés à l'objectif 2).

De formation supérieure pluridisciplinaire, vous avez acquis une expérience confirmée d'animation des dispositifs de la politique de la ville ainsi qu'une très bonne connaissance des méthodologies et des acteurs nécessaire à une requalification urbaine impliquant : - la pratique de l'évolution urbaine de la Ville ; - du travail sur le terrain ; - une capacité d'ouverture sur l'extérieur avec un tempérament de négociateur ; - une capacité d'analyse, de travail partenarial et de montage de projets ; - le sens du service public.
Vos qualités relationnelles (écoute et dialogue), votre sens du travail en équipe, votre disponibilité seront parmi les critères déterminants du choix.

FC Conseil
RECHERCHE ■ EVALUATION ■ CADRES ■ DIRIGEANTS

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 22 février votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous la référence CUR99011M à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
E-mail : fcconseil@fcconseil.fr

Un Administrateur Systèmes et Réseaux

Sous l'autorité du Directeur de l'Informatique, vous serez chargé de la mise en place, de l'optimisation et de la maintenance des systèmes sous UNIX, WINDOWS 95/98 NT et NOVELL, ainsi que de la gestion et de l'évolution du réseau Ethernet. Vous participerez en qualité d'expert réseau aux travaux des groupes de projets informatiques. Vous aurez un rôle d'interlocuteur technique des prestataires externes et un rôle de conseil auprès des agents de la direction pour garantir un niveau technologique performant et adapté.

Ce poste s'adresse à un fonctionnaire ou à un lauréat de concours du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou agent non titulaire, de formation supérieure Bac+3 minimum dans la spécialité informatique. Méthodique et organisé, vous montrez de l'intérêt pour les technologies réseaux. Vous possédez le goût du travail en équipe, accompagné du sens du service et de la disponibilité.

Renseignements au 03 26 70 31 05.

REGION CHAMPAGNE ARDENNE

Les dossiers de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sont à adresser à la Région Champagne Ardenne, Service des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques, réf. RHJ 99-07, 5, rue de Jéricho, 51037 Châlons en Champagne.

Le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Orge Aval (Essonne)
33 communes - 370 000 habitants
(assainissement et aménagement de la rivière)

Recrute

pour la création de son bureau d'études techniques d'assainissement :

Un Ingénieur Subdivisionnaire responsable du BET
Réf. IS1

■ *Missions :*
- *Direction et suivi de la réalisation des études de maîtrise d'œuvre des travaux d'assainissement.*

■ *Profil :*
- *Diplômé d'une école d'ingénieur (travaux publics, génie civil, hydraulique)*
- *Expérience confirmée acquise au sein d'un BET d'assainissement*
- *Compétences en informatique (DAO, SIG)*
- *Connaissances en automatisme et télégestion appréciées*
- *Grande rigueur administrative (tenue des délais, respect des cahiers des charges et des enveloppes financières)*
- *Aptitude à l'encadrement et à la motivation d'une équipe (3 personnes)*

pour son service exploitation :

Un Ingénieur Subdivisionnaire responsable du service "Exploitation"
Réf. IS2

■ *Missions :*
- *Direction et animation du service (34 agents)*

■ *Profil :*
- *Diplômé d'une école d'ingénieur (informatique, hydraulique, génie civil)*
- *Compétences en informatique et gestion de données*
- *Connaissances en automatisme et télégestion appréciées*
- *Aptitude à l'encadrement et à la motivation d'équipes*
- *Qualités réelles d'animateur et approche pédagogique pour intégrer les nouveaux outils de gestion technique (SIG, Télégestion) dans le fonctionnement quotidien des équipes.*

Les dossiers de candidatures à envoyer avant le 27/02/99 (lettre manuscrite + CV et photo) seront adressés à :

Monsieur le Président du SIVOA, 163 rte de Fleury 91172 VIRY CHATILLON Cedex

---

LA VILLE DE VILLEMOMBLE

Seine-Saint-Denis • 27 000 habitants

Recrute

Analyste Programmeur

Chargé d'assister le Chef du service informatique, vous assurerez le développement des logiciels spécifiques en L4G et adapterez des postes de travail à une exploitation sous Windows 1995.

Attaché territorial, titulaire d'un Bac + 3, vous maîtrisez le L4G et possédez une bonne connaissance des réseaux locaux et des matériels.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Sénateur-Maire, Centre administratif, 13 bis rue d'Avron, 93250 VILLEMOMBLE

DIRECTEUR ADJOINT DU LABORATOIRE D'HYDROLOGIE ET D'HYGIÈNE

LE DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE RECRUTE

Étroitement associé à la validation des dossiers techniques et des résultats analytiques, ainsi qu'à la gestion du laboratoire, vous participez à la promotion de ses prestations et au développement de nouvelles activités.

Pharmacien ou ingénieur biotechnologie - microbiologie, vous disposez d'une spécialité chimie de l'environnement et possédez de solides connaissances en métrologie. Votre capacité d'encadrement sont assorties d'une forte sensibilité aux questions d'assurance qualité et vous maîtrisez les procédures. Ce poste est à pourvoir par voie statutaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, et de la Communication, BP 5104, 49041 Angers cedex 01.

CONSEIL GÉNÉRAL • DÉPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE

Avis de concours de la fonction publique territoriale

ARMÉE DE TERRE

TECHNICIENS

Votre avenir assuré

VOUS POUVEZ DEVENIR

Le Matériel, arme de la maintenance

TECHNICIENS SUPERIEURS DE MAINTENANCE
par voie de concours
dans les domaines électronique, mécanique industrielle, informatique générale.

MISSIONS • Concevoir, prescrire, conduire des réalisations dans la maintenance des matériels de l'armée de terre.
PROFIL • Détenir DUT-BTS ou diplôme du niveau III.
INTERET • Accès possible au corps des ingénieurs. Formation gratuite et rémunérée, Sécurité de l'emploi, rémunération à partir de 10 900 F

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION : Ministère de la Défense. D.F.P. Concours GPC/2 26, boulevard Victor Paris 00463 ARMEES - Renseignements : tél. : 01.46.73.73.21
Minitel : 3614 SGAI - Internet : http:/www.défense.gouv.fr

Retrouvez chaque semaine la rubrique INITIATIVES LOCALES

⇨ **Lundi dans le supplément Le Monde Economie "enjeux et initiatives"**
• Cadres territoriaux, Gestionnaires et Financiers, Avis de Concours

⇨ **Mardi dans le supplément Le Monde Interactif "les nouvelles technologies"**
• Ingénieurs et informaticiens

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42